L'AUTRICHE

ET

LA BOHÊME EN 1869

LA QUESTION TCHÈQUE ET L'INTÉRÊT FRANÇAIS.

I. *Œsterreichs Staatsidee*, von Franz Palaçky; Prague 1866. — II. *Correspondance tchèque*; Berlin 1868-1869. — III. *Politische Stimmen aus Böhmen*; Prague 1869. — IV. *Die Reform*, von Franz Schuselka; Vienne 1869. — V. *Bundesstaat oder Kadaver*, von Graf Nikolaus Bethlen; Pesth 1869.

De graves événemens se préparent en Autriche; la majorité des sujets de l'empire poursuit énergiquement sa lutte contre les deux minorités qui la dominent. Le dualisme est attaqué par des adversaires qui ne reculeront pas, car ils ont pour eux non-seulement la conscience de leur droit, mais la conviction qu'ils travaillent au salut de l'état. Ces ennemis irréconciliables du dualisme austro-hongrois, ce sont les Tchèques de la Bohême. Malgré les fautes qu'ils ont commises, ils gagnent chaque jour du terrain. Déjà, par la seule force des choses, ils recrutent des auxiliaires chez toutes les nations de la monarchie, chez celles-là mêmes qui naguère encore les combattaient avec le plus de violence. C'est qu'une évolution très sérieuse s'est faite depuis quatre ans dans les principes et la conduite des défenseurs de la Bohême. Nous voulons raconter ce travail de quatre années, indiquer la situation qu'il a produite, montrer l'ardeur croissante des Tchèques, juger la politique de leurs ennemis, signaler enfin les problèmes qui se rattachent étroi-

tement à ce conflit. Comment se défendre d'une vive émotion en face de pareils intérêts? Ces questions, qui semblent aujourd'hui si éloignées de nous, peuvent nous atteindre demain par des contre-coups effroyables. Nos renseignemens nous arrivent de Prague, de Vienne, de Pesth, de tous les endroits où s'agite la crise, une crise de vie ou de mort pour la monarchie autrichienne. S'il n'y avait ici qu'une bataille dont nous pourrions être les spectateurs désintéressés, notre curiosité serait déjà excitée au plus haut point. Cette quiétude ne nous est pas permise, et nous avons le droit de dire à nos lecteurs : attention! il s'agit de nous-mêmes.

I.

Ce n'est pas la bataille de Sadowa, comme on le croit généralement, qui a fait naître la conception d'une Autriche partagée en deux; l'idée de ce dualisme, pour employer l'expression consacrée, l'idée de cette monarchie austro-hongroise, puisque tel est en ce moment le nom officiel de l'empire des Habsbourg, avait été discutée avec véhémence par les intéressés plus d'une année avant la catastrophe qui a obligé la vieille Autriche à se renouveler de fond en comble. Au mois de mai 1865, une polémique très vive mettait aux prises les principaux publicistes slaves, magyars, allemands, de la monarchie autrichienne. A Prague, à Pesth, à Vienne, les chefs de l'opinion agitaient ouvertement ces problèmes : quel va être le sort de l'Autriche, quelle devra être sa constitution dans un avenir prochain? en d'autres termes, l'état actuel ne peut se maintenir, l'Autriche s'écroule, comment se relèvera-t-elle? C'était même là, pour le dire en passant, un avertissement assez clair à tous les politiques de l'Europe, et l'on est surpris que tant de personnes en mesure d'être bien informées aient pu compter en 1866 sur la victoire d'une puissance si sérieusement malade. Or, dans cette controverse où la vie et la mort de l'ancienne Autriche, sa condamnation inévitable et sa transformation nécessaire étaient si ardemment débattues, l'homme qui représentait la politique libérale, la politique à laquelle se rattachent en ce moment les meilleurs esprits et les juges les plus compétens de l'Europe, c'était le représentant des Tchèques, c'était l'historien national de la Bohême, M. Franz Palaçky. M. Palaçky, deux années après, a eu un tort grave aux yeux de notre Occident, il a eu le tort d'accepter l'invitation des Russes et d'aller siéger au congrès slave de Moscou. Ce fut une faute; cette démarche fâcheuse a fait considérer les Tchèques comme des agens du panslavisme moscovite, elle a refroidi à leur égard les sympathies de la presse libérale en Europe; ce n'est pas une raison

pour méconnaître le rôle rempli par M. Palaçky et ses compatriotes dans la discussion des principes qui doivent relever l'Autriche. Que proposait donc le célèbre publiciste? Il demandait que chacune des races ou du moins chacune des nations historiques dont se compose l'empire fût mise en possession de ses droits; il demandait l'établissement d'une monarchie fédérative où les Tchèques de Bohême, les Magyars de la Hongrie, les Polonais de la Galicie, les Valaques de la Transylvanie, les Allemands de l'archiduché, auraient leurs institutions nationales et leur existence propre sans cesser d'être unis par les intérêts généraux, sans renoncer à la grande patrie sous le sceptre tutélaire des Habsbourg. Et de tous les systèmes proposés dans cette discussion, quel est celui qu'il combattait le plus énergiquement? C'est le dualisme, ce dualisme austro-hongrois qui se préparait déjà dans les conseils de l'empereur, et que les Slaves regardaient comme une menace de mort.

Était-ce en haine de l'Autriche, comme le croient à première vue les esprits étrangers à ces questions? était-ce pour accélérer la décomposition de la vieille monarchie que les représentans de la Bohême réclamaient une fédération? Non certes. Dès la controverse de 1865, M. Palaçky, répondant aux publicistes viennois, leur prouvait qu'ils avaient moins de foi que les Tchèques dans la mission de l'Autriche. « Ne nous séparons jamais de la confédération germanique, disaient les Allemands, ne permettons jamais à l'Autriche de se constituer en dehors de l'Allemagne; elle cesserait d'être une grande puissance, bien plus elle cesserait d'exister. » M. Palaçky répliquait aussitôt : « Étrange compliment! Quoi! l'Autriche ne peut être une grande puissance qu'à la condition de chercher en dehors d'elle-même les élémens de sa force! et le journal qui tient ce langage est un des premiers organes de l'opinion dans le cœur de l'Autriche! C'est à Vienne qu'on parle de la sorte! Pour moi, si j'avais dit pareille chose, je me croirais coupable de lèse-majesté envers l'empire; la seule explication de ces paroles à mon avis, c'est que les hommes qui pensent et parlent de cette manière tiennent beaucoup plus à la domination de la nationalité allemande qu'à la durée de l'Autriche. Nous autres Slaves, nous ne tenons pas le moins du monde à ce que l'Autriche domine l'Allemagne et l'Italie; nous sommes persuadés au contraire que le jour où l'Autriche, par de sages et libres institutions, aura donné satisfaction à ses peuples, le jour où nous pourrons tous avec raison être fiers du nom de l'Autriche, l'Autriche n'aura rien à craindre d'aucune puissance du monde (1). »

(1) L'écrivain slave répondait à la *Presse* de Vienne, n° du 20 avril 1865.

L'habile publiciste poursuit en toute franchise l'exposé de ses doctrines, c'est-à-dire des vœux de son pays. Il pressent les objections et les réfute d'avance. Il adresse à ses adversaires les questions les plus embarrassantes, il les contraint à des aveux, il les oblige à sortir de l'équivoque. Ses dilemmes sont terribles, car ce n'est pas l'argumentation d'un polémiste rompu aux ruses du métier, c'est la réalité même qui s'exprime par sa bouche. Rien n'est plus redoutable que ces dilemmes où l'on se trouve enfermé par la nature des choses. « Vous proclamez, dit M. Palaçky, que l'union des peuples de l'Autriche avec l'Allemagne est pour l'Autriche une condition d'existence; à qui donc cette union a-t-elle le plus profité jusqu'à présent? Est-ce aux peuples de l'Autriche? est-ce à l'empire d'Allemagne? Interrogez l'histoire, sa réponse est claire. Le mal que cette union a causé au plus grand nombre des peuples de l'Autriche, un enfant même pourrait le dire; le bien qu'ils en ont retiré, où est-il? » Ici, les publicistes allemands sont bien obligés de reconnaître que l'union de l'Autriche avec l'Allemagne est un intérêt tout allemand, et, relevant le reproche de germanisme que semble contenir l'argumentation du publiciste slave, ils ajoutent que cet intérêt est précisément la règle de leur conduite, qu'ils sont Allemands, qu'ils servent la cause allemande. « Fort bien, c'est votre droit, répond l'imperturbable champion des Tchèques; mais alors, si vous arborez le drapeau du pangermanisme, quels reproches pourrez-vous faire à ceux qui arboreront le drapeau du panslavisme? Vous sacrifiez l'Autriche à l'Allemagne; les Slaves d'Autriche sacrifieront l'Autriche à la Russie, tandis que les Valaques de Transylvanie se tourneront vers Bukharest et les Serbo-Croates vers Belgrade. Du même coup le grand empire de l'est se trouvera disloqué; il n'y aura plus d'Autriche. » Encore une fois, le dilemme est terrible, parce qu'il est le résumé de la situation. Le voici dans toute sa force : ou bien aidez-nous à construire l'Autriche nouvelle, ou bien, si vous préférez l'intérêt allemand à l'intérêt autrichien, ne vous étonnez pas que les autres races de l'empire conforment leur conduite à la vôtre. C'est vous qui nous pousseriez malgré nous au panslavisme, si vos doctrines triomphaient. N'invoquez pas l'unité allemande pour nous écraser sous son poids, si vous ne voulez pas que nous invoquions, pour nous défendre, l'unité des races slaves.

Réduits au silence par cette argumentation sans réplique, les publicistes viennois n'avaient plus de ressources que dans la colère et l'injure. On devait s'attendre à rencontrer ici les théories orgueilleuses sous lesquelles l'Allemagne de nos jours prétend accabler les populations voisines de ses frontières; elles ont déjà servi,

ces théories conquérantes, contre les Polonais du duché de Posen et les Danois du Slesvig, il était naturel qu'on en fît usage contre les Slaves d'Autriche. « Les Tchèques osent-ils bien se comparer aux Allemands ? » tel est le premier mot de l'invective, et, une fois ce thème attaqué, on devine ce qui va suivre. Il y a des races éminentes et des races inférieures. Les Allemands sont mieux doués que les Slaves, ils sont plus laborieux, plus sobres, plus honnêtes; tout ce que renferment les mots allemands *tüchtig*, *gründlich*, l'industrie, l'habileté, l'aptitude, l'art de faire réussir une entreprise à force d'application et de zèle, cette disposition de nature qui fait que la conscience préside toujours au travail de l'ouvrier, travail d'esprit ou travail des mains, ce besoin d'aller au fond des choses, de ne pas se contenter à demi, de préférer le solide à l'agréable et ce qui dure à ce qui brille, tout cela révèle la supériorité des peuples germaniques sur les peuples slaves. Les grands esprits de l'Allemagne au XVIII[e] siècle, Lessing excepté, étaient modestes pour leur pays et pour eux-mêmes avec un juste sentiment de leur valeur; Herder et Goethe étaient animés des sympathies les plus vives pour la culture universelle; Schiller ne méprisait aucune des races qui ont concouru ou qui peuvent concourir à leur tour à l'œuvre de la civilisation; Kant, Fichte, Schelling, les deux Humboldt, obéissaient au même esprit libéral et profondément humain; c'est le dernier venu de ces penseurs souverains, qui, ébloui sans doute par tant de richesses, ébloui surtout par ses propres doctrines, proclama la supériorité de la race germanique sur toutes les races de l'Europe moderne. Ai-je besoin de nommer Hegel ? Il construisait son système après la défaite de la France en 1815. On sent frémir sous ses formules algébriques l'enthousiasme du poète et l'exaltation du visionnaire. Un de ses premiers discours, prononcé à Heidelberg en 1817, est un hymne à la mission providentielle des nations allemandes. Pour lui, toute l'histoire moderne est l'histoire de l'esprit allemand. Quand il dessine à grands traits sa philosophie de l'histoire, il y trouve trois divisions, trois époques, trois mondes : le monde oriental, le monde gréco-latin, le monde germanique. La philosophie hégélienne, qui a marqué de son empreinte toute la littérature allemande des cinquante dernières années, n'a pas eu de principe qui ait pénétré plus profondément que celui-là. Ses théories spéciales ont subi bien des fortunes diverses; ce sentiment exalté de la prééminence intellectuelle et morale des peuples allemands se retrouve encore partout aujourd'hui, et, après avoir été la vision de quelques songeurs, il est devenu le lieu-commun des publicistes. Il faut une certaine force aux esprits d'élite pour revenir simplement aux sympathies humaines du dernier siècle.

Chaque peuple sans doute a ses bouffées d'orgueil, et nous connaissons trop bien la vanité française pour ne pas excuser chez nos voisins des sentimens analogues; la foi en soi-même est une marque de vitalité après tout, et il est permis à un grand peuple de ne pas être trop modeste. La foi de la France était du moins une foi généreuse, et si elle était fière de ses conquêtes dans l'ordre politique et social, c'était par l'espérance d'en faire profiter le genre humain. Un libéral esprit de propagande s'associait toujours au sentiment de sa gloire.

La révolution, cette œuvre si française, n'était pas une œuvre égoïste; la France avait travaillé pour le monde. Que l'orgueil allemand, l'orgueil prussien surtout, depuis un demi-siècle est différent de cet enthousiasme! Ne parlons pas ici de confiance en soi-même, il s'agit de tout autre chose, d'un sentiment moins noble et plus étroit. Certes il y a en Allemagne nombre d'hommes distingués qui sont à l'abri de ces reproches; nous sommes assuré pourtant qu'ils ne sauraient nous contredire, puisqu'ils ont eux-mêmes si souvent combattu les procédés que nous signalons. N'est-il pas vrai qu'après la guerre du Slesvig les publicistes prussiens répétaient sur tous les tons : « Vaincus de Düppel, c'est la moralité allemande qui a brisé vos armes dans vos mains; nous valons mieux que vous, voilà pourquoi vous périssez. Votre corruption vous condamne à mort ? » N'est-il pas vrai que, dans toutes les luttes des Allemands de la Prusse avec les Polonais du duché de Posen, ces mêmes écrivains ne cessaient de prodiguer l'outrage aux victimes? N'est-il pas vrai qu'ils aggravaient encore l'iniquité germanique par la plus insolente des justifications? N'était-ce pas toujours la même injure? « Vous êtes des oisifs et des pervertis, subissez donc votre sort. L'honnêteté allemande ne cessera point d'avoir le dessus. » Voilà comment le meurtre de la Pologne est devenu chez les disciples de Kant et de Hegel un éclatant exemple du triomphe de la morale! Eh bien! c'est le même esprit d'infatuation qui va fournir aux publicistes viennois leurs derniers argumens contre les Tchèques de Bohême.

Cette argumentation, si blessante par elle-même, est plus irritante encore sous la plume des Allemands de l'Autriche. Qu'un écrivain de l'Allemagne du nord, avec sa rigidité kantienne et son enthousiasme hégélien, soit convaincu que la moralité germanique justifie la domination de la Prusse sur les Slaves du duché de Posen, on peut admettre sa sincérité en bafouant ses prétentions; à Vienne, les écrivains qui ont recours à ces théories n'ont véritablement pas d'excuse. Aussi M. Palaçky a-t-il grande raison de leur répondre : « Il y a toujours dans la nation allemande, dans cette

grande nation à l'esprit spéculatif, des philosophes d'une espèce particulière tout prêts à coordonner en système les plus violentes absurdités; ils se feront fort, par exemple, de démontrer *a priori* que le principe de l'égalité de droits de nation à nation est un non-sens. La commune origine du genre humain est une fable à leur avis, aussi bien que l'histoire d'Adam et d'Ève. La nature, qui ne crée pas deux feuilles absolument semblables, n'a pas créé non plus deux nations douées d'aptitudes égales, et si une race en naissant a reçu un privilége, elle a reçu en même temps le droit de le faire valoir. C'est pourquoi les Allemands, étant mieux doués, étant plus énergiques et plus nobles que les Slaves, ne sauraient consentir à se voir placés au même rang. Voilà les principes du parti allemand, principes qui ont cours aujourd'hui non-seulement dans les livres et les journaux, mais jusque dans les cabarets. Or si les Allemands, par un privilége de nature, sont plus mâles et plus nobles que les Slaves, qu'était-il devenu, ce privilége, pendant la guerre des hussites? » L'historien a beau jeu ici pour rappeler aux Allemands les grands jours de la race tchèque. C'était le temps où la Bohême faisait reculer l'Allemagne sur tous les champs de bataille. Lorsque le concile de Bâle accorda aux hussites les concessions connues sous le nom de *compactats*, il déclara ouvertement le motif qui avait dicté sa décision, et ce motif si glorieux pour les Tchèques, c'est que, suivant un jugement de Dieu impénétrable aux hommes (*inscrutabili divino judicio*), les Bohêmes n'avaient pu être vaincus que par les Bohêmes. Et combien de titres encore leur fournissait cette grande époque! Aux XIV[e] et XV[e] siècles, ce n'est pas l'Allemagne, c'est la Bohême qui a le pas dans l'ordre intellectuel : la grande université de cette période est l'université de Prague. N'allez pas croire pourtant que l'historien enivré de ses souvenirs méconnaisse le génie allemand, comme les Allemands de l'Autriche méconnaissent le génie de la Bohême. Il sait ce que vaut l'Allemagne, il honore sa science, ses arts, ses vertus, les services qu'elle a rendus à la civilisation moderne, il ne fait aucune difficulté d'avouer que le niveau de la culture allemande depuis deux siècles est supérieur au niveau de la culture bohême; mais qui donc a produit ce résultat? Alléguera-t-on encore un privilége de race, une supériorité de nature? Depuis deux siècles, les Allemands d'Allemagne, sinon ceux de l'Autriche, ont pu travailler librement à leur éducation, accomplir des progrès de toute sorte, et en Autriche même ce que le gouvernement a fait pour l'instruction du peuple (bien peu de chose en vérité) a toujours été réservé à la partie allemande de l'empire. « Notre culture d'aujourd'hui, s'écrie M. Palaçky avec un mélange de tristesse et de fierté, notre patrimoine intellectuel, nos sciences,

nos arts, notre industrie, et sachez que ce patrimoine a encore une valeur relative qui n'est pas à dédaigner, ce n'est pas avec le secours de nos voisins les Allemands que nous l'avons acquis, c'est malgré eux et contre eux! »

Quand on connaît la valeur de l'esprit germanique, quand on admire ses rares qualités, sa conscience, sa vigueur, son ardent désir de savoir, la hardiesse ingénue de ses tentatives, tant de labeurs, tant d'efforts, tant d'idées remuées courageusement et livrées à la discussion des hommes, on souffre de voir un tel peuple s'attirer de tels reproches. Nous ne sommes pas suspects de partialité contre l'Allemagne; la France, depuis Mme de Staël et par les voies les plus diverses, a montré qu'elle savait rendre hommage à ce noble et laborieux pays. Ce n'est donc pas un mauvais sentiment qui nous anime quand nous constatons les torts de l'Allemagne à l'égard des nations slaves, c'est plutôt notre sympathie pour cette nation allemande, si méritante à d'autres égards, qui est ici blessée. Est-ce bien l'Allemagne, si jalouse de ses droits nationaux, qui méconnaît le droit des Polonais de Posen et des Tchèques de Bohême? Quand on vient d'entendre les plaintes de M. Palaçky, on a besoin de se rappeler que les esprits d'élite en Allemagne condamnent ces insolences du germanisme vulgaire. M. Palaçky lui-même fait appel à ce souvenir. « Vous qui prétendez avec mépris que le Slave est exactement le contraire du Germain, oubliez-vous donc, s'écrie-t-il, les paroles de Jacob Grimm? C'est le premier de vos grands investigateurs, c'est le maître et le gardien de vos traditions nationales. Eh bien! après avoir étudié à fond tous les peuples du monde moderne, il affirme que, dans la généalogie des nations, la race allemande tout entière n'a pas de plus proches parens que les hommes de race slave.» M. Palaçky aurait pu rappeler en même temps que, si Hegel n'a pas donné place aux Slaves dans sa *Philosophie de l'histoire*, Herder, au XVIIIe siècle, les avait vengés d'avance. Dans ce noble livre des *Idées* qui enchantait Goethe, lisez le chapitre consacré aux Slaves; Herder nous les montre généreux, hospitaliers jusqu'à l'excès, amis de la liberté des champs, absolument inoffensifs, et par ces vertus mêmes exposés aux coups des races brutales. « Comme il n'y avait parmi eux aucun prince héréditaire qui entretînt l'esprit guerrier et que d'ailleurs ils consentirent sans peine à payer d'un tribut le droit de vivre en paix dans leurs foyers, diverses nations, la plupart d'origine germanique, se réunirent pour les accabler; ... mais la roue du temps tourne sans s'arrêter. Bientôt la législation et la politique de l'Europe, au lieu de l'esprit militaire, ne tendront qu'à exciter le génie paisible de l'industrie et à multiplier les relations amicales des peuples. Or, puisque les contrées qu'ha-

bitent ceux dont il est ici question sont en grande partie les plus belles de l'Europe, si elles étaient partout cultivées et vivifiées par l'industrie, alors, nations déchues, jadis nations laborieuses et florissantes, vous sortiriez de votre long sommeil : brisant vos fers, vous jouiriez enfin de votre belle patrie depuis l'Adriatique jusqu'aux monts Carpathes, depuis le Don jusqu'à la Baltique, les paisibles fêtes du commerce et de l'industrie y renaîtraient de toutes parts (1). »

Avant que cette prophétie se réalise, les Slaves d'Autriche, comme les Polonais du duché de Posen, ont encore bien des luttes à soutenir, et c'est précisément une de ces luttes, une lutte d'un caractère tout nouveau, que nous racontons ici. On vient de voir les principaux argumens des publicistes tchèques et allemands dans cette vive discussion de 1865. Entre de tels adversaires, aucune conciliation n'était possible, puisque les Allemands, battus sur le terrain du droit, en étaient réduits à invoquer leur doctrine théocratique, la doctrine d'une mission providentielle qui les charge de dominer les races inférieures. C'est alors que des politiques hongrois, voyant la colère des Allemands contre les Tchèques, eurent l'idée d'exploiter cette colère, et conçurent le projet du dualisme. Au point de vue magyar, c'était une conception aussi habile que hardie. Le parti Deák proposait aux Allemands de partager avec eux la monarchie autrichienne, c'est-à-dire de former un empire austro-hongrois, dont chaque partie aurait sa vie propre, son parlement, son administration, sous le sceptre du même souverain et avec un ministère commun pour les affaires communes. A ce prix, la réconciliation était faite entre le cabinet de Vienne et les Hongrois. Le gouvernement impérial, qui ne se sentait plus en mesure de poursuivre la lutte à la fois contre les Slaves et les Magyars, prêta l'oreille à ces propositions. Le germanisme viennois abandonnait une moitié de ses prétentions pour sauver le reste. Comme dans un incendie, on faisait la part du feu.

A la distance où nous sommes des affaires de l'Autriche, le dualisme austro-hongrois nous a paru tout d'abord une œuvre libérale et digne d'encouragement. N'était-ce pas le point de départ d'une transformation qui ne pouvait s'accomplir du premier coup, n'était-ce pas un engagement solennel envers toutes les populations de l'empire? En faisant capituler les Habsbourg, les Hongrois n'avaient-ils pas remporté une victoire qui devait profiter aux Tchè-

(1) Herder, *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité*, livre XVI, chapitre IV. — J'emprunte l'éloquente traduction de M. Edgar Quinet en la modifiant légèrement pour serrer le texte de plus près.

ques, aux Polonais, aux Roumains? Les défenseurs du droit de la Bohême, jugeant les choses au point de vue tchèque, n'en augurèrent pas de même. Ils formulèrent même leurs protestations en termes très vifs. Dès que ce mot de dualisme fut mis à l'ordre du jour, dès que les hommes d'état autrichiens parurent accueillir la pensée de M. Deák une année avant Sadowa, une année avant l'arrivée de M. le baron de Beust, M. Palaçky déclara au nom de son pays que le dualisme austro-hongrois était le pire des systèmes, un système inique et qui ruinerait la monarchie. Mieux valait la centralisation, même la plus dure, la centralisation du prince de Schwarzenberg et du baron de Bach; oui, quelques maux qu'elle eût causés à l'état, quelques ressentimens qu'elle eût soulevés, cette centralisation désormais reconnue impossible valait encore mieux que le dualisme. Qu'était-ce en effet que ce partage de l'empire entre les Allemands et les Hongrois? Une centralisation double, c'est-à-dire une aggravation du despotisme et de l'iniquité pour tout ce qui n'était ni Hongrois ni Allemand. Au lieu d'une machine à compression, il y en aurait deux. Les Slaves du nord de l'Autriche seraient écrasés par les Allemands, les Slaves du sud par les Hongrois. Les peuples dont le dualisme ne s'inquiète pas, ajoutait-il, ceux dont on ne daigne pas prononcer le nom, c'est la race qui a la majorité de l'empire. Allemands et Hongrois, même en se réunissant, n'atteignent pas au nombre des Slaves. Il y a en Autriche 8 millions 1/2 d'Allemands, 5 millions 1/2 de Magyars; les Slaves sont 16 millions (1). Quel mépris pour ces 16 millions de Slaves dans l'idée d'organiser une Autriche où il ne sera pas question d'eux! car il ne faut pas se leurrer de vaines espérances, ce ne serait pas un commencement, ce ne serait pas une promesse, ce serait tout un système. Résolus à étouffer le progrès des Slaves autrichiens, les Allemands et les Magyars se partageraient cette œuvre de ténèbres. Une seule chose soutient encore le défenseur des Tchèques, il lui paraît impossible que cette œuvre s'accomplisse. Au moment d'y mettre la main, on reculera. Déclarer ainsi la guerre à la majorité du pays, mettre l'interdit sur 16 millions d'hommes, repousser des peuples qui veulent aller à vous, sacrifier à plaisir un des plus précieux élémens de la prospérité commune, est-ce possible? Non, ce

(1) Nous donnons des chiffres ronds afin de simplifier. Voici les chiffres exacts, qui ne sauraient être suspects, car nous les empruntons au dernier recensement officiel. C'est par des bureaux allemands que ces tables ont été dressées. Il en résulte que l'Autriche est habitée par 16,005,260 Slaves, 8,407,390 Allemands, 5,305,460 Magyars, 1,824,150 Roumains. Voyez *Statistisches Handbüchlein der Œsterreichisch-ungarischen Monarchie für das Jahr 1867. Herausgegeben von den K. K. statistischen Central-Commission*. Vienne 1869.

ne sont pas des amis de l'Autriche qui ont conçu ce dessein; la mission de l'Autriche en est précisément le contre-pied. Les populations slaves, roumaines, magyares, qui se sont réunies volontairement sous le sceptre des Habsbourg au commencement du XVIe siècle, ont voulu se donner un chef pour se protéger contre les Turcs; aujourd'hui c'est contre l'ambition moscovite que l'Autriche a le devoir de protéger cette confédération naturelle, et l'Autriche la détruirait elle-même, l'Autriche renierait sa destinée, l'Autriche obligerait 16 millions de Slaves désespérés à invoquer le secours des Russes! Ce serait de la folie.

C'est ainsi que l'éloquent historien poursuivait de ses clameurs l'œuvre du dualisme à l'heure où ce n'était encore qu'un projet. Représentez-vous sa stupeur lorsqu'il apprend que ce projet, sérieusement débattu entre Vienne et Pesth, a toutes les chances possibles de réussir. Alors s'échappent de son âme une protestation et une menace. « En face de la situation qui se prépare, nous n'avons plus qu'un mot à dire : si l'on se décide à établir ce qui est le contraire de la mission de l'Autriche, si cet empire composé d'un assemblage de peuples et unique dans son genre, refusant d'accorder à tous les mêmes droits, organise la suprématie des uns sur les autres, si les Slaves, considérés comme une race inférieure, ne doivent plus être qu'une matière à gouvernement entre les mains des deux peuples dominateurs, alors la nature reprendra ses droits, une résistance inflexible changera l'esprit de paix en esprit de guerre, l'espérance en désespoir, et l'on verra s'élever des conflits, éclater des luttes dont nul ne saurait prévoir la direction, l'étendue et la fin. Le jour où le dualisme sera proclamé, oui, ce même jour, par une nécessité de nature irrésistible, enfantera le panslavisme sous sa forme la moins acceptable. Ce qui arrivera ensuite, le lecteur peut se le représenter à lui-même. Pour nous, Slaves, si nous envisageons l'avenir avec une juste douleur, nous l'attendons sans crainte. Nous existions avant l'Autriche, nous existerons après elle... Ma conscience ne me reprochera pas un jour de ne pas avoir, jusqu'à la dernière heure, signalé des dangers que tous mes concitoyens ne pouvaient prévoir avec la même précision, avec la même certitude. Dans ces conditions, c'eût été de ma part une lâcheté de ne pas prononcer l'avertissement suprême. »

L'avertissement suprême, c'est ce mot si expressif : « nous existions avant l'Autriche, nous existerons après elle. » Tout le système de M. Palaçky est dans cette formule. C'est à l'histoire même de l'Autriche que M. Palaçky emprunte son idéal de la mission de l'Autriche. Après l'extinction de sa dynastie nationale, après la mort de cette race des Prémysl qui avait produit saint Venceslas et

le grand Ottocar, la Bohême avait demandé des souverains aux maisons princières des contrées voisines, tantôt aux rois de Pologne, tantôt à des archiducs allemands. Une seule fois elle se choisit un chef parmi ses plus glorieux enfans et lui donna la couronne; c'est l'épisode extraordinaire du roi George de Podiebrad au xve siècle. Or en 1526 la Bohême appela librement au trône l'archiduc d'Autriche Ferdinand, frère cadet de Charles-Quint, celui qui trente ans plus tard, après l'abdication du puissant monarque, devint empereur d'Allemagne sous le nom de Ferdinand Ier. Le moment était grave pour la Bohême. Le roi Louis (un Jagellon, petit-fils du roi de Pologne Casimir IV), qui régnait à la fois sur la Bohême et la Hongrie, venait de périr dans cette terrible journée de Mohacz qui avait mis les Magyars à la merci des Turcs. En face de l'invasion ottomane toujours plus menaçante, la Bohême comprit la nécessité d'une fédération énergique qui unirait ses forces contre l'ennemi commun. Elle fit donc appel à l'archiduc d'Autriche Ferdinand, et lui accorda la royauté de Bohême à titre héréditaire; elle eut grand soin toutefois de réserver les droits de l'indépendance nationale. La Bohême ne se confondait pas avec les autres états de l'archiduc; tout cela était nettement stipulé dans les *pacta conventa* dont Ferdinand Ier jura l'exécution en recevant la couronne des Prémysl. La détermination qu'avait prise la Bohême était si bien justifiée par les circonstances, que l'année suivante, en 1527, la Hongrie suivit exactement la même politique. Les Magyars, eux aussi, élurent librement roi de Hongrie l'archiduc Ferdinand, déjà roi de Bohême, en stipulant que les états de la couronne de Saint-Étienne ne se confondraient jamais avec les autres états du souverain. C'était, comme on le voit, une fédération où chaque peuple conservait son autonomie. Voilà la véritable Autriche, voilà son origine et sa mission dans le monde. Elle s'est formée au xvie siècle pour défendre contre les Turcs des nations que leur isolement exposait à de grands périls; ces mêmes nations, menacées aujourd'hui d'un autre péril par l'ambition moscovite, n'ont-elles pas tout intérêt à renouveler les *pacta conventa* du xvie siècle, et, en les renouvelant dans les conditions plus précises du droit moderne, ne rendraient-elles pas à l'Europe libérale un immense service? Telle est la doctrine de M. Palaçky. Si l'Autriche s'y refuse, elle se renie elle-même, elle s'abandonne, elle court à sa ruine, car l'Autriche a encore plus besoin de la Bohême que la Bohême n'a besoin de l'Autriche. Si la Bohême était poussée au désespoir, il se trouverait bien quelque puissance intéressée à recueillir ses cris de détresse. Il y a d'autres Slaves dans le monde. Représentez-vous alors le déchirement de l'empire des Habsbourg, les Allemands de l'archiduché gravitant

vers l'unité germanique, les Tchèques, les Ruthènes, les Croates, les Slovènes, gravitant vers la grande monarchie slave; que resterait-il de l'Autriche? Un seul morceau, la Hongrie, puisque la Hongrie est seule de sa race au milieu des populations de l'Europe orientale; mais cette Hongrie, si fière en ce moment, que deviendrait-elle à son tour, écrasée entre le pangermanisme et le panslavisme? L'avertissement de M. Palaçky ne s'adresse donc pas seulement aux Habsbourg, il est dirigé aussi contre les Magyars. Voilà le sens de ces paroles que la nécessité lui arrache, qu'il prononce à contre-cœur, et qui sont bien le dernier mot de la crise : « nous existions avant l'Autriche, nous existerons après elle. »

II.

M. Palaçky écrivait ces paroles le 16 mai 1865; il semblait d'abord que le gouvernement se décidât enfin à ouvrir les yeux. C'est le 21 novembre de cette même année que le système centraliste fut définitivement abandonné, et le ministre chargé d'inaugurer un nouveau système, M. le comte Belcredi, passait pour favorable aux idées de fédération. Certainement M. Belcredi était fort opposé à la centralisation oppressive du prince de Schwarzenberg et du baron de Bach; il désapprouvait même la centralisation plus modérée du comte de Schmerling; enfin il connaissait trop bien l'opinion publique des pays slaves pour ne pas voir que le dualisme austro-hongrois, établi d'une manière définitive, serait une funeste politique. Comment donc n'a-t-il pas réussi à faire triompher ses vues? bien plus, comment a-t-il pu se résigner à être le premier promoteur du dualisme? C'est que cette demi-victoire de l'opinion slave fut presque immédiatement paralysée par les conséquences de la bataille de Sadowa. La bataille de Sadowa, qui précipita le triomphe des Magyars, ajourna les réclamations tout aussi légitimes des Tchèques de Bohême.

Il faut rappeler et expliquer les faits en peu de mots. Lorsque l'empereur d'Autriche, après la guerre d'Italie et la paix de Villafranca, comprit la nécessité de renouveler son empire en renonçant au pouvoir absolu, il publia un manifeste où « les droits historiques de toutes les nations de la monarchie » étaient solennellement reconnus. C'est le manifeste célèbre accompagné du diplôme ou règlement qui porte la date du 20 octobre 1860. L'empereur promettait de respecter à l'avenir les demandes légitimes de toutes ses nations; les questions de finances, de postes, de télégraphes, de service militaire, étant réservées au conseil de l'em-

pire, toutes les autres, disait l'article 2, « appartiennent aux diètes de nos royaumes et pays dans le sens de leurs constitutions provinciales. » En 1865, à la suite des grandes discussions que nous venons de rappeler, le souverain prononçait des paroles semblables. Amené par ses négociations avec la Hongrie à soumettre le diplôme du 20 octobre 1860 aux suffrages de la diète de Pesth, François-Joseph promettait que, dans le cas où les Magyars modifieraient la loi de l'empire, ces modifications seraient soumises à leur tour aux représentans des autres royaumes. C'était comme une annonce de politique fédérative. Ces mots de « royaumes, » de « droit historique, » si souvent effacés dans les actes officiels de la période précédente, reparaissaient comme un engagement sous la signature de François-Joseph, et les Tchèques, inquiets de leur avenir, avaient bien le droit d'en prendre note. Où sont-elles aujourd'hui, ces promesses? Qui parle encore des royaumes de la monarchie, des droits historiques des peuples? Ébranlée par la catastrophe de 1866, l'Autriche se hâta de conclure avec les Hongrois l'accord qui se préparait depuis un an, et le gouvernement de François-Joseph oublia de consulter les royaumes et pays de la monarchie sur cette révolution fondamentale.

Si M. le comte Belcredi eût été un homme d'action, il aurait pu faire comprendre à l'empereur François-Joseph que le meilleur moyen de relever l'Autriche après Sadowa était de procéder immédiatement à l'émancipation de ses peuples. Reconstituer le royaume de Pologne, rien de mieux, si en même temps on reconstituait le royaume de Bohême, si on rétablissait tous les groupes historiques, si on ranimait d'un seul coup tant de forces indifférentes ou hostiles. Malheureusement M. Belcredi, intelligence éclairée, caractère bienveillant et timide, n'était pas l'homme de ce rôle. Il se trouva au contraire qu'en ce moment-là même un esprit des plus résolus entra subitement au pouvoir avec des idées toutes différentes. Avons-nous besoin de nommer M. le baron de Beust? Vaincu dans son duel avec M. de Bismarck, l'ancien ministre du roi de Saxe venait d'être appelé au secours de l'Autriche par l'empereur François-Joseph. Quelles que fussent alors les intentions de M. de Beust, qu'un désir bien naturel de revanche inspirât sa politique ou qu'il voulût seulement travailler à la rénovation pacifique d'un état si menacé, nul ne s'étonnera qu'en des circonstances si critiques le hardi Saxon ait saisi les premières armes que le sort lui offrait. La Hongrie était prête; M. de Beust conclut l'accord de la Hongrie et de l'Autriche. La Hongrie voulait partager la domination avec les Allemands de l'empire; M. de Beust organisa le dualisme austro-hongrois.

Ceux qui aujourd'hui condamnent le plus énergiquement le système du dualisme austro-hongrois, s'ils sont désintéressés dans la question, reconnaissent que M. le baron de Beust, en 1866, avait toute sorte de bonnes raisons pour faire ce qu'il a fait. M. de Beust était Allemand et préoccupé de l'Allemagne; n'était-ce pas déjà beaucoup que de faire accepter aux Allemands de l'Autriche le partage avec les Magyars? Ne fallait-il pas les accoutumer peu à peu à une transformation qui froissait leur amour-propre? De loin et à première vue, cette politique nous semblait excellente, parce que nous la considérions surtout comme l'ébauche d'une monarchie nouvelle, comme la promesse d'une restauration de l'état sur le fondement de la justice et de la vérité. Après le récit que nous avons donné des controverses de 1865, on ne s'étonnera pas que les Tchèques aient jeté les hauts cris. Ce qui était pour eux l'iniquité prévue, ce qu'ils avaient condamné d'avance avec tant de force venait d'être accompli. « Qu'on nous rende, disaient-ils, le régime de l'unité; si injuste qu'il fût, il était moins humiliant que le dualisme; nous n'avions qu'un ennemi autrefois, désormais nous en avons deux. Ce que vous appelez le dualisme austro-hongrois, c'est la coalition des Allemands et des Magyars contre les Slaves. » Et les vieilles antipathies, les ressentimens séculaires que l'esprit de notre temps a mission d'effacer reparaissaient de plus belle.

A ce point de vue, les Tchèques n'avaient qu'une ligne à suivre; ils protestèrent. Une adresse votée le 25 février 1867 par la diète du royaume de Bohême déclara que la Bohême serait toujours prête à faire à l'unité et à la puissance de l'empire les sacrifices compatibles avec sa propre existence, mais qu'elle protesterait contre tous changemens du droit public auxquels elle n'aurait point coopéré. Que la Hongrie traite avec l'empire pour les choses qui intéressent la Hongrie, libre à elle; est-ce aux politiques magyars, est-ce à M. Deák de décider avec M. de Beust quels seront à l'avenir les rapports du royaume de Bohême et de la dynastie des Habsbourg? — Tel était le sens de cette adresse de la diète. Le baron de Beust répondit, comme c'était son droit, en faisant appel au pays. La diète de Bohême fut dissoute et de nouvelles élections eurent lieu. La loi électorale, établie par une administration allemande, est combinée, on le pense bien, de façon à favoriser l'élément germanique. Dans un pays où les deux tiers de la population appartiennent aux Slaves, les Allemands, grâce à de savans artifices, ont à nommer presque la moitié des représentans de la Bohême. Il y a en outre soixante-dix siéges réservés aux grands propriétaires du pays. Or, comme M. de Beust savait très bien que les députés tchèques, un peu plus nombreux que les députés allemands, condamneraient le système du

dualisme, c'était sur les représentans de la grande propriété que le ministère comptait pour déplacer la majorité en sa faveur. Ces grands propriétaires sont de deux sortes : les uns, parfaitement indépendans, composent la vieille aristocratie de la contrée; les autres doivent au gouvernement les titres qui ont anobli leurs domaines. Ces derniers étaient comme désignés d'avance au rôle que leur confia le ministère. On ne recula pas devant l'emploi des moyens les plus fâcheux pour assurer la victoire; il était vraiment impossible que l'élection des propriétaires domaniaux, si elle devenait l'objet d'un débat sérieux, ne fût pas invalidée. Que fit le ministère par l'organe de ceux qui le représentaient à la diète? Il fit voter sans discussion. Les cinquante-quatre députés dont l'élection était en cause eurent assez peu de scrupules pour prendre part au vote malgré les protestations d'une partie de l'assemblée. C'est ainsi que les Allemands arrivèrent à dominer les Tchèques dans cette seconde diète de 1867, c'est ainsi que la majorité des représentans allemands d'un pays slave se crut en droit de consacrer la révolution intérieure qui partageait l'Autriche entre les Allemands et les Magyars.

Que demanda-t-on en effet à cette diète ainsi composée? On lui demanda d'envoyer des députés au conseil de l'empire (*Reichsrath*) siégeant à Vienne « pour les pays et royaumes non hongrois. » L'envoi de ces députés, c'était la reconnaissance officielle de l'immense changement qui venait d'être accompli dans la monarchie autrichienne malgré les protestations et les menaces de la Bohême. Ces protestations furent renouvelées le 13 avril 1867 par une voix éloquente. Un homme qui doit à son patriotisme un rôle prépondérant parmi les Tchèques et qui joint à ce titre une rare puissance de parole, M. Ladislas Rieger, fit retentir le cri de la Bohême. Fidèle aux doctrines développées par M. Palaçky en 1865, il défendit l'intérêt de la monarchie autrichienne autant que l'intérêt de ses frères. Le système du dualisme fut soumis par lui à une critique dont la modération augmentait la vigueur. Il avertissait les Allemands, il avertissait les Hongrois de tous les dangers que cette division attirerait sur eux infailliblement. Il demandait avec douleur pourquoi la dynastie des Habsbourg témoignait si peu de confiance aux Slaves; il rappelait qu'eux aussi, en des jours de désastres, ils avaient, comme les Hongrois de Marie-Thérèse, montré leur dévoûment à la dynastie. « Nous savons très bien, disait M. Rieger en terminant, que cette institution du dualisme n'est qu'une machine inventée pour opprimer les Slaves. Nous espérons pourtant, nous ne nous lassons pas d'espérer que sa majesté notre roi reconnaîtra le tort qu'on nous fait et qu'il le réparera; nous ne nous lassons pas d'es-

pérer qu'enfin viendra le jour où la voix des peuples slaves sera entendue dans le conseil de la couronne, comme la voix des peuples magyar et allemand. Je crois qu'une nation qui a la majorité dans l'empire, une nation sur laquelle est fondée la force matérielle et morale de l'empire, y a bien quelque droit. Si justice lui est refusée, jusqu'où s'emportera sa colère? En vérité, je l'ignore. Nous, Slaves de Bohême, nous ferons tous nos efforts pour sauver l'Autriche afin de nous sauver nous-mêmes; mais nous ne sommes pas les maîtres de l'opinion publique, nous ne pouvons pas commander aux sentimens outragés, nous ne pouvons pas non plus prévoir les résolutions de nos frères. Que les intéressés veuillent bien y réfléchir! »

Les paroles de M. Rieger rappelaient celles de M. Palaçky; c'étaient les avertissemens d'un sujet loyal, non les menaces d'un factieux. Au reste comment ne pas répéter les mêmes argumens dans une cause si simple et si claire? Sans s'être concertés, sans s'être seulement communiqué leurs impressions, tous les juges impartiaux eussent prononcé un verdict absolument semblable sur le dualisme austro-hongrois. En face de problèmes comme celui-là, il suffit d'ouvrir les yeux. Il y a quatorze ans, bien avant qu'il fût question du dualisme, ayant eu occasion d'étudier ici même la grande *Histoire de Bohême*, dont M. Palaçky venait de publier les premiers volumes, nous avions interrogé le caractère de l'historien national, et, frappé de son rôle au milieu des Tchèques, frappé des plaintes dont il était l'interprète si mesuré, nous écrivions ces paroles : « Chaque injustice exercée contre les Tchèques est une arme redoutable donnée à la propagande de l'esprit russe. Ce ne serait donc pas assez pour l'Autriche de s'allier plus résolûment avec les puissances occidentales,... il faut que sa politique intérieure obéisse aux mêmes inspirations. — Remis en possession de leur existence nationale et associés à la civilisation de l'Occident, les Tchèques de Bohême ne seraient plus tentés de se confondre avec les fils de Rurik; au contraire le jour où tout espoir leur serait enlevé, le jour où la Russie seule leur apparaîtrait comme une puissance libératrice, ni l'autorité du gouvernement autrichien, ni les exhortations de M. Palaçky, ne pourraient opposer une digue au courant de l'opinion. » Dans cette séance de la diète de Prague du 13 avril 1867, l'orateur de la Bohême nous a fait l'honneur de citer ces paroles comme l'opinion d'un témoin désintéressé qui, examinant sans parti-pris la situation de l'Autriche, en tirait les conséquences nécessaires. Il ajoutait pourtant, et ce détail est bon à noter, que ces paroles n'étaient point les siennes, qu'il ne pouvait admettre cette rupture du royaume de Bohême avec la dynastie des

Habsbourg, qu'il ne doutait pas du maintien de la monarchie, et son dernier mot était un cri d'espérance en même temps qu'une admonition. « Lorsque vous aurez compris que vos institutions fondées sur le mépris des Slaves ne sauraient durer, hâtez-vous, si vous voulez sauver l'Autriche, hâtez-vous de reconstruire la monarchie sur cette base : justice aux Slaves! justice à tous! »

Comment donc se fait-il que, trois mois après cette séance de la diète de Prague, au mois de juillet 1867, M. Palaçky, M. Rieger et leurs amis se soient rendus sans hésiter au congrès slave de Moscou? C'est que la protestation signée le 13 avril par tous les députés tchèques contre le dualisme austro-hongrois et le refus d'envoyer des représentans au *Reichsrath* cisleithanien avaient soulevé dans la presse austro-magyare des attaques qui dépassaient toute mesure. Devant ces déclamations acerbes, les plus modérés des Tchèques perdirent la tête. Ils crurent le moment venu de faire comprendre aux défenseurs du dualisme que les 16 millions de Slaves autrichiens avaient derrière eux une grande nation, une grande monarchie toute prête à profiter de leurs folies. Si j'explique par les faits la résolution des Tchèques de Bohême, ne croyez pas que je la veuille excuser. A des violences morales, les Tchèques avaient répondu par une violence morale. Cette application de la peine du talion était une faute politique des plus graves. Elle avait pour premier effet d'intervertir les rôles, et, au lieu de dénoncer à l'Europe l'injustice révoltante infligée à la Bohême, elle semblait prendre à tâche de la justifier. Dans tous les pays où l'invasion du panslavisme préoccupe les esprits clairvoyans, la démarche des Tchèques compromit immédiatement leur cause. C'est ainsi que la *Revue des Deux Mondes* jugea tout d'abord ce fâcheux épisode. Nous ne regrettons pas ce que nos collaborateurs ont écrit à ce sujet; ils étaient dans la vérité du point de vue occidental, et à leur tour ils donnaient un avertissement à ces hommes qui prétendaient avertir l'Europe en effrayant l'Autriche. La force des Tchèques est dans leur attache à l'esprit de l'Occident; c'est par leur culture occidentale qu'ils se séparent des Slaves de l'est et du nord, c'est par leurs idées philosophiques et religieuses, politiques et sociales, par leur communauté de principes avec l'Europe libérale qu'ils échapperont toujours, nous l'espérons, au gouffre du panslavisme; c'est donc vers l'Occident, non vers les Russes, qu'ils doivent se tourner, c'est à Paris et à Londres, non à Pétersbourg ou Moscou, qu'ils doivent chercher leur point d'appui. Les députés de la Bohême au congrès slave semblent avoir compris leur faute au moment même où ils la commettaient; on dirait que, prévoyant tout à coup les reproches de leurs amis de l'Occident, ils ont voulu réparer dans une

certaine mesure un acte si gravement impolitiqué. C'est ainsi que M. Rieger, au banquet de l'université de Moscou, répondant à je ne sais quelles paroles aventureuses sur l'unité des Slaves, protesta contre les agglomérations qui ne seraient que la promiscuité et le chaos. En dehors et au-dessus des questions de race, il y avait, disait-il, des nations constituées, des nations historiques, avec leurs souvenirs, leurs droits, leurs intérêts distincts; y renoncer serait un suicide. Il est probable que ces paroles ne furent pas très applaudies des Moscovites; elles ont du moins sauvé l'honneur des Tchèques auprès des publicistes de l'Occident, et je ne m'étonne pas qu'un écrivain anglais, dans le *Westminster Review*, ait signalé le caractère libéral et humain des discours de M. Rieger (1).

Cet épisode après tout n'a peut-être pas été inutile aux chefs de l'opinion publique en Bohême. Les esprits droits savent profiter de leurs fautes. Dans les commencemens de l'agitation tchèque, on parlait des *races* beaucoup plus que des *nationalités*; on opposait toujours l'élément slave à l'élément germanique, sans remarquer combien de telles formules prêtaient à l'équivoque. Ne serait-ce pas la réception même des Moscovites qui aurait ouvert les yeux aux députés bohémiens? Une chose certaine, c'est que dans ces deux dernières années l'argumentation des défenseurs de la Bohême est devenue bien autrement précise. Ce n'est plus au nom de telle ou telle race, c'est au nom des groupes véritablement historiques, au nom des peuples ayant leur vie propre et leur destinée individuelle, que la fédération est revendiquée. Le droit ne vient pas du sang, il vient de la tradition, c'est-à-dire du labeur des générations précédentes. Il n'y a qu'un état déjà constitué par les siècles qui puisse réclamer son autonomie. La nation bohême est un de ces états, comme la nation hongroise, comme les Allemands de l'archiduché, comme les Roumains de la Transylvanie, comme les Polonais de la Galicie, comme les Serbes-Croates de l'Illyrie. Ce principe simplifie bien des choses. Il reste encore assurément de graves difficultés à régler dans ce mélange de peuples qui compose l'Autriche; du moins, en ce qui concerne la lutte des Tchèques et des Allemands, un grand pas est fait vers la conciliation. S'il y a, par exemple, des hommes de race slave parmi les Allemands de l'archiduché (et on sait que le nombre en est considérable), l'histoire et

(1) We have perused the speeches at the various banquets and social gatherings, and on the whole have been struck with the enlightened, humane and temperate tone wich prevailed in those of the Czechs and other Slavons from Austria. Dr Rieger, in particular, spoke against over-centralization, asserting that only narrow or uneducated minds were dazzled by mere external grandeur... — Voyez l'article intitulé *Dualism in Austria* dans la *Revue de Westminster* du mois d'octobre 1867.

le sens commun veulent qu'ils appartiennent au groupe allemand de l'Autriche; pareillement les Allemands établis en Bohême appartiennent à la nation bohême : c'est par le même principe que les Slaves de Hongrie font partie de la nation hongroise, et que les Ruthènes de Galicie font partie de la nation polonaise. En un mot, le droit historique domine le droit du sang, et il n'appartient qu'à des nations de réclamer leur place dans la fédération future. La Bohême est-elle une nation? la Bohême n'a-t-elle pas été toujours un royaume distinct? la Bohême, en se donnant aux Habsbourg, n'a-t-elle pas toujours réservé ses droits? l'empereur d'Autriche n'a-t-il pas toujours été roi de Bohême comme il était roi de Hongrie? Tous les prédécesseurs de François-Joseph, excepté l'imprudent niveleur Joseph II, n'ont-ils pas renouvelé leur serment en recevant la couronne de saint Venceslas comme en recevant la couronne de saint Étienne? S'obstinera-t-on enfin à violer le droit chez les Tchèques après qu'on l'a reconnu chez les Magyars? Toute la question est là.

A cette question ainsi posée, trois réponses ont été faites, et toutes les trois dans le même sens, la première par des Allemands du royaume de Bohême, la seconde par des Allemands de Vienne, la troisième par des Magyars. Ce sont là, comme on voit, les trois catégories de personnes les plus directement intéressées dans le grand procès soulevé par les Tchèques. La réponse des Allemands de Bohême doit être citée avant les autres; c'est chez eux en effet qu'il y a eu de tout temps les passions les plus vives contre les Slaves, c'est sur eux que les centralistes de Vienne ont toujours compté pour repousser le système fédératif. Si donc les Allemands de Bohême font cause commune avec les Tchèques pour la revendication de l'autonomie nationale, n'est-ce pas là un symptôme des plus graves? Or voilà deux ans que les Tchèques, décidés à s'abstenir de tout acte qui impliquerait une adhésion quelconque au dualisme, refusent d'envoyer des représentans au *Reichsrath* cisleithanien, voilà deux ans qu'ils ont organisé avec autant de prudence que de fermeté une résistance passive véritablement formidable, et voilà deux ans aussi que, soit par la presse, soit en d'immenses *meetings*, ils ne cessent d'expliquer à tous la signification de cette résistance. Sur les points les plus importans de la Bohême, au pied des montagnes qui rappellent les grands souvenirs de la patrie, on a vu des rassemblemens qu'aucune salle n'aurait pu contenir. Il y avait là des orateurs à la voix retentissante et des auditoires de plusieurs milliers d'hommes. Les Allemands y venaient comme les Tchèques, car il ne s'agissait plus d'exalter une race aux dépens d'une autre race, il s'agissait de défendre les

droits d'une nation; c'est sur la patrie commune que l'on délibérait. Or, de ces nombreux *meetings*, le plus significatif est celui qui eut lieu le 22 juin 1868 au pied de la montagne de Berdez. On y adopta d'une voix unanime la résolution suivante, qui fut bientôt couverte de signatures :

« Nous, fils d'une même patrie, enfans du royaume de Bohême, hommes de nationalité bohême et allemande, rassemblés au pied du majestueux Berdez, déclarons par cette manifestation solennelle que nous sommes en bonne intelligence, en plein accord les uns avec les autres, et que nous souhaitons la même chose à nos frères de toute classe habitant le royaume de Bohême. — Nous savons que les deux nationalités habitent depuis des siècles cette terre qui nous est commune, nous savons qu'elles ont participé ensemble à la prospérité des jours heureux comme aux angoisses des jours néfastes, et nous sommes prêts à défendre ce glorieux royaume, notre patrie, toujours et contre tous. — Nous désirons que le peuple du royaume, sans distinction de race, puisse régler lui-même ses affaires avec le roi couronné selon notre antique coutume et selon notre droit. — Nous voulons qu'on ne puisse appliquer en Bohême d'autres lois que celles qui sont élaborées par la diète légale de Bohême et sanctionnées par le roi. — Nous voulons qu'on ne puisse ni imposer des contributions, ni recruter des soldats, sans que la diète et le roi l'aient ordonné. — Lorsque nos affaires seront réglées par une législation indigène et une administration nationale, seules capables de connaître nos besoins et d'apprécier notre situation, lorsque le droit constitutionnel de ce royaume aura été légalement réformé selon le progrès des temps, mais toujours sur la base historique, d'après le principe de l'autonomie, sans pouvoir jamais se fondre et disparaître dans quelque unité politique que ce soit, alors, alors seulement sera fondée la prospérité du peuple de Bohême, sans distinction de race. Nous déclarons que nous ne cesserons pas de travailler à l'accomplissement des conditions ci-dessus, et cela en signe de l'union, en vue de la concorde des deux nationalités ici présentes. *Vive la concorde! vive le royaume de Bohême!* »

Voilà certes un noble pacte! Nous savons bien que ce *meeting* a été dissous, nous savons bien que tous les *meetings* des semaines suivantes ont été entravés par des chicanes ou dispersés par la force, que la ville de Prague est restée quatre mois en état de siége, qu'il y a eu dans ces quatre mois jusqu'à deux cents procès de presse; qu'importe? On peut étouffer la voix d'un orateur, briser la plume d'un écrivain, on n'étouffe pas la volonté d'un peuple. Si les manifestations tumultueuses deviennent un péril pour l'ordre

public, les Tchèques se retranchent dans leur résistance passive, et cette attitude, ce silence, produisent la plus vive impression sur tous ceux que n'aveugle point le parti-pris. Nous ne disons rien de trop; l'impression a été profonde et bien plus qu'on ne pouvait s'y attendre. Si l'on veut s'en rendre compte, il suffit de mesurer le progrès des idées fédéralistes, même parmi les Allemands de l'archiduché. Qu'une partie des Allemands de Bohême, malgré des antipathies invétérées contre les Tchèques, ait fini par s'attacher très sérieusement à l'autonomie du royaume, plusieurs causes ont concouru à ce résultat; ce que les uns réclamaient au nom de l'indépendance nationale, d'autres le désiraient au nom des vieilles traditions, et voilà comment la noblesse allemande de Bohême se trouva d'accord avec la démocratie slave. Une chose plus étonnante à coup sûr, c'est que des voix favorables aux revendications de la Bohême se soient élevées dans la presse viennoise. Qui donc a mis en pratique un système de provocations incessantes contre les Tchèques? La presse de Vienne. Qui donc leur jette l'injure à pleines mains, afin de les humilier, s'ils gardent le silence, et de les dénoncer, s'ils relèvent la tête? La presse de Vienne. On dirait que la vieille capitale, déjà dépossédée de son titre pour une moitié de l'empire, livre ici sa dernière bataille. Vaines clameurs après tout! la population de Vienne est trop cosmopolite, partant trop insouciante, pour s'intéresser à de tels débats. N'est-elle pas assurée que sa bonne ville restera toujours la capitale du luxe et des plaisirs? La presse viennoise fait plus de bruit que de besogne. N'importe; ce bruit est très fort, on dirait qu'il représente quelque chose, et il risque à la longue d'étourdir les meilleures têtes. C'est donc un symptôme très heureux, si au milieu d'un pareil vacarme des publicistes libéraux, préoccupés à la fois de l'honneur allemand et du salut de l'Autriche, soutiennent la cause des Tchèques, c'est-à-dire la cause du droit, contre le dualisme.

Tel est le rôle que s'est donné M. Franz Schuselka, telle est la tâche qu'il remplit avec talent dans un recueil hebdomadaire intitulé *la Réforme*. M. Franz Schuselka est un démocrate, mais un démocrate libéral, j'aurais dit autrefois un démocrate germanique, tant la démocratie germanique, avant les tentations de la politique prussienne, se séparait de la démocratie latine par son respect de tous les droits. Le respect de tous les droits, voilà le sentiment qui inspire l'esprit pratique de M. Franz Schuselka. Au lendemain des concessions de 1861, quand l'empereur François-Joseph, après Solferino, comprit enfin la nécessité d'abandonner un système qui ruinait l'empire, M. Schuselka fut un des premiers à profiter des libertés nouvelles. Il fonda ce recueil *la Réforme* avec l'intention

d'étudier les causes de la décadence de l'Autriche et de signaler les remèdes. Fils de l'Allemagne, il eût désiré sans doute que la centralisation de l'Autriche pût se faire par l'influence des idées allemandes; l'entreprise ayant absolument échoué, il était puéril, toute question de droit à part, de s'acharner à une œuvre impossible. La première condition de la politique est l'étude de la réalité. D'ailleurs, si toutes les tentatives de centralisation germanique depuis 1848 ont échoué misérablement, si les idées aristocratiques et hautaines du prince de Schwarzenberg, si la démocratie bureaucratique et niveleuse du baron de Bach, si la politique plus douce, plus libérale, mais toujours défiante, de M. le comte de Schmerling, n'ont réussi qu'à exalter les Magyars et les Slaves, l'immense désarroi de l'Autriche n'est-il pas un juste jugement de l'histoire? L'homme d'état qui a gouverné l'empire des Habsbourg pendant la première moitié du siècle a employé quarante ans de sa vie à éveiller les haines de races; il est juste que ce système machiavélique reçoive sa récompense. M. de Metternich n'avait songé qu'à diviser pour régner; il est juste que l'Autriche ne puisse reconstituer son unité que par une fédération. Allemand de cœur et d'âme, mais Allemand autrichien, M. Schuselka s'est vite converti à ces idées, parce qu'il y a vu le salut de son pays. C'est ainsi que *la Réforme* a soutenu les Magyars tant qu'ils ont revendiqué leur autonomie dans l'intérêt commun, c'est ainsi qu'elle soutient aujourd'hui les défenseurs du droit de la Bohême. Depuis que les Magyars se sont unis aux centralistes de Vienne pour opprimer les Slaves, le ministère du comte Andrassy n'a pas dans la presse un adversaire plus constant, plus honnête, plus redoutable, que M. Franz Schuselka, l'ancien défenseur des Magyars. « Les Magyars, disait dernièrement *la Réforme*, veulent fonder une nouvelle Autriche qui sera exclusivement magyare, et les autres peuples de l'ancienne Autriche, sans excepter les Allemands, devront être les serviteurs de cette Autriche magyare, lui payer des tributs, lui fournir des soldats. Les Magyars ont imposé aux nationalités de leur territoire une tyrannie insupportable, et ils veulent que le gouvernement de Vienne fasse la même chose en Cisleithanie. Les Magyars ont établi un dualisme qui est une double centralisation, par conséquent une double violence, une double injustice, une double impossibilité. Ce dualisme, œuvre des Hongrois, amènera dans chaque moitié de l'empire une guerre civile, une bataille de races, qui sera le signal de la dissolution de l'état. Et pour aucun des peuples de l'Autriche cette dissolution ne serait aussi fatale que pour les Magyars. Au jour de la catastrophe, les autres peuples trouveraient les alliances que leur indiquent la nature et l'histoire; les Magyars seraient seuls... » Voilà

ce que nous appelons la seconde réponse, la réponse autrichienne, aux questions posées par les Tchèques.

La troisième est plus importante encore, c'est la réponse hongroise. Les réclamations des Tchèques ont trouvé des avocats illustres même parmi ces Magyars si héroïques, si intéressans quand ils combattent pour leur liberté, si arrogans et si oublieux de la justice à l'heure de la victoire. Le comte Széchenyi, qui connaissait bien ses compatriotes, leur a dit plus d'une fois : « Défiez-vous de vos dispositions altières, gardez-vous de méconnaître le droit des Slaves. » C'est aussi ce que leur disait M. Edgar Quinet, si sympathique pourtant à leurs libertés, lorsque dans son poème de *Merlin*, décrivant le réveil des nations affranchies, il s'écriait en conseiller austère : « Est-ce toi qui devances les autres, ô Hongrie, dont les chevaux effarés respirent encore la mort? Prends pitié de ceux que tu as foulés trop longtemps, et vois comme ils sont prêts encore à te haïr. Ne les fais pas repentir d'avoir pleuré sur toi. » Ne semble-t-il pas que ces conseils aient été entendus? Voilà des Hongrois, et non pas les premiers venus, voilà des chefs de parti, des personnages considérables, qui prennent fait et cause pour les Slaves de Bohême contre leurs détracteurs. Au mois de mars dernier, dans une lettre adressée à un journal de Pesth, l'ancien dictateur de la Hongrie, M. Louis Kossuth, écrivait :

« On me répète toujours que les tendances des Tchèques sont du pur panslavisme et qu'il les faut étouffer à tout prix. Ce n'est pas mon opinion. Les Tchèques veulent être une nation, et non un appendice de l'Autriche réduite, une province cisleithanienne. La nation bohême, qui fut jadis le premier champion de la liberté de conscience en Europe, qui a souffert pour cette liberté plus qu'aucun autre peuple, une telle nation a bien le droit d'être traitée en nation, de diriger elle-même ses affaires, de décider de son sort; ce droit qu'elle réclame n'est pas d'un grain plus petit que le droit de la nation magyare. Je dis beaucoup en parlant de la sorte, mais je dis la vérité. Non, les tendances de ce peuple ne sont pas panslavistes. Elles ne pourraient le devenir que dans le cas où les organes du parti régnant en Autriche, au lieu de condamner le système qui tend à l'annihilation des Tchèques, approuveraient les mesures par lesquelles le gouvernement cisleithanien s'efforce d'étouffer les justes demandes de la Bohême. »

Enfin, pendant que les journaux hongrois ne cessent de pousser le ministère cisleithanien à réprimer l'opposition des Slaves, un publiciste éminent, M. le comte Nicolas Bethlen, rédacteur en chef de la

Revue diplomatique, publiée à Pesth, dénonce au contraire cette politique de compression comme une cause de ruine pour l'Autriche. Au nom des intérêts magyars, il s'alarme des conséquences que produira ce système; il supplie le ministère hongrois d'avertir l'empereur. — Et qu'on ne dise pas que ces choses ne regardent pas les Hongrois. Est-il donc indifférent pour la Hongrie de savoir si elle est alliée avec un état vigoureux ou avec un cadavre? *Un état fédératif ou un cadavre*, tel est le titre que M. le comte Nicolas Bethlen a donné à ces pages généreuses. « Aujourd'hui, s'écrie-t-il, on bâillonne les adversaires du dualisme, on achète la presse, on calomnie les feuilles indépendantes. Quiconque n'entonne pas les louanges de cette trinité glorieuse, MM. Giskra, Herbst et Hasner (1), est vendu à la Russie, vendu à la Prusse, vendu... à qui encore? Dieu le sait. L'Autriche est libre, l'Autriche est heureuse... Le ciel ait pitié de nous! Ne se trouvera-t-il pas dans les conseils de la couronne un seul homme qui ait le courage d'aborder le souverain et de lui parler en ces termes : Sire, l'Autriche se disloque. Une force extérieure la retient encore; à la première défaillance, tout s'écroulera. » Ce n'est pas la force, ce n'est pas la contrainte des *docteurs de Vienne*, comme dit M. le comte Bethlen, qui empêchera l'empire de se disloquer; il faut s'appuyer sur des peuples amis, il faut que la Cisleithanie allemande fasse alliance avec les Bohêmes, comme la Hongrie avec les Croates. Et si les journaux de Vienne, étonnés de ce langage, essaient d'inquiéter les Hongrois en leur faisant peur des Slaves, le comte Bethlen répond aussitôt avec une verve qui rappelle les éclats sarcastiques du comte Széchenyi : « Nous prévenons l'honorable direction de la presse au ministère cisleithanien que nous ne pouvons nous empêcher de rire à gorge déployée en la voyant se servir de ces moyens tout à fait passés de mode pour effrayer la Hongrie. On croit encore à Vienne qu'il est possible d'exciter les nationalités les unes contre les autres, de contenir les Slaves par les Hongrois, et plus tard les Hongrois par les Slaves. Si la direction de la presse n'a pas d'autre moyen de sauver l'empire, elle fera bien de laisser la place à de plus habiles. Les Hongrois paient volontiers leur part des fonds destinés à ce service, pourvu que la direction de la presse se propose une influence conciliatrice; mais payer un demi-million pour être excité contre les Slaves, voilà une dépense qui pourrait bien causer quelque surprise à la délégation hongroise (2). Ces temps-là sont

(1) Les trois ministres cisleithaniens les plus opposés aux réclamations de la Bohême.

(2) Pour comprendre ces paroles, il faut se rappeler que, dans le système actuel du dualisme, le ministère des finances fait partie de l'administration des affaires communes,

passés. Une Hongrie libre n'a rien à redouter d'un libre royaume de Bohême. »

III.

On voit quel chemin les esprits ont fait dans le sens de la conciliation et du droit commun. Le changement que nous venons de signaler chez l'élite de la société allemande et magyare correspond exactement à l'évolution accomplie par les Tchèques eux-mêmes. De 1865 à 1867, de 1867 à 1869, nous avons indiqué les phases de cette évolution. En 1865, par la voix de M. Palaçky, les Tchèques discutent l'idée hongroise du dualisme, et protestent d'avance contre un partage de l'empire qui poussera tous les Slaves au désespoir. Cette protestation étant repoussée avec dédain et le dualisme étant établi comme la forme définitive de l'Autriche nouvelle, les chefs des Slaves de Bohême, soit qu'ils aient cédé à un accès de délire, soit qu'ils aient voulu avertir le gouvernement autrichien, font leur triste pèlerinage de Moscou au mois de juin 1867. Tout aussitôt cependant ils reconnaissent leur faute, ils affirment leur nationalité distincte en face du panslavisme, et, rectifiant peu à peu leurs formules, ils cessent d'invoquer le droit des races pour invoquer le droit des nations historiques, ce droit qui met le royaume de Bohême au même rang que le royaume de Hongrie. C'est alors que les Allemands de Bohême et les Magyars commencent à s'entendre avec les Tchèques; les esprits vraiment politiques s'unissent sur le terrain du droit. Une opinion nouvelle se forme dans les deux années qui viennent de s'écouler; si les Tchèques ont encore des ennemis nombreux et acharnés, ils ont conquis pourtant des sympathies ardentes dans les partis mêmes qui les combattaient naguère avec le plus de vigueur. Les articles de M. Schuselka, la lettre de M. Kossuth, le manifeste du comte Bethlen, sont des témoignages qui parlent assez haut.

Le devoir des Tchèques est de persister dans cette voie et de donner à leur programme une forme de plus en plus précise. Si les mots *fédération*, *fédéralisme*, prêtent à l'équivoque et peuvent causer de justes alarmes, il faut, ou bien y renoncer, ou bien en marquer le sens une fois pour toutes. Il ne s'agit pas de diviser l'Autriche en cantons, il s'agit d'en faire un faisceau de royaumes : royaume de Hongrie, royaume de Bohême, royaume de Pologne, voilà la grande fédération que réalisera l'Autriche, si elle comprend

et que les deux fractions de l'empire, la Cisleithanie et la Transleithanie, discutent ces affaires communes par l'organe de deux assemblées nommées *délégations*.

sa destinée; l'archiduché des Habsbourg, sous le titre de royaume austro-allemand, y occupera aussi la place qui lui appartient, car, si la liberté est l'âme de cette Autriche régénérée, les Austro-Allemands, attachés par tant de souvenirs à la dynastie des Habsbourg, ne seront pas plus disposés à se perdre dans l'unité germanique que les Tchèques dans l'unité slave. Alors l'empire de l'est sera fondé, alors aussi pourront être conjurés quelques-uns des périls qui menacent l'Europe au nord et à l'orient.

Est-ce seulement l'intérêt de l'Europe qui nous fait parler? A coup sûr, notre sollicitude n'aurait pas besoin d'autre justification; nous avons pourtant un intérêt plus direct encore dans la question de Bohême. La France est préoccupée à juste titre des périls que peut lui susciter la constitution de l'unité germanique. La Prusse n'a pas toujours tenu la conduite la plus sage depuis le traité de Nikolsbourg; elle a substitué ses propres ambitions aux devoirs que lui imposait la victoire de Sadowa, elle a été arrogante, impérieuse, elle a paru plus disposée à dominer l'Allemagne qu'à la servir; enfin ceux-là mêmes qui chez nous avaient loyalement reconnu les titres de la monarchie prussienne à l'hégémonie germanique, voyant aujourd'hui grandir son égoïsme, se demandent s'il sera possible d'éviter une guerre entre la France et la confédération du nord. Nous croyons, nous, que la guerre serait funeste, nous croyons qu'elle précipiterait la conclusion de l'unité germanique par la Prusse, alors même que la France, comme nous n'en doutons pas, maintiendrait la supériorité de ses armes. Nous sommes persuadé au contraire que la prolongation de la paix prolongerait une expérience peu favorable à l'ancien prestige libéral du pays de Frédéric le Grand. Or, quel que soit le dénoûment de cette crise, que la guerre éclate à l'improviste ou qu'elle soit prudemment ajournée, nous avons le même intérêt à ce que la Bohême recouvre au plus tôt sa libre autonomie. Si la paix se maintient, si l'esprit particulier de l'Allemagne du sud s'affermit, si une confédération s'organise entre les états situés en-deçà du Mein, l'Autriche, par ses provinces allemandes, pourra jouer un rôle dans cette confédération; mais, pour qu'elle puisse le jouer sans être suspecte à personne, il faut qu'elle ait donné chez elle l'exemple d'une confédération libérale. L'Autriche absolutiste a été renversée pour toujours à Sadowa; la dynastie des Habsbourg ne recouvrera son influence sur l'Allemagne du midi qu'après avoir fait ses preuves comme puissance tutélaire d'une fédération libre. Si au contraire l'unité germanique devait être accomplie quelque jour, il est bien plus encore de l'intérêt de la France que la Bohême, maîtresse de son autonomie, ne puisse offrir aucune prise aux étreintes de la Prusse. Une Bohême

considérée comme austro-allemande, une Bohême illégalement *germanisée*, serait réclamée par l'unité germanique triomphante; la Bohême véritable, remise comme la Hongrie en possession de ses droits, échapperait comme la Hongrie à toutes les convoitises prussiennes. Préparer le rétablissement du royaume de Bohême, c'est donc travailler à la fois contre la Russie et contre la Prusse. L'intérêt de la France est ici parfaitement d'accord avec l'intérêt de l'Autriche.

Qu'on jette les yeux sur une carte d'Autriche, qu'on interroge surtout l'une des cartes ethnographiques dressées dans ces derniers temps par des géographes et des statisticiens justement renommés (1); on verra que cette question est une des plus graves au point de vue politique comme au point de vue militaire. Si jamais la Prusse et ses confédérés franchissaient le Mein, on peut être assuré qu'ils commenceraient par convoiter la Bohême. C'est là, au sommet des Carpathes, qu'est la ligne du partage des eaux. Il n'est pas en Allemagne de position plus avantageuse aux mains d'une puissance capable de s'en servir. On dirait un immense quadrilatère qui s'avance du côté de l'ouest jusqu'au centre des pays germaniques. La frontière occidentale de la Bohême est à quelques lieues de Nuremberg, entre Dresde au nord et Munich au sud. Sur un espace assez considérable, ce prolongement slave sépare les deux Allemagnes. Pourquoi l'équilibre européen, d'accord ici avec la géographie et l'histoire, ne profiterait-il pas de ce bénéfice? Les Tchèques veulent être Autrichiens en conservant leur autonomie; ne permettons pas à une fausse manœuvre politique de les exposer un jour à être Prussiens malgré eux. Nous savons bien que ce jour-là les Bohêmes appelleraient les Russes à leur aide plutôt que d'être noyés dans l'unité allemande; mais le remède serait aussi funeste que le mal, puisque les violences du pangermanisme fourniraient un prétexte aux entreprises du panslavisme. C'est ce double mal que les esprits clairvoyans s'efforcent de conjurer en signalant tous les dangers du dualisme austro-hongrois. L'intérêt, le devoir de la France est de joindre sa voix à celle des publicistes autrichiens et magyars dont nous avons recueilli les suffrages.

On dit que ces idées fédératives, suivant le sens précis indiqué par nous tout à l'heure, commencent à pénétrer dans les hautes sphères de l'état. On dit que M. de Beust s'inquiète d'une situation

(1) La plus récente est celle de M. Kiepert : *Völker-und Sprachen-Karte von OEsterreich und den Unter-Donau-Ländern, zusammengestellt* von H. Kiepert, Berlin 1869. — La plus riche peut-être en renseignemens ethnographiques est celle qui a été publiée à Vienne en 1866 par M. le baron de Czoernig, chef de bureau de la statistique au ministère de l'intérieur.

si périlleuse, et qu'il songe à réaliser sérieusement les promesses un peu vagues des discours adressés par lui aux représentans des Slaves. Il est certain que deux opinions fort différentes se manifestent de plus en plus au sein du ministère cisleithanien. M. Giskra, ministre de l'intérieur, M. Herbst, ministre de la justice, M. Hasner, ministre de l'instruction publique, représentent la politique *allemande*, celle qui ne renonce pas à jouer un rôle en Allemagne, qui veut prendre sa revanche de Sadowa, et qui considère le maintien de la domination allemande sur les Slaves comme le meilleur moyen de relever l'Autriche; les Tchèques n'ont pas de détracteurs plus passionnés, les idées que nous défendons n'ont pas d'adversaires plus opiniâtres. Au contraire M. le comte Taaffe, ministre de la sûreté publique, et M. Berger, ministre sans portefeuille, chargé des rapports avec la presse, sont plutôt les organes de la politique *autrichienne*, c'est-à-dire qu'avant de songer à l'Allemagne ils voudraient d'abord reconstituer l'Autriche; ceux-là se préoccupent de l'esprit public, et ils n'ont aucun parti-pris contre les réformes dont l'expérience démontrerait la nécessité. Or, selon des renseignemens que nous avons lieu de croire très exacts, M. le baron de Beust, chancelier de l'empire, serait en parfaite communauté de sentimens avec M. Berger et M. le comte Taaffe.

L'autorité de M. le baron de Beust est très grande en Autriche; son opinion sur le point qui nous occupe est-elle assez assurée déjà, assez nette et précise pour écarter les obstacles qu'il rencontrera infailliblement? Là-dessus, nous ne pouvons que faire des vœux. Il y a pourtant des symptômes qui encouragent nos espérances. Un manifeste récent, attribué à un fonctionnaire supérieur, exprime des idées conformes aux nôtres, et signale la nécessité d'une organisation nouvelle où les Slaves d'Autriche ne seront point sacrifiés. L'écrit porte ce titre : *Voix politiques de la Bohême*. Celui qui a recueilli ces plaintes de l'opinion est évidemment un Allemand d'Autriche animé des intentions les plus droites. Voilà un nouveau témoignage du progrès des idées fédératives parmi les esprits vigilans. Si l'auteur, ainsi qu'on l'affirme, était sûr de ne déplaire ni à M. Berger, ni au comte Taaffe, ni au chancelier de l'empire, ces pages, qui ont fait grand bruit en Bohême, seraient presque une promesse. On ajoute que M. de Beust aurait annoncé formellement l'intention de donner un chancelier à la Bohême, ce qui serait un commencement d'autonomie; on prétend même qu'il aurait dit : « Les Viennois crieront, que nous importe? Mieux vaut faire crier les Viennois que de soulever contre nous la moitié de la monarchie! » Il est vrai que les Viennois ne seront pas seuls à pousser

des cris; les organes du magyarisme à outrance, sans se soucier de la lettre de M. Louis Kossuth, reprochent tous les jours au ministère cisleithanien de ne pas être assez centraliste, d'avoir laissé grandir les projets d'autonomie bohême, de ne pas avoir fait de la Cisleithanie un tout compacte et homogène. Quelques-uns vont jusqu'à dire : « Nous avons conclu un traité qui nous impose des obligations réciproques. Nous nous sommes partagé l'empire pour en constituer plus solidement la double unité. L'œuvre des Hongrois est faite; quand ferez-vous la vôtre? » C'est la thèse que soutenait récemment le *Lloyd de Pesth;* un autre journal, le *Szazadunk,* organe du général Klapka, adressant les mêmes sommations au gouvernement cisleithanien, demandait que le ministère fût congédié comme impuissant à remplir sa tâche. L'avenir dira qui a mieux compris l'intérêt hongrois, l'intérêt autrichien, l'intérêt européen, de M. Klapka invoquant la tyrannie au nom de l'orgueil magyar, ou de M. Kossuth réclamant la liberté pour tous.

Puisse M. le baron de Beust avoir sérieusement conçu les résolutions qu'on lui prête, puisse-t-il y persévérer! Si sa conscience politique avait besoin d'être rassurée, qu'il se rappelle les traditions du pays aux heures les plus décisives de l'histoire. Non, les idées de fédération ne sont pas en Autriche une nouveauté téméraire. C'est une fédération qui a été le principe de la monarchie autrichienne, et il y a soixante ans, lorsque l'empire d'Allemagne s'écroula, un des hommes d'état les plus dévoués à l'Autriche traça précisément le programme qu'il s'agit de réaliser aujourd'hui. C'était au lendemain d'Austerlitz; l'empire d'Allemagne n'existait plus, la confédération du Rhin s'organisait sous la protection de l'empereur des Français, la Prusse se préparait à une lutte où elle allait être écrasée en un jour; quel était le sort réservé à l'Autriche? M. de Gentz, au mois de juin 1806, cherchant le moyen d'empêcher une *révolution épouvantable,* écrivait ces étonnantes paroles : « La monarchie autrichienne doit cesser dès ce moment d'être considérée comme puissance d'Allemagne. Il ne suffit pas que la dignité impériale soit détruite de fond en comble; mais ce qui reste de provinces à l'empereur n'a plus rien de commun avec l'Allemagne, ne tient à aucun lien et se trouve totalement isolé. Si, après cette révolution épouvantable, l'empereur veut continuer d'exister comme puissance, il n'a plus qu'un parti à prendre : transférer sa résidence en Hongrie, y créer une véritable constitution, établir des rapports tout nouveaux entre ce pays, la Bohême, la Galicie et les débris de ses possessions germaniques, fonder en un mot une nouvelle monarchie qui peut devenir puissante et respectable, mais qui ne ressemblera

guère à celle qu'il a gouvernée jusqu'ici (1). » Ce programme en 1806 était une conception clairvoyante et hardie; après les événemens de 1866, il est devenu comme l'ordre même de la destinée. On n'y résisterait pas impunément.

On voit combien la question bohême est pressante et redoutable; les plus inquiétans problèmes de l'avenir sont engagés dans ce débat. S'il ne s'agissait ici que du peuple tchèque, sans méconnaître l'intérêt qu'il inspire, nous ne croirions pas nécessaire d'élever ainsi la voix. Que les Tchèques soient accablés d'outrages depuis le jour où s'est réveillé leur esprit national, qu'on ait vu se déchaîner contre eux l'orgueil allemand, l'orgueil magyar, parfois même l'orgueil polonais, — car l'héroïsme des victimes a aussi son orgueil, — c'est sans doute un fait douloureux; mais les Tchèques sont en mesure de se défendre. Les Allemands et les Hongrois leur reprochent d'être Russes à force d'être Slaves; les polémiques dont nous venons de parler prouvent aujourd'hui que rien n'est plus injuste. Les Polonais les accusent d'être à moitié Allemands; la vérité est que, mêlés depuis des siècles à la société germanique, ils lui ont pris quelques-unes de ses qualités, l'amour du travail, la constance, la conscience. C'est ainsi que les Tchèques sont parvenus à former chez eux ce qui manque à presque tous les autres enfans de la famille slave, une bourgeoisie laborieuse, un tiers-état avec lequel les gouvernemens sont obligés de compter. Ils n'ont pas les héroïques élans, les sublimes imprudences de la Pologne; avec des vertus plus bourgeoises, ils contribueront peut-être à relever un jour la race aristocratique dont ils ont longtemps subi les injustes dédains. Dès à présent, on peut l'affirmer, ils occupent le premier poste de la Slavie occidentale. Les Polonais de la Galicie, hostiles d'abord à leur politique, n'y sont-ils pas ralliés désormais? Les Tchèques sont donc parfaitement en mesure de se défendre eux-mêmes, s'il ne s'agit que d'eux-mêmes; pour nous, l'intérêt principal en cette affaire, c'est l'intérêt de la France et de l'Europe. C'est aussi pour cela que, soutenant une cause générale, nous ne craindrons pas, en parlant aux Tchèques, de mêler des remontrances à nos encouragemens. Plus de fausses démarches, plus de paroles irréfléchies, plus de pèlerinages à Moscou. N'allez pas, même par une tactique d'un jour, rétrograder vers l'Orient; votre salut est du côté de la société occidentale. Souvenez-vous du martyre de vos frères de

(1) Ce mémoire n'a été publié que l'année dernière. Voyez l'ouvrage intitulé *Aus dem Nachlasse Friedrichs von Gentz*, 2 vol. in-8°, Vienne 1868; voyez surtout dans le tome second le *Supplément au chapitre V*, p. 96-97. Ce mémoire est rédigé en français.

Pologne. Si vous avez prononcé des paroles qui aient pu les blesser, reniez-les, effacez-les. Ne donnez pas à vos adversaires d'Autriche les occasions de vous calomnier; n'affaiblissez pas chez vos amis de l'Occident les sympathies qu'ils vous doivent.

On nous pardonnera la vivacité de nos paroles : nous combattons des adversaires de tout bord, nous défendons des cliens qui n'ont pas toujours été sans reproche, et nous nous adressons à un public que ces choses lointaines ont trop souvent laissé indifférent. Parmi tant de problèmes qui pèsent sur l'Europe, la question bohême, presque inconnue chez nous, est peut-être la plus périlleuse. Dieu veuille que ni la clairvoyance ni la décision ne fassent défaut aux hommes chargés de prévenir les catastrophes de l'Orient! Lorsque la guerre de 1866 changea d'une manière si grave les conditions de l'Europe, cette révolution produisit l'effet d'un coup de foudre, tant les esprits étaient mal préparés à voir la Prusse victorieuse de l'Autriche. Vainement depuis une vingtaine d'années un petit nombre d'écrivains attentifs avait signalé la marche incessante de l'esprit public, de plus en plus représenté par l'Allemagne du nord. Nous montrions, pièces en main, que ce mouvement gravitait vers la Prusse, que l'unité allemande, à tort ou à raison, se plaçait sous son drapeau, que l'issue dernière de la lutte, toute part faite aux chances des batailles, ne pouvait être douteuse, qu'enfin tôt ou tard infailliblement l'Autriche absolutiste serait rejetée hors de l'Allemagne. On ne voulait pas nous croire. Aujourd'hui nous racontons des faits qui se lient à des questions bien autrement sérieuses, à des événemens bien autrement redoutables. Nous croira-t-on cette fois? ou bien serons-nous condamnés, comme pour les affaires allemandes, au triste avantage de rappeler un jour nos paroles inutiles et nos avertissemens oubliés? Faisons du moins notre tâche, signalons les marées qui montent, indiquons les nuées qui recèlent les tempêtes. Du haut de la vigie, nous répétons ce cri d'alarme que tant de voix nous apportent des rives de la Moldau et du Danube : « l'Autriche sera une fédération, ou bien il n'y aura plus d'Autriche. »

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

PIERRE QUI ROULE

QUATRIÈME PARTIE (1).

— Voici l'heure de votre dîner, me dit Laurence, ouvrant une nouvelle parenthèse à son récit. Il ne faut pas que l'histoire de mes vicissitudes vous le fasse oublier, et moi j'avoue que je ne peux pas raconter mon séjour sur l'écueil sans avoir faim, fût-ce au sortir de table.

Nous rentrâmes à l'hôtel Ouchafol, où, à ma grande satisfaction, il mangea comme quatre et but d'autant. Après quoi, ayant repris des forces, il me conta la suite de ses aventures.

SUITE DE L'HISTOIRE DU BEAU LAURENCE.

L'ÉCUEIL MAUDIT. — LA TOUR AUX TÊTES.

— Où sommes-nous? voyons, imbécile! dit Bellamare en secouant le superstitieux patron. — Le malheureux n'en savait rien et répétait sans cesse : *Scoglio maledetto! pietra del Diavolo!* si bien que nous étions libres de donner l'une ou l'autre de ces épithètes désespérées en guise de nom à notre écueil. Cela ne nous avançait à rien. L'important était de reconnaître la côte en vue de laquelle nous devions nous trouver et que ne signalait aucun phare. Le patron interrogea ses hommes. L'un répondit Zara, l'autre Spalatro. Le patron haussa les épaules en disant Raguse. — Eh bien! nous voilà fixés, dit en riant tristement Bellamare.

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin, des 1er et 15 juillet.

— C'est pas tout ça, dit à son tour Moranbois. Quand nous serons à la côte, nous verrons bien. Ce n'est pas le diable de faire un radeau avec les débris de la tartane !

Le patron secoua la tête, ses deux hommes en firent autant, s'assirent sur les débris et se tinrent cois.

— Réveillons-les, battons-les, dit Moranbois en jurant. Il faudra bien qu'ils parlent ou qu'ils obéissent.

A nos menaces, ils répondirent enfin qu'il ne fallait pas bouger, ne pas se montrer, ne faire aucun bruit, parce que le vent commençait à tomber, et que si nous étions du côté d'Almissa, dont l'archipel était infesté de pirates, nous les attirerions et serions infailliblement pillés et massacrés. Il fallait attendre le jour, ces brigands n'étaient hardis que la nuit.

— Comment! s'écria Léon indigné, nous sommes ici dix hommes plus ou moins bien armés, et vous croyez que nous craignons les écumeurs de mer? Allons donc! cherchez vos outils, vite, et mettons-nous à l'œuvre. Si vous refusez de nous aider, voici un des nôtres qui nous dirigera, et on se passera de vous.

Il désignait Moranbois, qui avait assez longtemps vécu sur le port de Toulon pour avoir des notions suffisantes, et qui se mit à l'œuvre sans attendre l'assentiment du patron. Léon, Lambesc, Marco et moi nous prîmes ses ordres et travaillâmes avec activité, tandis que Bellamare s'occupait de rassembler et de charger les armes. Il pensait que les craintes du patron n'étaient pas tout à fait illusoires, et que notre naufrage pourrait bien attirer les bandits de la côte, si nous nous trouvions loin d'un port.

Le patron nous regarda faire. La perte de ses marchandises l'avait complétement démoralisé. Craignant la mer beaucoup moins que les hommes, il se lamentait de nous voir allumer la torche et frapper à grand bruit sur les débris de l'*Alcyon*.

— Il ne faut pas nous *mettre le doigt dans l'œil*, me dit Moranbois, avec ce méchant bout de tablier et ces épaves détestables nous ne ferons pas un radeau pour quinze personnes; si nous pouvons en loger quatre, ce sera le bout du monde. Allons toujours, le radeau ne logeât-il que moi, je vous réponds de m'en servir pour aller chercher du secours.

Dans un moment de répit, je courus voir ce que devenaient les femmes. Serrées comme des oiseaux dans le nid, elles grelottaient de froid, tandis que nous étions en sueur. Je les engageai à marcher, aucune ne s'en sentit le courage, et pour la première fois je vis Impéria abattue. — Est-ce possible, vous? lui dis-je. Elle me répondit : — Je pense à mon père; si nous ne réussissons pas à sortir d'ici, qui le nourrira? — Moi, repris-je en déclamant une ré-

plique tirée d'un drame moderne; *il aura l'amitié de Beppo, s'il en réchappe!*

J'étais gai comme un pinson; mais le reste de la nuit dut paraître mortellement long à ces pauvres naufragées. Pour nous, il passa comme un instant, et le soleil nous surprit travaillant depuis quatre heures sans nous douter du temps écoulé. Aucun pirate ne s'était montré, le radeau était à flot; Moranbois en prit le commandement et s'y installa avec le patron et un des matelots. Il n'y avait place que pour trois, et Moranbois ne se fiait qu'à lui-même pour nous amener de prompts secours. Nous le vîmes avec émotion sauter sur cette misérable épave sans vouloir dire adieu à personne et sans montrer la moindre inquiétude. La mer était furieuse autour de l'écueil; mais nous apercevions à quelques milles une longue bande de rochers qui nous semblait être la côte de Dalmatie, et nous espérions que la traversée de notre ami serait rapide. Nous fûmes donc surpris de voir que le radeau, au lieu de se diriger de ce côté, gagnait le large, et bientôt il disparut derrière les lames amoncelées qui nous faisaient un très court horizon. C'est que le prétendu rivage n'était qu'une série d'écueils pires que celui où nous nous trouvions; nous pûmes nous en convaincre quand la brume du matin se dissipa. Nous étions dans une véritable impasse, entourés d'îlots plus hauts que le nôtre et qui nous dérobaient entièrement l'horizon du côté de la terre, sauf quelques pointes d'un blanc rosé qui nous apparaissaient au loin; c'était le sommet des alpes de la Dalmatie que nous avions déjà aperçues de la côte d'Italie, et dont il semblait que la traversée de l'Adriatique nous eût à peine rapprochés. Le matelot qu'on nous avait laissé ne nous renseigna en aucune façon; il ne parlait qu'un esclavon inintelligible, et comme Marco l'avait un peu raillé en mer, il ne voulait plus répondre à nos questions.

Du côté de la pleine mer, nous n'avions que d'étroites échappées, l'*Alcyon* s'étant buté de façon à cacher son désastre à tous les points de l'horizon. Le splendide écroulement de montagnes submergées qui nous environnait présentait un décor magnifique d'horreur et navrant de nudité : pas un brin d'herbe sur la roche, pas un varech attaché à ses flancs, aucun espoir fondé de pêcher quoi que ce soit dans ces eaux claires et profondes, aucune chance d'en franchir les vagues toujours irritées, sans un secours du dehors. Nous fîmes en vain dix fois le tour de notre prison. De nulle part on n'apercevait un rivage hospitalier, et nous consultions en vain nos guides et nos cartes. En vain nous nous disions que les côtes orientales de l'Adriatique sont semées d'îles habitées; il n'y avait pas trace de vie autour de nous.

Nous ne fûmes pas encore trop effrayés de cette situation. On devait circuler sur toutes les côtes, et nous ne tarderions pas à voir apparaître de petites voiles autour de nous; dans tous les cas, le radeau ne pouvait tarder à en aborder quelqu'une et à lui signaler notre détresse.

Avec le retour du soleil, le vent avait complétement changé. Il soufflait de l'ouest avec violence, circonstance inquiétante sous tous les rapports. Aucune barque de pêche ne pouvait se mettre en mer, et aucune embarcation de voyage ne devait s'aventurer dans le voisinage des écueils. Moranbois pourrait-il aborder quelque part sans se briser? On avait lesté son radeau d'autant de vivres qu'il avait pu en contenir. Ce qui nous restait n'était pas rassurant, et nous jugeâmes prudent de retarder le plus possible le moment d'y recourir. La petite marée qui se fait sentir dans l'Adriatique gagnait l'entrée du bassin, et nous espérions, Marco et moi, qu'elle nous apporterait des coquillages, dont nous étions résolus à nous contenter pour ne pas toucher à la soute aux provisions.

Nous guettâmes le flot pour l'empêcher de remporter les richesses qu'il devait nous livrer. Il n'apporta que des coquilles vides. Impéria, qui avait repris son sang-froid, me pria de lui ramasser les plus jolies. Elle les prit, les tria, et, assise sur une pointe du roc, elle tira de sa poche la petite trousse à ouvrage d'aiguille qui ne la quittait jamais, et se mit à enfiler en collier ces tristes joyaux comme si elle eût dû s'en parer le soir pour aller au bal. Pâle et déjà amaigrie par une nuit de souffrance et d'angoisse mortelle, battue du vent, qui ne *jouait* pas avec sa chevelure, mais qui semblait vouloir la lui arracher, elle était sérieuse et douce comme je l'avais vue dans le foyer de l'Odéon, sortant de maladie et déjà travaillant à sa guipure, en attendant qu'on l'appelât pour travailler sur la scène.

— Tu la regardes, me dit Bellamare, qui la contemplait aussi; cette fille est certainement à un échelon au-dessus de l'humanité; elle est là comme un ange au milieu des damnés.

— Est-ce que vous souffrez? lui dis-je en le regardant avec surprise.

Je le trouvais si changé que j'en fus effrayé. Il comprit et me dit en souriant : — Tu n'es pas moins effrayant que moi; nous sommes tous effrayans! Nous sommes surmenés de fatigue. Il faut manger, autrement nous serons tous fous dans dix minutes.

Il avait raison. Lambesc commençait à se prendre de querelle avec Marco, et Purpurin, couché à moitié dans l'eau, récitait d'un air hébété des vers qui n'avaient aucun sens.

On courut aux provisions; elles n'étaient point avariées, mais, fournies par le patron de l'*Alcyon*, qui spéculait sur tout, elles

étaient de très mauvaise qualité, sauf le vin, qui était bon et en quantité suffisante pour plusieurs jours. Les femmes furent servies les premières. Une seule mangea de grand appétit, ce fut Régine, qui but d'autant, et comme nous n'avions pas d'eau potable, la caisse s'étant effondrée dans le naufrage, elle fut bientôt complétement ivre, et alla dormir dans un coin où la vague l'eût emportée, si nous ne l'eussions conduite un peu plus haut sur la falaise.

Lambesc, déjà surexcité, s'enivra aussi, et le petit Marco, qui pourtant était sobre, fut vite pris d'une gaîté fébrile. Les autres s'observèrent, et je mis de côté une partie de ma ration d'alimens sans qu'on s'en aperçût. Je commençais à me dire que Moranbois, s'il n'était pas englouti par la mer ou brisé à la côte, pouvait tarder à revenir, et je voulais soutenir les forces d'Impéria aux dépens des miennes jusqu'à la dernière heure.

Aucune voile ne nous apparut durant cette journée, qui devint brumeuse vers midi. Le vent tomba et le froid diminua. Nous nous occupâmes de construire un abri pour les femmes en brisant le rocher, qui tenait le milieu entre le marbre blanc et la craie, qui par conséquent nous offrait peu de résistance, et en y creusant une espèce de grotte dont on augmenta l'étendue avec un petit mur en pierres sèches. On leur fit un lit commun avec des caisses et des ballots, et on couvrit le tout d'une toile de décor qui, étrange dérision de la destinée, représentait la mer vue à travers des rochers. Une autre toile, retenue aux parois des rochers véritables par des cordes, forma le cabinet de toilette et le vestiaire de ces dames.

On s'occupa ensuite d'établir une vigie qui pût dépasser les écueils du côté de la mer. Nous guettâmes en vain les flots qui battaient notre prison; ils n'apportèrent pas le moindre débris de la mâture de l'*Alcyon*. Les faibles rouleaux de nos toiles de théâtre ne purent résister à la plus faible brise de mer; malgré l'art et le soin que nous mîmes à les assujettir, ils furent emportés au bout de peu d'instans, et il fallut renoncer à planter le signal de détresse.

La nuit nous surprit avant que nous eussions pu songer à nous construire un abri quelconque. Le vent d'est revint, et souffla de nouveau très froid et très rude. Trois ou quatre fois, nous dûmes replacer et consolider la tente des femmes, qui reposaient quand même, sauf Anna, qui rêvait et jetait de temps en temps un cri perçant; mais les autres étaient trop accablées pour s'en préoccuper.

Il nous restait bien quelques mauvais copeaux pour allumer du feu; Bellamare nous engagea à ménager cette ressource pour le moment extrême et dans le cas où l'un de nous se trouverait malade sérieusement. Nous pouvions être délivrés d'un moment à l'autre par l'approche d'une embarcation; mais il était évident

aussi que nous pouvions être prisonniers tant que le vent forcerait les navires à se tenir en pleine mer, ou tant que le brouillard de la journée nous empêcherait d'être signalés.

Le froid devint si vif vers le matin que nous sentions tous la fièvre nous envahir. Nous avions encore quelques vivres, mais personne n'avait faim, et on essayait de se réchauffer avec le contenu du tonneau de vin de Chypre, qui soulageait un instant et augmentait bientôt l'irritation.

Nous n'étions pourtant qu'au début de nos souffrances. La journée qui suivit nous apporta des torrens de pluie dont on se réjouit d'abord. Nous pûmes étancher notre soif et faire une petite provision d'eau douce dans le peu de vases qu'on avait; mais nous étions glacés, et, la soif apaisée, la faim revint plus intense. Bellamare, secondé par l'assentiment de Léon, de Marco et de moi, décréta que nous devions résister le plus longtemps possible avant d'attaquer nos dernières ressources.

Cette seconde journée de vaine attente amena pour tous la première notion d'un abandon possible sur cette roche stérile. Le sentiment de détresse morale augmenta le mal physique. Nous fûmes plus consternés que nous ne l'avions été au moment du naufrage. Lambesc devint insoutenable de plaintes inutiles et de vaines récriminations. Le matelot qui nous était resté, et qui était une véritable brute, parlait déjà en pantomime de tirer au sort lequel de nous serait mangé.

Le soir, la pluie ayant cessé, on brûla, pour ranimer Anna, qui s'évanouissait à chaque instant, le peu de bois que l'on avait. Impéria, à qui je fis accepter les alimens que j'avais mis en réserve, les lui fit prendre; ce qui restait en magasin disparut pendant la nuit, dévoré par Lambesc ou par le matelot, peut-être par tous les deux. Toute l'eau douce mise en réserve y passa ou fut gaspillée.

Cette troisième nuit fit succéder un froid si vif à la pluie qui avait percé nos vêtemens, que nous ne pouvions plus parler, tant nos dents claquaient. On éventra la caisse aux costumes et on revêtit au hasard tout ce qu'elle contenait de pourpoints, de robes, de pelisses et de manteaux. Les femmes aussi étaient mouillées, la pluie avait pénétré et la toile qui leur servait de *velarium* et la voûte de roches spongieuses que nous leur avions creusée. Cette maudite roche ne gardait pas l'eau, que nous eussions pu mettre en réserve dans des trous, et elle ne nous protégeait pas.

On voulait brûler la caisse qui avait contenu nos oripeaux : Bellamare s'y opposa. Elle pouvait servir d'abri au dernier survivant.

Enfin le troisième jour ramena le soleil et avec la fin du brouillard l'espérance d'être aperçus. On se réchauffa un peu, on se fit

des illusions, Anna reprit un peu de forces ; l'ivresse consola encore ceux qui voulurent y recourir. Je ne pus empêcher le petit Marco de dépasser la dose nécessaire. Il détestait Lambesc, dont l'arrogance et l'égoïsme l'exaspéraient. Nous eûmes fort à faire pour les empêcher de se battre sérieusement.

Un soudain espoir de salut fit diversion, on apercevait enfin une voile à l'horizon! On fit les signaux qu'on put faire. Hélas! elle était trop loin, et nous étions trop petits, trop masqués par les écueils! Elle passa! Une seconde, une troisième, deux autres encore vers le soir, nous jetèrent dans un enthousiasme délirant et dans un accablement désespéré. Anna s'endormit sans qu'il fût possible de la réveiller pour lui faire prendre quelques coquillages que nous avions réussi à saisir. Lucinde mit sa tête dans son châle et resta comme pétrifiée. Régine recommença ses dévotions, une pâleur livide avait remplacé sur son visage la rougeur violacée de l'ivresse. Nous dûmes attacher Purpurin pour l'empêcher de se jeter à la mer, et calmer à grands coups de poing le matelot, qui se jetait sur nous pour boire notre sang.

La soif était redevenue notre supplice; le vin de Chypre ne faisait plus que l'exaspérer, et il y eut des momens où, la bête prenant le dessus, je dus prier Bellamare et Léon, encore maîtres d'eux-mêmes, de m'empêcher de m'enivrer jusqu'à la mort.

Sans ce vin qui nous brûlait le sang et dévorait nos entrailles affamées, eussions-nous moins souffert? Peut-être; mais peut-être aussi aurions-nous péri par le froid et l'humidité avant de recevoir du secours.

La hutte que nous nous étions bâtie ne nous préservait guère. La caisse aux costumes était assez grande pour contenir une personne accroupie. Lambesc s'en était emparé, et, blotti dans ce refuge, il criait des injures et des menaces à quiconque en approchait, tant il craignait d'en être dépossédé. A force de tirer sur lui le couvercle, au risque d'étouffer, il le brisa et maugréa d'autant plus. — C'est bien fait, lui dit Bellamare, rien ne profite aux égoïstes. Vous ferez bien de nous survivre, car si c'est un autre qui est destiné à ce triste avantage, il ne fera certainement pas votre éloge funèbre.

Pour ne pas entendre l'aigre réponse de Lambesc, il m'emmena un peu plus loin et me dit : — Mon cher enfant, ce que nous souffrons ici n'est rien, si nous devons en sortir. Je ne veux pas en douter, mais je mentirais si je disais que j'en suis assuré, et quand même le fait serait évident, je ne pourrais secouer le profond chagrin que me cause la mort plus que probable de Moranbois. C'est la première fois de ma vie que la tristesse est plus forte que ma volonté. Tu es jeune, tu as du cœur et de l'énergie, Léon est un stoïque muet,

Marco est un enfant excellent, mais trop jeune pour une telle épreuve. C'est donc à toi de me donner du courage, si j'en manque. Veux-tu me promettre d'être l'*homme* et le chef de notre pauvre famille échouée, si Bellamare s'éteint soit dans la mort, soit dans le délire?

— Vous êtes ingénieux en tout, lui répondis-je, même dans l'enseignement. J'ai compris... Tout à l'heure je faiblissais, vous trouvez le moyen de me ranimer en feignant de faiblir aussi. Merci, mon ami, je tâcherai, jusqu'à la dernière heure, d'être digne de vous seconder.

Il m'embrassa, et je sentis des larmes sur les joues de cet homme que j'avais toujours vu rire. — Laisse-moi pleurer comme une bête, reprit-il avec son sourire accoutumé, qui était devenu navrant. Moranbois n'aura pas d'autre adieu que ces larmes d'un ami, peut-être bientôt disparu aussi. Ce rude compagnon de ma vie errante était le dévoûment personnifié. Il sera mort comme il devait mourir, celui-là! Tâchons aussi de bien mourir, mon enfant, si nous devons rester sur cet écueil qui prolonge notre agonie. Il eût été facile de périr en sombrant avec la barque. Succomber à la soif et au froid, c'est plus long et plus grave. Soyons des hommes, allons! Abstenons-nous de ce vin qui nous exalte et nous affaiblit, j'en suis sûr. J'ai lu bien des relations de naufrages et le récit de suicides par inanition. Je sais que la faim cesse au bout de trois ou quatre jours; nous sommes arrivés à ce terme; dans deux ou trois autres jours, la soif aussi aura disparu, et ceux de nous qui sont bien constitués pourront encore vivre quelques jours sans délirer et sans souffrir. Arrangeons-nous pour soutenir par l'espoir et la patience les plus faibles, les femmes surtout. Anna est la plus nerveuse, c'est elle qui résistera le mieux. C'est la plus courageuse, c'est Impéria qui m'inquiète le plus, parce qu'elle s'oublie pour les autres, et ne songe plus à se préserver de rien. Sache que j'ai caché sur moi un trésor et que je le lui réserve, une boîte de dattes, bien petite, hélas! et une fiole d'eau douce. N'attendons pas son premier symptôme de faiblesse, car avec ces natures-là, qui ne tombent que pour mourir, les secours tardifs sont superflus. Va la chercher de ma part, et quand nous la tiendrons ici, nous la forcerons de boire et de manger.

J'obéis en hâte sans dire à Impéria de quoi il s'agissait. Nous l'emmenâmes à la pointe de l'îlot, et là, Bellamare lui dit : — Ma fille, tu vas obéir, ou je te donne ma parole d'honneur que je me jette à la mer. Je ne veux pas te voir mourir de faim.

— Je n'ai pas faim, répondit-elle, je ne souffre de rien; c'est moi qui me jetterai à la mer, si vous ne mangez pas tous les deux ce qui vous reste. — Elle refusait avec obstination, jurant qu'elle

était forte et pouvait attendre encore longtemps. En parlant ainsi avec animation, elle s'évanouit tout à coup. Quelques gouttes d'eau la ranimèrent, et quand elle fut mieux, nous la forçâmes, avec une autorité presque brutale, à manger quelques dattes. — N'en mangerez-vous pas aussi? nous dit-elle d'un ton suppliant. — Rappelez-vous votre père, lui dis-je, il ne vous est pas permis de renoncer à la vie.

Le jour suivant, qui fut le quatrième, il faisait encore un temps magnifique, nous nous réchauffions au soleil. La faiblesse commençait à nous envahir tous; on était calme, il n'y avait plus de vin. Lambesc et le matelot dormaient enfin profondément. Purpurin avait perdu la mémoire et ne récitait plus de vers. Nous entrâmes, Bellamare, Léon, Marco et moi, dans la petite enceinte réservée aux femmes. Impéria avait réussi à les ranimer par son inaltérable patience. Elle soutenait ses compagnes comme Bellamare soutenait ses compagnons. — Restez près de nous, nous dit-elle, nous ne sommes plus ni malades, ni maussades, voyez! nous nous sommes coiffées et habillées, nous avons rangé notre salon et nous recevons nos amis. Il nous semble impossible à présent que le secours n'arrive pas aujourd'hui, il fait si beau! Régine, qui est devenue une sainte par la peur de mourir, se figure qu'elle jeûne volontairement pour se racheter de ses vieux péchés. Lucinde a retrouvé son miroir égaré dans le déménagement et s'est convaincue que la pâleur lui allait très bien. Elle a pris même la résolution de pâlir son fard quand elle remontera sur les planches. Notre petite Anna est guérie, et nous avons projeté de faire la conversation comme si nous étions dans un entr'acte, sans nous rappeler que nous ne sommes pas ici pour notre plaisir.

— Mesdames, répondit Bellamare très gravement, nous acceptons votre gracieuse invitation, mais c'est à la condition que votre programme sera sérieux. Je propose de faire donner un gage à celui qui parlera de la mer, ou du vent, ou du rocher, ou de la faim et de la soif, enfin de quoi que ce soit qui rappelle l'accident désagréable qui nous retient ici.

— Adopté! s'écria tout le monde, et on pria Léon de réciter des vers de sa façon.

— Non, répondit-il, mes vers sont toujours tristes. J'ai toujours considéré ma vie comme un naufrage, et il ne faut point parler de cela ici. Ce serait du plus mauvais goût, la chose est décrétée.

— Eh bien! reprit Bellamare, nous allons faire un peu de musique. La caisse aux instrumens est chez vous, mesdames, elle vous sert de lit, si je ne me trompe; ouvrons-la, et que chacun fasse ce qu'il pourra.

Il me donna le violon et prit la basse, Marco s'empara des cym-

bales, et Léon de la flûte; nous étions tous un peu musiciens: car, dans les localités où l'on ne comprenait pas le français, nous chantions tant bien que mal l'opéra-comique, et quand les musiciens manquaient à l'orchestre, l'un de nous dirigeait les amateurs et faisait sa partie.

L'effet de notre concert fut de nous faire fondre tous en larmes. Ce fut comme une détente générale. Purpurin, attiré par la musique, vint embrasser les genoux de son maître en lui disant qu'il irait avec lui au bout du monde. — Au bout du monde! répondit mélancoliquement Bellamare, il me semble que nous y sommes assez comme ça.

— Un gage! lui cria Impéria, on ne fait pas d'allusion ici. Purpurin a bien parlé, nous irons tous au bout du monde, et nous en reviendrons.

Elle se mit alors à chanter et à danser en nous prenant par la main, et nous suivîmes son exemple sans nous souvenir de rien et sans nous apercevoir de la faiblesse de nos jambes; mais quelques instans après nous étions tous couchés et endormis sur la grève.

Je m'éveillai le premier. Impéria était près de moi. Je la saisis dans mes bras et l'embrassai passionnément sans savoir ce que je faisais. — Qu'est-ce donc? me dit-elle avec effroi, qu'est-ce qui nous arrive encore?

— Rien, lui dis-je, sinon que je me sens mourir, et que je ne veux pas mourir sans vous avoir dit la vérité. Je vous adore, c'est pour vous que je me suis fait comédien. Vous êtes tout pour moi, et je n'aimerai jamais que vous dans l'éternité. — Je ne sais pas ce que je lui dis encore, j'avais le délire. Il me semble que je lui parlai longtemps et d'une voix forte qui n'éveilla personne. Bellamare, habillé en Crispin, était immobile et inerte à côté de nous; Léon, en costume russe, avait la tête sur les genoux de Marco, enveloppé d'une toge romaine. Je les regardai avec hébétement. — Voyez, dis-je à Impéria, la pièce est finie! tous les personnages sont morts. C'était un drame burlesque; nous allons mourir aussi, nous deux, c'est pour cela que je vous dis le secret, le grand secret de mon rôle et de ma vie. Je vous aime, je vous aime éperdument, je vous aime à en mourir, et j'en meurs. — Elle ne me répondit pas et pleura. Je devins fou. — Il faut que cela finisse, lui dis-je en riant, et je voulus la lancer dans la mer; mais je perdis connaissance, et des deux jours qui suivirent je n'ai conservé qu'un vague souvenir. Il n'y eut plus ni gaîté, ni colère, ni tristesse; nous étions tous mornes et indifférens. La mer nous apporta quelques épaves chargées de misérables anatifes qui nous empêchèrent de mourir de faim et que nous ramassions avec une indolence étonnante, tant nous étions sûrs de périr quand même. Quelques gouttes de pluie

tombèrent et allégèrent à peine la soif; quelques-uns ne voulurent même pas profiter de ces minces soulagemens, qui réveillaient le désir assoupi de la vie. Je me souviens à peine de mes impressions, et je ne retrouve que certains retours de l'idée fixe. Impéria était continuellement dans mes rêves, car j'étais continuellement assoupi; quand Bellamare, qui résistait encore à cet accablement, venait me secouer un peu, je ne distinguais plus la fiction de la réalité, et, croyant qu'il m'appelait pour la représentation, je lui demandais ma réplique d'entrée, ou bien je me figurais être avec lui dans la fameuse chambre bleue, et je lui parlais bas. Je crois que je révélai encore mon amour à Impéria, et qu'elle ne me comprit plus. Elle faisait de la guipure ou croyait en faire, car ses doigts raidis et transparens de maigreur s'agitaient souvent dans le vide. Un matin, je ne sais lequel, je sentis que quelqu'un de très fort me soulevait et m'emportait comme un enfant. J'ouvris les yeux, ma figure se trouva près d'une figure basanée que j'embrassai sans savoir pourquoi, car je ne la reconnaissais pas; c'était celle de Moranbois.

Nous avions passé sept nuits et six jours sur l'écueil entre la vie et la mort. Ce qui advint de ma personne, je ne vous le dirai pas d'après mes impressions personnelles, je fus complètement abruti et comme idiot pendant une semaine. La plupart de mes camarades subirent la même conséquence de nos misères; mais je vous tiendrai au courant d'après ce que je sus par Bellamare et Moranbois, à mesure que je recouvrai la raison et la santé.

La dernière nuit de notre martyre sur l'*écueil maudit*, Bellamare avait été réveillé en sursaut par le matelot, qui voulait l'étrangler pour le manger. Il s'était défendu, et le résultat de la lutte avait été un plongeon de l'ennemi dans la mer. Il n'avait pas reparu, et personne ne l'avait pleuré; seulement Lambesc avait exprimé quelque regret de ce que, l'ayant occis en cas de légitime défense, Bellamare avait cédé aux poissons les restes de ce misérable. Lambesc ne reculait nullement devant l'éventualité de manger son semblable, si peu appétissant qu'il fût, et, s'il s'en fût senti la force, je ne sais à quelle tentative il se fût porté contre nous.

Mais c'est la campagne de Moranbois qui doit vous intéresser. Voici ce qui lui arriva à partir du moment où il s'embarqua sur le radeau.

A peine fut-il sorti du flot qui battait les écueils avec tant de rage qu'il se sentit emporté au large par un courant extraordinaire et tout à fait inexplicable. Le patron de l'*Alcyon* n'y comprenait rien, et disait que de mémoire d'homme on n'avait vu chose pareille sur l'Adriatique. En gagnant la terre où, après vingt heures de lutte désespérée, il arriva seul et roulé sur les rochers avec les débris du radeau et les cadavres de ses deux compagnons, notre ami

comprit ce qui s'était passé. Un tremblement de terre, dont nous n'avions pas eu conscience au moment de notre naufrage, avait jeté l'épouvante sur les côtes de la Dalmatie, et, changeant peut-être la configuration sous-marine des récifs où nous avions échoué, avait produit une sorte de ras de marée qui dura plusieurs jours.

Moranbois venait d'échouer, lui, sur un pauvre îlot habité par quelques pêcheurs, dans les parages de Raguse. Il fut recueilli par eux à demi mort. Ce ne fut qu'au bout de quelques heures qu'il put s'expliquer par gestes, car ils ne comprenaient pas un mot de français ni d'italien. Tout ce qu'il put obtenir d'eux, ce fut d'être conduit dans une autre île, où il trouva les mêmes obstacles pour se faire comprendre, les mêmes difficultés pour gagner le continent. Vous savez que ce pays a été autrefois ravagé par de furieux tremblemens de terre, dont l'un a même détruit de fond en comble la splendide cité de Raguse, la seconde Venise, comme on l'appelait alors. Moranbois trouva les habitans du rivage beaucoup plus effrayés pour eux-mêmes que pressés d'aller au secours des autres. Il se traîna jusqu'à Gravosa, qui est le faubourg et le port de guerre de Raguse, et là, succombant à la fatigue, au chagrin, à la colère, il fut si mal qu'on le porta à l'hôpital, où il crut mourir sans pouvoir nous sauver.

Quand il put se lever et s'aboucher avec les autorités locales, on le prit pour un fou, tant il était exalté par la fièvre et le désespoir. Son récit parut invraisemblable, et on parla de l'enfermer. Vous devinez bien que son langage, habituellement peu parlementaire, avait pris en de telles circonstances une énergie qui ne prévenait pas en sa faveur. On le soupçonnait de vouloir emmener une embarcation pour une vaine recherche de naufragés imaginaires, afin de livrer cette capture à des pirates. Il fut même question de le constituer prisonnier, comme ayant assassiné le patron de l'*Alcyon*. Enfin, quand il fut parvenu à prouver sa sincérité et que le temps fut devenu calme, il réussit à louer à tout prix une tartane dont l'équipage se moquait de lui et le conduisait à l'aventure, sans se presser et sans consentir à approcher des écueils où il voulait précisément la faire entrer. Il louvoya très longtemps avant de reconnaître l'endroit où nous étions, et n'y put pénétrer qu'avec une barque de sauvetage dont il s'était fait accompagner.

Tout ceci vous explique comment il ne put arriver à nous qu'au moment où nous ne conservions plus ni espérance ni désir de lutter. Je dois excepter Bellamare, dont les souvenirs nets nous prouvèrent qu'il n'avait pas cessé un instant de veiller sur nous et de se rendre compte de notre situation.

La tartane nous transporta au port de Raguse, et c'est là seulement qu'au bout de quelques jours je retrouvai la mémoire du

passé et la notion du présent. Nous avions tous été très malades, mais avec mon grand corps jeune, robuste et par conséquent exigeant en fait d'alimentation, j'avais été plus éprouvé que les autres. Moranbois s'était remis en deux jours, Anna était encore si faible qu'il fallait la porter; Lambesc était mieux que nous tous au physique, mais le moral était profondément troublé, et il continuait à se croire sur l'écueil et à se lamenter stupidement. Lucinde jurait que jamais plus elle ne quitterait le plancher des vaches, et, collée à son miroir, se tourmentait de la longueur de son nez, rendue plus apparente par l'affaissement de ses joues. Régine au contraire n'était point fâchée d'être maigrie et trouvait encore le mot pour rire, le mot cynique surtout; elle avait fait des progrès sous ce rapport. Léon avait gardé tout son jugement, mais il souffrait du foie, et sans se plaindre paraissait plus misanthrope qu'auparavant. Marco était en revanche plus sensible et plus affectueux, ne parlant que des autres et s'oubliant lui-même. Purpurin était devenu presque muet d'hébétement, et Moranbois lui souhaitait de rester ainsi.

Quant à Impéria, qui m'intéressait plus que tous les autres, elle était mystérieuse dans l'accablement comme en tout : elle avait moins souffert physiquement que ses compagnes, grâce aux petits secours que Bellamare et moi l'avions forcée d'accepter; mais son esprit semblait avoir subi une commotion particulière. Elle avait été moins malade, elle était plus affectée, et ne pouvait souffrir qu'on reparlât des souffrances passées. — Elle a été sublime jusqu'au bout, me dit Bellamare, à qui je témoignais ma surprise; elle n'a songé qu'à nous, nullement à elle. A présent il se fait une réaction, elle paie l'excès de son dévoûment, elle nous a tous pris un peu en grippe pour lui avoir causé trop de fatigue et de souci. Autant je l'ai vue douce et patiente avec les agonisans que nous étions, autant elle se sent exigeante et irritable avec les convalescens que nous sommes; elle ne s'en rend pas compte. Faisons comme si nous ne nous en apercevions pas. Dans quelques jours, l'équilibre sera rétabli. Dame nature est une implacable souveraine; le dévoûment la dompte, mais elle reprend ses droits quand ce grand stimulant n'a plus besoin de fonctionner.

Impéria retrouva en effet son équilibre en peu de temps, excepté avec moi. Elle me semblait méfiante, elle était même épilogueuse et railleuse par momens. Elle se reprenait en me voyant surpris et affligé, mais ce n'était plus l'abandon et l'amitié d'auparavant. Que s'était-il donc passé durant mes jours de délire? Je ne pus me rappeler que ce que je vous ai dit. C'était bien assez pour la mettre en garde contre moi; mais l'avait-elle compris? pouvait-elle s'en souvenir? ne devait-elle pas attribuer mon transport à la fièvre qui me

dévorait alors? Je n'osai pas l'interroger, dans la crainte précisément de lui remettre en mémoire un fait peut-être oublié. J'y mis aussi de l'insouciance au commencement. J'étais trop affaibli pour me sentir amoureux, et j'aimais à me persuader que je ne l'avais jamais été. Il est certain que nous étions tous singulièrement dépéris et calmés. Quand nous nous trouvâmes réunis pour la première fois sur la terrasse d'une petite villa qu'on nous avait louée sur la colline boisée qui domine le port, ce ne fut pas la maigreur et la pâleur de nos visages qui me frappèrent, ils étaient déjà moins effrayans qu'ils n'avaient été sur l'écueil; ce fut une expression commune à tous et qui établissait une sorte de ressemblance de famille sur les traits les plus dissemblables. Nous avions les yeux agrandis et arrondis, comme terrifiés, et, par un contraste douloureux à voir, un sourire d'hébétement crispait nos lèvres tremblantes. Nous avions tous une sorte de bégaiement et plus ou moins de surdité. Quelques-uns s'en ressentirent même longtemps.

Bellamare, qui ne s'était pas reposé un instant, veillant sur nous tous, contrôlant les ordonnances des médecins du pays, qui ne lui inspiraient pas de confiance, nous administrant lui-même les médicamens de sa pharmacie portative, commençait à ressentir la fatigue au moment où la nôtre se dissipait. Nous étions depuis quinze jours dans ce petit port, sur un coteau charmant, en vue des belles montagnes d'un gris bleuâtre qui l'enserrent, et aucun de nous n'était encore en état de travailler ni de voyager. Depuis Ancône, c'est-à-dire depuis près d'un mois, nous n'avions rien gagné, et nous avions beaucoup dépensé, Bellamare n'ayant rien voulu épargner pour notre rétablissement. La situation financière s'aggravait chaque jour, et chaque jour aussi se rembrunissait le front de Moranbois; mais il n'en voulait rien dire, craignant que, pour organiser des représentations à Raguse, Bellamare ne se donnât trop vite des soucis et des fatigues nouvelles. Y avait-il un théâtre à Raguse? Nous n'en savions rien et ne nous en embarrassions guère. Nous avions sauvé nos toiles de fond, et Léon se disposait à les repeindre, tandis que Marco et moi nous occupions nos loisirs à les *remaroufler* (1). Je ne m'inquiétais de rien, moi. J'avais encore ma petite fortune en papier dans ma ceinture, et je regardais cette valeur comme le salut du directeur et de la troupe quand la caisse serait tout à fait vide.

Mais le salut ne devait pas encore venir de moi. Un soir, comme nous prenions le café dans le verger, sous les citronniers en fleur, on nous annonça la visite du propriétaire de la villa, qui était aussi

(1) Maroufler le décor, c'est l'encoller en dessous et le garnir de papier pour empêcher la transparence des toiles.

le propriétaire de la tartane que Moranbois avait louée pour aller à notre recherche. Rien n'était encore payé. — Voici le quart d'heure de Rabelais, nous dit Bellamare en regardant Moranbois, qui jurait entre ses dents. — Soyez tranquilles, leur dis-je, je suis encore en fonds, recevons poliment le créancier.

Nous vîmes alors apparaître un jeune homme de haute taille, serré à la ceinture comme une guêpe, ruisselant d'or et de pourpre, beau de visage comme l'antique, et plein de grâce majestueuse dans son riche costume de palikare. — Lequel de vous, messieurs, dit-il en bon français et en saluant avec courtoisie, est le directeur de la troupe?

— C'est moi, répondit Bellamare, et j'ai à vous remercier de la confiance avec laquelle le gardien de cette villa m'a, en votre nom, autorisé à m'y installer avec mes pauvres naufragés encore malades, sans me demander d'arrhes; mais nous sommes en mesure...

— Il ne s'agit pas de cela, reprit le brillant personnage; je ne loue pas cette maison, je la prête. Je ne fais pas non plus payer à des naufragés le secours que tout homme doit à ses semblables.

— Mais, monsieur...

— Ne parlez plus de cela, ce serait m'offenser. Je suis le prince Klémenti, riche en mon pays, ce qui serait pauvreté dans le vôtre, où l'on a d'autres besoins, d'autres habitudes, mais aussi d'autres charges. Tout est relatif. J'ai été élevé en France, au collége Henri IV. Je suis donc un peu civilisé et un peu Français; ma mère était Parisienne. J'aime le théâtre, dont je suis privé depuis longtemps, et je considère les artistes comme gens d'esprit et de savoir qui seraient bien nécessaires à notre progrès. Ma visite n'a pas d'autre objet que celui de vous emmener passer le printemps dans nos montagnes, où vous vous rétablirez tous promptement dans un air salubre, au milieu de gens de cœur que vos talens charmeront, et qui se regarderont, ainsi que moi, comme vos obligés, quand vous voudrez bien leur en faire part.

Bellamare, séduit par cette gracieuse invitation, nous consulta du regard, et, se voyant généralement approuvé, promit de se rendre aux ordres du prince pour quelques jours seulement, aussitôt que nous serions en état de jouer et de chanter.

— Non, non, reprit le beau Klémenti, je ne veux pas attendre. Je veux vous emmener, vous donner du bien-être et du repos chez moi tout le temps qu'il vous en faudra; vous n'y jouerez la comédie que quand il vous plaira, et pas du tout, si bon vous semble. Je ne vous considère encore que comme des naufragés auxquels je m'intéresse, et dont je veux faire mes amis en attendant qu'ils soient mes artistes.

Léon, qui n'aimait pas les protecteurs, objecta que nous étions

attendus à Constantinople et que nous avions pris des engagemens.

— Avec qui? s'écria le prince, avec M. Zamorini?

— Précisément.

— Zamorini est un coquin qui va vous exploiter et vous laisser sans ressources sur le pavé de Constantinople. L'année dernière, j'ai trouvé à Bucharest une Italienne qu'il avait emmenée comme *prima donna*, et qu'il avait abandonnée dans cette ville, où elle était servante d'auberge pour gagner son pain; sans moi, elle y serait encore. Aujourd'hui elle chante à Trieste avec succès. C'est une personne distinguée, qui a conservé de l'amitié pour moi, et à qui j'ai rendu sa liberté après lui avoir demandé quelques leçons de chant. Je ne vous demanderai, à vous, que de causer avec moi de temps à autre pour me dérouiller et me perfectionner dans le français, que je crains d'oublier. Quand vous serez tous bien portans, vous reprendrez votre volée, si vous l'exigez, et si vous tenez à aller chez nos ennemis les Turcs, je vous en faciliterai les moyens; mais je serais bien étonné si Zamorini n'a pas fait faillite avant ce moment-là. Il avait une femme fort belle qui remontait son commerce quand il était à bas. Elle s'est lassée d'être exploitée par ce misérable, et l'a quitté afin d'exploiter pour son propre compte un Russe de la Mer-Noire, qui l'a emmenée il y a trois mois.

Le beau prince continua de causer ainsi avec cette facilité d'élocution qui est particulière aux Esclavons, car il n'était point Albanais, comme nous l'avait fait croire la ressemblance de son costume avec celui de cette nation. Il se disait Monténégrin, mais il était plutôt de l'Herzégovine ou de la Bosnie par ses ancêtres. Chose très plaisante, lesdits ancêtres, dont nous vîmes bientôt les portraits chez lui, avaient le type carré et osseux des Hongrois, et il devait son beau type grec à sa mère qui, nous le sûmes plus tard, était une marchande de modes de la rue Vivienne, pas plus Grecque que vous et moi. Ce personnage expansif et parfaitement aimable à la surface nous séduisit presque tous, et comme il assurait que sa principauté n'était qu'à une journée de Raguse, nous cédâmes au désir qu'il exprimait de nous emmener dès le lendemain.

Comme la rade de Gravosa est fort profonde dans les terres, nous fûmes rembarqués avec tout notre matériel dans la tartane qui nous avait amenés, et dont le prince nous fit les honneurs avec beaucoup de désinvolture. Il ne parut pas se douter que l'intérieur eût pu être plus propre, et ce détail nous donnait à penser sur les habitudes du pays. Du reste, cette embarcation, dont le prince se servait rarement, et qui le reste du temps faisait le cabotage à son profit, ne manquait pas de prétentions quand elle transportait son altesse. On la couvrait alors d'une tente bariolée et on y adaptait une sorte de *roof* découpé et décoré dans le goût des féeries de

nos boulevards. Il est vrai que cette ornementation semblait avoir passé par les mains d'un décorateur de Carpentras.

On nous débarqua pour nous faire gagner en voiture Raguse, où un copieux déjeuner nous attendait, et où il nous fut permis de visiter le palais des doges avant de remonter dans les voitures de louage. Enfin nous nous dirigeâmes vers les montagnes par une belle route ombragée qui montait assez doucement, et qui à chaque détour nous faisait embrasser un pays admirable. Nous étions redevenus gais, insoucians, prêts à tout accepter. Le voyage en terre ferme était notre élément, toutes nos peines s'effaçaient comme un rêve.

Mais au bout d'un court trajet plus de route, un affreux sentier à pic. Les voitures sont payées et renvoyées. Les caisses et les décors sont confiés à des gens *ad hoc*, qui les transporteront à bras en deux jours. Des mules, conduites par des femmes aux haillons pittoresques, nous attendaient sur le sommet de la montagne, qu'il nous fallut gravir à pied. Je le fis avec plaisir pour mon compte, en sentant que mes jambes, loin de refuser le service, s'affermissaient à chaque pas; mais je craignais pour Bellamare et pour Impéria la suite d'un voyage qui ne s'annonçait pas comme semé de fleurs.

Il fut très pénible en effet. D'abord nos femmes eurent peur en se trouvant perchées sur des mules dans des sentiers vertigineux, et confiées à d'autres femmes qui ne cessaient de jaser et de rire, tenant à peine la bride des montures et leur laissant raser avec insouciance le bord des précipices. Peu à peu cependant nos actrices se fièrent à ces robustes montagnardes, qui font tous les durs travaux, dont se dispense l'homme, adonné seulement à la guerre; mais la fatigue fut grande, car il nous fallut faire ainsi une dizaine de lieues, presque toujours courbés en avant ou en arrière sur nos montures, et ne pouvant respirer qu'à de courts intervalles sur un terrain uni. Léon, Marco et moi, nous préférâmes marcher, mais il fallut aller vite; le prince, monté sur un excellent cheval, qu'il maniait avec une *maestria* éblouissante, tenait la tête de file avec deux serviteurs à longues moustaches, courant à pied derrière lui, la carabine sur l'épaule et la ceinture garnie de coutelas et de pistolets. Les montagnardes, fières de leur force et de leur courage, se faisaient un point d'honneur de les suivre à courte distance. Nous marchions derrière, ennuyés et embarrassés de nos mules et de nos chevaux, qui ne se faisaient pas remorquer par la bride, — ils étaient pleins d'ardeur et d'émulation, — mais qui, voulant toujours passer devant nous, faisaient rouler des avalanches de pierres dans nos jambes. Lambesc se fâcha tout rouge avec son mu-

let, qui, en évitant ses coups, perdit la tête et se lança dans l'abîme. Le prince et son escorte n'en prirent pas le moindre souci. Il fallait sortir du défilé avant la nuit, nous mourions de soif, et le rocher calcaire n'avait pas un filet d'eau à nous offrir.

Enfin, au crépuscule du soir, nous nous trouvâmes sur le gazon d'une étroite vallée que surplombaient de tous côtés des cimes désolées. Une grande maison surmontée d'un dôme, et d'où partaient des lumières, s'étendait sur une colline à peu de distance. Cela avait l'air d'un vaste couvent. C'était un couvent en effet. Notre prince avait rang d'évêque, bien qu'il fût laïque, et cet antique monastère, où ses oncles avaient régné en princes, était devenu la résidence où il se prélassait en évêque.

Je ne vous expliquerai pas les étrangetés de cet état social d'un pays chrétien qui est censé turc, et qui, toujours en guerre contre ses oppresseurs, n'obéit et n'appartient en somme qu'à lui-même. Nous étions à la limite de l'Herzégovine et du Montenegro. Je n'ai presque rien compris à ce que j'ai vu là de bizarre et d'illogique selon nos idées. J'y ai peut-être porté l'insouciance du Français et la légèreté de l'artiste qui voyage pour promener son esprit à travers des choses nouvelles sans vouloir se pénétrer du pourquoi et du comment. A des acteurs, tout est spectacle; à des acteurs ambulans, tout mieux encore est surprise et divertissement. Si le comédien se pénétrait en philosophe des idées d'autrui, les choses ne l'impressionneraient plus comme il a besoin d'être impressionné.

Mes camarades étaient comme moi sous ce rapport. Rien ne nous parut plus simple que d'avoir un couvent pour palais, et un guerrier monténégrin pour abbé.

Nous nous attendions pourtant à voir apparaître une longue file de moines sous ces voûtes romanes. Il n'y avait qu'un seul religieux, qui gouvernait la pharmacie et la cuisine. Le reste de la communauté grecque avait été transféré dans un autre couvent, que le prince lui avait fait bâtir à peu de distance de l'ancien. Celui-ci tombant en ruine, il l'avait fait réparer et fortifier. C'était donc aussi une citadelle, et une douzaine de têtes de morts qui ornaient le couronnement d'une tourelle d'entrée témoignaient de la justice sommaire du souverain hobereau. Couper des têtes avec le *chic* oriental tout en parlant de Déjazet, se battre comme un héros d'Homère tout en imitant Grassot, ces contrastes vous résumeront en deux mots l'existence inénarrable du prince Klémenti.

Il avait des vassaux comme un baron du moyen âge, et ces vassaux guerriers étaient plutôt ses maîtres que ses cliens. Il était chrétien fervent, et il avait un harem de femmes voilées qu'on n'apercevait jamais. Comme avec le mélange de mœurs et coutumes

qui caractérise les provinces limitrophes il avait cette particularité d'être Français par sa mère et par ses années de lycée, il offrait le type le plus bizarre que j'aie jamais rencontré, et je dois vous dire que, sans sa richesse relative et son patriotisme éprouvé, il n'eût probablement pas été accepté par ses voisins, plus sérieusement dramatiques, les chefs éternellement insurgés du Montenegro et de la Bosnie.

Ses sujets, au nombre d'environ douze cents, étaient de toutes les origines, et se vantaient d'avoir des aïeux mirdites, guègues, bosniaques, croates, vénitiens, serbes, russes; il y avait peut-être aussi des auvergnats! Ils étaient de toutes les religions, juifs, arméniens, coptes, russes, catholiques latins, catholiques grecs; il y avait même parmi eux bon nombre de musulmans, et ceux-ci n'étaient pas les moins dévoués à la cause de l'indépendance nationale. Le prince possédait aussi un village, c'est-à-dire un campement de tchinganes idolâtres qui sacrifiaient, dit-on, des rats et des chouettes à un dieu inconnu.

Nous fûmes installés tous dans deux chambres, mais si vastes que nous aurions pu nous y livrer à des exercices d'hippodrome. Des tapis d'Orient un peu fanés, mais encore très riches, divisaient en plusieurs compartimens la chambre des femmes, et leur permettaient d'avoir chacune un chez-soi. Dans celle des hommes, une énorme natte d'aloès divisait l'espace en deux parts égales, une pour dormir, l'autre pour se promener. En fait de lits, des divans et des coussins à profusion; pas plus de draps et de couvertures que dans la chambre bleue.

Le prince, après nous avoir souhaité le bonsoir, disparut, et le moine cuisinier nous apporta du café et des conserves de rose. Nous pensâmes que c'était l'usage avant le repas, et nous attendîmes un souper qui ne vint point. On se jeta sur les confitures, et, comme nous étions très fatigués, on s'en contenta, espérant être dédommagé par le déjeuner du lendemain.

Dès la pointe du jour, me sentant très dispos quand même, je courus voir le pays avec Léon. C'était un décor admirable, une oasis de verdure dans un cadre d'escarpemens grandioses couronnés par des cimes encore couvertes de neige. A une brèche de forme particulière, je reconnus ou crus reconnaître la dentelure d'alpes roses que nous avions eu le loisir d'admirer dans cette direction durant notre captivité sur l'écueil.

La vallée que dominait le manoir n'avait pas deux kilomètres d'étendue, c'était une longue prairie que nous franchîmes rapidement pour voir au-delà. Ce bel herbage bordé d'amandiers en fleur semblait fermé par une muraille calcaire à pic; mais nous avions remarqué dans notre voyage, la veille, que les innombrables val-

lons enfermés dans le réseau bizarre de ces alpes communiquaient entre eux par des brèches étroites, et un peu d'escalade nous permit de pénétrer dans une autre vallée plus vaste que la première et bien cultivée, qui faisait la meilleure partie des domaines du prince. Un ravissant petit lac y recevait les eaux sortant d'une grotte et ne les rendait pas à la surface. Léon m'expliqua que c'était un *ponor*, c'est-à-dire un de ces nombreux ruisseaux et fleuves souterrains qui montrent et cachent de place en place leur cours mystérieux dans ce pays peu accessible, dont la géographie n'existe pas encore.

Cette eau faisait la richesse du prince Klémenti, car c'est la sécheresse qui est le fléau de ces contrées en même temps que la garantie de leur indépendance. Il y existe, m'a-t-on dit, des espaces considérables, de véritables saharas, où, faute d'eau, les troupes ennemies ne peuvent faire campagne.

En rentrant de notre promenade, nous trouvâmes nos actrices faisant une razzia de soupières et de baquets dans les cuisines. On n'avait pas soupçonné que des chrétiens eussent besoin de faire des ablutions, et les cuvettes et autres vaisseaux de toilette de faïence anglaise qui décoraient l'office servaient à contenir des pâtés de gibier.

De son côté, Bellamare réclamait au moine cuisinier un déjeuner plus solide que le souper de la veille. Celui-ci s'excusa avec une politesse obséquieuse, disant que le repas serait pour midi, et qu'il n'avait pas d'ordre pour le devancer. On prit encore patience et beaucoup de café. Le frère Ischirion, ce cuisinier barbu, en robe noire et en bonnet de juge, avait bien autre chose à faire que d'écouter nos plaintes. C'était une sorte de maître Jacques qui, en ce moment, fourbissait des armes et des mors de chevaux. Comme il parlait italien, il nous apprit que le prince était parti de grand matin pour organiser la revue de son armée, qui devait avoir lieu sur la pelouse à dix heures. Il ajouta que probablement son altesse avait à cœur d'offrir ce divertissement à nos illustrissimes seigneuries. Libre à nous de le croire, mais en réalité le prince avait de plus sérieuses préoccupations.

Nos actrices, averties de la solennité qui se préparait, s'habillèrent du mieux qu'elles purent. Leurs toilettes de ville avaient bien éprouvé quelques avaries sérieuses sur le *scoglio maledetto;* mais avec le goût et l'adresse des Françaises et des artistes elles réparèrent lestement le dommage, et purent se montrer dans une tenue qui nous faisait honneur. Elles nous rendirent le service de recoudre bien des boutons absens à nos habits et de repasser plus d'un col de chemise outrageusement déformé. Enfin à dix heures nous étions assez présentables, et, après s'être fait annoncer, le prince nous

apparut dans tout l'éclat de son costume de guerre, les jambières blanches rehaussées de galons rouge et or d'un travail merveilleux, la fustanelle d'un blanc de neige sur des grègues de cachemire écarlate, le dolman de drap rouge chamarré de boutons et de passementeries étincelantes avec des manches de soie brodées d'or et d'argent, la toque d'astrakan et de velours surmontée d'une aigrette retenue par une agrafe de pierreries, la ceinture tout en or, remplie d'un arsenal d'yatagans et de pistolets qui s'allongeaient en têtes d'oiseaux et de serpens. Il était si beau, si beau qu'il avait l'air de sortir de la boîte enchantée de quelque génie des *Mille et une nuits*. Il nous conduisit sur la plate-forme de la tour d'entrée, et c'est là que les têtes coupées, auxquelles nos femmes n'avaient pas encore fait attention, les frappèrent d'horreur et de dégoût. Impéria, à qui le prince avait offert son bras et qui s'avançait la première, étouffa un cri, et, quittant son guide avec précipitation, s'élança sur l'escalier en spirale en disant à ses compagnes, qui la suivaient : — Pas là! n'allez pas là, c'est hideux!

La peur des femmes est toujours accompagnée d'une avide curiosité. Bien que très effrayées d'avance, Anna, Lucinde et Régine voulurent voir, et revinrent à nous en criant comme des folles. Le prince se mit à rire du bout des lèvres, un peu surpris, un peu blessé; mais il ne put les décider à rester dans un lieu si empreint de couleur locale. Il eut beau leur dire que des têtes de Turcs n'étaient pas des têtes humaines et qu'elles étaient desséchées par le vent, par conséquent fort propres; elles déclarèrent qu'elles renonceraient au plaisir de voir la revue plutôt que de la voir en cette compagnie. Klémenti nous conduisit sur une autre tour, ce qui le contrariait un peu et le forçait à modifier son programme de spectacle, c'est-à-dire son plan de manœuvre; puis il nous quitta, et nous le vîmes reparaître sur le pont-levis, piaffant et rutilant sur un magnifique cheval de montagne qui jetait du feu par toutes ses ouvertures, et qui semblait vouloir avaler tous les autres.

Le spectacle fut très beau. L'armée se composait de deux cent cinquante hommes, mais quels hommes! Ils étaient tous grands et maigres, élégans, bien costumés, armés jusqu'aux dents et cavaliers admirables. Leurs petits chevaux, hérissés et nerveux comme des chevaux cosaques, dévoraient le terrain. Ils exécutèrent plusieurs figures très habilement rendues, imitant surtout des charges de cavalerie, descendant et remontant du même galop la pente rapide de la vallée, sautant des fossés énormes et se retrouvant en bon ordre de manœuvre après un steeple-chase à faire frémir. Il y eut ensuite une petite guerre d'embuscade dans les rochers qui nous faisaient face. Les cavaliers se serraient sur d'étroites plates-

formes avec leurs chevaux, qu'ils tenaient d'une main tandis que de l'autre ils s'envoyaient des coups de fusil; ensuite ils s'exercèrent à tirer à balle au galop sur des têtes de Turcs, cette fois postiches.

Le prince prit part à tous ces exercices et y déploya une adresse accompagnée de grâce qui donna un nouveau lustre à sa prestigieuse beauté. Un festin homérique réunit ensuite tous les guerriers sur la pelouse. Vingt moutons y furent servis entiers. Officiers et soldats assis sur l'herbe, sans distinction de rang, mangèrent avec leurs doigts fort gravement et fort proprement, sans faire une tache à leurs beaux habits.

La fumée de ces viandes nous rappela que nous étions presque à jeun depuis Raguse, et, bien que l'on ne parût point songer à nous, nous nous invitâmes nous-mêmes et descendîmes de notre observatoire avec la résolution de gens qui n'avaient nulle envie de recommencer le jeûne de l'écueil maudit.

Le prince, qui présidait le banquet, était en train de porter un *toast* qui dégénérait en *speech*. Nous nous dirigeâmes droit sur le frère Ischirion, qui officiait en plein vent, et Bellamare s'empara d'une casserole qui bouillait sur la cantine et qui contenait la moitié d'un mouton avec du riz. Le moine voulut s'y opposer.

— Veux-tu que je te crève? lui dit Moranbois en fixant sur lui son regard d'oiseau de proie.

Le malheureux comprit ce regard à défaut de la formule de menace, soupira et laissa faire.

Réfugiés et cachés dans un massif de lentisques, nous fîmes chère lie, chacun de nous se détachant à son tour pour aller s'emparer ouvertement, qui d'une pièce de gibier, qui d'un poisson du lac de la vallée voisine. Le prince s'aperçut de notre manège, et, se dérobant un moment aux soins de son empire, il se glissa parmi nous, s'excusant de ne pas nous avoir invités à ce festin tout militaire, parce que ce n'était pas l'usage d'y admettre des étrangers, et qu'en tout temps d'ailleurs les femmes ne mangeaient pas avec les hommes.

— Monseigneur, lui répondit Bellamare, nous sommes tous Auvergnats, nous autres, ni hommes ni femmes, c'est-à-dire tous égaux. Libre à vos guerriers de l'*Iliade* de nous prendre pour des tchinganes, mais nous avions faim et nous ne pouvons pas vivre de confitures sèches. Faites que nous mangions de la viande, ou renvoyez-nous : car, avec le régime trop recherché auquel votre ministre des affaires culinaires paraît vouloir nous soumettre, jamais nous ne serons capables de vous réciter trois vers.

Le prince daigna sourire et nous promettre que dès le lende-

main nous serions traités à l'européenne. — Il faut, ajouta-t-il, que vous me laissiez cette journée, consacrée à des affaires bien sérieuses. Demain je serai tout à vous.

— Puisqu'il en est ainsi, dit Moranbois dès qu'il eut tourné les talons, lestons nos poches pour le reste de la journée.

Et il plongea plusieurs perdrix rôties dans sa vaste sacoche de voyage.

Nous allâmes passer le reste de la journée au bord du petit lac que Léon et moi avions découvert le matin. C'était un endroit vraiment délicieux. Au milieu, l'eau était limpide comme du cristal; à l'entrée et à la sortie du torrent souterrain qui l'alimentait, elle bouillonnait dans des rochers couverts de lauriers-roses et de myrtes en fleur. Nous nous sentîmes tous guéris dans cette oasis, et on se livra à des accès de gaîté folle que depuis bien longtemps nous ne connaissions plus; même Moranbois et Léon se déridèrent, et Purpurin essaya de faire de la poésie.

Nous eûmes un reste de spectacle en voyant défiler sur le chemin qui traversait la prairie les beaux cavaliers qui nous avaient donné la *fantasia* et qui s'en allaient par groupes, s'enfonçant dans divers angles de la montagne par des sentiers que nous ne pouvions deviner. De temps en temps, ces groupes reparaissaient sur des hauteurs vertigineuses. L'or de leurs costumes et leurs belles armes étincelaient au soleil couchant.

— Je n'ai jamais été à l'Opéra, dit judicieusement Purpurin, mais je trouve que ceci est encore plus beau.

Nous nous serions oubliés là jusqu'à la nuit, quand un grand vieillard à longues moustaches blanches, les bras nus jusqu'à l'épaule, et portant un fusil démesuré en guise de houlette, passa avec un troupeau, s'arrêta en nous saluant d'un air affable et grave, et nous tint un discours qu'aucun de nous ne comprit; mais, comme il nous montrait avec insistance tantôt le soleil et tantôt le monastère, nous devinâmes que, pour une raison ou pour une autre, nous devions rentrer. Bien nous en prit, car on allait lever le pont quand nous nous y présentâmes. La petite forteresse était rigidement close aussitôt que le soleil plongeait derrière la plus basse des montagnes. Nous ne fûmes pas effrayés à l'idée d'être ainsi prisonniers toutes les nuits : aucun de nous ne prévoyait que la chose pouvait devenir très désagréable.

Frère Ischirion étant le seul serviteur avec qui l'on pût s'entendre, nous essayâmes de le faire causer quand il nous apporta l'excellent café à la turque et les éternelles confitures qui devaient, selon lui, nous suffire après le repas de midi. Il nous apprit que le prince avait gardé près de lui les principaux chefs de son armée, et qu'il tenait conseil avec eux dans l'ancienne salle du chapitre.

Dieu sait, ajouta-t-il, d'un ton emphatique et pénétré, quel rayon de soleil ou quel éclat de foudre sortira de cette conférence! la paix ou la guerre!

— La guerre avec les Turcs? lui demanda Bellamare. Est-ce que ces messieurs les attaquent quelquefois?

— Tous les ans, répondit le moine, et voici bientôt la saison propice pour leur prendre quelque fort ou quelque passage. Dieu veuille que ce ne soit pas avant deux mois, car alors notre lac sera desséché! Les excellens poissons qu'il nourrit seront rentrés avec lui dans les cavernes, et l'ennemi, ne trouvant ni à manger ni à boire dans le pays, ne s'aventurera pas jusque chez nous, au cœur de la montagne.

— De quoi donc vivez-vous durant l'été? lui demanda Régine.

— L'été, répondit le moine, notre gracieux maître, le prince Klémenti, va à Trieste ou à Venise. Nous autres, nous buvons du lait aigre et nous mangeons du fromage frit dans le beurre, comme les autres habitans de la prairie.

— Ça n'engraisse pas, dit Régine, car on voit le jour à travers vos côtes.

— Il paraît, nous dit Bellamare quand le moine fut sorti, que notre amphitryon veut s'amuser jusqu'au moment d'entrer en campagne. C'est une singulière idée de nous avoir amenés chez lui au milieu de pareilles préoccupations, à moins qu'il ne nous ait racolés pour faire partie de son armée, qui est plus belle qu'elle n'est grosse. Voyons, mes enfans, est-ce que cela ne vous amuserait pas de faire le coup de fusil contre les infidèles?

— Non certes! s'écria Lambesc. Il ne nous manquerait plus que cela! Nous serions tombés dans un joli guêpier!

— Moi, dit Moranbois, qui aimait comme tout le monde à contrarier Lambesc, je ne serais pas fâché de pointer le canon sur ces petits remparts et de casser la tête à quelques musulmans.

— Alors, réjouis-toi, dit Léon, continuant la plaisanterie; je sais que l'intention du prince est de nous confier la garde de sa forteresse quand il entrera en campagne, et il y a dix à parier contre un que nous aurons à soutenir quelque assaut.

— Je ne m'en sens pas de joie, s'écria Marco, j'ai toujours rêvé de jouer le mélodrame au naturel.

La colère et la peur de Lambesc nous remirent en belle humeur, et on se proposa de passer gaîment la soirée; mais avant tout nous voulûmes savoir si nous étions bien chez nous, si nous pouvions être bruyans sans molester notre hôte et sans troubler la solennité de son conseil de guerre. Bellamare, Léon, Marco, Impéria, Lucinde et moi, marchant en tête avec un flambeau, nous résolûmes d'aller à la découverte dans ce romantique monastère que nous n'a-

vions pas encore eu le loisir d'explorer. Nos chambres avaient accès sur un bastion que dominait une autre construction crénelée sur laquelle une sentinelle se promenait jour et nuit. Nous pouvions contempler un bel effet de lune plongeant à travers les lignes aiguës des fortifications; mais la présence de cette sentinelle et son pas régulier avaient quelque chose de gênant et d'irritant. Le décor n'était point gai, et la soirée était froide. Nous voulûmes chercher ailleurs un lieu propice à nos ébats ou aux douceurs d'un *farniente* général, quelque chose qui nous rappelât le foyer d'un grand théâtre. A travers de longs cloîtres à voûtes surbaissées et des escaliers mystérieux qui ne conduisaient parfois qu'à des portes murées ou à des effrondremens, — car certaines parties intérieures du monastère étaient encore ruinées, — nous découvrîmes la bibliothèque, qui était fort belle et complétement privée de ses livres vénérables, transportés, ainsi que l'imprimerie, dans le nouveau couvent. Dans une des armoires erraient seulement quelques volumes dépareillés d'Eugène Sue et de Balzac avec les chansons de Béranger, plus un livre donné en accessit, au collége Henri IV, à l'élève Klémenti. Une guitare turque privée de ses cordes ou plutôt de sa corde, car la *guzla* n'en a qu'une, quelques longs fusils hors de service, de vieux divans placés au hasard, des escabeaux roulans pour monter aux rayons vides, des tapis roulés, des tables boiteuses, enfin mille choses d'*en cas* ou de rebut dans un désordre poudreux, témoignaient de l'entier abandon de cette salle, aussi vaste qu'une église et largement éclairée par de hautes fenêtres cintrées; mais la lune jetait sur le pavé des lueurs de sépulcre. Il eût fallu un luminaire de théâtre pour égayer ce désert. Les femmes jurèrent qu'elles y mourraient de peur, et qu'il fallait chercher autre chose. — Attendez! dit Lucinde, voilà sur un rayon là-haut une quantité de cierges qui nous procureraient une illumination. Essayez d'y grimper, messieurs!

Nous aidâmes Marco à rouler un des massifs escabeaux, et déjà il atteignait la provision de cierges, lorsque nous entendîmes marcher dans la galerie qui s'ouvrait au fond de la bibliothèque; c'était le claquement traînard des sandales du frère Ischirion, et chaque pas le rapprochait de nous. Comme des écoliers en maraude surpris par le pion, nous éteignîmes notre lumière, nous nous cachâmes tous, qui çà qui là, derrière les divans et les piles de coussins; Marco, accroupi sur le haut de son escabeau, se tint prêt à souffler la lampe du moine, s'il passait à sa portée. Nous étions décidés à lui faire peur plutôt que de lui laisser constater notre délit de vagabondage; mais ce fut lui qui nous glaça le sang par l'étrange scène dont il nous rendit témoins.

Il portait un vaste panier qui paraissait fort lourd, et il marchait

lentement, élevant sa lampe pour se diriger à travers l'encombrement des vieux meubles. Quand il fut tout près de nous, il s'arrêta devant l'armoire qui contenait la mince bibliothèque et l'accessit du prince. Là, tenant toujours sa lampe et posant son panier près de lui, il en tira une à une les douze têtes desséchées que nous avions vues sur la tour; puis de ses mains, qui préparaient les alimens de son maître et de ses hôtes, il plaça et rangea avec soin, on pourrait dire avec amour, ces hideux trophées sur le rayon le plus apparent; après quoi il les regarda avec attention, les aligna de nouveau comme il eût fait d'une rangée de mets sur une table, et avec ses doigts noueux repeigna un peu les barbes qui pendaient encore à quelques mentons.

Le pauvre diable ne faisait qu'obéir au prince, qui, pour complaire à nos dames, lui avait ordonné de cacher ces têtes, tout en les conservant avec soin dans son musée; mais le sang-froid qu'il portait dans cette lugubre occupation irrita Marco, qui, en imitant le cri de la chouette, lui jeta une brassée de cierges sur le corps et descendit précipitamment de l'escabeau avec l'intention de le battre. Nous le retînmes; le malheureux moine, prosterné sur le pavé, invoquait d'une voix plaintive tous les saints et tous les dieux du paradis slave, et s'efforçait d'exorciser les démons et les sorciers. Sa lampe s'était échappée de ses mains et fumait dans les plis de sa robe. Nous pûmes nous esquiver sans qu'il nous vît, mais en imitant le cri de divers animaux, chacun selon son talent, afin de lui laisser croire qu'il avait affaire aux esprits de la nuit.

Nous n'avions plus de lumière et nous nous égarâmes dans les ténèbres. Je ne sais où et comment nous nous trouvâmes dans une travée, près d'une voûte faiblement éclairée d'en bas. Nous vîmes au-dessous de nous, dans la profondeur d'une sorte de chapelle, le prince debout, dans une petite chaire, en face d'une douzaine de jeunes et vieux seigneurs ou paysans, tous également nobles, officiers de son corps de partisans; c'était le conseil de guerre dans la salle du chapitre. Klémenti les haranguait d'une voix claire et sur un ton de résolution énergique. Comme nous ne comprenions pas un mot d'esclavon, nous pûmes, comme d'une loge de quatrième rang, assister sans indiscrétion à cette scène sérieuse qui ne manquait pas de couleur. J'ignore si l'orateur était éloquent. Peut-être ne disait-il que des lieux-communs, et sans doute il n'en fallait pas davantage à des gens si convaincus de leurs droits et si bien disposés à couper des têtes de mécréans; mais sa prononciation était harmonieuse et ses inflexions assez bonnes. Quand il eut fini, nous faillîmes l'applaudir. Bellamare nous contint et nous emmena vite, sans qu'on se fût aperçu de notre présence.

Enfin nous retrouvâmes notre appartement, qui était assez loin et

assez isolé pour nous permettre de parler haut et sans contrainte. Cette certitude étant le but principal de notre expédition, nous résolûmes de nous en contenter. Nous trouvâmes le souper servi dans notre grande chambre par Moranbois et Régine, qui avaient étalé leurs provisions sur une table d'un pied de haut, entourée de coussins en guise de siéges, selon la coutume orientale. Anna et Purpurin avaient maraudé de leur côté. Ils avaient pénétré dans l'office, et, pendant que frère Ischirion rangeait ses têtes sur le dressoir de la bibliothèque, ils avaient fait main basse sur les gâteaux et sur quelques bouteilles de vin de Grèce. Le souper fut donc très présentable, et le café, les pipes turques, les quolibets, les chansons, nous conduisirent gaîment jusqu'à trois heures du matin.

Je me sentais pourtant un peu troublé intérieurement, en dépit des lazzis que l'habitude faisait pleuvoir de mes lèvres. La beauté du prince et le prestige de sa fantastique existence avaient, en dépit des têtes coupées, surexcité les imaginations féminines. La grande Lucinde, la petite Anna, voire la grosse Régine, ne se cachaient pas d'être follement éprises de lui. La discrète Impéria interrogée avait répondu avec le mystérieux sourire qu'elle avait en certaines occasions : — Je mentirais si je vous disais que je ne trouve pas ce paladin admirable sur son cheval. Quand il en descend, et surtout quand il parle français, il perd un peu. Un homme comme celui-là ne devrait parler que la langue des temps fabuleux; mais enfin ce n'est pas sa faute s'il est notre contemporain. Hier j'étais trop fatiguée pour le regarder; aujourd'hui je l'ai vu, et s'il continue à être ce qu'il a l'air d'être, c'est-à-dire un Tancrède du Tasse doublé d'un Ajax d'Homère, je dirai, comme ces dames, que c'est un idéal; mais...

— Mais quoi? dit Bellamare.

— Mais la beauté qui parle aux yeux, reprit-elle, n'est que le prestige d'un moment : l'œil du corps n'est pas toujours celui de l'âme.

Il me sembla qu'elle me regardait, et j'en pris du dépit : avec la santé, l'amour se réveillait en moi, je ne pus dormir. Comme Léon ne dormait pas non plus, je lui demandai, pour faire diversion à mon inquiétude personnelle, s'il avait remarqué l'enthousiasme d'Anna pour notre hôte. Il me répondit sur un ton d'amertume qui m'étonna. — Qu'as-tu contre moi? lui dis-je.

— Contre toi, répondit-il, rien! J'en ai à la femme en général, et à celle que tu viens de nommer en particulier. C'est la plus écervelée et la plus vaine de toutes.

— Que t'importe? Il faut en rire. Tu ne l'aimes pas, tu ne l'as jamais aimée.

— C'est ce qui te trompe, reprit-il en baissant la voix; je l'ai

aimée! Sa faiblesse me semblait une grâce; elle était pure alors, et si elle eût eu la patience de rester ainsi quelque temps, j'aurais fait l'immense sottise de l'épouser. Elle a eu celle de céder trop vite à ses absurdes entraînemens.

— Ce qui est fort heureux pour toi; tu lui dois de la reconnaissance.

— Non, elle m'a rendu défiant et misanthrope dès le début de ma carrière. T'avouerai-je tout? c'est pour elle que je m'étais fait comédien, comme toi pour...

— Pour personne! que dis-tu là?

— Ta prudence et ton silence ne me trompent pas, mon camarade! Nous sommes blessés tous deux, toi par un amour dompté faute d'espoir, moi par un amour enterré faute d'estime.

Ce fut la seule fois que Léon m'ouvrit son cœur. J'ai bien vu depuis que, s'il n'aimait plus Anna, il souffrait toujours de l'avoir aimée.

Le jour suivant, frère Ischirion vint nous dire que le prince désirait savoir l'heure à laquelle il plairait à ces dames de dîner avec lui. Avant de répondre, nous voulûmes connaître les habitudes de son altesse. Des réponses du moine, il résulta pour nous que le héros était à la fois sobre et glouton. Comme les loups, il pouvait jeûner indéfiniment et au besoin manger de la terre; mais, quand il s'attablait, il mangeait comme quatre et buvait comme six. En temps ordinaire, il ne faisait qu'un solide repas par jour, à trois heures de l'après-midi. Le matin et le soir, il se contentait de quelques friandises. Nous résolûmes de nous conformer au programme, à la condition qu'aux friandises on ajouterait pour nous des œufs, du fromage et beaucoup de jambon. Tout ceci décidé, on demanda au bon frère pourquoi il était si pâle et paraissait si languissant. Il mit sa fatigue sur le compte du repas monstre qu'il avait dû ordonner la veille, et se garda bien de parler de son hallucination dans la bibliothèque. Je me hasardai à lui demander d'un air ingénu pourquoi les têtes n'étaient plus sur la tour. De pâle, il devint livide, fit un signe cabalistique dans l'air et répondit d'un air égaré en se sauvant : — Ce que fait le diable, Dieu seul le sait!

— Voilà, nous dit Bellamare, une belle occasion de continuer le rôle du diable! allons chercher les têtes, faisons-les disparaître.

— C'est fait, répondit Marco, je n'ai pas voulu m'endormir sans me procurer une satisfaction. J'ai pris une pincette de brasero, et je me suis glissé dans la bibliothèque. Le moine, qui s'était enfui sans demander son reste, avait laissé sa lampe éteinte et son grand panier béant, j'y ai fourré les têtes et je les ai emportées.

— Et où diable les as-tu mises? s'écria Régine; pas ici, j'espère?

— Non! je les ai cachées dans un trou de vieux mur que j'ai bou-

ché avec des pierres. Je veux les y garder jusqu'à ce que je découvre où ce vieux animal perche. Alors j'en ornerai son lit; je veux qu'il en crève de peur; c'est une leçon de propreté que je compte lui donner.

— Tu ferais mieux, observa Moranbois, d'infliger cette leçon-là au maître qu'au valet.

— J'y songerai, répliqua gravement le petit bouffon.

A trois heures, le son retentissant d'une effroyable crécelle nous annonça le dîner, et un valet en livrée, dont le costume européen contrastait avec ses longues moustaches et sa martiale figure, vint nous annoncer par gestes que le dîner était servi. Pour la première fois, Purpurin, recouvrant la notion de la vie civilisée et appréciant les choses à sa manière, déclara que ce *cosaque* du Montenegro avait une fichue tournure dans son habit de cérémonie, et qu'il voulait lui donner une leçon de belle tenue et de belles manières. Il courut donc endosser une vieille livrée de théâtre à la mode Louis XV, mit une perruque poudrée, un peu de fard et des gants de coton blanc, et, dès que nous fûmes au réfectoire, il vint se planter, d'un air gracieux et important, derrière la chaise destinée à Bellamare. L'accès de fou rire qui s'empara de nous et qui se prolongea longtemps, l'agréable surprise que nous fit éprouver la vue d'une table, d'une vraie table servie à l'européenne avec tous les ustensiles qui permettent de ne pas déchiqueter la viande avec les ongles, nous firent oublier que nous avions grand' faim, que les mets refroidissaient et que le prince se faisait attendre plus qu'il ne convenait à un homme élevé en France. Enfin la porte du fond s'ouvrit, et nous vîmes apparaître d'abord un petit groom du type parisien le mieux accentué, en costume anglais irréprochable, puis un grand jeune homme maigre, vêtu à l'avant-dernière mode française, c'est-à-dire de quatre à cinq ans en arrière du mouvement. Il était joli garçon, mais sans grâce, et le bas de son visage avait comme un ravalement de sottise ou de timidité. Nous pensâmes que c'était un secrétaire, peut-être un parent du prince, sortant à son tour du collége Henri IV, peut-être son frère, car il lui ressemblait. Il parla, s'excusant d'avoir mis trop de temps à une toilette dont il avait un peu perdu l'habitude... O déception! c'était le prince lui-même rajeuni et amoindri par la chute de ses puissantes moustaches, rasé, coiffé, pommadé, encravaté, les mouvemens emprisonnés dans un habit noir, la poitrine rétrécie dans un gilet blanc à boutons de perles fines accompagné de beaucoup trop de chaînes d'or; le prince tombé du paladin de l'Arioste dans le dandy italien, ou plutôt dans le *Schiavone* déguisé en *monsieur*, dont nous avions vu l'année précédente les types nombreux à Venise, où ils sont insupportables aux

gens tranquilles par leur caquet, leur étourderie et le tapage qu'ils font dans les théâtres.

Notre Klémenti était plus intelligent et mieux élevé que ces petits seigneurs dépaysés qui vont chercher la civilisation hors de chez eux, et qui n'y rapportent pas toujours ce qu'elle a de meilleur. Il y avait en lui un côté chevaleresque et féodal qui l'empêchait d'être ridicule; mais comme l'élément français transmis par sa mère s'était atrophié dans sa vie belliqueuse et dure, ce qu'il essayait d'en faire reparaître n'était ni de la dernière fraîcheur ni de la première qualité. Ce revers de la belle médaille faisait regretter le profil antique de la veille. Le camée était redevenu pièce de cent sous.

Dépouillé de son costume pittoresque, il ne nous parut plus qu'un personnage de troisième rôle. En toquet à aigrette et en fustanelle, il nous avait semblé parler notre langue aussi bien que nous; vêtu comme nous, les défauts d'élocution nous sautèrent aux oreilles. Il avait un zézaiement désagréable et se servait d'expressions vulgaires ou prétentieuses. Ce fut bien pis quand il voulut se faire enjoué à notre manière. Il avait mis en réserve depuis son adolescence (et il avait bien trente-deux ans) un recueil de vieux lazzis qui avaient trop traîné sur les petits théâtres pour nous sembler drôles. Les lazzis qu'on transporte sur la scène sont déjà usés dans la coulisse quand on les abandonne au public. Jugez s'ils paraissent neufs quand ils ont passé par deux ou trois cents représentations! Le prince tenait pourtant à nous les débiter pour nous faire voir qu'il était *au courant*, et au lieu de nous parler de son romantique pays, de ses combats et de ses aventures, choses qui nous eussent grandement intéressés, il nous entretenait d'Odry dans *les Saltimbanques* ou des aventures scandaleuses de certains rats d'Opéra déjà hors d'âge et parfaitement oubliés.

Il essaya aussi d'être égrillard, bien qu'il fût chaste et froid comme un homme qui a trois femmes, c'est-à-dire deux de trop. Il crut plaire à nos actrices; mais Régine seule lui tint tête, et il comprit qu'il faisait fausse route auprès des autres. S'il manquait souvent de goût, il ne manquait pas de finesse.

Le dîner fut assez copieux pour nous permettre de manger ce qui était mangeable. Le reste était un mélange insensé d'alimens scandalisés de se trouver ensemble. L'ail, le miel, le piment, le lait caillé, s'arrangeaient comme ils pouvaient avec les viandes et les légumes; le prince dévorait tout sans discernement. Moranbois, voulant faire allusion aux repas des anciens, remarqua tout bas que notre hôte était *gueulard* comme l'antique. Le groom parisien, qui était un malin singe, l'entendit et se fendit la bouche jusqu'aux oreilles dans un sourire d'approbation. Le drôle était fort réjoui de

la figure hétéroclite de Purpurin, et, tout en servant, il lui faisait des niches qui compromettaient cruellement la dignité de notre valet de comédie. Les autres valets, il y en avait une demi-douzaine plantés autour de nous, graves et fiers dans leur costume national, étaient là pour la montre et ne bougeaient non plus que des statues. Heureusement le groom, leste comme un lézard, courait de l'un à l'autre, nous versant des flots d'un champagne fabriqué à Trieste, à Vienne ou ailleurs, qui nous eût porté vite à la tête, s'il eût été assez bon pour nous faire perdre la prudence. Moranbois n'était pas difficile, mais il pouvait boire impunément; Lambesc se croyait encore trop malade pour se risquer, et Marco, placé près de Léon, fut contraint par lui à s'observer.

Le prince seul s'alluma un peu, et, l'instinct batailleur se réveillant, il nous dit quelques mots au dessert sur l'éternelle lutte du pays contre les Turcs. Un bon grain d'ambition se mêlait à son patriotisme, et il nous donna à entendre qu'il pourrait bien être nommé chef de l'insurrection permanente qui avait pour idée fixe l'unité du pays et son indépendance.

Quelqu'un fit demander à lui parler, et il sortit en nous priant de l'attendre à table. Alors le groom, qui était un rabougri de vingt-deux ans, ivre de joie de trouver à qui parler et ambitieux de parler à des comédiens, se mêla sans hésiter à notre conversation.
— N'allez pas croire, nous dit-il, tout ce que vous débite mon maître. C'est un homme terrible à la bataille, je ne dis pas non, mais pas plus que les autres, allez! Ils sont comme ça une cinquantaine de princes qui s'entendent bien pour flanquer des tripotées aux chiens de Turcs, mais qui voudraient tous commander en premier. Mon maître n'y arrivera pas, il est trop Français; sa mère n'était pas plus noble que moi, et son père ne descendait pas tout droit des fameux Klémenti de l'ancien temps. On ne voit pas de bon œil les genres européens que se donne monsieur, et ces gardes du corps que vous voyez là, plantés comme des chandelles, sans entendre un mot de ce que nous disons, nous méprisent; ils voudraient me tordre le cou parce que je rase monsieur quand il veut être propre pendant quelque temps.

— S'il veut être propre, c'est pour nous plaire apparemment, dit Régine; mais dis-nous, petit! cette moustache coupée prouve que d'ici à quelque temps ton maître ne compte pas sur la guerre, car cette lèvre bleuâtre ne serait pas d'ordonnance?

— Ça prouve peut-être, répondit le groom, que monseigneur veut tenter un coup de main sans être reconnu; on ne sait pas. Ça m'est égal, à moi : la paix, la guerre, ça se ressemble tant dans ce pays de brigands, qu'on n'en voit pas la différence.

— Des brigands? s'écria Lucinde, j'ai toujours désiré d'en voir. Il y a en a donc par ici?

— Il n'y a que de ça, mademoiselle, et vous en voyez là autour de vous.

— Allons donc! Ces beaux hommes-là?

— Aussi vrai que je vous le dis! C'est comme les loups : ça ne fait pas de mal quand ça n'a pas faim; mais quand ça manque de tout, gare aux gens qui prennent fantaisie de voir leurs montagnes! Ils sont très doux et même accueillans quand tout va bien chez eux; mais quand ils sont trop molestés par les Turcs, il faut bien qu'ils prennent aux étrangers de quoi acheter du pain et de la poudre. Braves gens tout de même, seulement c'est sauvage et il ne faudrait pas les agacer! Il y a aussi des ramassis de bandits de tout pays qui parcourent la frontière, soi-disant comme patriotes, mais dont il y a bien à se méfier. N'allez jamais vous promener plus loin que le petit lac, et ne vous risquez jamais dans la montagne. Je vous le dis sans rire.

Ce garçon intelligent et effronté, qui s'appelait Colinet et que son maître avait surnommé Meta, moitié d'homme, eût volontiers bavardé toute la nuit; mais le prince rentra, et nous emmena prendre le café dans son salon, qui était délicieusement arrangé dans un goût bas-empire très intéressant. Il nous montra tout l'appartement, — sa chambre à coucher, décorée à la française, avec un lit français où il ne couchait pas, préférant s'étendre sur une peau d'ours en hiver et sur une natte en été, — son boudoir et son cabinet de travail. Ces pièces étaient riches, dorées sur toutes les coutures, mais sans caractère ni comfortable sérieux. Nous préférâmes rester dans le salon oriental, où nous attendaient de superbes chibouks et des cigares détestables; mais le café épais commençait à nous paraître délicieux. On s'y fait, et le rude marasquin du pays ne nous parut plus si terrible qu'au commencement.

Le prince s'en abreuva de manière à tomber dans une torpeur qui ressemblait beaucoup au sommeil; Impéria prit sa guipure; Régine, avisant des cartes, défia Moranbois au besigue; Bellamare défia Léon aux échecs; Lambesc prit un numéro du *Siècle* qui avait trois semaines de date, et Marco s'endormit, ce qui lui arrivait toujours quand il ne pouvait rire et gambader. La soirée menaçait d'être trop paisible pour nous, lorsque le prince, se redressant sur son divan, se mit à réciter des vers de Racine en feignant de les avoir oubliés, pour nous engager à les déclamer devant lui. — C'est nous faire payer notre écot un peu vite, me dit tout bas Bellamare; mais autant vaut payer comptant que de faire des dettes. Allons-y gaîment. Le prince demandait une scène de *Phèdre*. C'était

l'emploi de Lucinde; mais elle avait pris sur l'écueil une extinction de voix qui n'était pas entièrement dissipée, et elle était trop fière de son bel organe pour consentir à le compromettre; elle engagea Impéria à la remplacer. — Je n'ai jamais joué qu'Aricie, répondit Impéria. Phèdre n'est ni dans mes moyens, ni dans mes études.

— Ça ne fait rien, dit Bellamare. Tu sais le rôle et d'ailleurs Moranbois est là.

Moranbois avait une mémoire prodigieuse et savait par cœur tout le répertoire classique. Il se dissimula derrière un écran, Impéria et Régine se drapèrent dans de grands châles de cachemire que leur offrit le prince, et, se plaçant à distance convenable, les lumières bien disposées et le fauteuil royal *mis en état*, c'est-à-dire posé à son plan, elles commencèrent la scène : *Ah! que ne suis-je assise à l'ombre des forêts!*

J'étais curieux de voir comment Impéria, dont la voix était cristalline plutôt que tragique, réciterait ces vers de contralto, et comment son jeu si délicat et si mesuré se plierait à la sombre attitude de la femme dévorée d'amour. Elle avait ri d'avance du *fiasco* qu'elle allait faire, et nous avait priés de l'applaudir quand même, afin que le prince, qui ne devait guère s'y connaître, ne s'aperçût pas de son insuffisance.

Quelle ne fut pas ma surprise, celle de Bellamare et de tous les autres, quand nous vîmes tout d'un coup Impéria changer de figure, et, comme inspirée par la pensée du rôle, trouver, sans l'avoir jamais cherchée, l'attitude brisée et absorbée de la grande victime du destin! Son œil se creusa et redevint fixe comme si elle interrogeait encore sur l'écueil maudit les voiles décevantes qui s'effaçaient à l'horizon. Tout ce que nous avions souffert nous redevint présent, et un frisson passa dans nos veines. Elle le sentit vibrer autour d'elle, et sa figure prit une expression que nous ne lui connaissions pas. Son irréprochable diction s'accentua par degrés, sa froide poitrine palpita, et sa voix frêle, devenue stridente, trouva des accens de détresse, de révolte et d'étouffement qui ne ressemblaient à rien de connu. Avait-elle la fièvre? est-ce nous qui avions le délire? Elle nous fit verser de véritables larmes, et cette émotion, nécessaire sans doute à des gens qui s'étaient efforcés de rire jusque dans les affres de la mort, nous emporta jusqu'au délire. On applaudit, on cria, on se jeta dans les bras les uns des autres, on baisa les mains d'Impéria en lui disant qu'elle était sublime. On fit plus de bruit qu'une salle tout entière. Le prince fut oublié comme s'il n'eût jamais existé.

Quand je me souvins de lui, je vis qu'il nous regardait avec étonnement; sans doute il nous prenait pour des fous, mais c'était en-

core un spectacle. Il croyait étudier la vie intime des comédiens, dont les gens du monde sont prodigieusement curieux, et qu'il ne saisissait là que dans un moment tout exceptionnel.

Il prenait intérêt à la chose. Tout ce que nous lui devions, c'était de ne pas l'ennuyer. Tout était donc pour le mieux. Il n'eut pas besoin de nous demander une autre scène, nous avions tous un besoin enragé de jouer la tragédie et de nous sentir excités les uns par les autres. L'hercule Moranbois alla chercher la caisse aux costumes. Le boudoir du prince servit de vestiaire aux hommes, son cabinet de travail aux femmes. Il remarqua un peu bêtement la décence de nos habitudes, et Moranbois, qui ne pouvait se contraindre longtemps, lui dit du ton le plus courtisan qu'il put prendre : — Alors votre altesse s'était mis en tête que nous n'étions que des pignoufs?

Le prince daigna rire aux éclats de cette sortie.

En un quart d'heure, nous avions passé nos maillots et endossé nos draperies. Je faisais Hippolyte, Lambesc faisait Thésée, Anna Aricie, Léon Théramène. Nous jouâmes toute la pièce je ne sais comment; nous étions tous pris et enlevés au-dessus de terre par le talent qui se révélait chez Impéria. Il semblait que le naufrage eût changé son tempérament d'artiste; elle était nerveuse, enfiévrée, admirable quelquefois, déchirante toujours. Elle se livrait au hasard de l'inspiration, elle ne se rendait pas compte de ce qu'elle faisait. Elle était prise par momens d'une envie de rire qui se résolvait en sanglots. Ce besoin de rire commençait aussi à solliciter notre système nerveux; c'était la réaction inévitable après nos larmes. Quand Léon arriva au récit de Théramène, qu'il avait en horreur, il prétendit qu'il ne s'en souvenait plus, et Marco, averti par lui, poussa Purpurin, costumé de la plus désopilante façon, en face de Thésée. Purpurin ne se fit pas prier. Enchanté de montrer son talent dramatique, il commença ainsi, mêlant ses deux tirades de prédilection :

A peine nous sortions des portes de Trézène,
C'était pendant l'horreur d'une profonde nuit,
Ma mère Jézabel... Ses gardes affligés...

Il n'en put dire davantage. Le prince se renversa en riant sur les coussins, et ce fut pour nous le signal d'une hilarité exubérante.

Pendant que nous quittions nos costumes, Bellamare eut aussi la comédie, et ce fut le prince qui la lui donna.

— Monsieur l'impresario, lui dit ce naïf potentat, vous m'avez fait un mystère, je ne sais pourquoi;... mais enfin je le découvre, et vous allez avouer la vérité. Cette jeune actrice que vous appelez Impéria, c'est un nom de guerre?

— Nous avons tous des noms de guerre, répondit Bellamare, et cela ne couvre aucun secret digne d'intéresser votre altesse.

— Pardonnez-moi. J'ai parfaitement reconnu Mlle Rachel.

— Qui? s'écria Bellamare effaré de surprise; laquelle?

— Impéria, vous dis-je. J'ai vu Rachel une fois, dans *Phèdre* précisément. C'est sa taille, son âge, sa voix, son jeu... Allons, convenez-en, ne me mystifiez pas plus longtemps. C'est bien Rachel, qui, pour me punir de ne l'avoir pas reconnue tout de suite, vous a défendu de trahir son incognito.

Bellamare était trop honnête pour mentir, et en même temps trop malin pour renoncer au divertissement que nous promettait l'étrange erreur du prince. Il assura qu'Impéria n'était pas Rachel, mais il l'assura d'un ton craintif et avec des airs embarrassés qui persuadèrent à notre hôte qu'il ne s'était pas trompé.

Quand Impéria rentra au salon, Klémenti lui baisa respectueusement et tendrement les mains en la suppliant de garder le cachemire qu'elle lui rapportait. Elle le refusa, disant qu'elle n'avait pas assez de talent et de réputation pour accepter un tel cadeau. Lucinde, qui survint, la trouva bien sotte et regretta beaucoup de n'avoir pas joué Phèdre. Régine lui dit tout bas: — Prends-le, tu me le donneras, si tu n'en veux pas. — Le prince paraissait blessé du refus. Bellamare prit le châle et dit au prince qu'il le ferait accepter; mais il le replaça adroitement dans la chambre de son altesse, jugeant avec raison qu'il ne fallait pas exploiter le nom de Rachel, et que le présent ne serait acceptable que lorsqu'il serait offert à Impéria appréciée pour elle-même.

Quand nous fûmes rentrés chez nous, il nous régala de l'anecdote, tout en ajoutant qu'Impéria avait révélé ce soir-là des qualités qui rendaient la méprise de notre hôte excusable. — Taisez-vous, mon ami, répondit Impéria tout à coup attristée. Ce que j'ai été ce soir, je l'apprécie mieux que vous. Je me suis livrée à un essai, j'ai joué d'inspiration, croyant être détestable, et en me promettant de charger encore, si je vous faisais rire. Je vous ai fait pleurer parce que vous aviez besoin de pleurer; mais vous rirez demain, si je recommence.

— Non, dit Bellamare, je m'y connais; ce que tu as trouvé ce soir était vraiment beau; je t'en donne ma parole d'honneur.

— Eh bien! si cela est vrai, reprit-elle, je ne le retrouverai pas demain, puisque je l'ai fait sans intention.

— On verra! dit Lucinde, qui s'était laissé entraîner comme les autres à applaudir sa compagne, mais qui en avait assez déjà, et ne se souciait pas d'être mise hors de concours.

— Voyons tout de suite, reprit Bellamare avec la passion qu'il portait dans son enseignement; si c'est une inspiration fugitive

comme tant d'artistes distingués en ont eu une dans leur vie pour ne plus la ressaisir, je vais le voir, moi! Recommence-moi ça! — *Ah! que ne suis-je assise...*

— Je suis fatiguée, répondit Impéria, cela m'est impossible.

— Fatiguée? raison de plus, allons! essaie, je le veux, c'est pour toi, ma fille! tâche de graver ton inspiration sur le marbre avant qu'elle soit refroidie. Si tu la retrouves, je vais la noter, et je te l'incrusterai après, pour que tu ne la perdes plus.

Impéria s'assit, essaya de composer son attitude et sa physionomie. Elle ne retrouva ni son aspect, ni son accent. — Vous voyez bien, dit-elle, c'était le passage d'un souffle. Peut-être même n'y avait-il rien en moi. Vous avez eu l'hallucination collective qui appartient aux imaginations exaltées.

— Ce sera donc comme pour moi? lui dis-je. J'ai eu le feu sacré un certain soir, et après...

— La chose arrive à tout le monde, répondit Bellamare. Je me souviens d'avoir joué Arnolphe tout un soir sans parler du nez. J'avais battu ma femme le matin, et j'étais radieux comme les astres. De ce qu'on retombe dans sa nature après ces prodiges-là, il n'en résulte pas qu'on ne puisse pas les reproduire et les fixer. Ne vous découragez jamais, enfans; Apollon est grand et Bellamare est son prophète!

Le lendemain, Bellamare fut mandé par le prince dans son cabinet. — Il faut, lui dit-il, que vous fassiez acte de courage, fussiez-vous encore un peu fatigué. J'espérais vous laisser quelques jours de repos; mais la situation me presse, et d'ailleurs la présence de Rachel parmi vous... Ne dites pas non, mon groom a causé ce matin avec votre jeune comique, qui lui a tout avoué; c'est bien Rachel qui se cache sous le nom d'Impéria. Je n'aurais pas pu m'y tromper, moi! J'ai encore la voix de Rachel dans l'oreille et son fin profil devant les yeux. Si elle persiste à se dissimuler, ne la contrariez pas, nous ferons semblant de garder son secret; mais le prestige de son vrai nom et la séduction de son merveilleux talent vont être d'une grande utilité à ma patrie. Entendez-moi bien, personne n'est capable de commander une vaste insurrection. Tous ces petits seigneurs, également braves et dévoués, manquent tous également du nécessaire : l'argent et l'intelligence. Je suis riche, moi, et j'ai reçu l'éducation qui tire un homme d'un sauvage. Le salut général est donc dans mes mains, si l'on veut ouvrir les yeux. Il y a des préventions contre moi précisément à cause de cette éducation dont on ne comprend pas les avantages. On me traite de baladin parce que j'aime les arts! Aidez-moi à séduire et à charmer ces esprits incultes. Dites-leur de beaux vers dont je leur donnerai la traduction faite par moi, et dont l'harmonieuse solennité les frappera de res-

pect. Montrez-leur des costumes sérieux, chantez-leur de beaux airs guerriers, je sais que vous êtes tous musiciens... et enfin... enfin, si Rachel voulait, si Rachel, revenant de très peu d'années en arrière, consentait à leur chanter cette *Marseillaise* qui a, dit-on, passionné le peuple français... Voyons! je sais qu'elle ne veut plus la chanter; mais ici, sous un pseudonyme transparent... Impéria! impératrice, c'est si clair! Je sais bien que ce chant la fatigue beaucoup, mais j'ai des pierreries pour l'indemniser, et de plus beaux cachemires que celui qu'elle a refusé hier. Quant à vous, monsieur l'*impresario*, j'en passerai par tout ce que vous voudrez. Vous ne m'avez pas fait de conditions; voici le moment, mettez-vous à mon bureau. Écrivez, et je signerai.

A moins d'être un coquin, tout autre que Bellamare eût été embarrassé d'accepter; mais il savait être honnête homme et homme d'esprit en même temps, il prit son parti sur l'heure, et il écrivit ce qui suit :

« Le prince Klémenti engage pour un mois la troupe du sieur Bellamare à mille francs par chaque représentation qu'elle donnera dans le château de son altesse, avec le concours de Mlle Impéria. Il sera en outre alloué à ladite demoiselle Impéria une somme de mille francs par représentation, si, à la fin dudit engagement, le prince Klémenti persiste à voir en elle l'égale de Mlle Rachel dans le chant de *la Marseillaise* et dans la tragédie, faute de quoi il ne sera dû à ladite Impéria qu'un présent à la convenance dudit prince. »

Le prince trouva la rédaction ingénieuse, signa et donna mille francs d'avance. Bellamare, en se retirant, lui dit, pour l'acquit de sa conscience : — Je vous jure, altesse, qu'Impéria n'est pas Rachel.

— Parfait! parfait! s'écria le prince en riant. Appelez votre monde et choisissez votre salle de spectacle. Moi, je vais envoyer mes invitations pour dimanche. — Il sonna Meta, qui, à son service depuis trois ans, avait appris la langue du pays, et il lui ordonna de servir de truchement entre la troupe et les ouvriers qu'elle aurait à employer. De ce moment, Meta, qui nous aimait avec passion, ne nous quitta plus que pour habiller et raser le prince.

C'était un garçon intelligent, audacieux et corrompu, un vrai gamin de Paris, qui se vantait d'avoir joué son rôle sur mainte barricade. Il avait vu Rachel aux spectacles gratis, et, bien certain qu'elle n'était point parmi nous, il avait abondé malicieusement dans la fantaisie de son maître, sur lequel il avait l'ascendant qu'on laisse prendre aux enfans gâtés. Il était donc le principal auteur du roman dont nous allions aborder les aventures.

Léon blâma beaucoup le *mezzo termine* de Bellamare, et préten-

dit que nous faisions du nom de Rachel une exploitation jésuitique. Impéria se sentit beaucoup de répugnance à être l'objet de cette supercherie du prince vis-à-vis de ses invités; mais le prince y mettait une bonne foi si obstinée ou si bien imitée, tous nos efforts pour le détromper furent tellement vains, que les scrupules s'envolèrent, et qu'on se prépara gaîment à jouer du Corneille et du Racine au couvent-évêché-palais-forteresse de Saint-Clément.

Nous ne pouvions trouver mieux que la monumentale bibliothèque. Il y avait place pour un public de quatre cents personnes, maximum indiqué par le prince, plus pour un joli petit théâtre, avec ses coulisses, vestiaire et dégagemens. Les solides rayons qui avaient jadis porté des in-folio manuscrits, des volumes imprimés dans toutes les langues, furent démontés et rajustés de façon à former une très belle estrade pour le public. Nous avions des ouvriers à discrétion, très actifs et soumis. C'étaient des soldats de l'armée du prince. On fit venir du nouveau couvent deux moines qui, pensant décorer une chapelle, nous peignirent à la détrempe, dans le style gréco-byzantin, une fort jolie devanture et les *manteaux d'arlequin*, c'est-à-dire les premières coulisses à demeure qui servent de repoussoir aux autres. Un immense tapis fit l'office de toile; c'était un peu lourd, il fallait quatre hommes pour le manœuvrer, cela ne nous regardait pas. Moranbois se chargea de composer le décor, qu'il entendait mieux que personne. Léon le dessina, je le peignis avec l'aide de Bellamare et de Marco. La toile de fond du péristyle classique pour la tragédie avait déjà été réparée à Gravosa. Lambesc répara de son mieux les instrumens qui avaient souffert. L'orchestre, c'est-à-dire le quatuor qui nous en tenait lieu, fut caché dans la coulisse pour que les acteurs en représentation pussent faire de temps en temps leur partie sans être vus, jouant du violon ou de la basse en costume d'empereur ou de confident. Bellamare avait introduit une innovation : un coryphée récitait en guise de chœur une pièce de vers à la fin ou à l'entrée des actes. Ces vers, imités des anciens textes, étaient fort beaux, ils étaient de Léon. L'orchestre les accompagnait en sourdine sur un rhythme grave et monotone que j'avais composé, c'est-à-dire pillé, mais qui faisait très bon effet.

Pendant que nous nous hâtions ainsi, Impéria étudiait *la Marseillaise*, qu'elle n'avait chantée de sa vie et qu'elle n'avait jamais entendu chanter par Rachel; elle savait seulement que, sans voix et sans aucune méthode musicale, la grande tragédienne avait composé une sorte de mélopée dramatique qui était plutôt mimée et déclamée que chantée. Impéria musicienne ne pouvait pas faire si bon marché du thème musical, et n'espérait point arriver à la beauté sculpturale, à l'accent voilé et terrible de celle qu'on avait appelée la *muse de la liberté*. Sa voix pure voulait chanter, mais

elle était trop douce pour *armer des bataillons*. Elle prit le parti de s'exprimer selon sa nature, dont le fond était calme, résolu et tenace. Elle fit appel aux cordes de sa volonté stoïque et fière; elle fut toute simple, elle chanta toute droite, elle regarda son public en face avec une fixité fascinatrice, elle marcha sur lui en étendant les bras comme si elle eût marché à la mort au milieu des balles avec une indifférence dédaigneuse. Cette interprétation fut un chef-d'œuvre d'intelligence. La première fois qu'elle l'essaya devant nous, la première strophe nous étonna, la seconde commença de nous agiter, la troisième nous emporta. Ce n'était pas un appel à l'enthousiasme, c'était comme un défi d'autant plus excitant qu'il était froid et hautain.

— C'est cela! dit Moranbois, qui, vous vous en souvenez, était le juge infaillible de l'*effet*, par conséquent du résultat. Ce n'est pas *la Marseillaise* vociférée aux *titis*, ni drapée pour les artistes; c'est *la Marseillaise* crachée au visage des *capons*.

Nous ne vîmes le prince qu'à dîner durant tous ces préparatifs. Il avait fort à faire de son côté pour rassembler et attirer son public, dont les principaux membres étaient séparés de lui par des montagnes et des précipices. Tous ces chefs de clans n'étaient pas bien difficiles à héberger. Une salle commune, des tapis et des coussins, ils n'en demandaient pas davantage. Ils apportaient tout leur bagage dans leur ceinture, armes, pipes et tabac. N'admettant pas leurs femmes à se promener et à se divertir avec eux, ils simplifiaient beaucoup les embarras de l'hospitalité. Ce public sans femmes nous refroidit d'abord, mais il excita l'entrain d'Impéria pour *la Marseillaise*.

Lucinde avait repris son rôle de Phèdre, et, sauf le prince et son groom, tout l'auditoire la prit sérieusement pour la célèbre Rachel. Impéria récitait admirablement les tirades du coryphée, mais on n'y faisait pas grande attention. Quand elle parut à la fin en tunique courte, manteau rouge et bonnet phrygien, avec un drapeau aux couleurs de l'insurrection locale, on se ravisa, et *la Marseillaise* fit le même effet qu'elle avait fait sur nous. On écouta en silence, puis un murmure s'éleva comme un souffle d'orage, puis une sorte de fureur éclata en cris, en trépignemens et en menaces. Un éclair passa dans la salle, c'étaient tous les yatagans tirés de la ceinture et brandis au-dessus des têtes. Toutes ces longues figures imposantes, qui depuis le commencement de la représentation nous contemplaient avec une attention majestueuse et froidement bienveillante, devinrent terribles : les moustaches se hérissèrent, les yeux lancèrent des flammes, les poings menacèrent le ciel, Impéria eut peur. Ce public de lions du désert, qui semblait vouloir s'élancer sur elle en rugissant et en montrant les griffes, faillit la faire fuir

dans la coulisse; mais Moranbois lui criait de sa voix rauque au milieu du vacarme : — Tiens ton effet, tiens-le! toujours, toujours! — Elle fit ce qu'elle croyait ne pouvoir faire de sa vie; elle s'avança jusque sur la rampe, bravant le public et gardant son impassible audace, rendue plus émouvante par la délicatesse de sa taille et de son type d'enfant. Alors ce fut un transport de sympathie dans la salle; tous ces héros de l'*Iliade*, comme les appelait Bellamare, lui envoyèrent des baisers ingénus et lui jetèrent leurs écharpes d'or et de soie, leurs chaînes d'or et d'argent, et jusqu'aux riches agrafes de leurs toques : on en eut pour une heure à tout ramasser.

Le prince avait disparu pendant ce tumulte. Où était-il? Très naïf avec nous, mais très malin avec les gens de son pays, il s'était ménagé son effet. Il avait reçu ses hôtes en costume français, prenant plaisir à les agacer par cette affectation, et voulant les forcer à l'accepter pour un métis qui valait tous leurs *pur-sang*. Dans l'entr'acte que lui ménageait le long et bruyant triomphe d'Impéria, il avait été lestement revêtir son plus magnifique costume d'apparat, et il avait replacé sa belle moustache de cérémonie, qui était en tout temps postiche, la sienne étant pauvre naturellement. Il fit ainsi son entrée sur la scène, et présenta à la prétendue Rachel un énorme bouquet d'anémone de montagnes et de fleurs de myrte dont la tige était passée dans un bracelet de diamans.

Il accompagna cette offrande d'un *speech* en langue du pays, qu'il débita en se tournant vers le public, et qui exprimait l'ardent patriotisme et l'implacable *vendetta* nationale que le génie de l'artiste avait fait vibrer et tressaillir dans des âmes héroïques. Puis, voyant que le public hésitait accepter les faciles transformations de sa personne, le prince ajouta quelques mots en touchant son dolman et sa barbe et en frappant sur son cœur. Cela était facile à comprendre. Il leur disait que la valeur d'un homme n'était pas dans un costume qu'on pouvait se procurer avec de l'argent, ni dans une moustache que le barbier pouvait aussi bien replanter qu'abattre, mais qu'elle était dans un cœur vaillant que Dieu seul pouvait vous mettre dans la poitrine. Il accentua si bien ce dernier trait et son geste fut si énergique qu'il enleva son effet en maître comédien brûleur de planches. Il avait certes étudié Lambesc, et disait tout aussi bien que lui dans son idiome. Nous donnâmes le signal des applaudissemens dans la coulisse, et le public entraîné lui fit l'ovation qu'il avait couvée.

Impéria, rentrée au foyer, s'évanouit de fatigue et d'émotion. En reprenant ses esprits, elle vit à ses pieds le monceau d'hommages qui lui avaient été jetés. Elle les fit emporter par Moranbois, comme appartenant à l'association, et, quoi qu'on pût lui dire, il fallut les

mettre à la caisse commune. Elle n'en garda que deux belles écharpes dont elle fit cadeau à Lucinde et à Régine, lesquelles n'étaient que pensionnaires. Bellamare exigea pourtant qu'elle reprît le bracelet de diamans pour le porter devant le prince, qui ne comprenait pas les refus, et ne les attribuait qu'au dédain pour la valeur de l'objet offert.

Nous jouâmes ainsi quatre fois la tragédie en un mois devant un auditoire toujours plus nombreux, et toujours *la Marseillaise* excita les mêmes transports et fit pleuvoir une grêle de cadeaux. C'était comme à Toulon, seulement c'était plus luxueux, et comme le prince persistait à vouloir persuader aux autres et à lui-même que personne autre que Rachel n'était capable de chanter *la Marseillaise* comme Impéria la chantait, nous nous vîmes à la tête d'une belle somme et d'une valeur réalisable tant en bijoux anciens et en tissus brodés qu'en couteaux, pipes et autres objets riches et curieux. Impéria se fâchait très sérieusement quand on essayait de séparer ses intérêts des nôtres. Elle entendait que le traité d'association fût exécuté à la lettre. Elle ne profita de ses avantages que pour faire donner une belle gratification aux pensionnaires. Lambesc n'en fut point exclu, malgré tous ses torts. Il avait fait ronfler les vers avec des vibrations cyclopéennes qui avaient produit plus d'effet que le jeu correct et approfondi de Léon. Il avait donc contribué à nos succès, on lui devait une récompense. Il ne s'y attendait pas et se montra très reconnaissant.

Le succès, c'est la vie pour le comédien, c'est la sécurité du présent, c'est l'espérance illimitée, c'est la confiance dans la bonne étoile. Nous étions unis comme frères et sœurs; plus de jalousies, plus de dépits, plus de bourrasques; une obligeance parfaite de tous pour tous, une gaîté intarissable, une santé de fer. Nous avions cette prodigieuse exubérance de vitalité et cette imprévoyance enfantine qui caractérisent la profession quand elle va bien. Nous faisions d'ardentes études, nous introduisions des perfectionnemens à notre mise en scène. Bellamare, n'ayant pas les soucis du dehors, était tout à nous et nous faisait faire des progrès réels. Léon n'était plus triste. Le plaisir d'entendre bien dire ses vers par Impéria le remettait en veine d'inspiration. Nous menions une vie charmante dans notre oasis. Le temps était superbe, et nous permettait de temps en temps des promenades dans un pays entrecoupé d'horreurs splendides et de merveilles cachées. Nous n'apercevions pas l'ombre d'un brigand. Il est vrai que, quand nous devions nous aventurer un peu dans la montagne, le prince nous faisait escorter; nous allions alors chasser, et les femmes nous rejoignaient avec les provisions pour déjeuner dans les sites les plus sauvages. Nous étions affolés de découvertes, et personne ne se souciait plus du vertige.

Les habitans de la vallée nous avaient pris en amitié et nous offraient une hospitalité touchante. C'étaient les plus honnêtes, les plus douces gens du monde. Le soir, quand nous rentrions dans la forteresse, il nous semblait rentrer chez nous, et le grincement du pont-levis derrière nous ne nous causait aucune mauvaise impression. Nous prolongions les études, les dissertations littéraires, les gais propos, les rires et les gambades jusque fort avant dans la nuit. Nous n'étions jamais épuisés, jamais las.

Le prince s'absentait souvent et toujours inopinément. Se préparait-il à un coup de main, comme son groom le pensait, ou chauffait-il son parti pour en prendre la direction suprême? Meta, qui bavardait plus que nous ne le lui demandions, prétendait qu'il y avait de grandes intrigues pour et contre son maître, qu'il avait un compétiteur plus sérieux que lui, appelé Danilo Niégosh, lequel réunissait plus de chances dans la province de la Montagne-Noire, où Klémenti échouerait certainement malgré ses efforts, ses dépenses, ses réceptions et son théâtre. — Il n'y a, disait-il, qu'une chose qui pourrait le faire réussir: ce serait d'enlever aux Turcs, à lui tout seul, une bonne place de guerre. C'est comme ça dans le pays. Ces messieurs, quand ils vont tous ensemble, font autant les uns que les autres; aussi les ambitieux voudraient bien faire un coup d'éclat sans avertir personne, ou réussir avec leur petite bande dans une entreprise que tous les autres auraient jugée impossible. C'est comme ça qu'ils font quelquefois des choses étonnantes; mais c'est comme ça aussi qu'il leur en cuit bien souvent pour s'être attaqués à plus fort qu'eux, et c'est toujours à recommencer.

Le groom avait peut-être raison; nous ne pouvions cependant nous empêcher d'admirer ces beaux seigneurs, barbares de mœurs et d'habitudes, mais fiers et indomptables, qui aimaient mieux vivre en sauvages dans leurs inexpugnables montagnes que de les abandonner à l'ennemi pour aller vivre dans les pays civilisés. Nous sentions plus d'estime et de sympathie pour eux que pour notre prince, et il nous semblait que les autres chefs n'avaient point à lui envier sa littérature et sa barbe d'emprunt. Nous nous trouvions ridicules de leur vouloir infuser une civilisation dont ils n'avaient aucun besoin, et qui n'avait servi au prince qu'à le dépoétiser de moitié.

Peut-être trouverez-vous que nous avions tort et que nous raisonnions trop en artistes, c'est possible. L'artiste s'éprend de la couleur locale, et se soucie peu des obstacles qu'elle apporte au progrès. Je vous l'ai dit, il ne va pas au fond des idées. Il s'y noierait; il est fait d'imagination et de sentiment.

Nous ne discutions pas avec le prince. C'eût été fort inutile, et il ne nous en donnait pas le temps. Quand il venait nous trouver à nos répétitions, ou quand il nous emmenait dans son salon byzan-

tin, il nous pressait comme des citrons pour exprimer à son profit notre esprit et notre gaîté. Avait-il un réel besoin de s'amuser et d'oublier avec nous sa petite fièvre d'ambition, ou s'exerçait-il avec nous à jouer le rôle d'un homme frivole, pour endormir les soupçons de certains rivaux?

Quelle que fût sa pensée, il était parfaitement aimable et bon enfant, et nous ne pouvions pas lui refuser d'être aimables avec lui. Il nous faisait bien payer notre écot à sa table et gagner l'argent de notre traité : car il nous demandait très souvent la comédie *gratis* pour lui seul, et il riait à se tordre devant l'excellent comique de Bellamare et la gentillesse burlesque de Marco; mais il ne s'était montré ni défiant ni avare, et nous ne voulions pas être en reste avec lui. S'il n'avait pas toujours un excellent ton, il avait au moins l'esprit de combler nos actrices d'attentions et de prévenances sans faire la cour à aucune. Comme Anna continuait d'avoir la tête fort montée pour lui, nous avions craint quelque tiraillement dans nos rapports à ce sujet. Nous ne faisions pas les pédagogues avec ces dames, mais nous détestions les gens qui viennent roucouler sous les yeux des acteurs, et qui les obligent ainsi à faire des figures de jaloux ou de complaisans, encore qu'ils ne soient ni l'un ni l'autre. En province et dans une petite troupe, la situation est parfois insupportable, et nous n'étions pas plus disposés à la subir dans un palais d'Orient que dans les coulisses de Quimper-Corentin. Anna avait été bien avertie que si le prince lui jetait le mouchoir, nous ne voulions être ni confidens ni témoins.

Le prince fut plus fin que de cacher ses amours, il s'abstint de toute galanterie. Il nous voulait dispos et en possession de tous nos moyens; il ne voulut pas mettre le trouble dans notre intérieur, et nous lui en sûmes beaucoup de gré. Nous lui avons dû un mois de bonheur sans nuage. J'ai besoin de me le rappeler pour vous parler de lui avec justice. Combien nous étions loin de prévoir par quelle horrible tragédie nous devions payer sa splendide hospitalité!

Il faut pourtant que j'arrive à ce déchirement, à cette scène atroce dont le souvenir me fait toujours venir une sueur froide à la racine des cheveux.

Nous avions rempli notre engagement. Nous avions joué *Phèdre*, *Athalie*, *Polyeucte* et *Cinna*. Le prince tint ses promesses et nous fit riches. En réglant avec nous, il nous montra une lettre de Constantinople où on lui apprenait que Zamorini était parti pour la Russie. Cet exploiteur nous faussait compagnie, nous étions dégagés envers lui. Il laissait le voyage que nous avions fait à notre charge; mais nous étions trop bien dédommagés pour nous plaindre, et Bellamare hésitait à décider si nous irions à Constantinople pour notre

compte, ou si nous retournerions en France par l'Allemagne. Le prince nous conseillait ce dernier parti; la Turquie ne nous donnerait que déceptions, périls et misères. Il nous engageait à nous rendre à Belgrade et à Pesth, nous prédisant de grands succès en Hongrie; mais il nous pria de ne prendre aucun parti avant une courte absence qu'il était forcé de faire. Peut-être nous demanderait-il encore une quinzaine aux mêmes conditions. Nous promîmes de l'attendre trois jours, et il partit en nous répétant de considérer sa maison comme la nôtre. Jamais il ne se montra plus aimable. Il persistait si bien à prendre Impéria pour Rachel, qu'il lui dit en lui faisant ses adieux : — J'espère que vous ne garderez pas un mauvais souvenir de mon sauvage pays, et que vous direz un peu de bien de moi à vos généraux et à vos ministres.

Nous restâmes donc fort tranquilles sous la garde des douze hommes de garnison qui veillaient au service de la maison et à celui de la forteresse, tour à tour domestiques et soldats. Je vous ai dit que c'étaient de beaux hommes graves qui n'entendaient pas un mot de français. Une espèce de lieutenant, qui s'appelait *Nikanor* (je ne l'oublierai jamais), et qui commandait en l'absence du prince, parlait très bien italien, mais il ne nous parlait jamais. Nous n'avions point affaire à lui, ses fonctions étant toutes militaires. C'était un grand vieillard dont le regard oblique et la lèvre mince ne nous plaisaient pas. Nous nous imaginions, non sans raison, qu'il avait un profond mépris, peut-être une secrète aversion pour nous.

Notre service immédiat était fait par le frère Ischirion et par le petit Meta, et autant que possible nous nous passions d'eux. Le moine était malpropre, curieux, obséquieux et faux. Le groom était bavard, familier, *loustic, mais canaille*, disait Moranbois.

Ce ne fut donc pas sans déplaisir que nous vîmes notre petit Marco se lier jusqu'au tutoiement réciproque avec ce garçon et s'isoler de nous de plus en plus pour courir avec lui dans les cloîtres et dans les offices. Marco répondait à nos reproches qu'il était le fils d'un ouvrier de Rouen, comme Meta était celui d'un ouvrier de Paris, qu'ils avaient parlé le même argot dès l'enfance, que Meta avait tout autant d'esprit que lui, enfin qu'ils n'étaient pas plus l'un que l'autre. Il donnait pour prétexte à son éternelle maraude avec ce Frontin le plaisir de faire enrager le moine, qui était une vieille peste et les détestait tous les deux. Il était facile de voir que le moine les avait effectivement en horreur, bien qu'il ne se plaignît jamais de leurs malices, et parût les supporter avec une angélique patience. L'histoire des têtes de Turcs lui était restée sur le cœur. Il les avait retrouvées sur l'autel d'un petit oratoire où il faisait ses dévotions et serrait ses confitures. Il avait fort bien de-

viné l'auteur de cette profanation. J'ignore s'il s'en était plaint au prince. Le prince avait paru ignorer tout, et les têtes n'avaient jamais reparu.

Comme notre table était désormais aussi bien servie que le permettaient les ressources du pays et les notions culinaires d'Ischirion, nous avions formellement défendu à Marco et à Meta de dérober quoi que ce soit à l'office, et, s'ils continuaient ce pillage, c'était pour leur compte et à notre insu.

Un jour, ils vinrent à la répétition avec des figures toutes bouleversées, riant d'un rire étrange, plutôt convulsif que gai. Nous n'aimions pas que Meta se tînt dans nos jambes pendant l'étude. Il nous dérangeait, touchait à tout et ne faisait que babiller. Bellamare, impatienté, le mit à la porte un peu durement, et gronda Marco, qui s'était fait attendre et qui répétait tout de travers. Marco se mit à pleurer. Comme cela ne lui arrivait pas souvent et qu'il était réellement en faute, on crut devoir laisser la leçon de Bellamare entrer un peu en lui, et on ne chercha pas à les réconcilier tout de suite. Après la répétition, il disparut. Nous ne nous sommes jamais pardonné cette sévérité, et Bellamare, si sobre de réprimandes et si paternel avec les jeunes artistes, se l'est reprochée comme un crime.

Nous dînions toujours à trois heures dans le grand réfectoire. Ni Marco ni Meta ne se montrèrent. On pensa qu'ils boudaient comme des enfans qu'ils étaient. — Qu'ils sont bêtes! dit Bellamare, j'avais déjà oublié leurs méfaits.

Le soir vint, et la collation nous fut servie par Ischirion en personne. Nous lui demandâmes où étaient les jeunes gens. Il nous répondit qu'il les avait vus sortir avec des lignes pour pêcher dans le lac, que sans doute ils étaient revenus trop tard et avaient trouvé le pont levé, mais qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter. Partout dans le village ils trouveraient des gens empressés à leur donner l'hospitalité jusqu'au lendemain.

La chose était si vraisemblable, nous avions été si bien accueillis toutes les fois que nous avions parcouru le village, que nous ne conçûmes aucune inquiétude. Cependant nous fûmes frappés de ce que Lambesc nous dit en rentrant dans notre chambre. Il nous demanda si nous savions que le prince avait un harem.

— Non pas un harem précisément, lui répondit Léon; c'est, je crois, ce qu'on appelle un *odalik*. Il n'est pas, comme les Turcs, marié à l'une de ses femmes et possesseur des autres par droit d'acquisition. Il a tout simplement plusieurs maîtresses qui sont libres de le quitter, mais qui n'en ont nulle envie parce qu'elles seraient vendues à des Turcs. Elles vivent en bonne intelligence, probablement parce que cela est dans les habitudes des femmes de

l'Orient, et on les tient cachées, parce que cela est la manière d'aimer ou le point d'honneur des hommes.

— C'est possible, reprit Lambesc; mais savez-vous dans quel coin de ce mystérieux manoir elles sont murées ?

— Murées? dit Bellamare.

— Oui, murées, bien murées. On a supprimé toutes les portes qui communiquaient avec la partie du couvent qu'elles habitent; c'est l'ancienne buanderie, où il y a une belle citerne. On a fait de cette buanderie une salle de bains très luxueuse, on a planté un petit jardin dans le préau, on a bâti un très joli kiosque, et ces trois dames vivent là sans jamais sortir. Il y a une négresse pour les servir et deux gardiens pour surveiller l'unique porte de leur prison, où le prince se rend la nuit par un couloir pratiqué dans l'épaisseur des murs. Ce cher prince a la lasciveté pudique des Orientaux.

— Comment savez-vous ces détails ? lui dit Bellamare avec surprise. Est-ce que vous auriez eu l'imprudence de rôder par là?

— Non; ce serait de mauvais goût, répondit Lambesc, et Dieu sait si ces dames sont des houris ou des guenons ! Enfin je n'ai pas été tenté; mais le petit effronté de groom a trouvé dans l'appartement du prince la clé du passage mystérieux, et il s'en est servi plusieurs fois pour voir, sans être aperçu, ces dames dans le bain.

— Il vous l'a dit ?

— Non; c'est Marco qui me l'a dit, et même...

— Et même quoi ?

— Je ne sais si je dois vous le dire... il me l'a confié un soir qu'il était gris et qu'il se réconciliait avec moi plus qu'il n'était nécessaire. Je me serais bien passé de sa confiance; mais j'avoue que j'étais curieux de voir s'il se moquait de moi, et il m'a donné des détails qui me prouvent... Enfin je crois qu'il est bon que vous le sachiez, Meta l'a emmené avec lui voir la toilette des odalisques, et il en a eu la tête tournée. Je gage qu'il était là hier quand nous l'avons attendu à la répétition, et peut-être la chose n'est-elle pas sans danger pour lui. Je ne sais pas comment les *icoglans* du prince prendraient la plaisanterie, s'ils le pinçaient en flagrant délit de curiosité.

— Bah ! nous ne sommes pas chez les Turcs, reprit Bellamare, on ne l'empalerait pas pour ça; mais le prince serait fort mécontent, je suppose, et je vais m'opposer sévèrement à ces escapades. Marco est un bon et brave enfant; quand il comprendra que ces petites folies-là peuvent porter atteinte à notre honneur, il y renoncera. Vous avez bien fait, Lambesc, de me dire la vérité, et je regrette que vous ne l'ayez pas dite plus tôt.

On se coucha tranquillement, mais je ne sais quel vague pressen-

timent troubla mon sommeil et m'éveilla avant le jour. Je pensais à Marco malgré moi, j'aurais voulu qu'il fût rentré.

Il avait tonné dans la nuit, et une lourde chaleur s'était concentrée dans les appartemens. Me sentant oppressé, je ne voulus pas réveiller mes camarades; je passai sans bruit sur la terrasse que dominait un bastion voisin et d'où l'on voyait, un peu plus loin, la tour d'entrée se dessinant sur un ciel chargé de nuages. La lueur verdâtre du matin faisait ressortir les formes bizarres de ces nuées immobiles. La forteresse, vue ainsi, présentait un amas de masses noires solennellement tristes.

Il y avait, à ce qu'il me sembla, quelques personnes sur la tour, mais elles ne bougeaient pas. Je pensai que c'était des groupes de cigognes endormies sur les créneaux. Cependant le jour augmentait, et bientôt il me fut impossible de ne pas reconnaître les têtes de Turcs replacées triomphalement sur leurs tiges de fer. C'était sans doute une infraction aux ordres du prince absent, car son intention ne pouvait pas être de présenter ce défi à la susceptibilité nerveuse de nos actrices; mais c'était un défi de ses gens, peut-être une menace à notre adresse. J'allai doucement réveiller Bellamare pour lui faire part de cette circonstance. Pendant qu'il s'habillait pour venir avec moi s'en assurer, le jour s'était complétement dégagé de la nuit, et nous vîmes distinctement entre deux créneaux qui nous faisaient face Marco et Meta qui nous regardaient.

— On les a donc faits prisonniers? me dit Bellamare, et on les a forcés de passer la nuit en compagnie de ces têtes coupées, pour les punir... La parole expira sur ses lèvres, chaque seconde augmentait l'intensité du rayon matinal. Les deux jeunes gens étaient immobiles comme s'ils eussent été étroitement enchaînés, le menton appuyé sur le rebord de la plate-forme. Leur pâleur était livide, un rictus effrayant contractait leurs bouches entr'ouvertes, ils nous regardaient d'un œil fixe. Nos gestes et notre appel ne leur faisaient aucune impression... Quelques gouttes de sang suintaient sur la pierre... — Ils sont morts! s'écria Bellamare en me serrant dans ses mains crispées, on les a décapités... Il n'y a là que leurs têtes!

Je faillis m'évanouir, et pendant quelques instans je ne sus où j'étais. Bellamare aussi tournait sur lui-même et chancelait comme un homme ivre. Enfin il raffermit sa volonté. — Il faut savoir, me dit-il, il faut châtier... viens!

Nous réveillâmes nos camarades. — Écoutez, leur dit Bellamare, il y a quelque chose d'atroce, un meurtre infâme... Marco et Meta!... Taisez-vous! pas un mot, pas un cri... Songeons à nos pauvres femmes qui ont déjà tant souffert!

Il alla fermer leur porte en dehors, et donna la clé à Léon en

lui disant : — Tu n'es pas fort, tu ne pourrais pas nous aider. Je te confie les femmes; si on venait les inquiéter, frappe sur notre tamtam, nous t'entendrons, nous ne sortons pas de la maison. Ne leur dis rien, si elles ne s'éveillent pas avant l'heure accoutumée et si elles n'essaient pas de sortir. De leur chambre, elles ne peuvent pas voir cette chose horrible. Viens, Moranbois, viens, Laurence! pour les muscles, vous valez dix hommes à vous deux; moi aussi je suis fort quand il le faut. Et vous, Lambesc, écoutez! vous êtes très solide aussi; mais vous n'aimiez pas Marco. Êtes-vous assez généreux, assez bon camarade, pour vouloir le venger, même au péril de votre vie?

— Vous en doutez? répondit Lambesc avec un accent de bravoure et de sincérité qu'il n'avait jamais eu sur la scène.

— C'est bien! répondit Bellamare en lui serrant la main avec énergie. Prenons des armes, des poignards surtout, nous n'en manquons pas ici.

Moranbois ouvrit la caisse, et en un clin d'œil nous fûmes armés; puis nous nous rendîmes à la tour d'entrée. Elle n'était pas gardée, personne ne paraissait levé dans cette partie de la forteresse; le pont n'était pas encore baissé. Seule, la sentinelle qui veillait sur le bastion voisin nous regarda d'un œil indifférent et n'interrompit pas un instant ses volte-face monotones. Sa consigne n'avait point prévu notre dessein.

Avant tout, nous voulions nous assurer de la vérité, quelque évidente qu'elle fût. Nous montâmes l'escalier en vis de la tour, et nous n'y trouvâmes que les têtes sanglantes des deux malheureux enfans. Elles avaient été tranchées net par le damas dont les Orientaux se servent si cruellement bien, leurs corps n'étaient point là.

— Laissons leurs têtes où elles sont, dit Bellamare à Moranbois, dont les dents claquaient de douleur et de colère. Le prince revient aujourd'hui, il faut qu'il les voie.

— Eh bien! il les verra, répondit Moranbois; mais je ne veux pas que ces innocens restent en la compagnie de ces charognes de Turcs. — Et comme il avait besoin d'exhaler sa rage, il arracha les têtes desséchées de leurs supports et les jeta sur le pavé de la cour, où leurs crânes se brisèrent avec un bruit sec.

— Ceci est inutile! lui disait Bellamare; mais il ne put l'empêcher, et nous quittâmes la tour après avoir couvert de nos foulards ces deux malheureuses figures que nous ne voulions pas laisser en spectacle dérisoire à leurs bourreaux. Nous prîmes la clé de la tour, et comme nous en sortions, nous vîmes que, malgré le soleil levé, le pont était toujours dressé, contre l'usage; on nous faisait prisonniers. — Ça nous est bien égal, dit Moranbois, ce n'est pas dehors que nous avons affaire.

Il y avait deux gardes placés sous la herse. Bellamare les interrogea. Leur consigne leur défendait de répondre, ils eurent l'air de ne pas entendre. En ce moment, le frère Ischirion parut de l'autre côté du fossé. Il portait un panier rempli d'œufs qu'il avait été chercher dans le village. Donc il avait été debout assez matin pour savoir ce qui s'était passé la veille ou dans la nuit. Bellamare attendit qu'on l'eût fait rentrer, et comme Moranbois le secouait rudement pour le faire parler plus vite, nous dûmes prendre sa défense; il était désormais le seul qui pût nous comprendre et nous répondre.

— Qui a assassiné notre camarade et le groom du prince? dit Bellamare au moine éperdu. Vous le savez, voyons, ne jouez pas la surprise!

— Au nom du grand saint George, répondit le moine, ne cassez pas mes œufs, excellence! ils sont tout frais, c'est pour votre déjeuner...

— Je vais t'écraser comme une vipère, lui dit Moranbois, si tu fais la sourde oreille. Est-ce toi qui as assassiné ces enfans? Non, tu n'aurais pas eu ce courage; mais c'est toi qui les as espionnés, dénoncés, livrés, j'en suis sûr, et je te réponds que tu ne porteras pas ta sale tête en paradis.

Le moine tomba sur ses genoux, jurant par tous les saints du calendrier grec qu'il ne savait rien, et qu'il était innocent de toute mauvaise intention. Il mentait évidemment; mais les deux gardes, qui regardaient tranquillement la scène, commençaient à s'émouvoir un peu, et Bellamare ne voulait pas qu'ils intervinssent avant d'avoir obtenu une réponse du moine. Il lui fit déclarer que la seule autorité qui pût être responsable d'une exécution dans la forteresse était le commandant Nikanor.

— Et quel autre aurait droit sur les personnes? répondit le moine. En l'absence du prince, il faut bien un maître ici : le commandant a droit de vie et de mort sur tous les habitans de la forteresse et du village.

— Sur vous, chiens d'esclaves, c'est possible, lui dit Moranbois; mais sur nous, c'est ce que nous allons voir! Où est-elle terrée, ta bête fauve de commandant? conduis-nous à son chenil, vite, et ne raisonne pas!

Le moine obéit en se lamentant sur ses œufs cassés par les mouvemens brusques de Moranbois, et en souriant sous cape de notre indignation. Il nous menait à l'antre du tigre; il espérait sans doute que nous n'en sortirions pas.

George Sand.

(*La cinquième partie au prochain n°.*)

L'ÉGLISE ROMAINE

ET

LE PREMIER EMPIRE

— 1800 — 1814 —

XXIII.

LE PAPE A FONTAINEBLEAU. — SIGNATURE DU CONCORDAT.

—

I. Mémoires du cardinal Consalvi. — II. Œuvres complètes du cardinal Pacca. — III. Correspondance du cardinal Caprara. — IV. Correspondance de Napoléon Ier. — V. Dépêches diplomatiques et documens inédits français et étrangers, etc.

I.

Arrivé à Fontainebleau le 19 juin 1812 au matin, Pie VII, ainsi que nous l'avons raconté dans notre précédente étude, n'avait pas d'abord trouvé où reposer sa tête (1). Aucun ordre n'était parvenu au concierge du château, le sieur Ribbes. Il en coûtait à ce digne homme d'interdire l'entrée de la résidence impériale au vieillard épuisé de fatigue qu'il avait sous les yeux. D'un autre côté, comment recevoir sans instructions un tel hôte, ou plutôt comment se constituer à ses risques et périls le gardien sans mandat d'un pareil prisonnier? L'humble concierge déclara qu'il ne pouvait rien prendre sur lui, et qu'il allait en référer à ses supérieurs. Afin de concilier toutefois avec l'accomplissement de son devoir la compas-

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril.

sion dont il ne pouvait se défendre, M. Ribbes offrit au saint-père de l'installer provisoirement dans une maison qu'il possédait non loin du palais. Ce fut dans ce modeste logis que durant la même soirée Pie VII reçut la visite du duc de Cadore apportant l'ordre tardif de mettre immédiatement en état les appartemens destinés au souverain pontife.

Le lendemain, M. Bigot de Préameneu accourait à Fontainebleau, où la plupart de ses collègues ne tardèrent pas non plus à se rendre. Leur but n'était pas en ce premier moment d'être admis auprès de la personne du pape, car Pie VII gisait encore sur son lit de douleur dans un état de santé qui, pendant trois semaines environ, renouvela toutes les inquiétudes que l'on venait d'éprouver pour sa vie (1). Par cette démarche ostensible, les ministres de l'empereur avaient hâte de témoigner de leur déférence pour le chef de la foi catholique. Ils avaient surtout à cœur de faire comprendre au clergé et à la société parisienne qu'ils n'étaient pour rien dans les incidens qui avaient si étrangement marqué le passage du saint-père au Mont-Cenis et son arrivée à Fontainebleau. Quels reproches pouvait-on leur adresser? Était-ce leur faute si le gouverneur du Piémont, le beau-frère de l'empereur, n'avait pas voulu accorder quelques instans de repos à l'auguste malade? Quant aux instructions remises au colonel Lagorse, l'empereur les avait dictées lui-même. Était-il juste de les blâmer parce qu'un militaire, esclave de sa consigne, avait compromis la santé du prisonnier en n'osant prendre sur lui de le faire voyager à petites journées? Comment pouvaient-ils prévoir que le concierge d'un palais impérial serait si malavisé que d'en fermer les grilles au souverain pontife? Préparer d'avance les appartemens du saint-père, c'eût été donner l'éveil aux habitans de la ville, et l'on aurait alors risqué de les voir, comme jadis, se porter tous au-devant de la voiture pontificale. Pour l'empereur, quel déboire, et pour eux quelle responsabilité, s'ils avaient imprudemment fourni à Pie VII l'occasion d'un semblable accueil! Ces explications, données à voix basse par M. Bigot de Préameneu et par le duc de Rovigo, n'étaient pas dénuées de fondement. Autant en pouvaient dire pour leur propre décharge le prince Borghèse, le colonel Lagorse et jusqu'à ce pauvre portier, sur lequel on eût volontiers, si cela n'avait été trop ridicule, fait exclusivement retomber le poids de tout ce qui venait de se passer. Cette fois encore, comme en 1809 lors de l'enlèvement du pape du Vatican et de son transfert à Savone, aucun des personnages impliqués dans ce drame étrange n'avait, à vrai dire, mérité d'être particulièrement

(1) *OEuvres complètes du cardinal Pacca*, t. Ier, p. 314.

désigné à l'indignation publique. Du sommet le plus élevé au degré le plus bas de la hiérarchie, les fonctionnaires du premier empire n'avaient tous fait qu'obéir. Ne point se compromettre, telle avait été leur unique pensée. Le plus hardi d'entre eux aurait craint en cédant, fût-ce un instant, à quelque généreuse impulsion d'attirer sur lui la colère d'un maître redouté; par frayeur, ils s'étaient passé de main en main l'accablant fardeau du pontife moribond. Un peu de pitié s'attache, quoi qu'on en ait, à tant de faiblesse. Il est difficile de blâmer sans les plaindre ces malheureux agens de la volonté impériale; mais que penser et que dire du souverain tout-puissant qui deux fois pendant son règne a mis à de si cruelles épreuves la conscience de ses plus dévoués serviteurs?

Maintenant que Pie VII était rendu à Fontainebleau, toute incertitude avait cessé sur la façon dont il convenait de le traiter. Les instructions laissées par l'empereur avaient tout prévu. Il avait ordonné qu'on fît garnir de meubles magnifiques les chambres occupées par sa sainteté au moment du sacre, et dont les fenêtres donnaient en partie sur la cour de la fontaine, en partie sur le jardin réservé du château. L'archevêque d'Édesse, le docteur Porta et les gens de la maison pontificale devaient être logés dans les pièces voisines. D'autres appartemens placés dans le même corps de bâtiment étaient destinés à recevoir les cardinaux et les évêques qui viendraient présenter leurs hommages au saint-père. Convaincu en effet que l'influence de l'entourage au milieu duquel il vivrait ne pouvait manquer d'agir à la longue sur l'esprit de Pie VII, Napoléon n'avait rien tant recommandé à M. Bigot de Préameneu que d'envoyer les dignitaires les mieux pensans du clergé s'établir souvent près de lui à Fontainebleau. Il importait d'y avoir autant que possible à demeure les membres des anciennes commissions ecclésiastiques, surtout les cardinaux et les prélats envoyés récemment en mission à Savone. Il fallait que les plus habiles d'entre eux ne perdissent pas une occasion de mettre incessamment sous les yeux du souverain pontife le tableau des maux présens de l'église de France, afin d'ouvrir la voie à de nouvelles négociations, et de le préparer aux grands sacrifices qui seraient bientôt exigés de lui. Ces fréquentes entrevues du chef de la catholicité avec des membres sûrs et bien choisis de l'ancien concile national auraient d'ailleurs plus d'un avantage. Elles tranquilliseraient les curés de campagne et la masse entière des fidèles sur l'état des relations entre le saint-siége et Napoléon. Le spectacle du souverain pontife devenu l'hôte du fils aîné de l'église et habitant, en compagnie d'une foule de cardinaux et d'évêques, l'une des plus somptueuses résidences impériales ne pouvait qu'être d'un excellent effet. Si l'on amenait

doucement Pie VII à s'occuper par lui-même du détail des affaires intérieures des divers diocèses de France, un grand point serait gagné. Si l'on pouvait à le décider à se fixer dans la capitale de l'empire, ce serait un pas immense vers la seule solution possible des difficultés pendantes. Napoléon ne désespérait pas en effet d'attirer le pape à Paris. Avis était déjà donné au cardinal Maury d'avoir à livrer son palais épiscopal aux architectes, afin qu'ils le missent en état de recevoir bientôt sa sainteté en bâtissant des écuries, en agrandissant les jardins, en doublant les appartemens de réception (1). Les curieux de la capitale avaient assisté avec surprise à ces travaux précipités, dont le secret leur fut révélé par l'apparition d'un petit livre imprimé avec permission de la police, *le Guide des voyageurs à Paris*, et qui donnait officiellement à l'archevêché restauré de Notre-Dame le titre de « palais papal, jusqu'ici archiépiscopal. »

Tous les plans gigantesques agités vaguement par l'empereur sur les bords du Niémen, qu'il s'apprêtait à franchir, il n'était point fâché d'en laisser percer quelque chose aux yeux, non-seulement du public français, mais de l'Europe entière; ils furent promptement déjoués par Pie VII. A peine rétabli de ses souffrances, le pape avait jeté un regard de souveraine indifférence sur les splendeurs de sa nouvelle demeure. Il déclara qu'il entendait y mener une vie aussi retirée qu'à Savone. Il y avait été conduit contre son gré, et s'y considérait comme prisonnier. Les voitures et les chevaux qu'on lui offrait pouvaient être ramenés aux écuries impériales; il ne s'en servirait pas. Son intention n'était point d'officier publiquement dans la chapelle du château. Il demanda et obtint que l'on transformât en simple oratoire, pour y dire chaque jour sa messe, le salon le plus voisin de sa chambre à coucher. Au grand désappointement des habitans de Fontainebleau, il s'interdit même d'aller prendre l'air dans les jardins attenans au palais. Il ne se refusa d'ailleurs à aucune visite, et reçut avec une froide bonne grâce le ministre des cultes, ainsi que tous les grands fonctionnaires de l'empire, qui se rendirent par ordre auprès de lui; mais il ne s'ouvrit de rien avec eux. L'accueil qu'il fit aux cardinaux mandés de Paris, à l'archevêque de Tours, aux évêques de Nantes, de Trèves et d'Évreux, quoique moins réservé, ne fut pas beaucoup plus encourageant. En vain les uns et les autres multiplièrent leurs visites; en vain ils s'efforcèrent de mettre à plusieurs reprises l'entretien sur les contestations pendantes et sur les moyens

(1) *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France*, par M. Jauffret, t. II, p. 492.

de les résoudre dans l'avenir. Pie VII les écouta toujours avec patience, sans répondre autrement qu'en renouvelant les déclarations déjà faites à Savone. Parmi tant d'interlocuteurs qui s'étaient donné la mission de le convertir aux idées de l'empereur, un seul avait le don d'émouvoir péniblement le cœur du pieux et doux pontife, c'était l'impétueux Maury. Pie VII se défendit autant qu'il put de discuter avec lui. Plusieurs fois il s'excusa de ne le point recevoir; on assure qu'il finit même par demander comme une grâce de n'être plus obsédé par les importunités de ce membre du sacré-collége, qu'il considérait comme un déserteur de la cause de l'église, comme un ingrat et l'agent de son ennemi (1).

Il était évident qu'on ne gagnerait rien par voie de conférences sur la résolution bien arrêtée du saint-père de se renfermer, à Fontainebleau comme à Savone, dans un rôle purement passif. Cette résignation, nous le savons déjà, lui coûtait assez peu; quant à cette profonde retraite dans laquelle il s'ensevelissait comme à plaisir, elle était conforme à ses goûts et aux habitudes de sa jeunesse, écoulée dans la solitude du cloître. Ce n'était point une privation pour lui de consacrer ses journées au jeûne et à la prière, ayant pour unique distraction les entretiens de l'archevêque d'Édesse, M. Bertalozzi, et parfois, à ses momens perdus, le soin de réparer lui-même, comme un simple moine, les petits dommages que l'usure et le temps avaient apportés à ses vêtemens pontificaux. Un tel calme, tant de simplicité, causaient plus de surprise que d'admiration à ceux dont Pie VII dérangeait ainsi tous les calculs. On trouve la trace de cette mauvaise humeur dans les mémoires laissés par le duc de Rovigo, qui n'y perd pas une occasion de mal parler du saint-père. « Il y avait, dit-il, à Fontainebleau, une bibliothèque superbe; mais Pie VII n'y toucha jamais. Il n'ouvrait pas un livre de toute la journée (2). » En cela, le ministre de la police impériale était mal informé, et, chose plus singulière, le cardinal Pacca est tombé dans la même erreur lorsque, pour laver Pie VII des reproches du duc de Rovigo, il s'écrie à son tour : « Comment cet homme ne savait-il pas qu'une personne pieuse n'est jamais oisive en présence d'un crucifix et d'une image de la Vierge (3)? » La vérité est que la bibliothèque d'un palais tout rempli des souvenirs de François I[er], de Henri II et de Diane de Poitiers, de Henri IV et de Gabrielle d'Estrées, ne contenait probablement pas le genre d'ouvrages dont le saint-père avait alors

(1) *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique*, t. III, p. 586.
(2) *Mémoires du duc de Rovigo*, t. VI, p. 72, 73, etc.
(3) *OEuvres complètes du cardinal Pacca*, t. I[er], p. 350.

besoin. Il est assez naturel qu'il ne se soit pas adressé aux correspondans du ministre de la police pour se procurer les traités religieux et les ouvrages spéciaux qui pouvaient lui être utiles pour se défendre contre les prétentions toujours croissantes du gouvernement français. La congrégation de Saint-Sulpice était, on s'en souvient, dissoute à cette époque, et son pieux directeur était mort. Ce fut à l'ami et à l'héritier de l'abbé Émery que Pie VII fit secrètement appel pour se procurer un certain nombre de livres provenant de la bibliothèque du savant théologien qui, tout en restant fidèle aux doctrines gallicanes, avait si courageusement défendu jusqu'aux derniers jours de sa vie les droits du saint-siége. L'abbé Garnier, devenu à son tour supérieur de Saint-Sulpice, a plus d'une fois raconté à des personnes encore vivantes qu'il avait ainsi envoyé au saint-père, par un intermédiaire sûr, les œuvres de saint Cyprien, le *Cours de droit canon* de van Espen, et plusieurs autres volumes dont il avait oublié les titres. « Le pape avait reçu ces livres, répétait encore en 1836 le successeur de l'abbé Émery; il s'en était servi et les avait même emportés probablement à Rome, car ils ne furent jamais rendus (1). » Quittons pour un instant ce palais de Fontainebleau, théâtre prochain de la chute de l'empereur et de la délivrance du pape, et tandis que dans une solitude presque absolue Pie VII s'y apprête par le recueillement, par l'étude, par la prière surtout, à la dernière lutte qu'il eut à soutenir contre son redoutable adversaire, essayons, revenant un peu sur nos pas, de rendre compte de la situation faite à l'église de France depuis le jour de la brusque dissolution du concile jusqu'à la fin de la désastreuse expédition de Russie.

II.

Aussitôt que Napoléon eut reconnu qu'il aurait peine à mener à bonne fin la négociation entamée à Savone avec Pie VII, il n'avait rien eu de plus pressé que de renvoyer dans leurs diocèses les évêques encore assemblés à Paris. La plupart avaient devancé ses ordres; mais quelques-uns témoignèrent la plus grande répugnance à se rendre au milieu de leur nouveau troupeau : c'étaient ceux que l'empereur avait récemment nommés. Le saint-père avait fini, de guerre lasse, par leur accorder l'institution canonique; mais ils ne pouvaient en définitive être sacrés depuis que Napoléon, par les

(1) Des recherches faites à la bibliothèque du château de Fontainebleau, il résulte qu'on y possède un gros volume in-folio des œuvres de saint Cyprien; rien n'indique toutefois que ce soit l'exemplaire prêté à Pie VII par l'abbé Garnier.

raisons que nous avons exposées, avait pris tout à coup le singulier parti de ne faire usage ni du bref du pape ni de ses bulles. La position de plusieurs de ces évêques était très embarrassante; telle était, par exemple, celle de M. d'Osmond, ancien évêque de Nancy, récemment nommé à Florence. Ses adversaires faisaient clandestinement courir dans son diocèse italien de nombreuses copies du bref réprobatif jadis adressé à son sujet par le saint-père à l'archidiacre Corboli, et d'un autre côté l'empereur ne voulait point l'autoriser à produire les bulles pontificales d'une date plus récente qui l'auraient mis régulièrement en possession de son nouveau siége. M. Jauffret, ancien évêque de Metz, nommé naguère à l'archevêché d'Aix, n'avait été pour son compte l'objet d'aucune admonition du saint-père; mais, chef incontesté d'un diocèse où il était justement considéré, il lui répugnait extrêmement d'aller prendre la direction d'un troupeau qui peut-être hésiterait à reconnaître la légitimité de ses pouvoirs. Il n'était parti pour Aix qu'après avoir reçu la promesse qu'on lui expédierait ses bulles en route; elles ne lui parvinrent jamais (1). Quelques-uns des nouveaux prélats étaient de simples prêtres élevés par l'empereur à la dignité épiscopale. Munis d'un titre officiel parfaitement valable aux yeux de l'administration civile, ils ne pouvaient avant leur consécration ni porter les insignes ni exercer les fonctions canoniques de leur charge. Qu'on juge de la confusion où de pareilles anomalies devaient jeter une notable partie des diocèses de France! Pour parer à tant d'embarras, l'empereur avait, il est vrai, employé un biais déjà mis en pratique pendant les derniers temps du roi Henri III, durant une partie du règne de Henri IV, et plus récemment par Louis XIV, lors de ses démêlés avec la cour de Rome. M. Bigot de Préameneu s'était entendu avec la plupart des chapitres, afin qu'ils eussent à choisir pour administrateur capitulaire du siége vacant l'évêque désigné par l'empereur. Semblable mesure avait passé autrefois presque inaperçue, « et l'on ne voit pas, dit M. Picot, que sous Louis XIV surtout elle eût troublé l'église, ni inquiété les consciences; mais les circonstances étaient bien différentes. Les vues de Napoléon contre l'église n'étaient pas équivoques, et il était clair qu'il n'avait pris ce moyen que pour se passer, au moins pendant quelque temps, des bulles pontificales (2). » Les anciennes traditions de l'église gallicane, dont l'empereur avait toujours le nom à la bouche, autorisaient-elles en effet le procédé auquel il venait

(1) *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France*, t. II, p. 394 et 485, par M. Jauffret, frère de l'archevêque d'Aix.

(2) *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique*, de M. Picot, t. III, p. 549.

d'avoir recours? Nous ne saurions le dire, nous reconnaissant tout à fait incompétent en semblable matière, et n'osant prendre sur nous d'avoir un avis sur une question délicate qui a divisé de graves et excellens esprits. Dans plus d'un diocèse, nombre d'ecclésiastiques s'étonnèrent d'entendre le ministre des cultes de cette époque invoquer les fameuses libertés gallicanes et parler de faire rentrer les évêques dans leurs droits primitifs au moment où il les voulait au contraire courber sous le joug le plus dur. « Ils trouvaient singulier d'entendre les préfets de l'empire s'élever contre le despotisme de la cour de Rome alors que cette cour était abattue, et qu'un despotisme un peu plus réel pesait sur toutes les têtes (1). » D'ailleurs les chapitres ne furent pas toujours unanimes à choisir l'évêque nommé par le chef de l'état. Au grand mécontentement de M. Bigot, les chanoines le plus en crédit pour leur science et leur piété refusèrent parfois d'admettre la régularité de la mesure prise par leurs collègues, et quelques-uns s'obstinèrent même à méconnaître absolument la juridiction canonique de l'administrateur ainsi désigné par le chapitre. Les opposans n'étaient pas sans recruter des adhérens parmi les simples curés de campagne. A ce groupe venait se joindre dans quelques départemens celui des anti-concordatistes et des membres de la petite église. Ces dissidences créaient mille obstacles à l'administration des archevêques et des évêques non consacrés. L'opposition qu'on se hasardait à leur faire n'avait encore rien de bruyant. Au sein du clergé comme parmi les autres classes de la société, qui donc à cette époque aurait osé contrecarrer publiquement la volonté du maître? L'agitation était locale, sourde et cachée. Dans un petit nombre de cas, elle franchit pourtant la limite des diocèses; mais la faute en revint tout entière à l'empereur, car ce fut la suite inévitable des violences qu'il venait d'exercer contre les évêques de Troyes, de Tournai et de Gand.

Ces trois prélats, arrêtés à trois heures du matin dans leur lit le 12 juillet 1811, avaient été, on s'en souvient, conduits comme des criminels d'état à Vincennes (2). Tous leurs papiers avaient été sai-

(1) *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique*, t. III, p. 550.

(2) Nous nous souvenons d'avoir entendu raconter à M. Pasquier que cette arrestation, à laquelle il fut totalement étranger, et qui eut même lieu à son insu, avait été opérée par un inspecteur-général de police, M. Veyrat. Malgré la rudesse de ses formes et en dépit des habitudes du métier, cet agent n'avait pu se défendre d'une certaine émotion lorsqu'il s'était vu charger de mettre la main sur d'aussi vénérables personnages; cette émotion durait encore lorsqu'il vint le lendemain matin rendre naïvement compte au préfet de police étonné de l'emploi de sa nuit. Deux des prélats, les évêques de Gand et de Tournai, l'avaient frappé par la dignité de leur contenance et

sis à domicile. Ils avaient dû subir un long et minutieux interrogatoire devant M. Desmaret, chef de division au ministère de la police. Ce lieutenant du duc de Rovigo, après leur avoir enlevé les livres de piété qu'ils avaient emportés avec eux et jusqu'à leur bréviaire, après s'être assuré qu'ils n'avaient ni plumes ni crayons, les avait fait enfermer dans le donjon du château, où ils furent soigneusement séparés les uns des autres et privés de toute communication avec le reste des prisonniers. Leur mise au secret était si rigoureuse que, placés au même étage que les cardinaux Gabrielli et di Pietro, ils furent longtemps à l'ignorer. On se figure aisément l'effet produit sur les captifs par le traitement auquel les soumettait le souverain qui, après leur avoir demandé leur avis comme évêques, les punissait du courage qu'ils avaient mis à lui répondre suivant leur conscience. L'évêque de Tournai, doué d'une constitution robuste et d'un caractère plein d'égalité, ne parut pas trop souffrir de cette épreuve; l'évêque de Gand, plus faible de santé et d'une sensibilité toute nerveuse, supportait moins facilement une si pénible séquestration. La promenade solitaire qu'on lui permettait de faire chaque jour sur la plate-forme du donjon trompait imparfaitement son ennui. Dans cette même prison d'état où le grand Condé, gardé moins étroitement, avait jadis, pour occuper ses loisirs, cultivé des œillets et composé des épigrammes contre Mazarin et le comte d'Harcourt, l'inoffensif prélat trouva moyen de se distraire un peu en écrivant avec du plomb arraché à la toiture de la terrasse, et sur les morceaux de papier qui avaient servi à envelopper ses alimens, quelques ingénieux commentaires sur les fables de La Fontaine. L'évêque de Troyes avait non sans peine obtenu une plume et de l'encre. Il s'en servit pour écrire, le 5 novembre, à M. Desmaret, et pour réclamer avec émotion contre le traitement qu'on lui faisait subir. Sa plainte fut écoutée, et le duc de Rovigo donna des ordres au gouverneur du donjon pour qu'on fît descendre au premier étage les cardinaux di Pietro et Gabrielli. On mit à leur place M. Duvivier, secrétaire de l'évêque de Tournai, et M. van de Welde, théologien de l'évêque de Gand, qui avaient été tous deux arrêtés en même temps que leurs pasteurs. Les trois prélats reçurent en même temps la permission de se visiter dans

par le calme de leur résignation. Il n'en avait pas été de même pour l'évêque de Troyes. M. Veyrat ne pouvait dissimuler son étonnement d'avoir vu M. de Boulogne descendre jusqu'à la prière, et le conjurer de vouloir bien lui donner le temps de faire entendre ses réclamations, comme si pareille condescendance était possible de sa part. « Les hommes doués d'une imagination vive jusqu'à l'emportement, ajoutait M. Pasquier, et tel était l'évêque de Troyes, sont presque toujours ceux qui se laissent le plus aisément abattre. »

leurs chambres et de se promener autant qu'ils le voudraient dans une sorte de vestibule commun. C'était l'empereur qui avait personnellement voulu accorder aux trois prisonniers cette faveur, à laquelle il savait qu'ils seraient fort sensibles; mais il avait en cela un but particulier. Lorsque les trois évêques eurent goûté pendant quelques jours la satisfaction inattendue de se retrouver ensemble, le duc de Rovigo, car c'était lui qui semblait avoir désormais la haute main dans les affaires religieuses, fit savoir à M. Bigot de Préameneu qu'il était chargé par le chef de l'état de s'entendre avec lui pour obtenir la démission des prélats. Supposant que le secrétaire-général du département des cultes serait probablement chargé de cette mission, il envoyait au commandant du château la permission de le laisser communiquer avec les prisonniers. Pour éviter sans doute que M. Bigot, son secrétaire-général et surtout les évêques se fissent la moindre illusion sur les conséquences probables d'un refus, le duc de Rovigo avait soin de terminer sa lettre en priant son collègue de « vouloir bien l'informer immédiatement du résultat de la démarche, afin qu'il pût faire exécuter la suite des ordres de sa majesté (1). »

La menace était suffisamment transparente, et les trois évêques ne s'y trompèrent point. Le secrétaire-général du ministère des cultes, arrivé le même jour à Vincennes, vit séparément chacun de ces messieurs, et prit soin d'empêcher qu'ils ne pussent se concerter avant de lui répondre. Leur hésitation, à ce qu'il paraît, fut d'abord assez grande. Chacun d'eux se débattit et délibéra plus ou moins longtemps en lui-même. Cependant l'évêque de Tournai céda le premier, et sa lettre, que nous avons sous les yeux, ne donne point à penser qu'il ait fallu lui livrer un très rude combat. « M'abandonnant entièrement à la clémence et à la grâce de sa majesté l'empereur et roi, à qui je resterai éternellement soumis et très affectueusement attaché, y disait-il, je me fais un devoir, d'après le contenu de la lettre qui m'a été présentée, de donner ma démission de l'évêché de Tournai. » La défense de l'évêque de Troyes, celle surtout de l'évêque de Gand, furent beaucoup plus longues. « Ils refusèrent quelque temps, écrit le chanoine de Smet, de se prêter à cet acte; mais, pensant ensuite qu'ils devaient en tout état de cause se regarder comme perdus pour leurs diocèses, et que d'ailleurs une démission souscrite sous les verrous ne pouvait avoir aucune valeur, ils se déterminèrent à céder (2). » La dé-

(1) Lettre de M. le duc de Rovigo au ministre des cultes, 22 novembre 1811.

(2) *Coup d'œil sur l'histoire ecclésiastique dans les premières années du dix-neuvième siècle*, par le chanoine de Smet, Gand 1849.

mission de M. de Boulogne et de M. de Broglie était pure et simple, sans aucune espèce de commentaire. Huit jours après, le commandant du donjon vint dire aux trois évêques que l'empereur leur permettait de choisir une ville en France pour leur résidence; mais il fallait que la ville indiquée par eux fût à quarante lieues de Paris, et ne fût pas le siége d'un évêché : leur détention allait être commuée en exil. Pendant qu'ils hésitaient encore sur le lieu qu'ils désigneraient, survint un autre messager du duc de Rovigo, qui assigna à chacun sa résidence : Beaune à l'évêque de Gand, Gien à l'évêque de Tournai, Falaise à l'évêque de Troyes. Défense leur était faite de s'en éloigner de plus de deux lieues. Peu de jours après, le 11 décembre, arrivait un troisième émissaire chargé de signifier aux prélats que leur démission ne suffisait plus. Il était indispensable qu'avant d'être mis en liberté ils signassent la promesse formelle de n'entretenir aucune correspondance avec leurs diocèses, et de ne se mêler désormais d'aucune affaire ecclésiastique. C'était M. Desmaret qui avait personnellement mission de mener à bien cette négociation, et ce fut par des lettres directement adressées au ministre de la police que les trois évêques durent prendre sur l'honneur un pareil engagement (1).

Voici quel avait été le motif de ce redoublement de précautions: à peine avait-il obtenu la démission des prélats captifs, M. Bigot de Préameneu s'était, par ordre de l'empereur, empressé d'écrire aux chanoines des trois chapitres de Troyes, de Tournai et de Gand pour leur annoncer que, le siége épiscopal étant désormais vacant, ils eussent à pourvoir immédiatement à l'administration du diocèse. « Les pouvoirs des vicaires-généraux nommés par l'évêque démissionnaire ayant cessé par le fait même de cette démission, je ne puis plus, disait le ministre, correspondre avec eux. » Le devoir des chanoines était donc d'en nommer d'autres sur-le-champ. « Je dois vous prévenir, ajoutait M. Bigot, que les vicaires capitulaires-généraux doivent être autres que les vicaires-généraux actuels, dont la nomination ne serait pas admise (2). » Dans la dépêche qu'il avait expédiée le même jour aux préfets des trois départemens, le ministre des cultes avait été plus explicite encore. « Prenez lecture, disait-il au préfet de l'Aube, et gardez copie de ma lettre au chapitre de la cathédrale de Troyes. Vous verrez que son objet est aussi pressé qu'important. Faites venir les vicaires-généraux, vous les préviendrez qu'ils ne peuvent pas être continués. C'est une mesure qui

(1) Lettres des évêques de Gand, de Tournai et de Troyes au ministre de la police, 11 décembre 1811.

(2) Lettres du ministre des cultes à MM. les chanoines des chapitres de Gand, de Troyes et de Tournai, 23 novembre 1811.

ne leur est pas personnelle; mais il ne convient pas que les vicaires du chapitre, pendant une vacance par démission, soient les mêmes que ceux de l'évêque démis. Sa majesté s'est formellement expliquée à cet égard... Faites également venir ceux des chanoines en qui vous reconnaissez le plus de sagesse et de bons principes... Vous emploierez toute votre influence pour que le choix ne porte pas sur un sujet qui serait dans le cas d'être rejeté... Vous ferez en même temps sentir à ces chanoines que, si le chapitre ne remplissait pas sur-le-champ le devoir indispensable de nommer pendant la vacance qui leur est officiellement notifiée, ils se rendraient coupables, et s'exposeraient, surtout dans les circonstances actuelles, à une juste animadversion. Si contre toute apparence le chapitre, dont j'ignore les dispositions, disait qu'il ne connaît pas de sujet capable ou qui veuille accepter, ce serait un subterfuge qui indisposerait encore plus sa majesté (1). »

Ces recommandations mêlées de menaces peu dissimulées avaient été strictement suivies quant à la lettre, mais complétement éludées, quant à l'esprit, par les chapitres de Troyes et de Tournai. Avant de quitter son siége épiscopal pour se rendre au concile de Paris, M. Hirn, prévoyant les persécutions auxquelles il pourrait être en butte, avait donné des lettres de grands-vicaires à tous les membres de son chapitre, afin qu'ils fussent, dans n'importe quelle conjoncture, en état de pourvoir aux besoins du diocèse. Il en fut de même ou à peu près à Troyes, car les chanoines trouvèrent moyen de choisir des administrateurs qui avaient préalablement reçu des pleins pouvoirs secrets de M. de Boulogne. A Gand, le chapitre avait été plus hardi. Il avait osé répondre à M. Bigot de Préameneu que, « d'après la doctrine des canonistes, ce n'était pas la démission d'un évêque, c'était l'acceptation de cette démission par le souverain pontife qui rendait un siége vacant... Si les chanoines osaient s'arroger des pouvoirs qui ne leur étaient pas encore régulièrement dévolus, cela jetterait, ajoutaient-ils, le plus grand trouble dans les consciences des fidèles. Le clergé du pays, très attaché aux principes et aux usages de l'église, ne déférerait pas aux mesures prises par les vicaires-généraux nommés en de pareilles circonstances. La désobéissance détruirait l'autorité de la nouvelle administration, et la division se mettrait indubitablement entre les pasteurs et les ouailles (2). »

Napoléon avait aisément deviné que des chapitres aussi attachés

(1) Lettre de M. le ministre des cultes au préfet de l'Aube, 23 novembre 1811.

(2) Lettre de MM. les membres du chapitre cathédral de Gand au ministre des cultes, 27 novembre 1811.

à leurs anciens pasteurs seraient d'un gouvernement difficile, et recevraient plus volontiers le mot d'ordre des captifs que celui de son ministre des cultes; c'est pourquoi il avait songé à obtenir des trois prélats l'engagement de ne plus se mêler d'aucune affaire ecclésiastique. Pour son compte, M. Bigot aurait beaucoup souhaité qu'on n'allât pas plus loin, car les violences lui répugnaient fort; mais il avait désormais pour auxiliaire dans ses rapports avec les membres du clergé un redoutable acolyte qui possédait plus que lui la confiance du maître. Averti par sa police qu'un négociant de la ville de Gand était venu, de la part du chapitre, s'aboucher à Beaune avec M. de Broglie, le duc de Rovigo n'avait rien eu de plus pressé que d'en prévenir l'empereur, déjà si fort irrité contre les chanoines de ce diocèse. Aux yeux de ce zélé serviteur de Napoléon, c'était le clergé qui faisait courir à l'état les plus grands dangers. Au moment où son chef se préparait à quitter pour longtemps la France, il lui semblait donc tout à fait imprudent de laisser derrière lui, en Bourgogne, l'évêque qui passait à tort ou à raison dans le public pour avoir été le principal meneur de l'opposition au sein du concile national. Ces profondes considérations politiques persuadèrent, à ce qu'il paraît, Napoléon. Or, dans les temps dont nous nous occupons, on ne faisait point les choses à demi quand il s'agissait d'assurer la tranquillité du pouvoir. C'est pourquoi, oubliant dans la maison de santé de la barrière du Trône le général républicain Mallet, qui allait bientôt leur causer une si chaude alerte, le tout-puissant souverain et son précautionneux ministre s'occupèrent d'envoyer M. de Broglie aux îles Sainte-Marguerite. Trop de sûretés ne pouvaient être prises contre un si dangereux conspirateur. On lui assigna donc pour prison, sur le sommet des rochers les plus escarpés, la cellule aux murs épais, aux barreaux inébranlables, qu'avait jadis habitée l'homme au masque de fer. Que faisait cependant à l'heure même où l'on décidait de son sort le prélat valétudinaire qui allait subir durant cinq ou six mois un si cruel traitement? Le 11 décembre 1811, s'adressant de Beaune à M. Bigot pour l'entretenir avec une entière ouverture de cœur de ses affaires personnelles, ce prétendu ennemi de l'empereur terminait ainsi sa lettre :

« ... Ma ruine pécuniaire m'est bien moins sensible que le chagrin de ne pouvoir plus servir la religion et l'empereur avec le zèle qui l'année dernière a mérité l'éloge de ce grand prince quand il vint en Belgique. Mon attachement à la personne de l'empereur sera toujours le même que quand il m'honorait de ses bontés. Il faut que la calomnie ait bien prévalu sur mes fidèles services. J'espère que la vérité et mon innocence

seront reconnues. A quarante-cinq ans, s'éteindre dans l'inaction est un état pénible. Je ferai, comme j'ai toujours fait, les vœux les plus ardens pour le bonheur de sa majesté l'empereur, de son auguste famille, pour la prospérité de la patrie, et je conserverai également un souvenir reconnaissant des témoignages d'affection que j'ai reçus de vous (1). »

Le 6 février 1812, M. de Boulogne envoyait de Falaise au même ministre une supplique beaucoup plus humble.

« Est-ce donc là, s'écriait l'évêque de Troyes, que devaient se terminer quatre ans de succès flatteurs et de travaux utiles? Serait-il vrai que toutes les rigueurs ne sont point encore épuisées, et que je sois encore condamné à voir la fin de mon honorable carrière attristée par le besoin? Je ne puis le croire. Non, jamais je ne croirai que sa majesté veuille mettre le comble à mes malheurs en m'enlevant mes moyens actuels de subsistance sans m'assurer un sort pour l'avenir. L'empereur est sans doute le maître de me retirer ses bonnes grâces, puisque j'ai eu le malheur de lui déplaire; mais j'ose dire, avec tout le respect qui lui est dû et toute la confiance que m'inspire la magnanimité de son caractère, qu'il ne l'est pas de me dépouiller de tout sans me donner quelque dédommagement. Ce serait, je ne crains pas de l'avancer, une injustice qui n'est pas dans son cœur et qui ne serait pas moins opposée à la générosité de ses sentimens qu'à son amour pour la véritable gloire (2). »

Quoi qu'en dise ici M. de Boulogne, la générosité envers ceux qu'il considérait comme des adversaires n'avait jamais fait partie des qualités de Napoléon. Le bon sens, une juste appréciation des obstacles que pouvait lui opposer la nature des questions engagées ou le caractère des hommes qui s'y trouvaient mêlés, l'avaient à ses débuts presque toujours guidé dans le maniement difficile des affaires religieuses; mais ce temps heureux était passé. La raison ne le gouvernait plus; c'était la passion qui l'emportait. Au dedans comme au dehors, il ne voulait plus dorénavant compter avec rien ni avec personne. Quoi de surprenant si, dans une pareille disposition d'esprit, alors qu'il n'hésitait point à se jeter dans la plus aventureuse expédition, et semblait courir tête baissée au-devant de la catastrophe qui allait détruire sa puissance militaire, il ne regardait pas davantage à prendre coup sur coup, avant de quitter la France, des mesures inutilement violentes, propres surtout à

(1) Lettre de Maurice de Broglie, ancien évêque de Gand, au ministre des cultes Beaune, 11 décembre 1811.

(2) Extrait d'une lettre de l'ancien évêque de Troyes au ministre des cultes, Falaise, 6 février 1812.

ruiner son autorité morale? La bonne politique, telle qu'il l'avait d'abord pratiquée, aurait voulu qu'il fermât les yeux sur le biais imaginé par les chapitres de Troyes et de Tournai; ce compromis devait maintenir la tranquillité dans ces deux diocèses; il avait tout à gagner à s'y prêter. La sagesse lui conseillait également de prendre en quelque patience le refus dilatoire opposé par les chanoines de Gand. La simple équité, sinon le sentiment des services rendus, aurait dû le porter à ne pas sévir à outrance contre d'anciens partisans restés aussi dévoués à sa personne que l'étaient encore à cette époque M. de Broglie et M. de Boulogne. Aucune de ces considérations ne le retint. Ne jamais reculer ni fléchir, tout pousser à l'extrême, telle était la règle de conduite maintenant adoptée dans le gouvernement des affaires de l'église, comme partout ailleurs, par l'ancien négociateur du concordat. Le moindre retard apporté à l'immédiate exécution de ses absolues volontés le transportait de colère. Qu'étaient les ecclésiastiques de son empire pour oser se mesurer avec lui? Il saurait bien les mettre à la raison... « Les prêtres, étant sujets comme les autres, écrit-il à M. Bigot, le 16 juin, de Kœnigsberg, c'est-à-dire quelques jours seulement avant d'entrer en campagne contre la Russie, sont soumis au même serment. Il faut toutefois distinguer. Il y a le serment ecclésiastique qui a été prescrit par le concordat : la seule peine que j'impose au prêtre qui ne veut pas le prêter, c'est la perte de son bénéfice; mais le serment d'obéissance aux constitutions de l'empire et de fidélité à l'empereur est dû par tous les citoyens. Ceux qui ne veulent pas le prêter encourent la peine portée par mon décret. Écrivez donc à l'évêque, et faites comprendre à ces malheureux combien ce refus serait contraire à leurs devoirs. Quand ils auront prêté ce dernier serment, ils sortiront seulement de leur exil (1)... »

Pour édicter des peines aussi sévères contre des chanoines trop consciencieux, pour envoyer un prélat inoffensif languir aux île Sainte-Marguerite, pour maintenir un pape captif à Fontainebleau, il y avait une condition à remplir : il fallait être partout et toujours vainqueur de tous ses ennemis. Le succès, un succès prodigieux comme celui qui avait jusqu'alors couronné les campagnes les plus audacieuses de Napoléon, eût été nécessaire, nous ne dirons pas pour absoudre, mais pour rendre supportables à l'opinion publique d'aussi injustes violences. Il lui aurait fallu battre aujourd'hui les Russes aussi complétement qu'il avait jadis battu les Autrichiens et les Prussiens. Quelque triomphant bulletin daté du

(1) Lettre de l'empereur au ministre des cultes, Kœnigsberg, 16 juin 1812. — *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXIII, p. 500.

champ de bataille d'un nouvel Austerlitz ou d'un autre Iéna aurait seul pu faire rentrer au fond des cœurs les griefs accumulés par l'exercice du pouvoir qui pesait si lourdement depuis douze années sur toutes les classes de la nation. C'est le sort des despotes de voir la fortune les trahir quand ils auraient le plus besoin de ses faveurs, et c'est aussi la leçon des peuples qui ont trop facilement accepté leur joug d'être un jour atteints, meurtris et comme blessés à mort par les rudes coups de la main à laquelle ils ont laissé le soin d'opérer leur délivrance. L'heure fatale avait sonné où Napoléon et la France allaient recueillir les fruits amers de cette triste expérience, si souvent et si inutilement renouvelée, hélas! pendant le cours des siècles. Le 25e bulletin de la grande armée, inséré au *Moniteur*, avait brusquement appris à tout Paris dans les premiers jours de novembre que l'empereur s'était décidé à quitter Moscou incendié, et venait d'ordonner la retraite. D'autres bulletins avaient suivi, relatant plusieurs combats livrés aux Russes par nos soldats, combats glorieux, mais sans résultats appréciables. Le 28e bulletin, daté de Smolensk et publié le 29 novembre au *Moniteur*, avait le premier donné cours aux plus sinistres pressentimens; après quoi le silence s'était fait, un silence de dix-huit jours, pendant lequel de vagues rumeurs et des bruits de plus en plus effrayans n'avaient cessé de circuler tout le long de nos frontières de l'est. Enfin le 29e bulletin était venu éclater comme un coup de foudre le 17 décembre 1812. Celui-là ne dissimulait rien. Jamais plus grande calamité n'avait été annoncée en termes plus clairs, peut-être faudrait-il dire plus naïfs; on ne pouvait le lire sans frissonner. Cependant le public n'était pas au bout de ses étonnemens : vingt-quatre heures après, une étourdissante nouvelle retentissait aux oreilles avidement tendues des Parisiens et de toute la population française effarée. L'empereur venait d'arriver seul, presque en fugitif, dans sa capitale, laissant au loin derrière lui, dans les plaines glacées de la Pologne, les débris mutilés de cette grande armée qui faisait naguère sa force et son orgueil.

III.

Il est plus facile d'imaginer que de dépeindre l'effet produit à Paris et dans les provinces de l'empire par l'issue de l'expédition de Russie. La surprise domina d'abord. Quoi! Napoléon n'était pas invincible! Était-ce vraiment croyable? Quelles résolutions ce terrible vaincu allait-il prendre après sa défaite? A coup sûr, il s'apprêtait à demander plus d'hommes, plus d'argent que par le passé, et ce n'était point le sénat qui les lui refuserait. Cependant, si le sort des

armes lui demeurait contraire, si les Prussiens et les Autrichiens prenaient à leur tour parti avec les Russes, qu'adviendrait-il? Épuisée par des guerres incessamment renouvelées, la France serait-elle en état de lutter seule contre tant d'ennemis? Cette hypothèse de la chute du régime impérial, tristement entrevue au temps des prospérités par le dévoué Cambacérès, sourdement agitée dans de secrets conciliabules par le clairvoyant prince de Talleyrand depuis qu'il était tombé en disgrâce, s'offrait maintenant d'elle-même à tous les esprits : car c'est la conséquence des grandes catastrophes de poser tout à coup pour le vulgaire les questions abordées longtemps d'avance par les profonds politiques. Comment la masse entière des sujets de l'empereur envisageait-elle une pareille éventualité? A cet égard, quelques distinctions sont à faire. Nul doute que la majorité des habitans de l'ancienne France ne repoussât avec horreur la perspective du triomphe des étrangers. Ce serait toutefois se tromper beaucoup que de prétendre qu'il en fût ainsi dans tous les départemens annexés par Napoléon à la suite de ses récentes conquêtes. Les populations du littoral génois, lésées dans leur commerce maritime, les Allemands de la rive gauche du Rhin, froissés dans leur nationalité, les Hollandais et les Flamands, blessés à la fois dans leurs sentimens patriotiques et dans leurs intérêts mercantiles, ne laissaient pas de trouver souverainement injuste l'obligation d'envoyer un si grand nombre de jeunes conscrits périr au loin afin d'assurer la domination d'un pays qui n'était point le leur. Pour ces Français de fraîche date, l'invasion, c'était plutôt la délivrance. Malheureusement ils n'étaient pas seuls à penser ainsi. Qu'on veuille bien songer quelle était à cette époque la condition du clergé dans toute l'étendue de l'empire, et particulièrement dans les provinces situées de l'autre côté des Alpes. Treize cardinaux dépouillés de la pourpre et retenus en prison sous la surveillance de la haute police, quantité de prélats réputés démissionnaires et transportés hors de leurs diocèses, des centaines de prêtres exilés en Corse, tous les couvens vides et dépouillés de leurs biens, le saint-père captif, Rome, le siége antique de la souveraineté pontificale, devenu le simple chef-lieu d'un département français, — voilà quel était le bilan du royaume d'Italie. Un grand nombre de siéges épiscopaux vacans et livrés à l'anarchie par le fait de la volonté impériale, trois membres du concile arrêtés, puis contraints à donner leur démission, un grand nombre de prêtres détenus au fort de Fenestrelle ou dans les prisons départementales, — telle était la part relativement restreinte des sévices exercés contre les ecclésiastiques de ce côté des monts. Et qu'importait après tout la nationalité primitive des contrées qui avaient été le théâtre de tant de

violences accumulées? La séquestration prolongée du saint-père n'était-elle pas un de ces coups qui frappait indifféremment, quelle que fût leur patrie d'origine, tous les membres épars de l'église catholique ?

Il y a quelque légèreté et même un peu d'injustice à ne pas vouloir comprendre l'intensité des sentimens qu'on ne partage pas. Les adhérens à la foi romaine ne se servent pas d'un mot vain dans leur bouche quand ils appellent le pape leur souverain et leur père spirituel. Ils avaient sur toute la surface du globe éprouvé comme une sainte horreur quand ils avaient appris qu'à deux reprises différentes des soldats avaient mis la main sur le vicaire du Christ, et l'avaient, au péril de sa vie, transporté de Rome à Savone et de Savone à Fontainebleau, ainsi qu'ils l'auraient fait d'un simple prisonnier d'état. A leurs yeux, c'était plus qu'une atteinte portée au droit commun des têtes couronnées : Napoléon avait commis un véritable sacrilége, et sa présente défaite n'en était, suivant eux, que le châtiment. Comment donc s'étonner si les désastres de la retraite de Russie sont avant tout représentés dans les mémoires du cardinal Pacca comme l'inévitable expiation des méfaits de l'empereur? En les expliquant de la sorte, cet ancien secrétaire d'état de sa sainteté restait fidèle aux doctrines de toute sa vie. Il avait été du nombre des cardinaux qui avaient médiocrement approuvé le concordat; il avait déconseillé plus qu'aucun d'eux le voyage du pape à Paris au moment du sacre. La bulle d'excommunication était son œuvre. Aussi se plaît-il à signaler dans l'anathème lancé du haut de la chaire pontificale la cause des revers qui ont accablé un ancien adversaire. « La conduite barbare de Napoléon fut ce dernier péché, dit-il, qui lassa enfin, comme nous l'apprend l'Écriture, la longanimité du Seigneur, et arma son bras des verges de la vengeance... Les temps ne sont pas éloignés où ce grand victorieux s'écriait : Que me veut le pape, et se figure-t-il que ses excommunications feront tomber les armes des mains de mes soldats?... Dieu a permis cependant que ce fait se réalisât. » — « Les armes des soldats parurent à leurs bras engourdis un poids insupportable. Dans les fréquentes chutes qu'ils faisaient, elles s'échappaient de leurs mains, se brisaient ou se perdaient. S'ils se relevaient, c'était sans elles. Ils ne les jetèrent pas; mais la faim et la soif les leur arrachèrent (1). » — « Le soldat ne put tenir ses armes; elles s'échappèrent des mains les plus braves,... elles tombaient des bras glacés qui les portaient (2). » —

(1) *Histoire de la grande armée en 1812*, par le comte de Ségur.
(2) Mémoires de M. de Salgues.

« La neige, la glace et les tempêtes, à qui obéissaient-elles, reprend fièrement le cardinal, sinon, comme dit encore l'Écriture, à la voix du Seigneur (1)? » Si nous avons relaté ce passage des mémoires du cardinal Pacca, c'est qu'il constate la véritable disposition d'esprit où se trouvait alors un membre du sacré-collége qui va jouer derechef un rôle des plus actifs dans les scènes qui nous restent à raconter; c'est aussi parce qu'il jette un certain jour sur les dispositions du clergé en général. Entre les sentimens du cardinal italien et ceux des ecclésiastiques français, il y avait toutefois une profonde différence. Au lieu de le proclamer avec joie, ces derniers n'acceptaient qu'avec tristesse ce jugement de Dieu qui les prenait à l'imprévu. Après avoir considéré comme autant de marques de la faveur céleste les prospérités inouies de l'empire, ils étaient conduits par la même habitude d'esprit à reconnaître les signes de la réprobation divine dans l'éclatant échec qui venait d'interrompre tout à coup une si longue suite de victoires; mais ce tardif enseignement qu'à regret ils tiraient pour eux-mêmes des faits en voie de s'accomplir, il eût été malaisé et surtout imprudent aux orateurs sacrés d'en faire part à la masse des fidèles. Aucun d'eux ne l'essaya. Les chaires de nos églises, qui naguère avaient tant de fois retenti des épanchemens d'une admiration enthousiaste, n'entendirent point les mêmes prédicateurs hasarder sur les malheurs du moment un dangereux commentaire. Si plusieurs épanchèrent leurs tristes pressentimens, ce fut à huis clos, au fond des sacristies et dans l'ombre des oratoires privés, plus capables de garder de si compromettans secrets. Comme il arrive d'habitude, les manifestations de dévoûment en faveur du pouvoir heureux avaient été publiques, solennelles et bruyantes; les signes de détachement envers ce même pouvoir désormais menacé furent réservés, timides et silencieux. Rien n'en transpira au dehors. Justement parce qu'à l'époque où elle se produisit la transformation des sentimens du clergé à l'égard de Napoléon fut si peu apparente, et qu'elle ne s'est clairement manifestée qu'après sa chute, il importait de la rapporter à sa vraie date, c'est-à-dire à l'heure même des premiers revers. Ajoutons que, toujours habile à discerner la vérité quand il avait intérêt à la connaître, l'empereur ne se fit à cet égard aucune illusion. Il considéra désormais les membres de son clergé comme passés, depuis que la fortune l'avait trahi, dans le camp de ses plus dangereux adversaires.

Tandis que le chef de l'empire se rendait un compte si exact des changemens survenus dans les sentimens des autres, quelles dis-

(1) *OEuvres complètes du cardinal Pacca*, t. Ier, p. 225-226.

positions nouvelles la sévère leçon reçue en Russie avait-elle fait naître dans son esprit? Telle était l'intéressante question que ses dévoués serviteurs agitaient secrètement avec une véritable anxiété. Les dernières nouvelles reçues avant sa soudaine arrivée témoignaient de l'irritation qu'avait causée au maître la folle entreprise de Mallet. Quoiqu'il eût appris en même temps le crime et le supplice du conspirateur, il n'avait pu retenir des exclamations d'étonnement, d'humiliation et de courroux. Il s'était montré surtout ulcéré de l'attitude de quelques-uns des fonctionnaires de la capitale, particulièrement du préfet de la Seine, qui avait si complétement perdu la tête au seul bruit de sa mort. On ne doutait guère qu'embarrassé à la fois et mécontent, il ne prît plaisir, pour détourner l'attention et pour se faire une contenance, à exagérer les expressions, d'ordinaire fort peu mesurées, de sa colère. Parmi les personnages considérables que leurs charges officielles mettaient en rapport direct avec Napoléon, il n'en était pas un qui ne s'attendît à être violemment pris à partie et rendu responsable de ce qui s'était passé. Plus que d'autres, le ministre et le préfet de police redoutaient de sa part quelque fâcheux éclat. Leurs prévisions furent trompées. Arrivé aux Tuileries le 18 décembre 1812 au milieu de la nuit, l'empereur y avait fait venir Cambacérès dès le lendemain matin. A peine avait-il fini de lui faire le récit des funestes événemens qui avaient précipité son retour, que sans transition il s'était mis à presser l'archichancelier de questions sur les moindres détails de la conspiration de Mallet. Avec sa sagesse et son habileté ordinaires, Cambacérès avait trouvé moyen de répondre à son redoutable interlocuteur sans compromettre personne, et Napoléon était sorti évidemment soulagé de ce long entretien. Quelques instans après, — à l'audience qui suivit immédiatement la messe, — apercevant son préfet de police, M. Pasquier, il l'avait abordé d'un air affable, et, baissant la voix afin de n'être entendu que de lui : « Eh bien! monsieur le préfet, lui avait-il dit d'un ton presque familier, vous avez eu aussi votre mauvaise journée; il n'en manque pas de cette espèce dans la vie! »

D'aussi philosophiques paroles n'étaient point de mauvais augure. Elles témoignaient d'une modération assez inaccoutumée chez l'empereur; cette modération fut d'ailleurs entretenue pendant quelque temps encore par la tristesse croissante des nouvelles qui continuaient d'arriver du théâtre de la guerre. A partir du jour où Napoléon avait quitté l'armée, les pertes d'hommes avaient été en augmentant sans cesse. De Wilno aux bords de la Vistule, la retraite était devenue infiniment plus désastreuse que de Smolensk à Wilno. La défection du général York et des troupes prussiennes

faisant partie du corps du maréchal Macdonald avait jeté dans la marche de tous nos détachemens la plus inextricable confusion. Au découragement des soldats s'était ajoutée la mésintelligence survenue entre les chefs depuis que Murat, chargé par l'empereur du commandement suprême, avait jugé à propos de quitter brusquement ses compagnons d'armes afin de regagner à la hâte son royaume de Naples. Il devenait évident que, malgré les efforts du prince Eugène, les Russes allaient à leur tour passer la Vistule, et qu'ils inonderaient bientôt toute l'Allemagne du nord. Dans une situation aussi critique, le maintien de l'alliance avec l'Autriche était presque notre seule ancre de salut. Quel danger n'y avait-il pas à lui donner en pareille occasion le moindre sujet de mécontentement! Obligé pour la première fois de compter avec son beau-père, Napoléon se rappela les insinuations que celui-ci avait naguère hasardées à Dresde au sujet du pape, insinuations timides et repoussées alors avec tant de hauteur. A coup sûr, le plus pressé était de mettre sur pied les cinq cent mille hommes qui devaient au printemps prochain servir à réparer ses échecs; mais, puisque la campagne décisive devait s'ouvrir au sein de l'Allemagne contre les Russes et les Prussiens, il n'était pas indifférent, en traitant avec Pie VII, de donner satisfaction à l'empereur d'Autriche, au roi de Bavière et à leurs sujets catholiques. Ce fut ainsi qu'au plus fort de ses préparatifs militaires, et tandis qu'on aurait pu le croire absorbé par la vive impulsion qu'il s'agissait de donner à tous les rouages de l'immense administration impériale, le vigoureux esprit de l'empereur était ramené par des raisons purement politiques à s'occuper derechef des affaires religieuses. Il savait bien qu'à lui seul incombait la responsabilité de la dernière rupture avec le pape, et que, s'il voulait renouer, c'était à lui de faire les premiers pas.

Peut-être nos lecteurs n'ont-ils pas oublié en quels termes dédaigneux Napoléon avait refusé de répondre, il n'y avait pas encore un an, aux deux lettres que le saint-père lui avait écrites de sa propre main. Ils ont probablement gardé souvenir du reproche outrageant qu'il n'avait pas craint de lui adresser d'avoir manqué à tous ses devoirs, reproche bientôt suivi de la sommation signifiée par l'entremise de M. de Chabrol d'avoir à se démettre, comme incapable, de ses fonctions de souverain pontife. Reprendre lui-même des rapports ainsi interrompus dut coûter beaucoup à l'orgueil de l'empereur; mais il n'était pas en position d'y regarder de si près, et les contrastes ne le gênaient guère quand sa politique était en jeu. Le renouvellement de l'année fut le prétexte saisi par Napoléon. Il adressa le 29 décembre à Pie VII la lettre suivante :

« Très saint-père, je m'empresse d'envoyer un officier de ma maison près de votre sainteté pour lui exprimer la satisfaction que j'ai éprouvée de ce que m'a dit l'évêque de Nantes sur le bon état de sa santé, car j'ai été un moment très alarmé, cet été, lorsque j'ai appris qu'elle était fortement indisposée. Le nouveau séjour de votre sainteté nous mettra à même de nous voir, et j'ai fort à cœur de lui dire que, malgré tous les événemens qui ont eu lieu, j'ai toujours conservé la même amitié pour sa personne. Peut-être parviendrons-nous au but tant désiré de finir tous les différends qui divisent l'état et l'église. De mon côté, j'y suis fort disposé, et cela dépendra entièrement de votre sainteté. Toutefois je la prie de croire que les sentimens de parfaite estime et de haute considération que je lui porte sont indépendans de tout événement et de toute circonstance. Je prie Dieu, très saint-père, qu'il vous conserve longues années, pour que vous ayez la gloire de rasseoir le gouvernement de l'église, et que vous puissiez longtemps jouir et profiter de votre ouvrage (1). »

Nul ressentiment n'était, comme on va le voir, resté au fond du cœur de Pie VII. On dirait que la méfiance lui devenait impossible dès qu'il entrait en relations directes avec le grand homme qui l'avait jadis tant charmé et pour lequel il éprouva toute sa vie une inaltérable prédilection. Il y avait d'ailleurs dans la lettre de l'empereur plus d'un passage qui était de nature à relever chez le candide pontife l'espérance, jamais entièrement abandonnée, d'être un jour appelé à mettre lui-même un terme aux maux de l'église. Pour reconnaître l'acte de courtoisie de Napoléon, Pie VII envoya le cardinal Joseph Doria le complimenter à Paris. Le cardinal Doria, ancien nonce en France, était un personnage fort âgé, sans grande capacité politique, non moins dévoué au saint-père qu'agréable à l'empereur, et fort propre à servir entre eux de premier intermédiaire. Quand l'idée d'une sérieuse négociation fut après quelques pourparlers définitivement adoptée de part et d'autre, l'empereur désigna pour traiter en son nom l'évêque de Nantes, M. Duvoisin. Il ne pouvait faire un choix plus habile. M. Duvoisin avait, au dire même de ses ennemis, autant d'expérience que d'adresse dans le maniement des affaires, et la fréquentation habituelle de la cour lui avait en outre donné, ajoute le cardinal Pacca, ces manières insinuantes et ces formes diplomatiques qui assurent ordinairement le succès des négociations. En arrivant à Fontainebleau, l'évêque de Nantes y rencontra déjà établis les quatre cardinaux Doria, Dugnami, Ruffo (Fabrice), de Bayanne et M. Bertalozzi, qui logeaient

(1) L'empereur au pape Pie VII, 29 décembre 1812. — *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXIV, p. 354.

tous dans le palais même, ainsi que le docteur Porta. Bientôt il y fut rejoint par l'archevêque de Tours, l'évêque de Trèves et celui d'Évreux. Ainsi donc, si l'on oublie M. de Chabrol, qui venait, à la grande surprise du monde parisien, d'être nommé préfet de la Seine, mais qui ne prit d'ailleurs nulle part, au moins apparente, aux nouvelles négociations, le hasard voulut, si toutefois ce fut le hasard, que le pape se trouvât en ce moment entouré des mêmes personnages qui l'avaient naguère si longtemps assiégé à Savone de leurs continuelles et vaines instances.

Il faut convenir que les instructions remises à M. Duvoisin n'étaient point de nature à faciliter beaucoup sa besogne. Chose étrange et vraiment digne de remarque, si depuis son retour à Paris l'empereur, dans ses conversations journalières avec ses familiers, n'avait encore fait entendre que des paroles sensées où perçait le juste sentiment de sa véritable situation, il s'en fallait de beaucoup que son attitude extérieure, ses actes et son langage officiels eussent paru empreints de la même sagesse. C'était parti-pris chez lui d'afficher devant le public français la plus superbe confiance, et de faire montre au dehors de nos frontières d'une inflexible persistance dans toutes les visées déjà connues de sa politique. Il se serait cru diminué aux yeux de ses sujets et de l'Europe entière, peut-être l'aurait-il été en effet, s'il avait laissé seulement soupçonner qu'on avait chance de le trouver moins impérieux et plus traitable à l'heure de la mauvaise fortune qu'aux jours de la prospérité. Résigné par nécessité aux concessions indispensables, il jugeait son honneur intéressé, tant qu'il n'aurait pas repris quelque éclatante revanche, à se renfermer dans une obstination d'apparat. Sans doute il faudrait céder quelque chose; mais avant de céder il lui fallait commencer par battre d'abord tous ses insolens ennemis : alors il serait temps d'être modéré. Malheureusement pour Napoléon, il se méconnaissait lui-même quand il se proposait un pareil plan de conduite. Les éphémères succès qu'à force d'art et d'énergie il était encore destiné à surprendre à la fortune devaient avoir pour premier résultat d'ébranler immédiatement d'aussi raisonnables projets, et en exaltant son incorrigible ambition de mettre aussitôt fin à sa modération passagère. Les conférences entamées avec le saint-père aux premiers jours de l'année 1813 ont ouvert la série des transactions par lesquelles l'empereur a essayé, mais en vain, d'arrêter à diverses reprises la marche triomphante de ses ennemis. Peut-être le succès inattendu de la tentative de Fontainebleau et l'inconcevable ascendant repris avec tant de facilité sur Pie VII ont-ils contribué à rendre Napoléon trop confiant au moment du congrès de Prague et des pourparlers de Châtillon. A ce titre seul, il est

curieux d'insister sur les phases, d'ailleurs assez courtes, de ce compromis éphémère.

Le croirait-on? M. Duvoisin était chargé par l'empereur de produire à Fontainebleau des exigences plus grandes encore que toutes celles dont il eût jamais fait parler au saint-père. Le projet de traité remis à l'évêque de Nantes contenait précisément ces mêmes clauses qu'à Dresde, dans la prévision de son futur triomphe, Napoléon avait annoncé l'intention d'imposer à Pie VII, quand il reviendrait à Paris vainqueur de l'empereur Alexandre. Trahi par le sort des armes, vaincu non certes par la valeur et l'habileté supérieure de son ennemi, mais par les rigueurs d'un climat meurtrier, il n'avait pas aujourd'hui la pensée de modifier en quoi que ce soit un programme devenu presque insensé à force de contraster avec les circonstances présentes.

« Le pape et ses successeurs, lisait-on entre autres articles dans le projet de traité emporté à Fontainebleau par M. Duvoisin, jureront avant leur couronnement de ne rien faire et de ne rien ordonner de contraire aux quatre propositions du clergé gallican. — Le pape et ses successeurs n'auront droit à l'avenir qu'à la nomination d'un tiers des membres du sacré-collége, et celle des deux autres tiers sera dévolue aux souverains catholiques. — Le pape désapprouvera et condamnera par un bref solennel la conduite des cardinaux qui n'ont pas assisté à la cérémonie religieuse du mariage de l'empereur, qui d'ailleurs leur rendra ses bonnes grâces, pourvu toutefois qu'ils consentent à signer ce même bref. — Les cardinaux di Pietro et Pacca seront exclus de cette amnistie, et jamais il ne leur sera permis de revenir auprès du saint-père (1). »

Le reste du projet était rédigé à l'avenant. Il y était stipulé que Pie VII devait résider à Paris. Il pourrait y recevoir les ministres et les chargés d'affaires des puissances étrangères, qui jouiraient près de lui des immunités et priviléges accordés aux membres du corps diplomatique. Afin qu'il ne subsistât d'ailleurs aucun doute sur la situation dépendante dans laquelle l'empereur entendait maintenir le souverain pontife, un article spécial portait qu'il jouirait d'un revenu net de 2 millions qui serait prélevé sur ses domaines aliénés. A propos de la nomination des évêques des états romains, l'empereur ne cédait absolument rien. Il entendait les nommer lui-même. Pour ce qui regardait ces prélats, ceux du reste de l'Italie et ceux de la France, il exigeait toujours qu'après un délai de six mois les sujets nommés fussent de plein droit institués par le pape, et à

(1) *OEuvres complètes du cardinal Pacca*, t. Ier, p. 268.

défaut du consentement du pape par le métropolitain ou par le prélat le plus ancien du diocèse.

Quel ne fut pas le trouble de Pie VII en écoutant de pareilles propositions! Nos lecteurs peuvent aisément s'en rendre compte, s'ils ont présente à la mémoire l'anxiété où l'avaient jeté les offres beaucoup plus acceptables qui lui avaient été naguère apportées à Savone. Nous trouvons d'ailleurs dans la correspondance de l'évêque de Nantes avec le ministre des cultes le témoignage authentique de l'état de cruelle perplexité où des ouvertures si inattendues jetèrent de nouveau le saint-père, mis en demeure de se prononcer à bref délai et sans conseil suffisant sur d'aussi formidables questions.

« Le samedi soir, jour de mon arrivée, écrit M. Duvoisin à M. Bigot, je n'ai fait qu'annoncer au pape l'objet de ma mission et lui demander une audience pour le lendemain. Après un préambule sur les intentions pacifiques et bienfaisantes de sa majesté, et sur ce que demandaient dans les circonstances présentes les intérêts de la religion et du saint-père, je lui ai communiqué les propositions rédigées par votre excellence. Plusieurs m'ont paru lui faire beaucoup de peine, particulièrement la résidence à Paris, la suppression des évêchés suburbicaires, qu'il croit nécessaires à la dignité du saint-siége à raison de leur antiquité, de leurs priviléges et des fonctions qui leur sont affectées, enfin la répartition et la nomination des cardinaux, qui ne lui laissent pas assez d'influence dans la composition du sacré-collége, conseil-né du pape. Par-dessus tout, il demande pour délibérer le conseil qu'on ne lui promet qu'après qu'il aura pris des engagemens irrévocables. C'est ce qu'il ne cessait de nous dire à Savone, et ce qui néanmoins ne l'a pas empêché de nous donner le bref du 20 septembre. Du reste il a fini par me dire qu'il ferait ses réflexions, et qu'il chargerait l'archevêque d'Édesse de conférer avec moi. — J'ai su dans la soirée que le pape avait fait part aux cardinaux Dugnami et Ruffo d'une partie des articles que je lui avais proposés. Je n'en suis pas fâché. Je voudrais qu'il prît confiance dans le cardinal Ruffo, homme d'esprit qui ne partage point les préjugés de la théologie ultramontaine, qui envisage cette affaire sous son véritable point de vue, et à qui il me serait bien plus facile de faire entendre raison qu'à l'archevêque d'Édesse (1). »

M. Duvoisin n'avait pas tort de considérer le cardinal Ruffo (Fabrice) comme un de ses plus utiles auxiliaires; mais ce cardinal n'était pas seul à s'efforcer d'agir sur les déterminations du pape en lui conseillant de faire taire ses scrupules, de tout concéder au plus

(1) Lettre de M. Duvoisin, évêque de Nantes, à M. le ministre des cultes, 11 janvier 1813.

vite à l'empereur. Ainsi faisaient ses trois collègues du sacré-collège, les cardinaux Spina, Dugnami et de Bayanne, et l'archevêque d'Édesse, le faible M. Bertalozzi, à qui l'évêque de Nantes prête à tort des velléités de résistance dont il fut toujours incapable. Ainsi faisaient du meilleur de leur cœur l'archevêque de Tours, les évêques de Trèves et d'Évreux, ces zélés serviteurs de Napoléon, et probablement aussi, pour que personne ne manquât au concert, le docteur Porta, à qui Napoléon continuait à payer pension, afin de reconnaître les soins attentifs qu'il donnait à la santé du saint-père (1). Pour le scrupuleux et timoré Pie VII, quel supplice de toutes les minutes que cette entente établie entre les personnes de son entourage, uniquement appliquées à le blâmer de son intempestive opposition aux volontés de l'empereur, ardentes à lui représenter sous les couleurs les plus noires les maux affreux de l'église, et n'hésitant pas à en rejeter sur lui l'entière responsabilité! Déjà pareil assaut avait été livré au saint-père à Savone, et ses forces physiques y avaient succombé. Les mêmes causes ne devaient pas tarder à produire les mêmes résultats. « Je n'ai pas encore écrit à votre excellence, lisons-nous dans une lettre adressée de Fontainebleau par M. Duvoisin à M. Bigot, parce que je n'avais rien à lui mander. Le pape est extrêmement agité. Il ne dort pas. Sa santé est altérée. En ce moment, je ne le crois pas en état de soutenir une discussion. Il n'a que très peu de confiance dans les personnes qui l'entourent. Il persiste à dire qu'il a le plus grand désir de satisfaire l'empereur, mais que sa conscience ne lui permet pas de se prononcer seul, prisonnier et sans conseil. Cependant il me faut une réponse. J'épie le moment où je pourrai la lui demander sans lui causer trop d'émotion. »

La lettre que nous venons de rapporter, et qui rend un si sincère et si triste compte de l'état du saint-père, était datée de Fontainebleau le 13 janvier 1813. Remise le 14 à M. Bigot de Préameneu, elle était probablement le 16 ou le 17 entre les mains de l'empereur. Le 18, une chasse à courre était commandée dans des bois qui n'étaient pas éloignés de Melun. Tout à coup, vers le milieu de la journée, laissant là chiens et piqueurs, Napoléon se fit amener une chaise de poste, et, comme si l'idée lui en avait été soudainement inspirée par le seul voisinage, il donna ordre de le conduire à Fontainebleau, où d'avance l'impératrice avait été invitée à se rendre de son côté.

Est-ce beaucoup s'aventurer que de supposer Napoléon moins pressé en cette circonstance de savoir des nouvelles du pape que

(1) Lettre déjà citée de l'empereur au ministre des cultes.

de venir en aide par sa présence à son négociateur embarrassé? Est-ce le noircir injustement que de lui prêter l'intention arrêtée d'arracher lui-même, s'il était nécessaire, cette réponse qu'il désirait si fort, mais que l'évêque de Nantes n'osait exiger immédiatement du saint-père, de peur de lui causer une trop vive émotion? Il nous répugnerait d'aller plus loin encore et de nous figurer l'empereur pressé d'entrer en lutte avec le souverain pontife, parce que M. Duvoisin le lui représentait comme agité, souffrant et devenu incapable de soutenir une discussion. Certes l'empereur était le dernier homme qui eût besoin de prendre contre qui que ce fût un si misérable avantage. Quoi qu'il en soit des motifs qui amenèrent à Fontainebleau ce visiteur inattendu, Pie VII l'accueillit avec une évidente satisfaction. La nuit était tombée. Le pape, ainsi qu'il en avait l'habitude, causait après son repas du soir avec les cardinaux et les évêques logés au palais, quand la porte du salon, s'ouvrant inopinément, livra passage à Napoléon. Chacun eut hâte de se retirer. « Alors Napoléon, courant vers le pape, le serra dans ses bras, lui donna un baiser, dit le cardinal Pacca, et le combla de marques d'amitié (1). » Les conférences furent remises au lendemain; elles eurent toujours lieu entre le pape et l'empereur enfermés tête à tête et durèrent plusieurs jours. Personne n'y fut admis, et M. Fain, secrétaire du cabinet de l'empereur, ne fut appelé, pour mettre par écrit les clauses convenues, qu'au moment où toute contestation avait cessé entre les deux augustes négociateurs. « Il est évident, écrit M. de Pradt, que l'empereur voulait en finir par un coup rapide et imprévu, et qu'il se fiait sur l'effet que sa présence, une discussion directe et son habileté personnelle produiraient sur le pape. Le prestige était encore dans toute sa force, et personne ne soupçonnait l'île d'Elbe, encore moins Sainte-Hélène (2). » Que se passa-t-il durant ces intimes entretiens? On ne l'a jamais su au juste. La plupart des détails publiés à ce sujet pendant les premières années de la restauration sont dénués de tout fondement. Malgré ce qu'en a écrit l'auteur de la brochure intitulée *Bonaparte et les Bourbons*, il est faux que, dans un mouvement de colère, l'empereur ait osé frapper le pape et le traîner par les cheveux. Ce sont là d'indignes inventions trop habituelles à l'esprit de parti. Faut-il d'un autre côté s'en rapporter tout à fait à l'archevêque nommé de Malines, qui, tout en convenant que la discussion fut souvent animée, tient à nous persuader que « les formes les plus augustes et les plus amicales furent de part et

(1) *OEuvres complètes du cardinal Pacca*, t. Ier, p. 316.
(2) *Les Quatre Concordats*, par l'abbé de Pradt, t. III, p. 2.

d'autre continuellement observées (1)? » Pie VII, que ses plus intimes serviteurs hésitaient à interroger, et qui n'aima jamais à s'expliquer sur les incidens de cette entrevue de Fontainebleau, a toujours nié les voies de fait. Il a donné seulement à entendre que l'empereur lui avait parlé avec « hauteur et mépris, jusqu'à le traiter d'ignorant en matières ecclésiastiques (2). » De son côté, Napoléon, dans les notes dictées à Sainte-Hélène, ne dit absolument rien au sujet des entretiens de Fontainebleau. Il se borne à affirmer qu'il fit preuve en cette circonstance « de plus de patience que ne comportaient sa situation et son caractère (3). » Pour notre compte, nous n'avons rien trouvé, malgré tous nos efforts, dans les nombreux documens passés sous nos yeux qui nous autorisât à confirmer ou à démentir les témoignages malheureusement contradictoires soit de Napoléon, soit de Pie VII; mais si l'on connaît mal le détail des conférences personnelles entre Pie VII et Napoléon à Fontainebleau, le résultat en est au contraire authentique. A parcourir seulement le texte du nouveau concordat, on s'aperçoit d'abord que l'empereur n'hésita point à rabattre beaucoup de ses prétentions primitives. Toutes les clauses qui, d'après l'évêque de Nantes, avaient à première vue si fort effarouché le saint-père en ont totalement disparu. Il n'est plus question ni des quatre propositions de l'église gallicane, ni de l'intervention des puissances catholiques dans la composition du sacré-collége. La résidence à Paris n'est pas textuellement imposée au saint-père; il est seulement indiqué en termes un peu vagues qu'il se fixera en France ou dans le royaume d'Italie. Avignon paraît avoir été la ville préférée par Pie VII. L'empereur a cessé d'exiger que les cardinaux noirs fussent blâmés, et n'impose plus au souverain pontife l'obligation de bannir à tout jamais de sa présence les cardinaux di Pietro et Pacca. Il y a plus, s'il maintient le terme fatal de six mois pour l'institution canonique des évêques, il octroie en retour certaines concessions qui tenaient fort au cœur du pape, et qu'à Savone il lui avait impitoyablement refusées. Les six évêchés suburbicaires de Rome étaient rétablis et rendus à la nomination du saint-père. Il avait en outre le droit de nommer directement, soit en France, soit en Italie, à dix évêchés qui devraient être ultérieurement désignés. A l'égard des évêques des états romains absens de leurs diocèses par suite des événemens, le pape pouvait les nommer à des évêchés *in partibus* en attendant qu'ils fussent replacés aux siéges vacans soit de l'empire, soit du royaume d'Italie. L'empereur

(1) *Les Quatre Concordats*, par l'abbé de Pradt, t. III, p. 6.
(2) *Mémoires de Napoléon*, t. IV, p. 212.
(3) *OEuvres complètes du cardinal Pacca*, t. Ier, p. 317.

s'engageait enfin à rendre sa faveur aux cardinaux, évêques, prêtres et laïques qui avaient encouru sa disgrâce dans les circonstances. Ces dernières clauses, les unes plus avantageuses à l'église que celles qui lui avaient été présentées à Savone, les autres particulièrement favorables aux personnes qui avaient le plus chaudement embrassé sa cause, déterminèrent sans doute l'assentiment de Pie VII. On sait qu'il avait beaucoup tenu à faire constater dans le préambule du concordat que les articles dont il était composé « devaient servir de base à un arrangement définitif. » Il avait également insisté avec force pour établir dans un dernier article « qu'il s'était prêté aux dispositions ci-dessus par la considération de l'état actuel de l'église, et dans la confiance que lui avait inspirée sa majesté qu'elle accorderait sa puissante protection aux besoins si nombreux de la religion (1). »

L'élaboration du concordat avait duré cinq jours. Ce fut dans la soirée du 25 janvier 1813 que tout fut consommé. En dépit des adoucissemens qu'à force d'instances il avait fait subir au texte primitif, Pie VII était encore horriblement troublé à l'idée de mettre son nom au bas d'un document qui changeait d'une façon si étrange la condition séculaire de l'église catholique. Les cardinaux logés au palais assistaient à cette dernière conférence. On dit que, pressé par l'empereur d'en finir, Pie VII jeta un regard éploré sur les quatre membres du sacré-collége qui formaient alors son unique conseil. Ce regard invoquait un peu d'aide, quelque appui, une parole propre à l'encourager dans sa consciencieuse résistance. S'ils avaient prononcé un mot, fait un signe, peut-être n'eût-il point passé outre. Aucun d'eux ne bougea. Devant les douloureuses perplexités de leur chef spirituel, ils demeurèrent tous silencieux. Directement consulté par un dernier coup d'œil où se peignait l'angoisse suprême du souverain pontife, le cardinal le plus rapproché de lui baissa la tête, faisant ainsi comprendre qu'il fallait se soumettre. Alors Pie VII signa (2).

Le but de l'empereur était maintenant atteint. Il semble qu'il aurait pu dès lors témoigner quelque satisfaction. Ce fut une sorte de mauvaise humeur qui l'emporta d'abord. Les ordres à donner pour l'élargissement des cardinaux di Pietro et Pacca parurent lui coûter beaucoup. « Pacca est mon ennemi, » ne cessait-il de répéter au pape, qui dut, suivant ses propres expressions, livrer *une vraie bataille* afin d'obtenir que ce membre du sacré-collége sortît immédiatement de la prison de Fenestrelle. L'empereur avait les

(1) Voyez les articles du concordat. — *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXIV, p. 450.

(2) *OEuvres complètes du cardinal Pacca*, t. Ier, p. 317.

mêmes répugnances à mettre en liberté le cardinal di Pietro, renfermé dans le donjon de Vincennes. « Quand le cardinal di Pietro sera arrivé, dit-il au pape d'un ton ironique, vous irez vous confesser à lui (1). » Le soir même de la signature du concordat, il dicta à l'évêque de Nantes une lettre si étrange qu'il est assez difficile de deviner si elle était inspirée par une intention gracieuse, ou si elle contenait un sarcasme amer. « Votre sainteté ayant paru craindre, au moment de la signature des articles du concordat qui mettent un terme aux divisions qui affligent l'église, que cela ne comportât une renonciation à la souveraineté de Rome, je me fais un plaisir de l'assurer par la présente que, n'ayant jamais cru devoir la demander, je ne puis donc entendre qu'elle ait renoncé directement ou indirectement par lesdits articles à la souveraineté des états romains, et je n'ai entendu traiter avec vous qu'en votre qualité de chef de l'église dans les choses spirituelles (2). »

Cette disposition mécontente dura peu toutefois. Napoléon comprit vite qu'il commettrait une imprudence en se montrant peu satisfait, et surtout en remettant hors de propos en question le sens d'un compromis qui n'était pas définitif, et dont il était à craindre pour lui que le saint-père ne fût le premier à se repentir. Dans la matinée du 25 janvier 1813, avant que Pie VII n'y eût apposé sa signature, il avait déjà dicté à son ministre des cultes les instructions les plus détaillées pour l'exécution immédiate du concordat (3). Il n'en révoqua aucune. Il y ajouta au contraire l'ordre d'expédier une estafette au général Miollis, afin de lui faire connaître l'arrangement qui venait d'être contracté avec le pape, et lui en fit envoyer l'analyse. Le gouverneur de Rome ne devait pas l'imprimer; il devait seulement s'en servir dans ses conversations. Même communication était adressée à Milan à M. Melzi, grand-chancelier du royaume d'Italie (4). Le lendemain, afin de donner un témoignage ostensible du changement qui venait de s'opérer dans les

(1) *Œuvres complètes du cardinal Pacca*, t. Ier, p. 317.

(2) L'empereur à sa sainteté le pape Pie VII, Fontainebleau, 25 janvier 1813. — Cette lettre n'est pas insérée dans la *Correspondance de Napoléon Ier*. La version que nous en donnons, différente de celle produite par le cardinal Pacca, a été copiée d'après la minute écrite sous la dictée de l'empereur par l'évêque de Nantes.

(3) Ces instructions, dictées le 25 janvier 1813 au matin, ne sont pas insérées dans la *Correspondance de Napoléon Ier*.

(4) L'empereur à M. Melzi, duc de Lodi, grand-chancelier du royaume d'Italie. — *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXIV, p. 448. — La lettre écrite à M. Melzi se terminait ainsi : « Si, lorsque la nouvelle de ces arrangemens se saura en Italie, quelques articles de journal étaient nécessaires pour diriger l'opinion, vous les rédigeriez vous-même, et dans ce cas vous feriez connaître la vérité sans vous servir des mêmes mots et de manière qu'il n'y eût rien d'officiel. Ces articles pourraient être

relations entre le saint-siége et l'empire, Napoléon donna publiquement aux cardinaux Doria et Ruffo (Fabrice) la décoration de la Légion d'honneur. Il nomma en même temps le cardinal de Bayanne et l'évêque d'Évreux sénateurs, et les évêques de Nantes et de Trèves conseillers d'état. Les membres italiens du sacré-collége et M. Bertalozzi, qui avaient été indirectement mêlés à la négociation, reçurent chacun en présent une riche tabatière ornée d'un portrait impérial et entourée de gros brillans.

Ces actes de gracieuse courtoisie avaient pour but de révéler à tout l'entourage officiel, sans d'ailleurs en divulguer la teneur, l'importance de l'acte qui venait de s'accomplir à Fontainebleau. Ainsi que nous l'avons indiqué, l'empereur, en traitant avec le pape, s'était proposé un double but. Il avait voulu rendre sa situation extérieure un peu meilleure par un acte qui ne pouvait manquer d'être agréable à son beau-père l'empereur d'Autriche. Il avait souhaité faire cesser au dedans les embarras et les dangers que pouvait lui susciter la désaffection croissante du clergé et de ses sujets catholiques. Ce n'était donc point sans motif qu'au cœur même de l'hiver il avait fait venir Marie-Louise à Fontainebleau afin de la rendre témoin de la façon dont il traitait avec le pape. Elle avait assisté de sa personne à la dernière conférence, mais cela ne suffisait point. A peine le nouveau concordat avait-il été signé, que Napoléon s'était empressé d'écrire lui-même à l'empereur François pour lui en transmettre une copie, avec prière toutefois de ne pas rendre cette pièce publique. Il s'agissait maintenant d'avertir, sans les mettre trop au courant, les dignitaires de l'église de France, et de faire savoir dans les moindres paroisses de village, mais sans rien préciser, que les fidèles sujets de sa majesté avaient une nouvelle raison d'être plus que jamais attachés à la personne de leur empereur. C'est à quoi avait pourvu ce passage laconique des instructions adressées à M. Bigot : « Monsieur le ministre, écrivez aux évêques pour leur annoncer l'*événement* et les autoriser à chanter un *Te Deum* en actions de grâces (1). »

D'HAUSSONVILLE.

nécessaires pour Ancône et Bologne. Vous seul devez garder cette copie du concordat, et, sous quelque prétexte que ce soit, vous n'en devez donner connaissance à personne. »

(1) Instructions dictées au ministre des cultes, 24 janvier 1813. Ces instructions ne sont pas insérées dans la *Correspondance de Napoléon Ier*.

LA SCIENCE ET LA CONSCIENCE

III.

LE FATALISME MÉTAPHYSIQUE.

I. *Chimie organique fondée sur la synthèse*, par M. Berthelot. — II. *Études sur les Beaux-Arts*, par M. Taine. — III. *Rapport sur la Philosophie en France*, par M. Ravaisson. — IV. *Fragmens inédits* de Maine de Biran. — V. *Science de la Morale*, par M. Renouvier. — VI. *La Morale indépendante*, par M. C. Coignet.

S'il est une science qui soit de nature à contredire les enseignemens de la conscience, c'est cette spéculation supérieure qu'Aristote appelait philosophie première, qui a reçu depuis le nom de métaphysique, et qui sous un titre quelconque restera dans le domaine de la pensée humaine, tant que celle-ci aura le souci des vues générales et des conceptions synthétiques. La physiologie et l'histoire sont des sciences spéciales qui entrent en commerce intime et direct avec la réalité, soit physique, soit morale, pour constater les faits, les décrire, les classer. Toute l'explication qu'elles s'en permettent se réduit à les ramener à des lois, c'est-à-dire à des rapports généralisés et par là démontrés nécessaires. La philosophie, spéculant sur les résultats de l'expérience et de la science positive, et en formant telle ou telle de ces synthèses qu'on nomme des systèmes, a besoin de voir les choses de très haut pour pouvoir en saisir les rapports généraux, et s'élever ainsi, selon le sujet de ses recherches, à l'unité de loi, de type, de cause ou de substance.

Or, dans cette contemplation suprême, il est presque inévitable,

ou bien que les caractères propres de la réalité échappent au philosophe placé à un tel point de vue d'observation, ou bien qu'ils s'effacent et tendent à disparaître dans le vaste horizon ouvert sous ses pieds à ses yeux éblouis. Devant le monde infini, qu'est-ce que l'homme? qu'est-ce que l'humanité? qu'est-ce que la planète elle-même, cet atome imperceptible de l'immense cosmos révélé par l'astronomie? Devant le Dieu parfait, que sont les qualités et les vertus de ces pauvres êtres dont il est l'inimitable idéal? Qui n'a conscience de son néant devant cette infinitude de l'être universel, qui n'a conscience de sa misère devant cette absolue perfection de la divinité? Dans cet empire de la nécessité qui régit le monde, qui enveloppe et enserre toutes les créatures de ses liens indissolubles, quelle part peut être faite à la prétendue liberté des actes humains? Que devient l'autonomie de nos mouvemens dans la série continue des causes? que devient notre volonté sous l'action d'un Dieu qui fait sentir partout sa puissance? que devient notre personnalité elle-même dans le sein de ce même Dieu, qui remplit tout de sa présence? Quand la pensée s'est élevée à ces hauteurs, le monde change d'aspect, le monde moral surtout. Le philosophe qui embrasse la nature entière d'un regard oublie l'infinie diversité des détails pour ne voir que l'unité de plan révélée par les grandes lois qui la régissent. Le théologien, qui, selon l'expression de Malebranche, voit tout en Dieu, ne retrouve plus que l'action et la présence de ce Dieu soit dans la vie individuelle, soit dans la vie collective de l'humanité. C'est alors que le philosophe, spéculatif ou mystique, néglige les enseignemens de la science historique ou les intimes révélations de la conscience, et se livre tout entier à ses pensées et à ses formules de haute synthèse métaphysique, ou à ses rêves de vie intime et commune avec Dieu. Avec ce dédain qui lui est propre des choses de l'expérience extérieure ou intérieure, il parle de tout ce qu'elles attestent dans un langage auquel ni la conscience ni le sens commun n'entendent rien, mais qu'il donne pour l'expression de l'absolue vérité. « Toute la métaphysique, a dit M. Renouvier, n'a été qu'une conjuration contre la liberté et contre l'existence même. » Montrer d'abord, par une esquisse sommaire des principales conceptions métaphysiques, qu'entre toute spéculation de ce genre et les enseignemens de la psychologie il y a contradiction, puis essayer d'établir que cette contradiction ne saurait, si l'on ne peut la résoudre, infirmer le témoignage de la conscience, faire voir enfin le parti que toute spéculation philosophique peut tirer des lumières de cette conscience pour l'ordre de problèmes qu'elle poursuit, — tel est le triple objet de notre recherche dans cette troisième et dernière étude.

I.

De tout temps, la science a visé à l'unité. Si aujourd'hui elle ne fait plus de métaphysique dans la vieille acception du mot, elle fait toujours de la philosophie, c'est-à-dire qu'elle poursuit la formule la plus simple et la plus compréhensive tout à la fois où elle puisse enfermer la riche diversité des phénomènes et des êtres de la nature. Ni l'école critique ni l'école positiviste, qui se réunissent dans une commune réprobation de la métaphysique, ne songent à arrêter l'essor de spéculations du genre de celles de Buffon, de Laplace, de Lamarck, de Geoffroy Saint-Hilaire, de Darwin, sur les lois qui président à l'organisation des êtres animés ou à la formation des mondes. Quand l'esprit de système semble s'éteindre ou du moins languir sur un ordre d'études, on le voit se ranimer et redoubler d'ardeur sur un ordre différent. Pendant que la spéculation métaphysique satisfaite ou fatiguée s'en tient aux vieilles théories du passé, la spéculation scientifique cherche les siennes dans la voie ouverte par les sciences de la nature. On la voit débuter en physique par un grand effort vers l'unité. Ramener la chaleur, l'électricité, le magnétisme, le son, la lumière, au mouvement, principe générateur unique de ces forces, faire rentrer par conséquent toutes les branches de la physique sous les lois de la mécanique, tel est le problème en ce moment le plus à l'ordre du jour; mais ceci n'est qu'un premier pas dans la voie de l'unité. Il existe d'autres forces, telles que les affinités chimiques, que jusqu'ici la science avait paru considérer comme étant *sui generis*, irréductibles soit aux lois de la physique, soit à plus forte raison aux lois de la mécanique. Or la philosophie chimique cherche à démontrer que ces prétendues forces originales ne sont que les résultantes de la composition toute mécanique des atomes élémentaires, en sorte que les mouvemens intérieurs des corps rentreraient sous les lois de la mécanique aussi bien que les mouvemens extérieurs : nouveau pas fait dans la voie de l'unité. Et les actions organiques elles-mêmes, que toutes les écoles de biologie avaient attribuées à des forces propres, les forces vitales, pourquoi ne seraient-elles pas également de simples résultantes de la composition chimique des organes? Autre pas plus décisif dans la voie de l'unité. Pour arriver à l'unité absolue de mouvemens, il ne reste plus qu'un degré à franchir; c'est de confondre avec les actions cérébrales les actes psychiques proprement dits, regardés jusqu'ici comme absolument différens des mouvemens organiques. Voilà donc toute activité réduite au mouvement dans la vie universelle, tout être ramené à la

force élémentaire soumise aux pures lois de la mécanique. Entre tous ces mouvemens, il n'y a qu'une différence de degré, laquelle a son principe dans une plus ou moins grande composition ou concentration de la force simple primitive. Il n'y a dans la nature entière que des mouvemens et des forces à telle ou telle puissance de composition ou de concentration. La chaîne entière des êtres n'est que l'échelle des degrés que parcourt la force élémentaire du minéral à l'être pensant. La psychologie ne serait ainsi que le couronnement d'un édifice scientifique aux parties homogènes dont la base est la mécanique : à celle-ci, l'étude du mouvement absolument simple; aux sciences intermédiaires, telles que la physique, la chimie et la biologie, l'étude du mouvement plus ou moins composé; à la psychologie enfin l'étude du mouvement à son *maximum* de composition.

Cette philosophie de la nature a un double mérite que ses plus vifs adversaires ne sauraient lui contester. D'abord elle réunit les caractères essentiels d'un véritable système, la loi d'unité et la loi de continuité. Elle est tout entière comprise dans une seule formule, l'unité absolue de l'être par la réduction au mouvement de tous les phénomènes de la vie universelle. Elle n'arrive à cette formule définitive que par une gradation continue des termes dont se compose la série cosmique tout entière. D'autre part, une pareille spéculation n'a rien qui ressemble à ce qu'on appelle métaphysique; elle ne contient aucune idée *a priori*, aucun mot ontologique. Il n'y est point question de l'essence ni de la substance des choses; la conception d'un substrat matériel, tel que nous le représente l'imagination, est mise de côté, ainsi que l'hypothèse invérifiable des atomes; le mot de force n'y figure que comme expression d'un fait, le mouvement sous toutes ses formes. L'observation et l'expérience pour méthode, pour base les lois des phénomènes observés ou expérimentés, pour formule d'explication le principe tout mécanique de la résultante des forces composantes, pour synthèse enfin l'unité d'être et d'action, sans exception ni solution de continuité, — voilà le système. Peut-on rien imaginer de plus simple, de plus clair, de plus expérimental qu'une telle philosophie dans ses conclusions spéculatives les plus étendues? N'est-ce pas le progrès même des sciences positives qui paraît devoir aboutir à ce résultat? Il n'est donc pas étonnant que des savans de premier ordre, comme M. Berthelot, que des penseurs intrépides, comme M. Taine, inclinent vers une explication des choses qui satisfait à ce point leur besoin de synthèse et leur goût pour les formules simples et précises? Ne semble-t-il point que la méthode chimique du premier et la méthode philosophique du second y préparent naturellement la

pensée? L'unité de l'être dans le mouvement mécanique, ne serait-ce point là, par parenthèse, cette maîtresse formule invoquée par M. Taine, mère féconde de toutes les autres, dont l'enchaînement constituerait le système entier de l'univers?

Dans ce déterminisme absolu, que deviennent la liberté et la personnalité de l'être humain? que devient l'activité spontanée des êtres de la nature? Ame, vie, nature, force spontanée, tout cela peut-il être autre chose que des mots vides de sens dans une pareille philosophie? Rendons justice au matérialisme contemporain; il ne se refuse à reconnaître aucun des faits qu'atteste l'expérience, soit externe, soit interne; il admet toutes les propriétés caractéristiques qui distinguent les divers règnes de la nature; il ne nie aucun des phénomènes de conscience proprement dits, c'est-à-dire aucun des sentimens qui répondent chez l'homme aux mots d'individualité, de personne, de moi, comme le sentiment de l'unité, le sentiment de l'identité, le sentiment de la liberté, le sentiment de la responsabilité. Seulement tout cela n'est pas pour ce matérialisme la vérité vraie, absolue, définitive. Derrière cette scène extérieure et apparente des phénomènes se cache l'action intime, profonde des véritables causes. L'homme s'apparaît comme un être *un* dans son essence, identique dans sa conscience, libre dans son activité, une cause enfin. Pure illusion! Il n'est qu'un effet, puisqu'il ne peut être que la résultante des forces composant son organisme. La nature paraît peuplée de forces spontanées qui commandent aux lois de la matière inorganique : encore une illusion. Toutes ces forces prétendues ne sont elles-mêmes que des résultantes de forces d'un ordre inférieur. Si l'âme, la vie, la liberté, sont au premier plan de la scène, c'est la nécessité, la pure force mécanique, qui est au fond et qui en fait tout le jeu. En un mot, l'âme, la vie, la liberté, ne sont que des apparences; le mouvement simple est la réalité. La mécanique est le dernier mot de toutes choses; c'est là qu'il faut chercher l'explication définitive des mystères de la psychologie, de la biologie, de la chimie et de la physique. Ici éclate la contradiction entre la spéculation et la conscience.

Que nulle autre philosophie ne soit à ce point destructive des vérités de l'ordre moral, rien de plus manifeste. Le matérialisme, sous quelque forme qu'il se soit produit, a toujours eu le privilége de la négation la plus nette et la plus radicale des principes de la conscience. Cela est tout simple, puisqu'il n'emprunte aucune de ses données à une autre source que l'expérience sensible. Au contraire, entre la philosophie spiritualiste et la conscience, l'entente est naturelle, par cela seul que le spiritualisme trouve dans la conscience elle-même sa donnée première; mais, avec un esprit tout différent et

une méthode absolument inverse, cette philosophie obéit au même besoin d'unité que la précédente. Tandis que le matérialisme part d'en bas pour expliquer par le mouvement mécanique toute la série des êtres de l'univers, le spiritualisme part d'en haut pour expliquer cette même série par l'acte qui en est le type le plus élevé, l'acte de la pensée et de la volonté. A la formule que la pensée n'est que le mouvement à son *maximum*, il oppose cette autre formule, que le mouvement lui-même est encore la pensée à son *minimum*. Tout mouvement, même de l'ordre purement physique, est déjà un effort; toute force, si simple qu'elle soit, tend à une fin en vertu d'une activité spontanée. L'expérience scientifique est ici d'accord avec l'expérience intime elle-même. La force d'attraction universelle qui meut toute la matière et fait sortir des nébuleuses les mondes organisés obéit à la loi du bien, proclamée par Aristote et Leibniz. Or toute force qui tend à une fin déterminée, toute cause qui obéit à une raison, à la raison du bien, n'a-t-elle point en elle quelque chose de la cause qui pense et qui veut? Si l'instinct est une sorte de volonté inconsciente en ce qu'il tend spontanément à une fin, toute espèce de mouvement ne peut-elle pas être dite volontaire au même titre? A ce point de vue, le monde apparaît comme vivant et libre, c'est-à-dire tout peuplé de forces de divers degrés, mécaniques, physiques, chimiques, organiques, psychiques, dont le caractère essentiel est de tendre à une fin commune, l'ordre, le bien. Toutes les différences qui les distinguent ne sont que les degrés divers d'une même activité spontanée.

C'est donc en haut et non en bas qu'il faut regarder, en haut, c'est-à-dire au plus profond de la conscience humaine, et non à la surface même de la nature inorganique, pour y trouver l'essence de l'être, de l'être infime qu'on nomme la pierre comme de l'être supérieur qui est le roi du monde connu. La substance des choses, tant de fois et si vainement cherchée par la métaphysique matérialiste dans ce *substratum* de l'imagination qui s'appelle l'étendue, est ailleurs. On croit y saisir la réalité la plus palpable, la plus sensible de l'être; on n'atteint qu'une abstraction géométrique, l'espace. Cette substance, cet être des choses, est dans la force, ainsi que l'a dit Leibniz, non dans cette force sans spontanéité qui n'est elle-même qu'une abstraction de la mécanique, mais dans cette autre force, la seule réelle et naturelle, qui tend d'elle-même à une fin déterminée, comme l'instinct, comme la volonté. C'est ainsi qu'à l'encontre du matérialisme, qui affirmait que tout être est mouvement, tout ordre la loi de la nécessité mécanique, le spiritualisme de nos jours affirme que tout être est pensée et volonté, que tout ordre, physique ou moral, rentre dans la loi

de cette nécessité supérieure qui n'est autre que l'irrésistible attrait du bien. A cette hauteur, toutes les différences que l'expérience avait attestées comme essentielles entre les êtres ne sont plus que les degrés d'un seul et même type; toute diversité se confond dans l'identité. Nature, âme et esprit, mouvement, instinct, volonté et pensée, fatalité et providence, ne sont plus que des expressions diverses d'une même essence et d'une même loi : là encore unité parfaite dans le principe, nulle solution de continuité dans la série des formes qui le manifestent. Mécanique, physique, chimie, biologie, toutes les sciences de la nature viennent chercher leur explication dans une intuition supérieure qui n'est autre que l'expérience intime. Tel est le spiritualisme de Leibniz, de Schopenhauer, de Maine de Biran, de M. Ravaisson.

La nécessité est encore le dernier mot de cette philosophie, nécessité bien différente, il est vrai, de celle qu'invoque le matérialisme. Pour celui-ci, toute nécessité est fatalité, par cela même qu'elle n'a pour cause qu'une loi sans raison finale; pour le spiritualisme au contraire, toute nécessité est providence, par cela même qu'elle a pour cause une fin. C'est cette nécessité du bien que le spiritualisme appelle la liberté absolue. Nous voici bien loin des enseignemens de la conscience. La liberté ainsi entendue n'est plus que la spontanéité des actes; elle a perdu son caractère psychologique pour en prendre un tout métaphysique, supérieur, si l'on veut, quant au résultat, mais qui n'a plus rien de commun avec le libre arbitre. Spontanéité de la simple tendance chez les êtres inorganiques, spontanéité de l'instinct chez les animaux, spontanéité de la volonté chez l'homme, spontanéité de l'amour en Dieu, voilà la liberté à tous ses degrés. Elle a pour mesure non la puissance de l'effort, mais la force d'attraction qui emporte vers le bien. Par conséquent faire le bien par amour, sous l'irrésistible aiguillon de la grâce intérieure, comme dirait un théologien, est un acte plus libre que de le faire avec choix et réflexion. N'est-ce pas confondre ce que la psychologie met tant de soin à distinguer, à savoir, l'ordre des phénomènes affectifs et l'ordre des phénomènes volontaires? n'est-ce pas supprimer les caractères et les conditions propres de la moralité? n'est-ce pas oublier l'acte pour l'effet, le devoir pour le bien? Que l'amour soit supérieur à la volonté proprement dite par la puissance de ses mouvemens, on peut l'admettre, au moins en beaucoup de cas; mais il en est de même de l'instinct. Or, si l'instinct proprement dit peut être considéré comme un auxiliaire de la volonté dans l'accomplissement de la loi morale, il n'a jamais compté pour un véritable principe moral. L'amour, né du sentiment, est un phénomène d'un ordre bien su-

périeur; pourtant, s'il réalise le bien, il ne fait pas l'acte de vertu. Voilà ce que montre l'analyse des moralistes. La conscience a toujours regardé comme le signe suprême de la perfection l'état de réflexion de l'âme humaine dans l'accomplissement de ses actes. Tout en convenant que l'effet du progrès moral est de diminuer l'effort, et que le comble de la perfection serait de le supprimer entièrement, faut-il admettre avec la métaphysique spiritualiste que la volonté et l'intelligence se confondent avec l'amour dans le type de la suprême perfection, changeant ainsi d'essence et se transformant en un principe que la conscience nous montre si profondément différent des deux autres? Qui a raison ici de la psychologie ou de la métaphysique? Encore une antinomie de la spéculation et de la conscience.

Il est enfin une autre philosophie de la nature qui s'entend encore moins que les deux autres avec la conscience : c'est cette haute spéculation qu'on appelle la philosophie de l'unité, et dont Spinoza, Goethe, Schelling, Hegel, ont été les plus éminens organes dans les temps modernes. Si les deux autres systèmes, le matérialisme et le spiritualisme, méconnaissent la liberté, ils reconnaissent au moins l'individualité des êtres, en tant qu'êtres. La philosophie de l'unité ne reconnaît ni l'une ni l'autre. Pour elle, il n'y a qu'un être véritable, dont les prétendus êtres individuels ne sont que les modes ou les manifestations. Spinoza dira les modes de la substance étendue, supprimant ainsi non-seulement toute spontanéité, mais encore toute vie dans la nature. Schelling et Hegel restitueront à la nature la force et la vie, mais en l'attribuant à l'être absolu, le seul être dans la vraie acception du mot, en sorte que le dynamisme de la nouvelle philosophie n'est guère plus favorable à la liberté et à l'individualité que le mécanisme de Spinoza. Des trois écoles philosophiques qui se partagent les esprits voués à la spéculation, c'est de beaucoup la moins nombreuse et la moins populaire : car c'est celle qui choque le plus le sens intime, celle surtout à laquelle l'imagination s'est toujours montrée le plus rebelle. S'il y a dans le domaine du sens commun une croyance qui semble inébranlable, c'est celle qui attribue l'existence à l'individu. Aussi la spéculation idéaliste n'a-t-elle jamais réussi à ébranler ce qu'elle appelle une illusion de la conscience et de l'imagination que chez un très petit nombre d'esprits supérieurs. Quoi qu'il en soit, voilà encore une antinomie de la conscience et de la spéculation à résoudre.

Hâtons-nous de le reconnaître : la philosophie religieuse n'a rien de commun avec la philosophie naturelle quant au sentiment des vérités de l'ordre moral. Tandis que celle-ci se préoccupe de l'ordre

universel au point d'y oublier plus ou moins l'homme et l'humanité, celle-là s'attache avant tout à l'ordre moral, restant indifférente ou étrangère aux questions de haute cosmologie qui intéressent la philosophie naturelle. Dieu par-dessus tout, et l'homme en rapport avec Dieu, voilà le double objet de toute philosophie religieuse. Son grand souci est la destinée humaine. Seulement l'entend-elle de manière à respecter toujours les vérités de la conscience? C'est ce qu'il faut examiner. Toute théologie ne répond au sentiment religieux qu'autant que son Dieu possède la nature et les attributs qui permettent de « le connaître, de l'aimer, de le servir, » pour emprunter les mots du catéchisme. Un Dieu à la façon de Plotin, de Spinoza, de Schelling, de Hegel, n'a rien de commun avec l'objet du sentiment religieux. La théologie ne s'en tient pas là; elle va jusqu'à l'union, la vie commune avec Dieu. Ce n'est pas seulement la théologie mystique d'un saint Jean, d'un Gerson, d'une sainte Thérèse, d'un Fénelon qui le dit, c'est la haute et sévère théologie d'un Bossuet, d'un Malebranche, d'un Leibniz, d'un Maine de Biran. S'unir à Dieu, vivre en Dieu, tout en conservant sa personnalité et sa liberté, voilà le dernier mot de toute théologie sensée. Commencer par la prière, l'amour, l'adoration, et finir par l'union, telle est la gradation nécessaire et légitime que suit l'âme religieuse; mais de l'amour à l'abandon de soi-même, de l'union à l'absorption, si courte est la distance, si glissante est la pente, qu'il est bien difficile de ne pas faire le saut périlleux.

Le mysticisme chrétien, même si on le prend chez des esprits supérieurs, chez un Fénelon par exemple, en arrive toujours à l'abdication de la personne humaine. « Il vient un temps, dit le grand archevêque, où Dieu, après nous avoir bien dépouillés, bien mortifiés par le dehors sur les créatures auxquelles nous tenions, nous attaque par le dedans pour nous arracher à nous-mêmes. Ce n'est plus les objets étrangers qu'il nous ôte alors; il nous arrache le *moi* qui était le centre de notre amour... Plus les sens sont amortis par le courage de l'âme, plus l'âme voit sa vertu et se soutient par son travail; mais dans la suite Dieu se réserve à lui-même d'attaquer le fond de cette âme et de lui arracher jusqu'au dernier soupir de toute vie propre... Alors elle tombe en défaillance; elle est, comme Jésus-Christ, triste jusqu'à la mort. Tout ce qui lui reste, c'est la volonté de ne tenir à rien et de laisser faire Dieu sans réserve (1). » On dira peut-être que ce sacrifice de la personnalité est propre aux âmes tendres, comme celle d'un Fénelon, ou aux âmes ardentes, comme celle d'une sainte Thérèse; mais la philosophie

(1) Fénelon, *OEuvres spirituelles*, t. IV, p. 16.

religieuse la plus sévère se laisse entraîner aux mêmes conclusions. On sait comment Maine de Biran est parti de la philosophie de la sensation pour arriver au spiritualisme le plus décidé, et pour aboutir enfin à un mysticisme qui ne nous a été révélé que par les dernières publications. « L'homme est intermédiaire entre Dieu et la nature. Il tient à Dieu par son esprit, et à la nature par ses sens. Il peut s'identifier avec celle-ci en y laissant absorber son moi, sa personnalité, sa liberté, et en s'abandonnant à tous les appétits, à toutes les impulsions de la chair. Il peut aussi jusqu'à un certain point s'identifier avec Dieu en absorbant son moi par l'exercice d'une faculté supérieure. Il résulte de là que le dernier degré d'abaissement comme le plus haut point d'élévation peuvent également se lier à deux états de l'âme où elle perd également sa personnalité; mais dans l'un c'est pour se perdre en Dieu : dans l'autre, c'est pour s'anéantir dans la créature (1). » Cette troisième vie, dernier effort de l'âme humaine, le philosophe l'appelle la « vie de l'esprit. » Voilà où en vient à ses derniers jours, sous l'inspiration évidente de la théologie chrétienne, un esprit qui a consumé sa vie à retrouver et à dégager la personnalité et la liberté humaine dont une psychologie superficielle avait presque fait perdre le sentiment au siècle qui l'a précédé.

Il est une école de théologiens qui résiste, il est vrai, à ces entraînemens mystiques. La théologie orthodoxe d'un saint Augustin, d'un saint Anselme, d'un saint Thomas d'Aquin, d'un Bossuet, d'un Leibniz, ne connaît point de tels excès, parce que chez ces esprits la raison domine le sentiment. Encore faut-il remarquer que, si aucun de ces docteurs ne va jusqu'à l'abandon absolu de la personnalité dans l'union de l'âme avec Dieu, les exigences du dogme les conduisent à réduire singulièrement cette personnalité dans les œuvres morales de la vie humaine. L'action de la grâce y domine au point de ne plus guère laisser d'efficacité à la volonté que pour le mal et le péché. C'est qu'en effet, dans la doctrine théologique la moins mystique, il y a toujours une confusion, sinon de l'homme et de Dieu, tout au moins de l'action humaine et de l'action divine. Quelle est la part de Dieu, quelle est la part de l'homme dans la vie religieuse et dans la vie morale elle-même? Voilà ce qu'aucune théologie ne définit et ne peut définir. On ne sait jamais, dans les analyses et les descriptions de la psychologie théologique, où finit l'œuvre de l'homme, où commence l'œuvre de Dieu, quelle part de mérite et de démérite reste en définitive à la nature humaine

(1) Fragmens inédits publiés par M. L. Naville. — *Bibliothèque universelle de Genève*, 1845 à 1846.

ainsi tiraillée entre la grâce et la tentation. Si l'homme ne disparaît pas entre les deux puissances qui se disputent l'empire sur sa volonté, du moins son initiative personnelle, son autonomie propre, semblent s'effacer tantôt sous la pression de la force diabolique, tantôt sous l'irrésistible impulsion de la grâce divine.

C'est ce qui fait que nulle théologie ne s'entend bien à la justice, cette chose morale qui a pour mesure propre le degré de mérite proportionnel à l'effort de volonté. La morale théologique, il faut le reconnaître, a une vertu singulière que n'a point la morale de la conscience. Derrière celle-ci et au plus profond de l'âme humaine, elle fait apparaître Dieu lui-même, le Dieu vivant et personnel qui, à un certain moment et pour certaines œuvres, prend la place de la personne humaine. Quelle foi et quelle force ne donne pas une pareille doctrine à l'agent de la puissance divine! Ce n'est plus alors la conscience et la raison qui parlent, c'est Dieu même, et non-seulement Dieu parle, mais c'est lui qui agit réellement en nous et par nous. Alors que deviennent la liberté, la responsabilité? Et quand on oppose la justice à la grâce et qu'on se permet de préférer la morale de la conscience à celle de la théologie, nos théologiens ne devraient-ils pas d'abord comprendre l'objection qui leur est faite avant de la réfuter par des textes connus de tous? Ce n'est pas seulement la justice, dans certaines de ses applications sociales, qui manque à la morale théologique, c'est le principe même de la justice, la personnalité humaine, qu'on n'y retrouve plus, ou qu'on y retrouve tellement confondue avec la personnalité divine, qu'il devient impossible à la conscience de l'homme religieux de fixer le degré de mérite de ses actes. Encore une contradiction entre la théologie et la psychologie.

II.

Voilà des spéculations bien diverses, qui toutes se ressemblent en ceci, qu'elles contredisent les enseignemens de la conscience. Toutes ne le font pas au même degré ni de la même manière. La spéculation matérialiste supprime complétement et absolument les vérités de la conscience en réduisant toutes les forces dites vitales et morales au jeu des forces physiques et mécaniques. La spéculation spiritualiste altère et dénature ces vérités en ramenant à un seul type tous les phénomènes de l'activité universelle. La spéculation panthéiste atteint les phénomènes de conscience non-seulement dans leurs caractères essentiels, mais encore dans leur racine elle-même, en absorbant partout l'être individuel dans l'être universel. La spéculation mystique les transforme en les confondant et même

en les identifiant avec les actes de la nature divine. Ce qui est constant, c'est que le divorce reparaît entre la conscience et la spéculation sous toutes ses formes, de même qu'il avait déjà éclaté entre la conscience et toute espèce de science positive.

Pour qui se prononcera la critique? Sera-ce pour la conscience, sera-ce pour la spéculation? Ici il n'y a pas de milieu à garder. On ne peut, selon le conseil de Bossuet à propos de la prescience divine et de la liberté, tenir fortement les deux bouts de la chaîne sans s'inquiéter du moyen de les réunir. La contradiction est plus ou moins forte, mais absolue, entre les conclusions de la pensée spéculative et les enseignemens de la conscience; il faut donc choisir. Heureusement que le choix n'est pas difficile, et ne peut être un instant douteux. Que sont ces spéculations qui viennent se heurter à un sentiment intime et invincible? Des hypothèses. Qu'est-ce que le matérialisme malgré la simplicité et la clarté de ses explications? Une hypothèse, et encore une hypothèse contredite par l'expérience physiologique elle-même. Qu'est-ce que le spiritualisme malgré la solidité et la profondeur de son principe psychologique? Une autre hypothèse, plus d'accord sans doute avec l'expérience intime, mais dont les conclusions extrêmes ne reposent sur aucune science positive. Que toute force élémentaire, physique, chimique, même mécanique, soit une tendance, c'est ce qui nous est révélé par les œuvres mêmes de cette force obéissant à l'irrésistible attraction du bien; mais quelle expérience nous permet d'aller plus loin, de transformer une simple tendance en instinct, un instinct en volonté? Qu'est-ce que le panthéisme? Une imposante conception fort propre à séduire les esprits qui préfèrent à tout la grandeur et la force. Certes l'unité de la vie universelle est une vérité depuis longtemps pressentie, et que les révélations de la science moderne confirment chaque jour; mais lorsque cette conception de l'unité va jusqu'à la négation de tout être individuel, ce qui est le propre du panthéisme, elle n'est plus qu'une explication hypothétique : elle échoue contre le témoignage de l'expérience, attestant la personnalité libre de certains êtres, l'individualité de tous les autres au sein de la vie universelle. Qu'est-ce que le mysticisme? Encore une hypothèse. C'est par une induction psychologique que la cause créatrice et conservatrice du monde est conçue comme un être pensant, voulant, aimant, comme une véritable personne agissant sur l'âme humaine par la grâce, et l'élevant par la force de son amour jusqu'à une sorte de vie commune où l'âme ne garde presque plus rien de sa personnalité. Or quelle peut être l'autorité d'une pareille méthode quand il s'agit de modifier, sinon de supprimer, le témoignage de la conscience touchant la liberté des actes et le mérite

des œuvres? Toutes ces hypothèses, qui visent à l'explication la plus complète et la plus haute des choses, n'ont plus de valeur du moment qu'elles contredisent le sentiment de la réalité interne ou externe. Si l'on peut toujours dire qu'une hypothèse en vaut une autre, on ne peut ni faire prévaloir ni même soutenir une hypothèse spéculative contre un fait d'expérience.

Ici l'école critique intervient. Que parle-t-on de réalité à propos du libre arbitre et des prétendues vérités de conscience? Il faut distinguer entre le sentiment et la réalité. Nous croyons tous être libres dans l'exercice de notre volonté. Nous le croyons alors même que la science ou la philosophie essaie de nous démontrer le contraire. Rien ne peut arracher cette foi de notre âme. Quand il semble que notre raison nous a délivrés d'une croyance qu'elle traite de préjugé, ce préjugé rentre obstinément dans la pratique et y reprend tout son empire. Tout cela est incontestable; mais qu'est-ce que cela prouve? Que le sentiment de la liberté est invincible et indestructible, rien de plus. Que l'homme soit libre en réalité, comme il le croit, ceci est une autre question qu'aucune analyse psychologique ne peut résoudre, et comment le pourrait-elle? Tant qu'il ne s'agit que du sentiment, on reste dans la sphère intérieure du moi, où ne se pose jamais le problème de la réalité *objective* de nos sentimens et de nos idées. Dès qu'on en sort, ce terrible problème se dresse devant nous comme le sphinx de la fable. Comment le résoudre, comment démontrer que l'homme est réellement libre? Pour cela, ne faudrait-il pas avoir le secret de l'ordre universel? ne faudrait-il pas pouvoir embrasser l'enchaînement des causes, voir au fond même de l'être qui reçoit ou subit tant d'impressions du dehors? Au sein de cette nature qui l'enveloppe et le pénètre de ses influences, comment l'homme peut-il être assuré de son autonomie? Ne faut-il pas dire avec Feuerbach : « Le sentiment intérieur de notre liberté peut être une illusion, nous avons seulement ce sentiment parce que nous ne découvrons pas les fils qui unissent les causes aux effets. »

C'est Kant qui a eu le redoutable honneur d'introduire dans la philosophie moderne ce scepticisme critique fondé sur la distinction du *subjectif* et de l'*objectif*. L'expérience interne ou externe est l'unique source de nos connaissances. Or l'expérience n'atteint que des *phénomènes*. Les *noumènes*, autrement dit les choses en soi, lui échappent, et par conséquent échappent à la science humaine. Cela posé, de quoi s'agit-il dans la question qui nous occupe? Est-ce d'une simple vérité subjective, comme la sensation, la pensée, la volonté et tout acte de la vie morale? Si cela était, il n'y aurait pas de question, et les philosophes n'en seraient pas encore aujourd'hui à disputer sur le libre arbitre. C'est donc bien d'une

vérité objective qu'il s'agit, par conséquent d'un problème métaphysique et non purement psychologique. Ici, que saisit la conscience? Un pur phénomène, c'est-à-dire le sentiment de notre liberté. Quant à la réalité elle-même, pour qu'elle la saisît également, il faudrait qu'elle pénétrât jusqu'à l'être lui-même, sujet et cause des actes qu'elle perçoit. Or la conscience tout empirique que nous avons des phénomènes ne nous révèle rien à cet égard. Voilà pourquoi certains attributs de l'être humain, comme la liberté, comme la spiritualité, sont des questions toujours discutées et jamais résolues. Si ces attributs tombaient directement sous l'œil de la conscience, tout le monde les verrait, et le doute serait impossible. Entre le sentiment et la réalité, il y a toute la distance du *phénomène* au *noumène*.

Kant ne se borne point à cet argument *a priori* tiré de l'incompétence de la conscience; il soumet la question de la liberté à la décisive épreuve de la méthode antinomique, ainsi qu'il le fait pour toutes les questions de l'ordre métaphysique. Il pose donc en regard l'une de l'autre la thèse de la liberté et l'antithèse de la nécessité, appuyant celle-ci sur la loi de causalité qui régit toute la nature, celle-là sur une loi de la raison. Tandis que l'expérience montre partout l'enchaînement sans fin des phénomènes sous la loi de causalité, la raison pure affirme une cause première et indépendante de cette succession soit chez l'homme, soit dans le monde. Entre la raison et l'expérience, il y a donc ici encore contradiction absolue, d'où il résulte que la liberté n'est qu'un noumène, c'est-à-dire un objet de conception, non de connaissance, comme toutes les autres thèses de l'ordre métaphysique. On peut la concevoir, on la conçoit même nécessairement dans un ordre de choses où la raison déterminerait la volonté; mais ce monde purement intelligible échappe à la démonstration.

Est-ce à dire que Kant soit sceptique sur la question de la liberté? Nullement. Non-seulement il y croit, comme le veut la conscience humaine, mais il la prouve, ou du moins croit la prouver en s'adressant à la raison pratique. En sa qualité d'être raisonnable, l'homme comprend une loi morale, c'est-à-dire une règle obligatoire pour ses actions. Cette loi suppose la liberté de l'agent: il n'y a ni droit ni devoir, à proprement parler, pour un être qui n'agirait pas librement; en un mot, il faut que l'homme soit une véritable personne pour exécuter la loi conçue par sa raison pratique. Kant démontre de même l'existence de Dieu, la spiritualité et l'immortalité de l'âme. Si la loi du devoir suppose la liberté, la loi du mérite et du démérite, qui en est la conséquence, implique la nécessité d'une sanction. Où se réalisera cette sanction, qui sera le juge? On sait ce que vaut et ce que peut la justice humaine.

Quelque optimisme qu'on professe, on sait si notre monde est le lieu qui convient à cette sanction. Donc nécessité d'un Dieu qui juge et d'une autre vie où justice entière soit faite à tous les agens libres selon leurs mérites. Voilà comment Kant retrouve par la raison pratique les vérités métaphysiques que la *Critique de la raison pure* avait fait évanouir.

En lisant la *Critique de la raison pratique*, on voit avec quelle sécurité Kant se repose sur sa démonstration de la liberté. Nous n'avons jamais pu partager cette confiance du grand moraliste. La logique la plus simple ne dit-elle pas qu'une déduction rigoureuse ne vaut véritablement qu'autant que le principe d'où l'on tire la conséquence est absolument vrai? Or d'où Kant dérive-t-il l'existence même de la liberté? De la loi morale, qu'il semble poser comme une vérité *a priori* indépendante de toute autre. Nous en sommes encore à comprendre comment Kant n'a pas vu que la conception d'une loi morale, toute nécessaire qu'elle soit, suppose deux faits de conscience parfaitement indépendans l'un de l'autre, une raison qui ne comprend pas seulement l'utile et comprend aussi le bien, une volonté libre pour le réaliser. L'homme pourrait concevoir le bien sans avoir la liberté de le faire. Il pourrait avoir la liberté de le faire sans le concevoir. C'est la réunion de ces deux choses, raison et volonté libre, qui constitue la loi morale, c'est-à-dire l'obligation absolue, sans conditions et sans restrictions, de faire le bien. Que si par hasard l'une de ces conditions vient à manquer, soit la raison, soit la volonté libre, toute notion de loi morale disparaît. Quand donc notre profond moraliste fait de l'existence de la liberté un simple postulat de la loi morale, il ne voit pas que cette loi elle-même n'est qu'une hypothèse subordonnée à deux faits dont l'un est précisément l'objet du postulat en question. Oui sans doute, le concept de la loi morale, pour emprunter le langage de Kant, implique l'existence réelle de la liberté; mais ce concept lui-même repose sur le sentiment de cette liberté. Supposez que ce sentiment puisse être une illusion, voici la loi morale ruinée dans sa base. Si le sentiment ne prouve rien, si la conscience est impuissante à saisir la réalité elle-même, l'homme perd ou voit s'affaiblir sa notion d'être moral. C'est ce que l'expérience démontre par des faits constans. Qu'arrive-t-il chez les âmes qui doutent de leur libre arbitre? Que le sentiment moral reçoit le contre-coup de cette disposition de leur esprit. Du moment qu'on ne croit plus à la liberté, on ne croit plus au devoir. Il ne faut donc pas dire que la notion du devoir implique l'existence de la liberté. La vérité est que le fait simple ici, le fait principe, c'est le sentiment invincible de la liberté. Si l'on en conteste la réalité objective, on ruine le concept de la loi morale, qui n'en est que la conséquence; c'est-à-dire que

la grande démonstration de Kant tourne dans un cercle vicieux.

Il faut donc en revenir au témoignage de la conscience comme au seul moyen possible de prouver la liberté. Toute la question se réduit à savoir si vraiment ce témoignage peut être infirmé par la critique de Kant et de son école. Cette critique se résume dans les deux argumens suivans : la conscience n'atteint que les phénomènes, et ne peut rien nous apprendre sur la cause; — le problème du libre arbitre est sujet à la contradiction antinomique comme tous les problèmes métaphysiques. Que valent ces deux argumens?

En ce qui concerne le témoignage de la conscience, nous trouvons que la critique de l'école de Kant a son principe dans une fausse idée de ce témoignage. De quoi le moi a-t-il conscience? Est-ce seulement des actes ou encore de la cause de ceux-ci? Voilà toute la question. Il nous semble qu'elle est tranchée par la définition même du mot *conscience*. Avoir conscience de ses sensations, de ses pensées, de ses volitions, est-ce simplement savoir qu'on sent, qu'on pense, qu'on veut? Alors il faudrait dire que l'animal a la conscience aussi bien que l'homme, car il est évident qu'il ne sent, ne perçoit, n'agit pas sans savoir qu'il sent, perçoit et agit. Pourtant on s'accorde à reconnaître que la conscience est l'attribut essentiel et caractéristique de l'être humain. C'est que l'homme a conscience, non-seulement de ses actes, mais de l'être qui les produit, du moi, sujet ou cause de ces phénomènes. A vrai dire même, il n'a conscience que du moi et des attributs qui constituent sa personnalité. Il se sait libre, comme il se sait un, identique, comme il se sait en possession de tout ce qui constitue l'innéité et la spontanéité de son être. On comprend que l'être fictif imaginé par Condillac, l'*homme statue*, n'ait conscience que de sa sensation, et qu'il s'identifie avec elle, au moins tout d'abord, de manière à dire : Je suis telle saveur, telle odeur, tel son, telle couleur. Cela peut encore se concevoir à la rigueur pour l'animal, auquel il est permis de refuser la conscience, tout en lui attribuant, outre la sensibilité et la mémoire, une certaine intelligence et le sentiment confus de son individualité; mais, si l'animal ne se distingue pas de sa sensation et ne s'affirme pas comme moi, il est certain que cette distinction et cette affirmation sont le fait propre de la personnalité humaine. L'homme réel est une cause, une force active, douée de facultés et de puissances diverses qui n'attendent que le contact d'un objet pour entrer en exercice. Dès que cette force subit l'impression de la cause extérieure, elle réagit en vertu de l'énergie qui lui est propre, quelle que soit la violence de l'impression; par le sentiment de cette réaction, elle se distingue de la sensation et de la cause de la sensation, et s'affirme elle-même. De là la conscience, phénomène inexplicable dans l'hypothèse de l'homme sta-

tue, mais qui devient simple et nécessaire dans la vraie notion du moi.

Qu'est-ce donc qu'avoir conscience de soi? C'est se sentir un, identique, actif, libre dans l'exercice de son activité. Il est vrai que l'homme ne sent tous ces attributs de son être que dans les actes qui les manifestent, que la conscience est le sentiment du moi en action; mais ce serait abuser d'une abstraction métaphysique que de faire la distinction de l'être en soi et de l'être en acte, et de prétendre que, si la conscience saisit l'un, l'autre lui échappe. Kant est évidemment dupe d'une sorte d'illusion ontologique de ce genre, lorsqu'il applique au témoignage du sens intime cette distinction du subjectif et de l'objectif, du phénomène et du noumène, dont la philosophie critique s'est fait une arme si redoutable contre toute espèce de dogmatisme philosophique. Le moi a conscience de la cause dans l'acte, et, comme pour une force agir, c'est être, il s'ensuit que la conscience de son activité implique celle de son être. Voilà donc le terrible noumène évanoui. Maine de Biran a raison contre l'école de Kant, parce qu'il a raison contre l'école de Bacon. Kant avait admis sur la foi d'une méthode en vogue que la conscience n'atteint directement que les actes, et que l'induction est nécessaire pour pénétrer au-delà, jusqu'aux facultés de l'être, jusqu'à l'être lui-même. De là ce noumène de l'être en soi qu'il garde en réserve, caché dans les profondeurs de la substance, derrière la réalité toute phénoménale dont la conscience est le miroir. Depuis que Maine de Biran et l'école psychologique ont comme soufflé sur le spectre ontologique et restitué à la conscience toute la portée de son intuition, le mystère de la personnalité humaine a disparu, et l'on peut parler en toute certitude de l'*âme*, de l'*esprit*, de la *liberté*, sans avoir besoin d'invoquer les lumières de la métaphysique. Comme le dit le poète,

Apparet domus intus, et atria longa patescunt.

Quant à l'argument tiré de la contradiction antinomique, il n'est pas, à notre sens, d'antinomie moins fondée que celle qui oppose ici la loi de la nature à la loi de la raison. Il est très vrai que la loi de causalité régit toute la série des phénomènes dont se compose l'ordre de la nature; mais il ne l'est pas moins que la loi de finalité y fait sentir aussi son action, sans qu'il y ait la moindre contradiction entre les deux vérités. Cette loi de finalité qui gouverne la nature comme la volonté, le monde physique comme le monde moral, n'est point, ainsi que Kant le pense, une simple conception de la raison pure, sans application possible au monde de la réalité naturelle; c'est aussi bien une loi de l'expérience que la loi de

causalité. La science positive ne conteste pas plus l'une que l'autre; elle se borne à renfermer dans ses justes limites l'application d'un principe dont il a été fait un si grand abus. Le spectacle de la nature, connue et expliquée par la science la plus sévère, nous fait voir sans cesse les deux lois concourant à l'ordre universel. Partout la loi de finalité domine et dirige les forces de toute espèce soumises à la loi de causalité. Et si, au lieu de contempler l'univers, on se contente d'observer ce qui se passe dans le petit monde de la réalité humaine, on voit fort bien comment elles agissent de concert. Qui donne le branle à la série de mouvemens qui constituent la vie organique? La volonté, sollicitée elle-même par la raison. On voit donc ici les deux lois en action à la fois, et comment l'une se soumet à l'autre dans le rapport du moyen à la fin. Il en est de même dans l'ordre de la vie universelle. Kant a raison d'affirmer qu'il n'y a point de cause première dans l'ordre des causes physiques, la série de ces causes étant absolument indéfinie; c'est une thèse que confirment l'expérience et la science positive; mais il a tort de voir là un argument contre l'existence d'une cause première, soit dans la série des phénomènes de la nature, soit dans la série des phénomènes de la vie humaine. Cette cause première existe dans un ordre supérieur, aussi réel, aussi accessible à l'expérience que l'autre, dans l'ordre de la finalité; c'est la cause finale, le bien, cause à laquelle tout obéit, la nature fatalement par l'impulsion mécanique ou l'instinct, l'humanité librement par la volonté raisonnable.

III.

Que nulle spéculation ne puisse ébranler la solidité des enseignemens de la conscience, c'est un point qui nous paraît acquis à la discussion. Nous voudrions faire voir en outre comment la conscience n'est pas seulement une autorité infaillible dans son domaine, comment elle éclaire toutes les autres sciences de la lumière supérieure qui lui est propre, comment elle les élève, les dirige et les corrige dans leurs spéculations philosophiques.

Pourquoi les sciences de la nature tournent-elles au matérialisme aussitôt qu'elles veulent s'élever aux principes et aux causes? C'est que, si elles trouvent en elles-mêmes les élémens de cette philosophie, elles n'y trouvent pas l'idée maîtresse qui doit présider à leur synthèse. Le savant n'a que deux méthodes à son service, l'observation spécifique ou générale et l'expérimentation, si nécessaire à l'induction. Avec cela se fait la science proprement dite, laquelle se borne à constater les faits, à les classer et à les ramener

à des lois. Si le savant veut en outre expliquer ces phénomènes, en chercher, comme on dit, la cause, il n'y a pour lui qu'une cause intelligible : la succession de deux ou plusieurs phénomènes étant donnée, c'est le phénomène antécédent qui sert de condition aux autres. Confondre la condition avec la cause des phénomènes, telle est la méthode spéculative du savant qui se hasarde à philosopher sur les choses de la nature. C'est ainsi que le physiologiste explique toute la vie morale par l'organisme. C'est ainsi que le chimiste explique toute la vie organique par la composition moléculaire. C'est ainsi que le physicien explique toute combinaison des molécules dites intégrantes par l'action des forces mécaniques. Enfin c'est ainsi que le philosophe de la nature explique la vie universelle par la seule loi de gravitation régissant les atomes comme les mondes. Telle est la nécessité logique des méthodes et des idées que la science moderne, avec ses incessans et admirables progrès, ne conclut pas sur ces points de haute philosophie autrement que la science ancienne, si imparfaite et si incomplète. Les atomistes de nos jours n'ont pas une autre philosophie de la nature que les atomistes anciens. C'est toujours l'hypothèse du mécanisme universel, avec toute la différence que la science moderne a mise entre le *de Natura rerum* de Lucrèce et le *Système du monde* de Laplace. Les physiologistes contemporains n'ont pas une autre psychologie au fond que les anciens physiologistes; seulement, si leur explication est la même, leur science des rapports du physique et du moral ne souffre aucune comparaison avec celle de l'antiquité. Comment en serait-il différemment dans un ordre de méthodes et d'idées qui ne dépasse pas l'expérience sensible?

Qu'on ouvre au savant le monde des vérités de la conscience, voici qu'une lumière nouvelle se répand tout à coup sur le champ de ses recherches. Avec le sentiment des choses du dedans, il acquiert les véritables notions de force, de cause, de fin. Alors seulement le fond des choses lui est révélé. Il reconnaît qu'en s'arrêtant aux lois et aux conditions des phénomènes il n'en n'avait vu que la surface; alors il fait la distinction capitale des conditions et des causes, des forces aveugles et des raisons, du *comment* et du *pourquoi* des choses. Le physiologiste comprend enfin la raison des faits qui lui avaient été déjà révélés par sa propre science, mais qui étaient restés pour lui à l'état de mystère; l'organisation des êtres vivans devient non une simple composition, mais une véritable création, la création d'une cause finale, qui est l'être vivant lui-même. Le chimiste et le physicien comprennent que ces atomes eux-mêmes qui se combinent sous l'action de lois chimiques et mécaniques pour former les corps ne se meuvent ainsi qu'en vertu d'une

activité spontanée. Voilà ce que la conscience apprend à la philosophie naturelle. Si Aristote et Leibniz ont chacun renouvelé cette dernière, s'ils ont rendu la vie et l'être véritable à cette nature si mal comprise des physiciens atomistes et des physiciens géomètres de leur époque, c'est qu'ils en avaient retrouvé le principe de spontanéité dans une autre expérience que celle des sens.

Pourquoi la spéculation métaphysique aboutit-elle au panthéisme? C'est encore parce qu'elle ne trouve pas en elle-même le principe qui pourrait l'arrêter dans ses déductions logiques. Quand la pensée s'est élevée jusqu'à la conception de l'être universel, il lui devient difficile de ne point se laisser aller à toutes les conséquences plus ou moins rigoureuses de cette conception. Ni l'expérience sensible ni l'imagination ne résistent à l'absorption des êtres dans l'être absolu, par la raison que l'expérience sensible et l'imagination ne pénètrent pas dans l'individualité même des êtres, et ne nous en laissent qu'une représentation tout extérieure. Il en résulte que le principe de l'unité domine les apparences, et fait rentrer dans le sein de l'être universel tous ces prétendus êtres dont on ne voit que les formes éphémères. Seul le sens intime résiste à une pareille métamorphose, seul il affirme la liberté, la personnalité de l'homme d'abord, puis l'autonomie, la spontanéité des êtres de la nature. C'est parce que l'homme sent son être sous les phénomènes qui le manifestent extérieurement qu'il comprend, sans le sentir, l'être des choses qui l'entourent. C'est parce qu'il se reconnaît une force, une cause, qu'il retrouve un monde peuplé de forces et de causes réelles. Alors il lui est impossible d'accepter ce panthéisme qui fait des êtres individuels de purs modes de l'être universel. La conscience maintient la philosophie de l'unité dans la seule doctrine qui puisse satisfaire à la fois la raison et l'expérience, à savoir la coexistence des individus au sein de l'être universel. C'est cette vérité si bien exprimée par une formule théologique que la métaphysique pourrait s'approprier, avec la substitution d'un seul mot, *in uno vivimus, movemur et sumus*. Tel est le service que Schelling croyait avoir rendu à la philosophie trop abstraite de Spinoza en lui infusant le sentiment des forces vives de la nature. Ce n'est pas en effet par sa conception de l'unité que pèche cette grande philosophie dont Lessing, Schelling, Hegel, Goethe et beaucoup d'autres esprits élevés ont repris la tradition; c'est par le mépris de l'expérience intime et même de toute expérience; c'est par l'abus d'une méthode toute géométrique qui a faussé et stérilisé le principe même du système. La mauvaise physique et la mauvaise psychologie de l'école cartésienne ont conduit la philosophie de l'unité à cette malheureuse doctrine de la néces-

sité universelle qui a fait une renommée si équivoque au plus puissant esprit des temps modernes.

Pourquoi toute philosophie religieuse incline-t-elle au mysticisme? C'est encore parce que la théologie ne trouve point dans ses propres enseignemens la limite et l'obstacle à ces entraînemens mystiques. Toute âme religieuse aspire à l'union avec Dieu et tend à l'absorption de sa personnalité dans la nature divine. On a vu le sévère Maine de Biran lui-même, le psychologue par excellence, professer cette métamorphose de notre humanité. Il faut donc que la pente soit irrésistible, puisque la méthode psychologique elle-même n'a pu arrêter le philosophe chrétien. Seulement il faut ici prendre garde de se laisser abuser par les mots. Il y a plusieurs variétés de mysticismes. Il est bien vrai sans doute qu'ils ont tous ceci de commun de conclure à l'absorption en Dieu; mais quel Dieu? Toute la question entre le bon et le mauvais mysticisme, entre la bonne et la mauvaise théologie, est là. Ce point est d'une importance capitale dans l'histoire critique des écoles mystiques. Au premier abord et à ne voir que le langage, il semble que le mysticisme soit par essence le tombeau de la liberté, et par conséquent de la moralité humaine. Tandis que les moralistes ne voient dans le phénomène mystique qu'un état de servitude et d'irresponsabilité, les théologiens croient y reconnaître au contraire la plus haute perfection, même la plus grande liberté possible dans la véritable acception du mot, *summa Deo servitus, summa libertas*. Qui a tort, qui a raison? Le fait est que la question n'est pas aussi simple que le pensent les moralistes profanes, et il faut y regarder de très près pour voir où est l'exacte vérité dans ce débat entre la morale philosophique et la morale théologique.

Ici une analyse psychologique est nécessaire. En général, quand on met deux êtres en présence et en rapport, les termes par lesquels on exprime la nature de ce rapport ne donnent lieu à aucune équivoque. Chacun sait ce que c'est que l'influence, l'inspiration d'un homme vis-à-vis d'un autre; chacun sait également ce que c'est que l'influence, l'impression de la nature sur un être humain; mais pour le théologien, surtout pour le théologien mystique, Dieu n'est pas un *autre* vis-à-vis de l'homme; il lui est essentiellement intime, et il le devient d'autant plus que l'homme croît en perfection et en sainteté. Sans doute, dans l'état mystique, la nature humaine se confond avec la nature divine, la loi de la conscience s'efface devant la loi de Dieu; mais de quel Dieu s'agit-il encore une fois? Si c'est le Dieu de l'imagination, le mysticisme fait descendre l'âme aux pratiques de la théurgie. Si c'est le Dieu de l'abstraction métaphysique, le mysticisme l'abîme dans le néant de l'infini et de l'indéterminé. Que si au contraire c'est le Dieu révélé

par le sens intime, le mysticisme prend alors un tout autre caractère, et, au lieu d'annuler les facultés propres de l'âme humaine, il ne fait que les porter à leur plus haute puissance. A part l'illusion d'optique psychologique qui fait croire au mystique que c'est une autre volonté que la sienne qui opère en lui, c'est bien la vie de l'esprit, la même vie pour le sage que pour le saint. L'âme humaine peut s'abandonner en toute sûreté à toutes les abnégations de sa personnalité, à toutes les tendresses de son amour, à toutes les effusions de la grâce qui fait irruption en elle, car en tout cela elle ne sort pas des limites de la conscience ; elle y entre, elle s'y enfonce de plus en plus. Le Dieu auquel elle se donne ne diffère d'elle-même que par le degré de perfection; la volonté divine à laquelle elle se soumet n'est que l'idéal de sa propre volonté.

Voilà le signe infaillible auquel on distingue le bon du mauvais mysticisme. Pendant que celui-ci, à la suite des illuminés de tous les temps, fait sortir l'âme humaine des limites de la conscience pour la précipiter dans les folies de l'imagination visionnaire ou dans les anéantissemens de l'extase alexandrine, celui-là la maintient dans le sanctuaire même du for intérieur, au plus profond, au plus pur, au plus vraiment divin de la nature humaine. C'est le mysticisme de l'école d'une sainte Thérèse et d'un Fénelon. Quand sainte Thérèse s'écrie : « Mon Dieu, l'enfer, s'il le faut, pourvu que je puisse encore vous aimer! » n'est-ce pas là le langage des vrais amans, n'est-ce pas là un cri sorti du cœur de la plus aimante des femmes? Fénelon explique fort bien le caractère de ce mysticisme. « Ce n'est qu'après l'extirpation de la vie maligne et corrompue du vieil homme, dit-il, que nous passons dans la vie de l'homme nouveau. Il faut que tout meure, douceurs, consolation, repos, tendresse, amitié, honneur, réputation : tout nous sera rendu au centuple; mais il faut que tout meure, que tout soit sacrifié. Quand nous aurons tout perdu en vous, ô mon Dieu, nous retrouverons tout en vous. Ce que nous avions en nous avec l'impureté du vieil homme nous sera rendu avec la pureté de l'homme renouvelé, comme les métaux mis au feu ne perdent point de leur pure substance, mais sont purifiés de ce qu'ils ont de grossier. Alors, mon Dieu, le même esprit qui gémit et qui prie en nous aimera en nous plus parfaitement. Combien nos cœurs seront-ils plus grands, plus tendres et plus généreux! Nous n'aimerons plus en faibles créatures et d'un cœur resserré dans d'étroites bornes : l'amour infini aimera en nous, notre amour portera le caractère de Dieu même (1). » Le philosophe religieux Maine de Biran n'a point une autre manière d'entendre l'union mystique de l'âme avec Dieu, sauf

(1) *Manuel de piété*, p. 154.

les exagérations de langage qu'il laisse aux théologiens. Dans cette troisième vie toute de sainteté qu'il regarde comme le suprême effort de la vertu humaine, l'âme, en passant à Dieu, ne fait que rentrer de plus en plus dans l'essence même de son être propre, laquelle est l'idéal de toute perfection. C'est ce qui lui fait dire que le christianisme seul a connu notre nature tout entière, l'erreur des quiétistes étant de supprimer la liberté avec l'action, tandis que l'erreur des stoïciens est de s'en tenir à cette vie de lutte et d'effort qui ne comporte pas la paix de l'âme, vainement cherchée par leurs sages.

Un pareil mysticisme n'est jamais dangereux pour la morale, parce qu'il n'est jamais contraire à la conscience. Le Dieu dont l'âme religieuse écoute la voix, suit la volonté, prend en quelque sorte la nature, est un Dieu sorti lui-même des entrailles de l'humanité. Comme il en est surtout l'idéal, elle ne peut, en ses plus ardentes extases, s'égarer dans le monde des abstractions ou des chimères. On peut, avec sainte Thérèse, avec Fénelon, avec Maine de Biran, parler d'anéantir sa personnalité en Dieu sans compromettre aucun des attributs supérieurs et vraiment humains de cette personnalité. Un tel Dieu n'est pas un océan où puisse se perdre tout ce qui s'y absorbe; c'est un foyer où se concentre l'âme humaine pour y ranimer, y purifier, y transfigurer sa propre nature, y devenir plus intelligente, plus aimante, plus libre que jamais de la liberté des enfans de Dieu. Que la grâce ne soit qu'une sorte de *projection* de la conscience humaine, ainsi que le pense la philosophie; que la conscience au contraire ne soit qu'un reflet de la grâce, ainsi que le prétend la théologie, qu'importe, si ces deux choses n'en font qu'une au fond? C'est là la vraie religion, entièrement conforme à la morale excepté en ceci, que ce qui n'est pour l'une qu'un idéal de la pensée est pour l'autre la réalité suprême. Or, qu'on fasse ou non de cet idéal une réalité, la loi n'en reste pas moins la même dans ses caractères essentiels, loi de pure conscience pour la morale, loi de volonté divine pour la religion. Et non-seulement la loi reste la même; mais au fond les deux voix qui la proclament se confondent en une seule. Ce n'est pas entre la conscience humaine et la volonté divine que peut éclater la contradiction; c'est entre la conscience et la nature seulement, entre la conscience avec ses hautes et pures inspirations, et la nature avec ses grossières et impures suggestions. Quand le Christ dit dans sa *passion :* « Mon Père, que votre volonté soit faite et non la mienne, » ce n'est pas la volonté de l'âme qu'il oppose à celle de Dieu, c'est la volonté ou plutôt l'invincible instinct de la nature qui gémit et réclame. L'âme du Christ contenait en elle un Dieu nouveau, supérieur au Dieu de Moïse, un Dieu de bonté et d'amour, tandis que l'autre n'est qu'un

Dieu puissant et jaloux, terrible dans ses justices, cruel dans ses vengeances. C'est donc avec une parfaite vérité que le plus mystique des Évangiles a pu dire : « Je suis un avec mon Père. » Le Dieu qu'invoque et que prie Jésus n'est plus le Dieu de la loi; c'est le Dieu de sa conscience.

Et cœlum et virtus, ce mot du poète stoïcien n'est pas moins vrai de la religion que de la morale. Le vrai sentiment religieux n'a rien de métaphysique; il ne s'adresse ni à l'être infini, ni à l'être absolu, ni à l'être universel, tous êtres abstraits qui n'ont rien de commun avec la conscience. Il a pour objet un Dieu qui, à part les attributs que lui reconnaît la raison, est l'idéal de notre nature. C'est dans la conscience que l'âme a cherché et trouvé ce Dieu; c'est dans la conscience qu'elle le contemple et l'adore. La nature n'a jamais donné qu'un être d'imagination, de même que la pensée métaphysique n'a jamais donné qu'un être de raison. Partout et toujours la vraie divinité, nous disons celle qui répond au sentiment religieux, est sortie du sanctuaire de la conscience humaine, plus ou moins pure, noble, adorable, selon les progrès de cette conscience. Aussi peut-on dire que le sentiment religieux a constamment été en raison du sentiment moral, et quand la foi du croyant a eu besoin d'un commentaire de la parole sainte, où l'a-t-elle cherché? Dans le livre toujours nouveau de la conscience. C'est ce qu'a fait et fera le chrétien protestant, pour lequel les Écritures ne sont qu'un texte toujours ouvert aux interprétations de la science et de la morale, c'est ce que fait encore, quoiqu'avec moins de liberté, le chrétien catholique soumis à l'autorité de l'église; mais que la théologie se réforme ou non sous l'inspiration de la conscience, il n'en reste pas moins certain qu'autant elle doit se défier de l'imagination et de l'abstraction métaphysique, autant elle doit se confier à la conscience lorsqu'il s'agit de la bonne et saine direction de l'âme religieuse.

Enfin pourquoi les sciences morales elles-mêmes semblent-elles se perdre aujourd'hui dans un déterminisme aussi dangereux que le matérialisme? pourquoi l'histoire incline-t-elle au fatalisme? pourquoi la politique tourne-t-elle à l'empirisme? pourquoi l'économie politique risque-t-elle de se perdre dans les détails de la statistique? pourquoi la morale se laisse-t-elle ramener, elle aussi, à une simple théorie mécanique des passions où il n'est plus question de liberté, de droit et de devoir? C'est toujours parce que ces sciences oublient les enseignemens de l'expérience intime. Elles oublient que la conscience n'est pas seulement la lumière, qu'elle est le principe, l'âme, la substance même dont elles vivent, et que, si elles négligent ses révélations, elles restent aveugles en dépit de toutes les méthodes qu'elles peuvent emprunter aux sciences physiques.

Elles n'auraient plus qu'à se traîner misérablement à la suite de ces dernières, qui leur resteront toujours fort supérieures en rigueur et en précision. On a vu ce que serait l'histoire privée des révélations de conscience, le règne de la fatalité, l'école du succès partout et toujours glorifié. Il serait facile de montrer comment la politique, réduite à ses données propres, n'est plus que l'art de Machiavel plus ou moins accommodé aux nécessités des temps et des lieux. Il ne serait pas plus difficile de faire voir comment l'économie politique, si cette lumière lui manque, perd de vue l'homme et sa haute destinée, c'est-à-dire le but final où tend tout ce mouvement de la production et de la distribution de la richesse. Quant à la morale proprement dite, principes et développemens, elle est contenue tout entière dans la conscience. Elle n'attend rien des belles spéculations de la métaphysique sur l'ordre et l'unité de la vie universelle. Elle n'a aucune lumière à demander à la théologie, qui lui emprunte au contraire ce qu'elle a de meilleur et de plus pur; en un mot, elle commence et finit à la conscience.

Il est temps qu'une réaction s'opère en faveur des vérités de conscience. La méthode scientifique appliquée aux études morales est excellente. La méthode historique dont notre siècle est fier a fait merveille, et ses travaux sont dans toutes les mains; mais à ce double esprit il faut un contre-poids, et ce contre-poids ne peut se rencontrer que dans le sens psychologique, trop rare aujourd'hui et trop peu fécond en œuvres. Qu'on ne s'y trompe pas, notre siècle positif a encore moins de goût pour les analyses psychologiques que pour les spéculations métaphysiques. Son esprit est essentiellement distrait, il regarde tout, le ciel, la nature, l'histoire, avant de se regarder soi-même. Pourtant où trouver ailleurs que dans les enseignemens intimes la lumière qui peut nous éclairer au milieu des négations dont la science actuelle nous donne le spectacle? « Il y a une lumière intérieure, dit Maine de Biran, un *esprit de vérité* qui luit dans les profondeurs de l'âme et dirige l'homme méditatif appelé à visiter ces galeries souterraines. Cette lumière n'est pas faite pour le monde, car elle n'est appropriée ni au sens externe ni à l'imagination; elle s'éclipse ou s'éteint même tout à fait devant cette autre espèce de clarté des sensations et des images, clarté vive et souvent trompeuse qui s'évanouit à son tour en présence de l'*esprit* de verité (1)! »

Un grand effort se fait depuis quelque temps pour transformer les études de l'ordre moral et en faire de véritables sciences en leur assignant le même objet qu'aux sciences physiques et naturelles, à savoir la recherche des lois qui régissent les faits. Ce but est excellent,

(1) Préface du livre des *Rapports du physique et du moral.*

et l'on ne saurait trop applaudir aux essais tentés pour y atteindre. Seulement il ne faut point oublier que les sciences de l'esprit ont leurs conditions et leurs méthodes propres, de même que les sciences de la nature. Que le monde moral ait ses lois aussi bien que le monde physique, rien n'est plus vrai, que les sciences morales doivent tendre de plus en plus à la découverte, à la détermination de ces lois, rien n'est plus philosophique; mais là s'arrête l'analogie entre les deux ordres de sciences. Nous ne croyons pas qu'il soit bon de l'étendre jusqu'aux méthodes et au langage. Ainsi nous nous défions de l'emploi, non-seulement des méthodes mathématiques, évidemment impropres aux sciences purement descriptives, mais encore des méthodes dites naturelles, qui se réduisent à l'observation comparée et à l'induction. Nous trouvons que la psychologie par exemple, exactement traitée par la méthode des sciences naturelles, court risque d'en rester à la surface des choses, et de ne point pénétrer dans l'intimité de la nature humaine, ouverte seulement à l'œil de la conscience. Enfin nous n'aimons pas le mot dont se sert la science contemporaine pour exprimer le résultat de cette révolution qu'elle tente d'opérer dans le domaine entier des connaissances humaines. *Déterminisme* est une expression qui sent trop le fatalisme; c'est la formule usuelle de cette nécessité absolue qui est la suprême loi de la nature. Ce mot ne convient point aux phénomènes de l'esprit, soit qu'il s'agisse de la conscience, soit qu'il s'agisse de l'histoire. Si l'on persiste à s'en servir pour mieux marquer le progrès scientifique des recherches morales, il importe de distinguer la nécessité morale de la nécessité physique, afin de maintenir la ligne profonde de démarcation qui séparera toujours le monde moral du monde physique.

Bien que la tendance au *déterminisme* soit générale, et qu'on la retrouve chez toutes les écoles de philosophie naturelle et même de philosophie morale, il se rencontre des esprits et des âmes qui protestent énergiquement contre une telle conclusion des méthodes contemporaines. Un penseur bien connu, et qui ne l'est pas encore autant qu'il mérite de l'être, M. Charles Renouvier, vient de porter, à propos des écoles de Saint-Simon, de Fourier et d'Auguste Comte, un jugement aussi juste que sévère sur ce prétendu esprit historique qui tend à fausser les sciences morales et à énerver les âmes humaines. « C'est dans de telles circonstances qu'on voit l'histoire remplacer la philosophie et la morale dans les préoccupations publiques, et l'esprit désabusé de la recherche des vérités rationnelles, doutant même s'il en existe en ce genre, affaibli dans tous ses ressorts d'action par la perte de l'espérance et de la foi, se rejeter de la poursuite ardente de ce qui devrait être dans la considération froide de ce qui a été et de ce qui a dû être. Le pouvoir

individuel de faire le bien a paru si borné, si misérable, au milieu des tempêtes et des naufrages des masses, qu'on ne veut plus regarder qu'aux mouvemens généraux et aux évolutions lentes du genre humain. Dès lors la liberté, la responsabilité, la moralité, deviennent des infiniment petits dont l'homme intelligent ne croit avoir que médiocrement à se préoccuper (1). » Un autre esprit généreux, voué aux œuvres d'enseignement populaire en même temps que de critique philosophique, s'est fait également l'organe des vérités de conscience contre la doctrine du déterminisme universel. « Ce n'est point le droit et le devoir que nous trouvons dans la nature, c'est la loi de la force et l'initiative de l'instinct. Quelque chose de dur, d'indifférent et de froid plane sur ses plus rians tableaux; c'est le règne de la nécessité qui en assombrirait toute la poésie, si l'homme n'était doué de la puissance de transporter en dehors de lui la vie idéale qui est en lui-même. Seul dans la nature, l'homme est libre, et seul il a conscience de sa liberté. Or la liberté consciente d'elle-même, telle est la source initiale d'une série de phénomènes qui prendront le nom de *moraux* et qui constitueront pour l'homme une sphère d'activité inconnue au reste de la nature (2). »

Nous avons cité de préférence deux écrivains appartenant à l'école critique, parce qu'ils ne sont pas suspects de spiritualisme chimérique dans leur énergique revendication des vérités de conscience. Bien d'autres voix protestent chaque jour en faveur des mêmes vérités dans le monde de la libre pensée. C'est encore notre pays qui marche en tête de la croisade contre les fausses et dangereuses conclusions de certaines écoles arborant le drapeau de la science. Quoi qu'il arrive, un tel pays n'oubliera point qu'il a fait la révolution de 89 et proclamé les *droits de l'homme* du haut de la plus grande tribune qui ait jamais été ouverte à la conscience humaine. Un moment étourdie, humiliée sous les orgueilleux enseignemens de la force et d'une science qui s'en est faite la complice, cette conscience se redressera, se redresse déjà contre de pareilles doctrines. La société moderne, qui veut toutes les libertés, ne peut laisser se perdre dans les âmes le sentiment de celle qui les porte toutes dans son sein, le sentiment de la liberté morale, principe du devoir et du droit.

É. VACHEROT.

(1) Les *Années philosophiques* 1867 et 1868, par M. F. Pillon, *Introduction* par M. Renouvier.

(2) *La Morale indépendante*, par M. C. Coignet, p. 27.

UNE

ANNEXION D'AUTREFOIS

II.

L'ORDRE TEUTONIQUE ET LE ROYAUME DE JAGELLO.

I.

Vers le milieu du XIVe siècle, du temps d'Olgerd et de Keystut (1), vivait à Rome dans la retraite et dans toutes les rigueurs de la pénitence une fille royale de Suède qui fut depuis sainte Brigitte. Pâle fleur du nord tout imprégnée d'une charité mystique, — *rosa rorans bonitatem*, comme s'exprime son pieux biographe, — la princesse de Néricie avait des visions : le Christ lui-même lui apparaissait, lui parlait, dévoilant devant ses regards l'avenir des royaumes, et ces *Révélations* dévotement recueillies, sanctionnées même plus tard par le concile de Bâle, passaient aux yeux des contemporains pour des prophéties vénérables. La reine Hedvige les fit traduire en polonais. Un passage curieux de l'apocalypse féminine annonçait aussi, — bien des générations avant la grande journée de Grunwald, — le prochain « jugement de Dieu » contre l'ordre teutonique, le châtiment mérité des chevaliers de Marienbourg, que la visionnaire scandinave avait contemplés à l'œuvre de bonne heure et de bien près, des bords mêmes de la Baltique. « En vérité, y disait le Seigneur, ils devaient être des abeilles d'utilité, ces

(1) Voyez la *Revue* du 1er juillet.

chevaliers que j'avais institués pour la défense des états chrétiens, pour la garde de leurs frontières; mais ils se sont révoltés contre moi. Ils n'ont aucun souci de l'âme du peuple prussien, aucune pitié de son corps. Ils l'oppriment de travaux de servitude, ils lui ravissent ses libertés, ils ne lui enseignent point les commandemens de la foi, ils lui retiennent les saints sacremens, et le poussent vers un enfer pire que l'ancienne idolâtrie. S'ils font la guerre, ce n'est que pour augmenter leur superbe et pour étendre leur cupidité (1)... »

Que malgré la parole enflammée et vengeresse de sainte Brigitte l'Europe chrétienne ait encore cru longtemps aux « croisades » contre les « Sarrasins du nord, » qu'au lendemain même de la mission apostolique de Jagello en Lithuanie et de la fondation d'une cathédrale catholique à Wilno les preux les plus renommés de l'Angleterre, de l'Écosse et de la France, un Lancaster (2), un Percy, un Douglas, un Boucicaut, fussent accourus à l'appel du grand-maître de l'ordre pour combattre des « infidèles » et pour porter par deux fois (1390 et 1391) le siége devant Wilno, — cela n'a guère de quoi étonner. La veille de Sadowa, combien d'âmes naïves parmi nous ne s'obstinaient-elles pas à saluer un champion de la grande cause des nationalités dans la personne de M. de Bismarck, qui déjà cependant avait donné sa mesure lors de « l'exécution fédérale » sur l'Eider! Au temps de Jagello, les fils nobles de l'Angleterre, de l'Écosse et de la France avaient, depuis tantôt deux siècles, appris à considérer les soldats de Marienbourg comme les héritiers légimes de Godefroy et de Tancrède, à vénérer en eux les défenseurs de la foi, les paladins de la chrétienté; par ces temps de publicité plus qu'insuffisante, on était assurément très excusable de ne pas voir bien clair dans les expéditions lointaines au-delà du Niémen et de la Wilia. « Comment pouvez-vous défendre des païens, des fils du diable? » demandaient naïvement aux Polonais pendant le siége de Wilno les chevaliers français, et les autres de répondre que la Pologne et la Lithuanie étaient bien chrétiennes, bien baptisées, de proposer même de prouver leur dire par une *ordalie*, — un combat singulier entre quatre Français et quatre Sarmates. Mieux avisés, les Polonais auraient pu retourner la plaisante question aux joyeux compagnons du sire de Boucicaut, et, montrant du doigt la Samogitie voisine, ils auraient pu demander si ce n'était pas dans cette terre demeurée sous la tutelle des « manteaux blancs » que se dressaient encore les seules images de Perkunos, que fumaient tou-

(1) *Revelationes sanctæ Brigitæ,* lib. II, cap. XIX.
(2) Depuis roi d'Angleterre sous le nom d'Henri IV.

jours les autels de Znicz l'inaccessible. Cette province lithuanienne en effet, située au bord de la mer et que Jagello avait dû abandonner aux seigneurs de Marienbourg lors de sa lutte avec Keystut, était devenue depuis quatre ans, depuis la conversion du royaume de Gédimin, le dernier refuge de la religion des *kriwés*. Les anciennes divinités et les sacrifices humains étaient en honneur à Rosienie, et, pour mieux encore s'assurer le concours de ces étranges auxiliaires dans « la guerre sainte » contre Jagello, le grand-maître de l'ordre avait eu soin de faire venir cette année même à Kœnigsberg des « députés de la Samogitie, » et de signer avec eux un traité formel (29 mai 1390) qui garantissait aux habitans de ce pays le libre exercice de leur culte idolâtre. Certes le sort a rarement poussé aussi loin l'ironie que dans cette bizarre campagne de Wilno, où les croisés de Marienbourg se faisaient les protecteurs officiels du paganisme, tandis que les enfans de saint Adalbert et de saint Stanislas demandaient à prouver aux Français par un combat singulier qu'ils n'avaient point affaire à des mécréans... Ce double siége de Wilno fut du reste marqué par des actes de barbarie épouvantables. Un jour les assiégés virent se dresser devant eux, du milieu du camp teutonique, une longue perche au bout de laquelle pendait livide une tête bien connue, la tête du prince Casimir, le propre frère du roi Jagello... On était loin déjà des combats courtois du temps de Keystut!

C'est que de part et d'autre on sentait maintenant qu'on touchait à une crise suprême. La situation commençait à se dégager des brouillards longtemps accumulés avec une industrie supérieure; la prodigieuse fiction qui avait charmé et leurré les esprits pendant près de deux siècles s'évanouissait peu à peu devant une réalité tout autrement respectable et saisissante. Les braves compagnons de Boucicaut pouvaient bien encore se persuader que c'était la « guerre sainte » qu'ils faisaient sur les bords de la Wilia; les clairvoyans seigneurs de Marienbourg n'avaient plus cette douce illusion, si tant est qu'ils l'eussent jamais partagée. L'événement fatal que les chevaliers teutoniques n'avaient cessé de redouter dès l'époque de Mindowé s'était enfin accompli; ce que Zollner de Rotenstein avait un jour naïvement appelé « une calamité immense pour le monde chrétien *et pour l'ordre,* » la conversion des « enfans de Baal » entrait désormais dans le domaine des faits acquis, indéniables. Déjà le successeur de Zollner, le grand-maître Conrad de Wallenrod, n'osait point, dans les négociations qui suivirent la campagne infructueuse de Wilno, contester la validité du « baptême de Cracovie; » le fils d'Olgerd n'était plus le « mécréant Jagel, » le « chien enragé » d'il y a cinq ans : c'était le roi Ladislas II,

un prince chrétien et légitime comme les autres, un monarque auquel le pape Urbain VI donnait même « la première place parmi tous les rois de la terre dans les affections de l'église. » Or, l'équivoque grandiose et séculaire des « croisades » contre les « Sarrasins du nord » une fois disparue, la condition vitale de l'ordre teutonique se trouvait détruite d'un coup. L'ordre avait été institué et doté pour combattre les païens, pour les convertir par le glaive; c'était là la tâche qui avait fait sa position en Europe, la « mission » qui lui avait valu l'enthousiasme des preux, la bienveillance inépuisable et prodigue des chefs spirituels et temporels du monde chrétien. Si maintenant il n'y avait plus de païens, s'il ne pouvait désormais être question des « ennemis du Christ » au-delà du Niémen, si, pour propager l'Évangile dans un « pays sans soleil, » point n'était besoin de l'épée des Zollner et des Wallenrod, l'ordre perdait toute raison d'être : dans la meilleure même des combinaisons possibles, il descendait forcément des hauteurs mystiques et augustes qu'il avait occupées jusque-là au simple rang d'une « marche » allemande, d'un fief du saint-empire. Et en effet ce n'était plus au nom de l'église et de la conversion des gentils, c'était au nom de l'empire et d'une donation ancienne de Frédéric Barberousse que l'ordre réclamait désormais la Lithuanie, les provinces de la Baltique, les terres de Dobrzyn et de Culm; il réclamait jusqu'à Pskov et Novgorod! Par deux fois même à cette époque (en 1388 et en 1392), une négociation curieuse et secrète fut entamée entre l'empereur et le grand-maître Wallenrod touchant le partage complet des états de Jagello. Le projet dut pour le moment être abandonné comme trop « chimérique, » au jugement du grand-maître; chimérique également pouvait paraître alors l'essai même beaucoup plus modeste de constituer les terres conquises par les « manteaux blancs » en simple puissance territoriale. Sans parler de sa situation géographique très précaire, une telle puissance aurait manqué de ce solide point d'appui que donnait aux autres états le principe héréditaire, — car enfin ces grands vassaux de Marienbourg, ils n'étaient que des moines; ce chef de l'état, ce grand-maître de l'ordre, il devait faire vœu de chasteté et ne pouvait fonder une dynastie... Ah! si Luther était apparu dès 1390! Le monde aurait, selon toute probabilité, vu dès cette époque, en Prusse, l'artifice incomparable de « sécularisation » qui plus tard, au XVI[e] siècle, fit la fortune prodigieuse du grand-maître Albert de Brandebourg. En 1390, Conrad de Wallenrod aurait hasardé, lui aussi, bien sûrement le « saut périlleux » vers un trône héréditaire, lui qui déjà aimait si peu la cour de Rome et avait surtout en horreur les prêtres. « S'il dépendait de moi, disait ce singulier moine, je ne lais-

serais dans chaque pays qu'un seul prêtre; encore aurais-je soin de l'enfermer dans une haute tour, pour qu'il ne me gâtât pas les gens (1)... » La ressource de la réforme manqua malheureusement à l'ordre teutonique pendant cette « immense calamité » de la conversion de Jagello. Il y avait bien quelque part, à Prague, un pauvre bachelier en théologie qui déjà méditait alors dans une sombre cellule les écrits de Wicleff, et qui bientôt devait donner le branle au monde religieux; mais son action véritable ne commença guère qu'après la catastrophe de Grunwald. D'ailleurs le mouvement de Prague était pour le moins aussi slave et anti-germain qu'hérétique et *utraquiste*, il protestait bien plus fortement encore contre le joug de l'empire que contre la corruption de l'église; c'est à un Jagello, à un Witold, que les patriotes de la Bohême devaient plus tard offrir la couronne des Premislaw : la grande idée allemande n'avait aucun « profit à tirer » en se faisant hussite.

Retour étrange et dramatique des choses d'ici-bas, la « mission chrétienne » qui échappait ainsi pour toujours aux grands-maîtres de Marienbourg, elle allait échoir par contre très légitimement et pour ainsi dire tout naturellement au « baptisé de Cracovie, » à la dynastie de Gédimin. Placé entre deux paganismes aussi sérieux que redoutables, entre la horde d'or du Kaptchak et les Osmanlis du Balkan, le nouveau royaume de Jagello était désormais appelé à une « guerre sainte » bien différente assurément des « parties de chasse » et des « tables d'honneur » des chevaliers teutoniques dans les forêts de la Lithuanie,—à une croisade véritable qui devait durer trois siècles, qui devait commencer par l'héroïque désastre de Warna (1444) et finir par la glorieuse délivrance de Vienne. En vérité, ce petit fait du « baptême de Cracovie » vers la fin du XIV[e] siècle a eu dans l'histoire des conséquences nombreuses, presque incalculables. Vers la fin de ce siècle, un grand royaume chrétien, le royaume serbe, tombait aux pieds du sultan Amurat, et la victoire de Kossovo sonnait déjà le glas funèbre de l'empire des Paléologues; or c'est précisément dans ces années fatidiques que le fils d'Olgerd plantait le signe du Sauveur sur les ruines du temple de Znicz à Wilno, et constituait une forte puissance militaire à l'extrême Occident par la réunion de la Pologne et de la Lithuanie. La Providence semblait ainsi vouloir réparer au nord de l'Europe la perte immense que l'Évangile allait faire au sud; elle élevait au moment opportun une digue salutaire contre les débordemens futurs de l'islamisme. Et c'est ici qu'il faut se donner le spectacle de la grandeur morale de ce royaume des Jagellons, qui, sorti d'abord

(1) Voigt, *Geschichte Preussen's*, t. V, p. 663-664.

d'un mouvement légitime de réaction slave contre l'esprit envahisseur de l'Allemagne, ne devait pas cependant tarder à défendre les Slaves et l'Allemagne elle-même contre les envahissemens de la barbarie orientale. Ce que l'on doit admirer encore davantage peut-être, c'est que ce rôle magnanime et élevé ait été tracé au royaume-uni dès le début et par un barbare, par un païen converti d'hier, un « sauvage » sorti des forêts vierges, et qui jusqu'à la fin de ses jours ne put apprendre à mouler les lettres.

Rien de plus saisissant en effet que le travail continu de Jagello pour marquer son gouvernement d'un cachet occidental, pour faire de son état une puissance éminemment européenne au service de la civilisation et du catholicisme. Ce fut là la pensée immuable du roi Ladislas II, qui sut maintenir sa politique jusqu'au bout dans ce qu'un historien allemand a très heureusement appelé « un juste-milieu idéal (1), » dans une sérénité de vue qui, tout en affirmant les droits du monde slave à un développement original et indépendant, ne leur sacrifiait cependant jamais les droits plus généraux du monde chrétien. Witold n'aurait pas demandé mieux que de passer outre. Esprit ardent, ambitieux et libre de tout scrupule, le fils héroïque de Keystut et de Biruta tenait à suivre la voie tracée depuis longtemps par ses ancêtres, les grands-ducs de la Lithuanie, et voulait pousser le nouvel état de Jagello à la conquête des régions immenses de l'est. Le royaume des Piasts n'était à ses yeux qu'un arsenal bien muni d'armes modernes et de capitaines intelligens dont il fallait profiter pour accomplir les vastes desseins d'Olgerd sur les contrées du Dniéper et du Don, pour aller briser, à son exemple, la lance lithuanienne aux portes de Moscou. Peu lui importait que l'empire ainsi agrandi de peuples façonnés au rite oriental eût nécessairement subi l'influence délétère de l'église byzantine. Il ne reculait pas non plus devant l'idée d'un arrangement avec la horde d'or du Kaptchak pour le partage des pays situés entre l'Euxin, la mer Caspienne et les monts d'Ural. « Dieu nous a préparé la domination sur toutes les terres, » aimait-il à dire à l'instar de ces lieutenans de Tamerlan avec lesquels il cherchait toujours à entretenir des relations amicales malgré des guerres souvent renouvelées. Contrairement au fils de Keystut, la reine Hedvige, la fille de Louis d'Anjou, avait ses regards tournés du côté opposé, vers l'ouest, vers ce royaume d'Arpad, l'apanage de sa sœur aînée Marie, dont Sigismond de Luxembourg, « fiancé » plus heureux que le duc Guillaume d'Autriche, était parvenu à s'emparer au milieu des déchiremens intérieurs de la nation magyare. Après la mort

(1) Caro, *Geschichte Polen's*, t. III, p. 164.

de sa sœur, Hedvige devint même l'héritière légitime de la couronne de saint Étienne, elle prit résolûment le titre de reine de Hongrie, et aurait bien voulu faire appuyer ce titre par les armes polonaises au-delà des Carpathes. Ainsi placé entre son cousin et son épouse, sollicité par deux systèmes opposés, mais dont chacun parlait fortement à la passion et à la raison d'état ordinaire, Jagello sut pourtant s'élever au-dessus de tous les deux vers un ordre d'idées plus général et d'un intérêt permanent. Il n'encouragea les entreprises de Witold qu'autant qu'elles pouvaient fortifier la position catholique du royaume-uni en Europe, et il refusa de s'engager dans les affaires de Hongrie, si riantes que pussent y sembler les perspectives, si fondés que fussent les droits d'Hedvige. A cet égard, il donna des assurances positives et sincères à Sigismond de Luxembourg, le futur empereur, alors que celui-ci vint lui faire une visite « amicale » à Cracovie, en 1396, après avoir, quatre ans auparavant, négocié avec l'ordre teutonique le projet d'un partage de la Pologne. A aucun prix, Ladislas II ne voulut assumer la responsabilité d'une rupture avec l'Occident. Il n'eut qu'une seule ambition, aussi généreuse que bien entendue, l'ambition de conserver au royaume des Piasts le caractère d'une puissance paisible et bienfaisante au milieu de la république chrétienne. Il n'eut qu'une seule convoitise, assurément légitime; il aspirait à remplacer les seigneurs de Marienbourg dans leur rôle usurpé de défenseurs de la foi et de la civilisation contre la barbarie et le paganisme. Ce duel même avec l'ordre teutonique, duel fatal, inévitable, le fils d'Olgerd l'évita autant qu'il put; il ne le provoqua point, il ne l'accepta qu'à la dernière extrémité, après vingt ans d'une longanimité très pesante, et poussé à bout par un ennemi hautain et perfide, dont le sentiment d'une ruine prochaine n'avait fait pendant tout ce temps qu'augmenter l'aveuglement et l'insolence.

Dans les précieuses archives de l'ordre teutonique qui sont encore conservées à Kœnigsberg, on trouve parfois parmi la correspondance diplomatique de ces temps, caché dans le pli d'une missive officielle, un petit billet écrit par la reine Hedvige à l'insu de son « époux bien-aimé (1); » la fille de Louis d'Anjou y entretient le grand-maître du fâcheux effet que telle mesure ou tel procédé des chevaliers a produit sur le roi Ladislas II, et supplie les seigneurs de Marienbourg de ne pas rendre plus difficiles les relations déjà si tendues entre les deux gouvernemens. Dans d'autres pièces confidentielles de la chancellerie de Marienbourg, dans les rapports adressés aux « manteaux blancs » par les nombreux agens secrets

(1) Voyez entre autres la pièce n° 97 dans le *Codex diplom. Pruss.*, t. IV, p. 138.

qu'ils entretenaient à l'étranger, il est aussi souvent parlé de la « disgrâce » encourue par la jeune reine auprès de la cour de Cracovie à la suite de ses continuels efforts pour empêcher tout conflit sanglant avec la Prusse. Les chroniqueurs de l'ordre sont unanimes à lui attribuer presque exclusivement le mérite de la longue paix conservée depuis la campagne désastreuse de Wilno, à lui en garder un souvenir reconnaissant, et il n'est pas douteux en effet que sans son intervention incessante, vigilante, infatigable, ce grand drame ne se fût dénoué bien des années avant 1410. Dans les momens critiques, on voit Hedvige prendre en main les négociations épineuses, traiter directement avec le grand-maître et les *comthurs* influens dans des entrevues tout intimes, et revenir toujours avec un arrangement quelconque, peu satisfaisant à coup sûr, mais propre à conjurer la collision déjà imminente. Certes cette fille des Piasts, qui à l'âge de quatorze ans s'était saisie d'une hache dans la célèbre « scène du guichet, » ne manqua pas non plus de courage et de résolution alors qu'elle fut devenue la femme de Jagello, et qu'elle eut à veiller aux intérêts d'un vaste empire. L'année même qui suivit son mariage, et au moment où le « baptisé de Cracovie » était engagé dans sa mission apostolique à Wilno, Hedvige étonnait le monde par une expédition intrépide qui conserva à la Pologne une de ses plus belles provinces. Sans tarder, sans même prendre l'avis de son royal époux, elle réunit, au commencement de 1387, les barons dévoués et quelques troupes d'élite, et se mit en marche pour la Galicie, sur laquelle Sigismond de Luxembourg, ce « fiancé » de la Hongrie, élevait alors des prétentions au nom de la monarchie de saint Étienne. On aime à se représenter, d'après les chroniques du temps, cette jeune reine de seize ans, « coiffée et gantée de zibeline et montée sur un cheval magnifique, » traversant ainsi bravement à la tête d'une petite armée et au beau milieu de l'hiver un pays occupé par des garnisons hongroises, gagnant à sa cause ou chassant devant elle les capitaines étrangers et recevant le serment d'hommage et de fidélité de ses bons bourgeois de Jaroslaw et de Léopol. Non moins ferme et décidée se montra-t-elle dans la suite à l'occasion de graves démêlés avec les grands vassaux de la couronne, le présomptueux duc de Mazovie, l'intrigant et perfide prince d'Oppeln, et il a été déjà parlé plus haut de la politique vigoureuse, téméraire même, qu'elle voulut suivre dans les affaires de Hongrie après le décès de sa sœur. Seules les affaires de l'ordre trouvaient cette reine toujours désarmée, indulgente à l'excès et inébranlablement pacifique. C'est que là se dressait devant la fille de Louis d'Anjou le souvenir d'un père qui fut l'ami des « manteaux blancs, » qui s'était fait jadis armer chevalier durant une de leurs

« croisades, » et dont l'étendard était précieusement conservé dans la fameuse *salle des drapeaux* du château de Marienbourg. Les rusés moines teutoniques avaient soin de rappeler ces faits dans leur correspondance avec l'épouse de Jagello, d'évoquer souvent « l'âge d'or » de leurs relations si intimes avec le bon, l'illustre, l'incomparable Angevin. — « Oh! si le roi Loys était encore parmi les vivans! écrivaient-ils avec componction; nous serions sûrs alors de ne point éprouver de dommage, car c'était un prince juste et amoureux de l'équité, notre bienveillant seigneur en toute occasion, notre défenseur toutes les fois que nous avions besoin d'une protection. Aussi prions-nous jour et nuit pour son âme... » De tels appels ne furent jamais faits en vain au cœur généreux et aimant d'Hedvige; elle puisa dans ce sentiment de piété filiale une force de résistance et une énergie de volonté vraiment extraordinaires pour calmer des disputes sans cesse renaissantes, pour éteindre des flammes qui s'élevaient à chaque instant sous ses pas, et maintenir pendant de longues années une paix qu'elle savait elle-même n'être qu'une trêve. « Tant que je vis, — devait-elle s'écrier un jour douloureusement dans une entrevue célèbre avec le grand-maître Conrad de Jungingen, le successeur de Wallenrod, — aussi longtemps que je vivrai, la couronne saura bien supporter vos iniquités; mais après ma mort le châtiment du ciel ne manquera pas de vous atteindre, et une guerre alors inévitable consommera votre ruine!... » Quel que soit le jugement de l'historien réfléchi sur cette politique toute de cœur et d'expédiens magnanimes, il n'en restera pas moins ému à la vue d'une femme belle, courageuse, dévouée à la mémoire de son père, qui, en souvenir de ce père, ne cessait de séparer des fers toujours prêts à se croiser, et, blanche colombe de l'arche, ainsi que s'exprime un écrivain contemporain, portait toujours le tremblant rameau d'olivier au-dessus des flots montans de passion et de haine.

Hedvige mourut en 1399 (1), et sa douce ombre protégea encore

(1) Ce n'est pas ici le lieu de relever toutes les grâces, toutes les vertus qui ont fait d'Hedvige la reine la plus accomplie, la femme la plus vénérée du monde slave. Elle fut admirable de piété, de charité, d'amour pour les sciences. Elle fonda des écoles sans nombre dans le pays, encouragea sans cesse le développement intellectuel de son peuple; la littérature moderne de la Pologne date de son règne et de son impulsion. Dans son testament, d'une simplicité et d'une grandeur incomparables, et qui nous a été conservé, elle fait deux parts de sa fortune privée, l'une aux pauvres et l'autre à l'université de Cracovie. Citons enfin un mot vraiment sublime de cette sainte femme, mot que rapportent les chroniqueurs contemporains et que le peuple a gardé dans ses chants. C'était en 1387; le couple royal, nouvellement marié, arrivait à Gnesen, et, selon l'habitude alors générale dans toute l'Europe, les gens du cortége s'abattirent dans la campagne et enlevèrent le bétail des paysans sous le prétexte de fournir aux besoins de la

longtemps les chevaliers-moines dans les conseils du roi Ladislas II. Soit déférence pour les vœux de sa défunte épouse, soit lassitude et effet naturel d'un âge qui s'avançait déjà rapidement vers la vieillesse, Jagello semblait de plus en plus renoncer à tout appel aux armes dans ses litiges nombreux avec l'ordre, et de son côté le grand-maître Conrad de Jungingen était fermement résolu à maintenir le débat dans le champ clos des chancelleries. Esprit tenace et cauteleux, mais assez clairvoyant pour redouter un choc, le successeur de Wallenrod pratiquait à l'égard de la Pologne un mélange ingénieux d'intrigues perfides et de démarches conciliantes, de convoitises impudentes et de protestations amicales : système irritant, énervant, et dont le dernier mot, dans la pensée du grand-maître, ne devait jamais être la guerre. Que peuvent cependant les desseins des hommes contre cette logique inexorable des choses et des situations à laquelle nous donnons si souvent et très improprement le nom de fatalité? Il n'est pas jusqu'aux digues élevées pour arrêter le torrent des événemens qui ne servent parfois à le faire déborder avec plus d'impétuosité et de violence. Conrad de Jungingen voulait évidemment préparer à la Prusse des destinées toutes nouvelles, poser sur les bords de la Baltique les fondemens d'un édifice sérieux et solide. Il faisait des efforts très louables pour relever en Prusse les conditions de prospérité et de bien-être; il entourait l'agriculture, le commerce et l'industrie d'une sollicitude inconnue à ses prédécesseurs : les travaux de la paix étaient pour la première fois en honneur dans un état qui jusque-là n'avait eu d'estime que pour les parades militaires. Phénomène curieux et au plus haut point instructif, de pareilles vertus gouvernementales, très précieuses assurément chez tout autre souverain et d'un augure heureux pour le pays, n'en devenaient pas moins des symptômes alarmans alors qu'elles apparaissaient chez un grand-maître teutonique : elles sonnaient le glas funèbre de l'œuvre séculaire des « manteaux blancs. » La prétention de jouir en toute sécurité et avec quiétude des biens acquis était si peu en accord avec l'idée et l'essence même d'une « milice du Christ, » qu'il n'était guère permis de se tromper sur cet aveu déguisé de déchéance et de licenciement; une politique tellement bourgeoise d'un ordre tellement chevaleresque impliquait une contradiction étrange, accablante, et dont les chevaliers eux-mêmes ne furent point les der-

cour. Les malheureux campagnards vinrent se plaindre de la spoliation; ils pleuraient, ils sanglotaient, ils demandaient la restitution de leur unique avoir. Frappé de la profonde consternation d'Hedvige, le roi alla lui-même aux informations et fit prompte justice. « Soyez consolée, dit-il à Hedvige en revenant, j'ai fait rendre leur bien à ces pauvres gens. — Oui, répondit la reine, *mais qui leur rendra leurs larmes?...* »

niers à s'apercevoir et à être profondément choqués. Ces cadets des grandes familles accourus des bords du Rhin et du Danube pour continuer sur une terre de « Sarrasins » la glorieuse tradition des Godefroy et des Tancrède, ces fils nobles couverts de pesantes armures, montés sur des coursiers piaffans, tenant toujours d'une main le fusil et de l'autre le chapelet, ils frémissaient à la pensée d'être transformés en « scribes et marchands. » Ce n'était pas la peine en vérité de prononcer des vœux de chasteté et de jeûner quatre fois par semaine, si l'on devait seulement se morfondre toute la vie dans les bureaux ou faire sur la côte le vilain métier de douanier! La politique du grand-maître finit par soulever contre elle tous les *comthurs*, tous les preux de Marienbourg; le propre frère de Conrad, Ulric de Jungingen, était à la tête des mécontens. Il n'y eut pas de sarcasmes assez amers contre le chef si dégénéré d'un ordre qu'avaient illustré les Winric de Kniprode et les Zollner de Rotenstein; « on le peignait sur les murs, » racontent les chroniques, on le trouvait « digne tout au plus d'être le prieur de moines ventrus, » on l'appelait « une nonne pudibonde, » et le lendemain de sa mort on eut hâte de protester par une manifestation éclatante contre un règne bourgeois et astucieux qui n'avait que trop longtemps duré. C'est en vain que, sentant sa fin approcher, Conrad avait réuni autour de son lit tous les membres du chapitre pour leur recommander le maintien de la paix, pour les supplier surtout de ne pas lui donner pour successeur son frère Ulric; le nom de Ulric de Jungingen fut acclamé d'enthousiasme dans la grande réunion électorale de l'ordre (1407). Ce nom signifiait la guerre.

Pourquoi ne point le reconnaître? Dans ce défi jeté au sort, il y eut de la part des « manteaux blancs » un réveil de dignité, un effort honorable pour arracher l'ordre au bourbier d'infamies et d'impudences au milieu duquel il se débattait depuis bientôt quinze ans. Il faut lire les documens de ce temps, les pièces volumineuses émanées de la chancellerie de Marienbourg depuis la mort de Wallenrod (1), pour apprécier à sa juste valeur la diplomatie effrontée et tortueuse de son « pacifique » successeur. On y voit le grand-maître traiter sans cesse du partage de la Pologne avec Sigismond de Luxembourg, empereur désigné et roi de Hongrie, en même temps que dans les lettres les plus tendres à l'adresse d'Hedvige il insinue à la fille de Louis d'Anjou, — *reginæ Poloniæ et heredi Ungariæ,* — de revendiquer la succession de son père sur les bords de la Theiss: Conrad de Jungingen offrait la Hongrie à Hedvige avec le même gé-

(1) Voyez *Codex diplom. Pruss.*, passim, et les trois volumes de *Lites et res gestæ ordinis Cruciferorum*, edd. Titus comes Dzialynski.

néreux abandon que put montrer M. de Bismarck au sujet de la Belgique à un certain jour bien néfaste de notre histoire contemporaine. A l'instar de M. de Bismarck également, qui en 1864 prétendait rester en paix avec le roi Christian IX tout en procédant à « l'exécution fédérale » contre les duchés, le grand-maître, au commencement du XV[e] siècle, affirme, lui aussi, n'attaquer en rien la couronne de Pologne par ses incursions incessantes en Lithuanie, par ces fameuses « croisades » que l'ordre continuait d'organiser de temps en temps en l'honneur de la Vierge et pour le plaisir des hôtes venus de l'étranger. Le litige est porté devant le chef de tous les fidèles; le pape flétrit en termes indignés ces scandaleuses « croisades » contre de bons catholiques, il défend aux chevaliers, sous peine d'excommunication, leurs équipées lithuaniennes, — et le grand-maître de protester avec violence contre la bulle de Rome, « bulle surprise par captation (1); » ce pieux moine qui avait juré obéissance filiale au saint-siége, il appelle tout à coup du pape à l'empereur! Il n'est pas non plus de créance véreuse et de cession frauduleuse que le chef prussien ne s'empresse d'acquérir contre Jagello afin d'en faire aussitôt un sujet de revendication; il revendique tantôt telle province en Pologne, tantôt telle autre en Lithuanie, tout en priant le roi Ladislas II de vouloir bien l'éclairer avec « la sagesse qui lui est innée, » si par hasard ou par mégarde il arrivait à l'ordre de ne pas se conformer très scrupuleusement aux stipulations convenues. Les historiens récens de l'époque qui nous occupe, un Szajnocha, un Caro, ne dissimulent pas leur satisfaction lorsque, au sortir du récit de la diplomatie cauteleuse et suffocante de Conrad de Jungingen, ils se trouvent enfin en face de son frère, le grand-maître Ulric; ils respirent avec volupté un air purifié par le canon après s'être si longtemps attardés dans une atmosphère surchargée de « miasmes. » Combien plus fort et plus épanoui devait être à cet égard le sentiment des « manteaux blancs, » des acteurs mêmes du drame! Le règne des « scribes » a vécu; c'était maintenant à la vaillante et noble chevalerie de reprendre son rôle, de relever l'ordre de son abaissement profond, et de faire sentir au « baptisé de Cracovie » tout le poids de l'épée teutonique.

« On ne saurait nier, — dit à cet endroit l'historien allemand souvent invoqué dans le cours de cette étude (2), — on ne saurait nier que Jagello n'ait gardé jusqu'au bout des dispositions conciliantes; il est également juste de reconnaître que les bases de l'arrangement proposé au moment suprême de la crise par le roi de

(1) *Codex diplom. Pruss.*, t. V, p. 186, n° 137.
(2) Caro, *Geschichte Polen's*, t. III, p. 308.

Pologne étaient au plus haut degré conformes aux exigences d'une saine politique; mais le *chevalier* l'emporta sur le chef de l'état dans l'esprit du grand-maître : le chevalier Ulric de Jungingen n'eut de pensée que pour la guerre... » D'ailleurs tout semblait favoriser les « manteaux blancs » dans leurs desseins et présager à la lutte une issue heureuse et splendide. Les négociations avec Sigismond de Luxembourg, tant de fois reprises et abandonnées, venaient enfin d'aboutir à un traité secret qui promettait des résultats magnifiques. Dans l'action qu'on allait engager, le roi de Hongrie et vicaire de l'empire était appelé à jouer jusqu'à la dernière heure le rôle d'un médiateur bienveillant; à la dernière heure pourtant, il devait jeter le masque, dénoncer la paix à Jagello et procéder avec la Prusse au démembrement de la Pologne. Un subside de 370,000 florins hongrois était assuré à l'honnête allié; 40,000 furent payés sur-le-champ. « J'ai compté moi-même les pièces une à une, nous informe le bon Eberhard Windeck, le secrétaire de Sigismond, dans ses précieux mémoires; c'étaient de belles pièces, toutes marquées au grand lis (le lis d'Anjou)... » Chose curieuse, alors comme en 1866, la Prusse étonna le monde par l'abondance de son trésor et la perfection de ses armes. « J'ai toute une tour remplie d'or, aimait à dire Ulric, et plus qu'il n'en faut pour conquérir dix royaumes... » « Les fonderies de Marienbourg, remarque de son côté un écrivain de l'ordre, fabriquèrent à ce moment un canon d'une grandeur et d'une puissance extraordinaires, et tel que ne le connurent point les autres pays; » — c'était le fusil à aiguille de ce temps!... On ne négligea pas non plus les moyens qui pouvaient diviser l'ennemi et introduire la discorde dans son camp. On connaissait de longue date l'esprit ambitieux et délié de Witold, et l'on essaya de le détacher de la fortune de Jagello. Il était le lieutenant du roi à Wilno avec le titre de grand-duc; on lui fit entrevoir un trône indépendant et une couronne héréditaire en Lithuanie, « son apanage légitime. » Rebuté par le fils de Keystut, on se tourna du côté de Jagello; on voulut (pensée absurde et ridicule!) lui persuader de rester « neutre » dans un conflit possible entre l'ordre et le grand-duc Witold! « Une guerre avec la Lithuanie est une guerre avec la Pologne, » répondit l'ambassadeur du roi Ladislas II, l'archevêque de Gnesen. « Merci de votre franchise, répliqua le grand-maître; c'est donc du côté de la Pologne que j'ouvrirai les hostilités; au fait, mieux vaut attaquer l'ennemi à la tête qu'aux pieds (1) ... » Il attaqua aussitôt

(1) « Il faut frapper l'Autriche non pas à ses extrémités, mais au cœur, » devait dire également de nos jours la Prusse dans la fameuse dépêche Usedom au général La Marmora du 17 juin 1866.

Dobrzyn (août 1409), et donna par là le signal de la guerre, de la « grande guerre, » — *bellum magnum, bellum stupendum, bellum punicum,* ainsi que l'appellent les chroniqueurs du xve siècle. Ce n'est toutefois que dans l'été de l'année suivante qu'eut lieu la campagne décisive. Elle ne dura qu'un mois et ne compta qu'une seule bataille rangée; mais cette bataille fut l'immense désastre de Grunwald.

Lorsque, dans la matinée du 15 juillet 1410, le soleil, en se levant sur la grande route de Marienbourg, commençait à éclairer de ses ardens rayons le vaste amphithéâtre qui, des hauteurs de Tannenberg, s'étend en pentes douces jusqu'aux buissons de Grunwald, deux armées, on dirait deux mondes, s'y trouvaient déjà en présence. D'un côté, dans les broussailles de Grunwald, c'était Jagello avec ses Polonais, ses Lithuaniens, des mercenaires tchèques et valaques et jusqu'à un corps auxiliaire de Tatares que Witold, « l'ami des khans, » n'avait pas hésité à amener avec lui sur le champ de bataille. En face, sur le plateau de Tannenberg, les chevaliers teutoniques, couverts du fameux manteau blanc à la croix noire, parcouraient les rangs de leurs troupes bien disciplinées et des mercenaires nouvellement engagés; ils saluaient aussi avec joie les anciens frères d'armes, les « frères allemands, » les preux et vaillans fils nobles de toute l'Europe, qui, cette fois comme toujours, s'étaient empressés de venir à la rescousse du glorieux ordre dans sa lutte suprême avec les « païens. » Jamais la chrétienté n'avait encore vu un pareil déploiement de forces, car le grand-maître commandait dans cette journée à plus de quatre-vingt mille hommes, et le roi Ladislas II à plus de cent mille. Ulric de Jungingen n'était nullement préoccupé de la supériorité numérique de l'adversaire. « Cette vile tourbe a plus de cuillers que d'épées, » avait-il dit à ses *comthurs* bardés de fer, lorsqu'il fut question un jour de l'armée que saurait réunir Jagello. Et que pouvaient en effet les grossiers arcs et les ridicules catapultes des pauvres Lithuaniens contre les fusils, alors déjà très perfectionnés, de l'ordre, et contre les canons « extraordinaires » des célèbres fonderies de Marienbourg? D'ailleurs, dans le camp des chevaliers, tout le monde savait déjà la grave nouvelle que Jagello cachait soigneusement depuis trois jours à ses troupes, la nouvelle que Sigismond de Luxembourg venait enfin de dévoiler son jeu. Les ambassadeurs de Sigismond avaient jusque-là constamment accompagné Ladislas II dans sa marche vers la Prusse; ils étaient des médiateurs, ils allaient d'une armée à l'autre avec des propositions de paix, lorsque soudain, le 12 juillet, trois jours avant la bataille, ils remirent au roi une lettre du vicaire de l'empire qu'ils portaient sur eux depuis long-

temps, — et cette lettre était tout simplement une déclaration de guerre!

Les heures s'écoulaient, le soleil s'approchait déjà du zénith, et les Polonais ne faisaient pas encore mine de quitter le bois de Grunwald. Le roi Ladislas, qui le matin avait assisté à deux messes et qui avait communié la veille avec toute son armée, était toujours en prière dans une petite chapelle située au bord d'un étang. Très gênés dans leurs pesantes armures et plus exposés que l'ennemi aux chaleurs d'un jour d'été par la position qu'ils occupaient sur le plateau, les chevaliers teutoniques devenaient impatiens du combat, et les *comthurs* s'assemblèrent pour aviser au moyen d'amener Jagello en champ clos. Les plus âgés dans le conseil rappelèrent alors un antique usage de la chevalerie, qui autorisait l'envoi à une armée trop lente dans ses mouvemens de deux glaives nus en signe d'une provocation solennelle, à laquelle l'adversaire était tenu de répondre immédiatement, sous peine de forfaire à l'honneur. On acclama l'avis, et on eut soin que, des deux hérauts d'armes qu'on chargea de cette mission, l'un fût « l'homme » de Sigismond, et portât l'écusson de l'empire, un aigle noir sur un champ d'or. Ce langage symbolique des deux glaives nus, peu usité et mal compris dans le camp même des chevaliers, fut fort improprement interprété par les Polonais : ils y virent une raillerie amère sur le piteux état de leur armement, et pour ainsi dire l'*illustration* du propos déjà bien connu d'Ulric sur « les cuillers et les épées (1). » Il paraîtrait que Jagello, lui aussi, n'en jugea pas autrement, car des larmes brillèrent dans ses yeux pendant l'étrange scène où les hérauts, s'acquittant de leur mandat, lui tinrent le langage qui suit : « A toi, roi, et à toi, prince Witold, nous apportons, au nom du grand-maître, du grand-maréchal et de tous les frères de l'ordre, ces deux glaives nus afin qu'ils vous servent de secours et d'encouragement dans le combat que vous allez accepter aujourd'hui. Et de même ces seigneurs de l'ordre vous permettent de choisir le lieu de la rencontre dans tel endroit qui pourra vous convenir. C'est pourquoi ne perdez pas de temps, ne vous cachez pas dans le crépuscule du bois, ne vous dérobez pas dans votre pusillanimité, et n'éludez pas un combat que vous ne saurez éviter!... » Le roi ré-

(1) Eberhard Windeck, le secrétaire de Sigismond de Luxembourg, se méprend également dans ses mémoires sur la signification de ces deux glaives, qu'il dit de plus avoir été trempés dans du sang. Il est hors de doute pourtant que c'était là un usage de la chevalerie; mais il était déjà bien tombé en désuétude à cette époque et presque complétement oublié. Voyez l'*Histoire et chronique du petit Jehan de Saintré* : « Comment Saintré envoya par deux hérauts d'armes deux haches à messire Enguerrant. » (P. 153, éd. 1830.)

pondit avec une humilité toute chrétienne : « Nous ne cherchons d'autre encouragement qu'en Dieu; c'est en son nom que nous acceptons vos glaives et que nous allons aussitôt donner le signal de la lutte. Nous ne saurions vous indiquer le lieu de la rencontre, car Dieu seul connaît et désigne le champ des combats. Il l'a déjà choisi pour vous comme pour nous... »

Il disposa ensuite son armée : il en confia les deux ailes, les deux « cornes, » au prince Witold et au porte-glaive de la couronne, Zyndram de Maszkowice; lui-même il prit place au centre et donna pour mot d'ordre : « Cracovie et Wilno. » Les Polonais commencèrent à déboucher du bois de Grunwald en entonnant l'hymne antique de leur premier apôtre saint Adalbert, le fameux chant de *Boga-Rodziça*, leur « péan militaire » depuis des siècles (1). Pour ne pas rester trop longtemps exposés à l'action meurtrière de l'artillerie prussienne, ils eurent hâte d'en venir aux mains avec les « manteaux blancs; » l'intervalle qui les séparait des collines de Tannenberg, ils le traversèrent impétueusement, « portés sur les ailes de la mort, » couvrant littéralement la route de cadavres. Bientôt la mêlée devint générale. La bataille eut trois phases successives dont les deux premières semblèrent donner le dessus aux seigneurs de Marienbourg. La « corne » gauche, celle que commandait Witold, fut surtout fortement entamée; le corps auxiliaire de Tatares s'était dispersé au premier choc, semant au loin l'alarme. Il y eut un moment où le roi lui-même ne dut son salut qu'à l'intervention d'un jeune secrétaire de sa chancellerie, de celui qui plus tard fut le grand cardinal Zbigniew de Olesniça. Vers la fin cependant, Witold réussit à rétablir ses lignes ébranlées, et dans un dernier effort, après des heures de carnage, les Polonais remportèrent la victoire, — une victoire comme en ont enregistré rarement les annales en-

(1) Le lecteur étranger lira peut-être avec intérêt les premières strophes de cet hymne dans l'élégante traduction latine qu'en a donnée le célèbre Sarbievius au XVI[e] siècle (*Carmina*, lib. IV, ode 24 : « Ad D. Virginem matrem, pæan militare Polonorum quem divus Adalbertus apostolus et martyr conscripsit, regnoque Poloniarum testamento legavit.)

Diva per latas celebrata terras
Cœlibi numen genuisse partu,
Mater et virgo, genialis olim
    Libera noxæ:
Dulce ridentem populis puellum
Prome formosis, bona mater, ulnis,
Expiaturum populos manu de-
    mitte puellum.
Integram nobis sine labe vitam,
Prosperam nobis sine clade mortem,
Christe, stellatasque Maria divûm
    Annue sedes.

sanglantées de ces rudes âges. L'armée ennemie fut complétement anéantie; elle perdit tous ses drapeaux, au nombre de cinquante et un; 40,000 de ses hommes furent faits prisonniers, 18,000 avaient péri dans le combat, et parmi ces derniers étaient le grand-maître Ulric, le grand-maréchal, le grand-intendant, le grand-trésorier et presque tous les *comthurs* de l'ordre. Placé sur une colline, Jagello put contempler vers le soir le spectacle sublime et horrible d'une « vallée de Josaphat » que couvraient des milliers de cadavres, des chevaux mutilés, des monceaux d'armures brisées et ces canons « extraordinaires » tant redoutés, dont la gueule maintenant refroidie avait vomi pendant des heures la mort et la dévastation dans les colonnes qui débouchèrent des broussailles de Grunwald. Les larges manteaux blancs dispersés sur le champ semblaient former l'immense linceul d'une tombe « vaste comme le monde, » et, le soleil couchant venant encore embraser le tableau de ses lueurs rougeâtres, le ciel et la terre ne parurent un moment qu'une seule et grande mare de sang. Le vieux roi se mit à genoux en versant des larmes; il remercia Dieu et pria pour les morts. Il ordonna ensuite de rechercher le corps du grand-maître et de le renvoyer avec tous les honneurs à Marienbourg; puis il alla embrasser Witold, le héros de la journée, et l'octogénaire Janusz, duc de Varsovie et de Czersk, le descendant de ce duc Conrad de Mazovie qui, le premier, deux siècles plus tôt, avait installé et doté le perfide ordre teutonique sur la terre polonaise pour la défense du royaume de Piast et la sauvegarde de ses frontières.

Le « jugement de Dieu » annoncé de longue date par la grande visionnaire scandinave avait enfin commencé. « Le jour viendra, avait dit sainte Brigitte (1), où les chevaliers teutoniques auront la mâchoire brisée, le bras droit et la jambe droite arrachés : ils vivront encore, mais seulement pour témoigner de leur propre iniquité, » — et la prophétie allait maintenant se réaliser à la lettre. Certes les conditions imposées par Jagello aux vaincus de Grunwald (paix de Thorn, 1411) ne furent point onéreuses : il ne leur prit que la terre de Dobrzyn et la province de Samogitie; mais les graves symptômes révélés pendant la « grande guerre » n'en laissèrent pas moins prévoir dès lors la ruine complète et prochaine de l'ordre teutonique. « Bien lamentable, — ainsi s'exprime un chroniqueur contemporain, — et calamiteux au-delà de toute expression fut le sort du saint ordre après cette bataille de Tannenberg. Les nobles, les vilains et tous les bourgeois de la Prusse s'abattirent sur les castels de nos chevaliers et les livrèrent au roi de

(1) *Revelationes sanctæ Brigitæ*, lib. II, cap. XIX.

Pologne en lui jurant fidélité et obéissance. A l'exemple des nobles, des bourgeois et des gens du peuple, les évêques, eux aussi, les prêtres, les hommes de toute condition, passèrent au vainqueur, et il y eut une si grande trahison parmi les habitans, un si effroyable changement des cœurs dans toute la Prusse, qu'on en chercherait vainement un autre exemple en pays chrétien... » Cette défection générale de toutes les classes de la nation n'embarrasse pas légèrement les historiens allemands qui s'obstinent à parler de la civilisation et de la prospérité que « les manteaux blancs » avaient implantées sur les bords de la Baltique. La vérité est que les « seigneurs croisés » ont de tout temps opprimé et pressuré le peuple prussien, qui, par un jeu de mots significatif et douloureux, n'appelait jamais ces maîtres farouches autrement que « les seigneurs crucifians (1). » La vérité est que, dès 1440, une révolte toute semblable à celle qui eut lieu pendant la « grande guerre, » une révolte spontanée des nobles, des bourgeois et des paysans de la Prusse devait encore une fois éclater contre cet ordre teutonique, de plus en plus dégénéré et abaissé, et cette fois le soulèvement finit par proclamer la souveraineté dans ces pays du roi de Pologne, Casimir IV. Alors la « ligue de Marienwerder » acheva l'œuvre inaugurée dans la journée de Grunwald, et fit du grand-maître Louis de Erlichshausen l'homme lige et le vassal du petit-fils du « baptisé de Cracovie. »

II.

Au commencement du mois d'octobre 1413, trois ans après le « jugement de Dieu » dans la plaine de Tannenberg, une petite ville située aux bords du Bug, sur les confins des « terres de Piast et de Gédimin, » recevait dans ses murs des hôtes nombreux et illustres dont les traits, fidèlement reproduits, au lieu même de la réunion, dans une fresque contemporaine, devaient charmer pendant des siècles les regards de tout visiteur du château royal de Horodlo (2). On y voyait d'un côté le vieux roi Ladislas II à la tête des prélats, barons et nobles de la Pologne; de l'autre, on distinguait le grand-duc Witold avec les évêques, princes et boyars de la Lithuanie; la peinture représentait les premières grandes assises du royaume-uni, le premier « parlement » que tinrent ensemble en cette année 1413 le peuple d'Hedvige et le peuple de Jagello.

(1) *Kreuziger* au lieu de *Kreuzritter*. Voyez le chroniqueur de l'ordre, Lindenblatt, *Jahrbücher*, 287.

(2) Sarnicki, *Annales Poloniæ*, VII, 1166.

Associée déjà depuis vingt-sept ans aux destinées de la Pologne, sous le sceptre du fils d'Olgerd, la Lithuanie avait été, pendant toute cette période, lentement, graduellement, initiée à la société chrétienne et à la civilisation occidentale. En 1387, on s'en souvient (1), au lendemain même de la destruction du temple de Znicz à Wilno, le grand-duché recevait des mains de son prince la première charte politique, ce *salubre monumentum jurium ac libertatum*, qui assurait aux anciens adorateurs de Perkunos la jouissance de leurs biens, la libre disposition de leurs propriétés, la faculté de se marier, de tester et d'obtenir justice dans leurs litiges sans l'intervention du *kniaz*. Treize ans plus tard, alors qu'avec la mort d'Hedvige semblait disparaître le symbole vivant et gracieux des « promesses, » des « fiançailles, » contractées tacitement entre les deux peuples dans la personne de leurs deux souverains, un acte écrit et solennel vint définir une situation et préciser un droit jusque-là demeurés dans le vague. Witold était nommé grand-duc à vie dans le pays au-delà du Niémen, et dans des assemblées distinctes, tenues l'une à Wilno et l'autre à Radom (18 janvier et 11 mars 1401), la nation de Piast et la nation de Gédimin prenaient l'engagement de se prêter assistance mutuelle contre tout ennemi du dehors et de régler aussi d'un commun accord la question de succession, à la mort de Jagello ou de Witold. Tel était le caractère légal des relations entre Cracovie et Wilno jusqu'à la journée de Grunwald, et cette autonomie complète laissée au grand-duché fut un des prétextes spécieux que mettaient toujours en avant les seigneurs de Marienbourg pour en déduire leur droit d'être à la fois en paix avec Cracovie et en guerre avec Wilno, pour prétendre ne porter aucune atteinte aux droits de la « couronne » par leurs incursions dans les terres des « Sarrasins. » Enfin la « grande guerre » vint ajouter une nouvelle pierre angulaire à l'édifice ébauché lors du baptême de Ladislas II. Sarmates et « Sarrasins » avaient mêlé leur sang dans la « vallée des morts, » au pied du Tannenberg; ils avaient combattu ensemble et écrasé un ennemi séculaire, redoutable; pleins encore des ardeurs de la lutte et de l'enthousiasme du triomphe, ils se rencontraient maintenant (octobre 1413) pour la première fois dans une assemblée législative commune, — *conventio generalis*, *parlamentum*, ainsi que s'expriment les documens officiels, — et ils décidaient de plus « de tenir de pareilles conventions ou parlemens pour le bien et le profit de l'empire toutes les fois que besoin serait, de les tenir soit à Lublin, soit à Parczow ou dans tel autre lieu avec le consentement et l'autorisation du roi... »

(1) Voyez la première partie de cette étude dans la *Revue* du 1er juillet.

Ainsi la Pologne, dans l'espace d'un quart de siècle, venait d'introduire le pays « sans soleil » dans la grande famille chrétienne et de le doter de tous les droits de la vie civile; elle lui assurait ensuite une autonomie pleine et entière, et finissait par l'appeler à la vie politique, au régime de discussion, au noble exercice des libertés parlementaires; elle faisait un souverain de ce boyar lithuanien qui naguère encore ne connaissait que « l'esclavage organisé, » et ne pouvait disposer de sa fortune ni marier sa fille sans la permission d'un chef autocrate. Rien de plus original du reste que la manière dont il fut procédé, dans la diète de Horodlo, à cette dernière et suprême initiation. Les temps féodaux ne connurent d'homme pleinement libre que le gentilhomme, le noble; lui seul aussi eut droit de suffrage dans les rares pays qui jouissaient d'un régime représentatif; seul il fut électeur et éligible, « citoyen actif, » s'il est permis d'employer une expression toute moderne, mais parfaitement adaptée à la circonstance. La Pologne partageait à cet égard une croyance alors universelle, et il serait ridicule de vouloir lui en faire un reproche; une recherche impartiale lui reconnaît au contraire le mérite d'avoir pratiqué le principe nobiliaire avec une libéralité et une largeur d'esprit étonnantes (1). Dans les états de l'Occident, c'était le souverain qui conférait les privilèges politiques à celui qui n'en jouissait point par droit de naissance; il le faisait noble, le créait chevalier et lui « donnait des armes. » Autre fut l'application de cette idée en Pologne. Là, par suite d'un mélange curieux de l'ancienne constitution slave, basée sur la commune, sur le clan (*gminy, rody*), et de l'institution féodale de la chevalerie, les « armes » n'étaient point individuelles et n'étaient pas créées par le souverain. Les blasons (*herby*) étaient en quelque sorte fixes et d'un nombre limité; chacun de ces blasons avait son appellation propre (Jelita, Pilawa, Nalencz, Poray, etc.), et appartenait à une « fraternité, » à une « maison (*bractwo, dom*), » c'est-à-dire à tout un groupe de familles originairement unies entre elles par l'étroite parenté du clan (2). En devenant noble, on

(1) Les « nobilitations » étaient très fréquentes en Pologne pour des actions d'éclat et des services rendus à la chose publique. Sous le roi Sigismond-Auguste, des villes entières furent anoblies, et les électeurs, au XVIe siècle, étaient au nombre de 200,000, chiffre supérieur de beaucoup (eu égard à la population) à celui du corps électoral de la France avant 1848. En France, avant 1848, la classe gouvernante disait : « Enrichissez-vous! » à ceux qui aspiraient au droit de suffrage. Dans la Pologne du XVIe siècle, la classe gouvernante disait : « Ennoblissez-vous! » Franchement, sous ce rapport, il n'y a pas encore de quoi crier anathème à la république des Sarmates.

(2) On écrit par exemple Adam *Poray* Miękiewicz, Jean *Janina* Sobieski, Joseph *Ciolek* Poniatowski (les noms en italique sont les blasons), comme on écrit Marcus Tullius Cicero, Caius Julius Cæsar. En effet, les « fraternités » polonaises répondent

« entrait dans un blason » déjà existant, on était reçu dans une « maison, » adopté par une « fraternité » de familles. C'est ainsi qu'après la victoire célèbre de Wielko-Luki le grand-connétable Zamoyski fit entrer un bon nombre des soldats dans « sa maison de Jelita, » et ce système fut également pratiqué sur une vaste échelle à l'égard de la Lithuanie lors de l'assemblée de Horodlo. Les « maisons, » les « fraternités » polonaises de Leliwa, de Zadora, de Topor, etc., reçurent alors dans leurs « blasons » le familles boyares des Monwid, des Jawnis, des Butrym. Le lecteur moderne est parfois enclin à sourire en trouvant dans les annales des siècles passés, et jusque dans des pièces officielles, l'union des deux pays de la Vistule et de la Wilia désignée si souvent du nom de « fiançailles, » ou du nom encore plus insolite « de l'anneau nuptial d'Hedvige; » ce fut cependant la foi de ces temps, l'idée fondamentale du royaume des Jagellons. En 1386, au moment où le fils d'Olgerd jurait devant l'autel du Christ amour et fidélité à la fille de Louis d'Anjou, plusieurs parmi les princes et les seigneurs lithuaniens épousèrent des demoiselles « léchites » en signe du mariage entre les deux nations. De même c'est une espèce de mariage mystique, une « union d'amour » que la noblesse polonaise déclarait contracter avec la noblesse de la Lithuanie par ce document de Horodlo, que nous transcrivons ici dans son originalité naïve et touchante (1).

« Au nom de Dieu, *amen*. En mémoire éternelle. Celui-là ne connaîtra jamais la grâce du salut, qui ne se sera point appuyé sur l'amour. L'amour seul ne travaille pas en vain; éclatant par lui-même, il éteint les haines, adoucit les ressentimens, procure à tous la paix, réunit ce qui a été dispersé, relève ce qui est tombé, aplanit les aspérités, redresse les choses courbées, assiste chacun, n'offense personne, et quiconque se réfugiera sous son aile trouvera la sécurité et ne craindra les menaces d'aucun. C'est l'amour qui crée les lois, gouverne les royaumes, organise les cités, conduit les états de la république vers les meilleures fins, perfectionne les vertus des vertueux, et quiconque le méprise perd tous les biens. C'est pourquoi nous, prélats, barons et nobles de la couronne de Pologne, voulant reposer sous le bouclier de l'amour et inspirés d'un sentiment pieux, nous avons uni et lié, et par le présent document déclarons en effet unir et lier nos maisons, nos générations, nos familles, nos blasons et nos armoiries, avec tous les barons et boyars des terres

aux *gentes* des Romains, aux φρατρίαι ou φυλαί des cités grecques, aux clans des Écossais. Le *herb* est en même temps le blason et le nom du clan primitif.

(1) On en trouvera le texte latin dans Rzyszczewski, *Codex dipl. polon.*, I, 286, n° 162.

lithuaniennes, afin que dorénavant et pour tous les temps ils puissent se servir des blasons, armoiries et devises que nous avons hérités de nos pères et aïeux, et en jouir, en signe de vrai amour, comme s'ils les avaient reçus de leurs propres aïeux en légitime héritage. Qu'ils s'unissent donc à nous en amour et fraternité, et qu'ils deviennent nos égaux par la communauté du blason comme ils sont déjà nos égaux par la communauté de la foi, des droits et des priviléges. Et nous leur promettons, sous la foi de l'honneur et du serment, de ne les abandonner en aucune contrariété ni danger, mais au contraire de les assister en toute occasion, leur donner des conseils contre toute entreprise ennemie, et intercéder avec zèle et ardeur auprès de nos doux maîtres, notre auguste seigneur Ladislas, par la grâce de Dieu roi de Pologne, et notre illustrissime prince Witold, grand-duc de la Lithuanie, afin qu'ils ouvrent toujours plus largement pour nos frères de la Lithuanie la main de la libéralité, les gratifient de libertés toujours plus généreuses, et ne cessent jamais d'augmenter envers eux les grâces et bienfaits; ce que de leur côté lesdits sires des terres lithuaniennes ont promis également de faire à notre égard sous la foi de la parole et du serment... »

« Le parlement de Horodlo mit le sceau à une union des peuples comme on n'en rencontre guère de pareille dans toute l'histoire européenne, » dit M. Caro (1), et ce jugement mérite d'être recueilli; il vient d'un fils dévoué de la Germanie, d'un érudit estimable, mais qui à chaque pas trahit sa répugnance pour la grande conception de Jagello, son regret patriotique que l'Allemagne ait échoué dans sa « mission providentielle » sur les bords du Niémen et de la Wilia. Sans exemple en effet est une telle association entre deux états longtemps ennemis, acharnés dans leurs luttes séculaires, différens de race, de langue, de religion et de culture, et finissant pourtant par se joindre, par se fusionner au nom de l'Évangile, au nom de la liberté et « de cet amour qui seul fonde les empires. » Pour la première fois au monde, un grand empire était fondé sans qu'il en eût coûté un seule goutte de sang. Et qu'elle est imposante aussi la diète de Horodlo par le respect religieux qu'elle porta au droit historique, à la nationalité et à l'indépendance du pays de Gédimin! En échange de tant de bienfaits accordés, elle n'imposa même pas à ce pays le sacrifice d'une autonomie assurément gênante, et ne lui demanda pas de renoncer à son « particularisme » en vue d'un parlement centralisateur, de cette *conventio generalis* qu'on se promettait seulement de réunir toutes les fois que le bien et le profit de l'empire le réclameraient. Supé-

(1) *Geschichte Polen's*, t. III, p. 404.

rieur au peuple de Jagello par sa civilisation, par sa puissance, par sa richesse, par ses armes, le peuple d'Hedvige ne s'arrogea pourtant à son égard aucun droit d'aînesse et ne prétendit même pas le « diriger » dans la vie politique à laquelle il venait de l'appeler. Un article formel de la « constitution » de Horodlo réservait expressément aux « indigènes seuls » toutes les hautes positions des palatins, des castellans et des starostes, ainsi que tous les emplois inférieurs dans le pays au-delà du Niémen. Après comme avant Horodlo, la Lithuanie était un grand-duché distinct, associé seulement à la Pologne par l'union personnelle d'une dynastie commune, et elle demeura telle encore pendant près de deux siècles, jusqu'au moment où l'extinction douloureusement prévue de cette dynastie commune vint apporter de toute force une modification notable au contrat international de 1413. Ce fut l'œuvre de la célèbre diète de Lublin (1569).

A un siècle et demi de distance, cette diète de Lublin est à la fois un complément et un contraste de la réunion de Horodlo. Contemplons un moment la situation du royaume-uni vers la seconde moitié du XVI[e] siècle, alors que touche au terme de son règne le dernier des Jagellons, ce roi Sigismond-Auguste qui présente un pendant si ingénieux, si *affiné*, à la rude figure du premier fondateur de la glorieuse dynastie. Certes le grand fils d'Olgerd fut loin d'être un « ours tout velu, » un « chien enragé, » ainsi qu'aimaient à le proclamer les chevaliers teutoniques. Le jeune prince qui, dès son avénement au trône de Gédimin, conçut la pensée de génie de convertir son peuple et de le réunir à la Pologne, le profond politique qui a su toujours se maintenir dans un « juste-milieu idéal » entre les aspirations légitimes du monde slave et les intérêts encore plus légitimes de la civilisation occidentale, le kniaz autocrate enfin qui comprit si vite et si bien les devoirs et les fonctions d'un monarque constitutionnel, — un tel homme, quoi qu'on ait dit, ne manqua point d'une intelligence vraiment supérieure. De nombreux témoignages prouvent du reste que le fier « Sarrasin » a baissé sa tête et élevé son cœur lors du baptême de Cracovie, que sa nature a changé sous l'influence pénétrante d'Hedvige, au contact du christianisme et de la société civilisée de Pologne. Combien différent en effet du perfide et ingrat vainqueur de Keystut nous apparaît le héros de Grunwald, qui accepte avec humilité l'insolente provocation des deux glaives nus et donne une leçon de résignation et de foi aux orgueilleux chevaliers, les « serviteurs attitrés du Christ! » Combien touchant en général est le spectacle de la longanimité du roi envers les seigneurs de Marienbourg, longanimité due à l'ascendant gracieux de cette fille d'Anjou dont l'esprit pacifique inspire après elle

les conseils de Cracovie jusqu'à la « grande guerre! » — il inspire même les conditions peu rigoureuses de la paix de Thorn. Qu'il est attendrissant aussi, ce barbare illettré dans sa sollicitude constante pour la propagation des écoles, pour la diffusion des lumières, pour la splendeur de l'université de Cracovie! En rapportant sa mort, les chroniqueurs l'attribuent à la « mauvaise habitude » qu'avait le roi de passer les longues heures du soir dans le bois, « pour écouter le chant des rossignols, » — et c'est là encore un trait qu'on est étonné de trouver chez l'ancien conspirateur de Krewa. Avec tout cela cependant, Ladislas II n'en garda pas moins plus d'une empreinte de son origine « sylvestre » et d'une jeunesse passée au milieu des habitans de la *numa*. Ses goûts n'étaient point des plus délicats : il aimait surtout les plaisirs de la chasse et de la table. « Il faut brûler un cierge à Dieu et une petite chandelle au diable, » lui échappa-t-il un jour de dire dans une circonstance solennelle, et ce mot peint d'une manière saisissante le « baptisé de Cracovie, » qui ne laissa point par momens d'avoir recours au génie des maléfices. Peu porté à l'épanchement, il rappelait souvent à ses interlocuteurs « que la parole sortait de la bouche petite comme l'oiseau et revenait grande comme le chameau. » Il péchait surtout par cette méfiance excessive qui accompagne presque toujours l'homme transplanté d'une société naïve ou d'un rang obscur dans une sphère plus cultivée et polie : on eut par exemple toutes les peines du monde à lui persuader que la chancellerie de Marienbourg n'avait pas voulu se moquer de lui alors que dans une de ses missives elle parla un jour de la « sagesse innée » du roi. Il n'est pas jusqu'à ses rapports avec Hedvige que le fils d'Olgerd n'ait ainsi parfois assombris de cette disposition soupçonneuse, et l'histoire le lui a reproché très amèrement et très justement à coup sûr. On aurait tort cependant d'y voir l'indice d'un cœur bas et méchant : chez Jagello, comme chez cet autre « Sarrasin » qu'a su créer le génie immortel de Shakspeare, c'est plutôt le défaut d'une âme humble et ingénue, persuadée de son peu de mérite et à la fois ravie et étonnée d'un bonheur « surhumain. »

Tout l'opposé d'une nature « sylvestre, » au plus haut point cultivée au contraire, élégante et « corteggianesque, » — pour employer une expression de son temps, — nous apparaît la figure du dernier des Jagellons, de Sigismond-Auguste, un vrai prince de l'époque de la renaissance. L'histoire et la poésie ont célébré à l'envi son amour tragique pour la malheureuse princesse Radziwill, bien que le souvenir de cette grande passion de jeunesse ne l'ait point toujours préservé des séductions des femmes, ses « faucons, » comme il disait avec un triste sourire. Le premier des rois polo-

nais, il parlait les langues étrangères, — la langue du Tasse, de Calderon et de Luther, — et portait le costume espagnol. « Humaniste, » quelque peu libre penseur et surtout fin connaisseur en matière d'art, il aimait passionnément la musique, faisait collection de camées antiques et de ciselures délicates de Benvenuto, recherchait avidement la société des lettrés, des sectaires, des « novateurs. » Dans quelques excellens portraits de ce roi qui nous ont été conservés, on découvre sans peine, à côté de la bonté, de la générosité proverbiale de la race jagellonienne, la distinction et la grâce exquises des figures privilégiées de la renaissance, aussi bien que l'alanguissement mélancolique d'un esprit pénétrant qui voyait loin dans l'avenir. Politique éveillé, Sigismond-Auguste avait en effet le sentiment profond des dangers qui déjà se levaient à l'horizon contre la Pologne, encore bien insouciante alors, et on a entre autres de lui une curieuse dépêche qu'il n'est pas inutile de rappeler dans un temps où l'on a vu l'Europe occidentale, aussitôt après la prise de Sébastopol, s'empresser de fournir à la Russie des capitaux et des moyens pour l'exécution de ses grandes lignes ferrées, de ces lignes stratégiques qui supprimeront l'espace, — le seul obstacle que la nature ait opposé jusqu'ici à la « mission » des tsars. Dès le XVIe siècle, l'Angleterre eut la diligence d'envoyer des mécaniciens, des artilleurs et des ouvriers de toute espèce au grand-duc de Moscou, qui n'était autre qu'Ivan le Terrible, — et c'est à cette occasion que le dernier des Jagellons écrivait à la reine Élisabeth : « Nous répétons à votre majesté que le tsar de Moscou, ennemi de toute liberté, augmente de jour en jour ses forces par les avantages de commerce et par ses relations avec les nations civilisées. Votre majesté n'ignore pas sa cruauté et sa tyrannie. Notre unique espérance repose sur notre supériorité dans les arts et les sciences; mais bientôt, grâce à l'imprudence des princes voisins, il en saura autant que nous... »

Non moins changé est l'aspect des diètes vers le milieu de ce siècle. Ce ne sont plus ces *conventiones* du temps de Ladislas II, sans périodicité, d'un caractère mal défini, d'une autorité problématique, et délibérant « du bien et du profit de l'empire » avec le consentement du prince. Au XVIe siècle, le roi est tenu de convoquer, par les *universaux* (lettres patentes), à des époques fixes, les « nonces » du pays; la représentation nationale est réglée, les pouvoirs de la chambre sont inscrits dans la loi. Le premier jour de la réunion du parlement, on célèbre la messe du Saint-Esprit; le lendemain, après avoir fait le choix de leur « maréchal, » les nonces entrent dans la salle du sénat, où les attend déjà le roi, assis sur le trône, entouré de ses ministres, des palatins, des castellans et des évêques, mem-

bres de la chambre haute. Tous baisent la main du monarque; le chancelier donne à l'assemblée l'exposé des questions à l'ordre du jour et lui soumet les propositions du gouvernement, après quoi les nonces demandent au roi la permission de se retirer dans la salle de leurs séances particulières. Alors commencent les délibérations animées; les débats retentissent de sentences et de maximes de liberté, de contrôle et de *self-government* comme on n'en entend guère dans aucun autre pays de l'Europe, car les *communes* de l'Angleterre elle-même sont muettes à cette époque sous la main despotique des Tudors. C'est dans une de ces diètes que le grand-connétable Zamoyski dira tout à l'heure au souverain le fameux *rege, sed non impera*, qui est bien la traduction anticipée de l'adage, « le roi règne, mais ne gouverne pas, » dont se targue comme d'une extrême nouveauté la science politique de nos jours. Et de même dans la question toujours pendante de la presse c'est Zamoyski encore qui, dès le XVI[e] siècle, résumera à peu près tous les argumens à venir par ces remarquables paroles adressées au sénat : « Vous voulez supprimer les écrits déplaisans? Vous ne ferez qu'aiguiser en leur faveur la curiosité et en hâter la diffusion. César n'a point songé à supprimer le livre déplaisant de Caton : il lui a répondu par un autre livre; *faites comme César!* Comment! vous tenez à vos franchises et à vos libertés, et vous voudriez enchaîner la pensée humaine! Ce n'est pas pour cela que vous êtes ici. Laissez cette triste besogne aux oppresseurs lâches et bornés qui aiment les ténèbres : les hommes libres doivent demander la lumière partout et en tout!... (1). »

Libre, prospère et puissant vers le milieu de ce XVI[e] siècle, le royaume-uni n'en sent pas moins planer sur lui un malheur immense, irréparable. Sigismond-Auguste n'a point de postérité, la dynastie des Jagellons va s'éteindre avec ce roi, et la Pologne deviendra dès lors une monarchie complétement élective (2). Rien de plus curieux, de plus poignant aussi que de voir dans les écrits du temps l'angoisse fascinante, s'il est permis d'employer une telle expression, qu'exerce sur les esprits à ce moment la perspective d'une royauté élective, d'une couronne mise périodiquement aux enchères des *pacta conventa* toujours nouveaux et des « franchises » sans cesse étendues. L'inconnu, béant comme un gouffre, et qui devait en effet engloutir la nation, épouvante et attire à la fois. On prévoit des dangers terribles, on les redoute; mais on ne fait rien pour les détourner, et,

(1) Wiszniewski, *Hist. lit.*, VII, 450.

(2) En principe, la Pologne était une monarchie élective déjà sous les Jagellons; au décès d'un roi, elle était censée élire son successeur, qui en fait était toujours le grand-duc héréditaire de la Lithuanie.

comme telle grande nation de nos jours, on se laisse entraîner par le cri : *alea jacta est!...* On sent bien mieux l'urgence de régler à temps les rapports avec la Lithuanie et de dénouer une situation assez compliquée au point de vue du droit. Le grand-duché en effet constituait l'héritage propre de la maison jagellonienne; ce n'est toujours que par l'union personnelle qu'il était jusque-là demeuré associé à la « couronne : » avec l'extinction de la dynastie commune disparaissait tout lien légal entre les deux peuples. Sigismond-Auguste tint à honneur de préserver l'avenir au moins de ce côté et de « ne pas se laisser briser l'anneau nuptial d'Hedvige. » Il commença d'abord par céder « à la république et à l'illustre couronne de Pologne » ses droits héréditaires sur la Lithuanie (1564), et tâcha ensuite d'amener les représentations nationales des deux pays à proclamer leur unité parlementaire : travail délicat, épineux même, et dont la grande diète de Lublin était appelée en 1569 à lever les dernières difficultés.

La diète fut ouverte le 10 janvier 1569 avec une solennité extraordinaire. Le pape, l'empereur d'Allemagne, le roi de Suède, le grand-duc de Moscou et jusqu'au sultan et au grand-khan de la Tatarie y avaient envoyé leurs représentans, et dans la longue liste des sénateurs et des nonces on rencontre presque tous les noms célèbres de l'histoire polonaise. Le vice-chancelier du roi, qui avait préparé les travaux de l'assemblée et eut à soutenir presque tout le poids de la discussion au nom du gouvernement, fut un Krasinski, un ancêtre du *poète anonyme*, l'auteur contemporain de l'*Iridion* et des *Psaumes* (1). Les débats furent longs, orageux et plus d'une fois prorogés par de véritables *sécessions* de la part des Lithuaniens. Ce n'est pas que ces derniers aient jamais pensé à rompre l'union : elle était indissoluble. Elle était même alors plus que jamais commandée au pays de Gédimin par le voisinage menaçant de ce tsar de Moscou qui s'appelait Ivan le Terrible; mais les Radziwill, les Paç, les Chodkiewicz, les Wollowicz, les opulens magnats lithuaniens en un mot (à l'exception toutefois des princes Czartoryski et des princes d'Ostrog), tenaient à un « particularisme » qui leur assurait une influence prépondérante sur les affaires du grand-duché et une situation exceptionnelle dans le royaume-uni. Moins intéressée que ces « potentats d'au-delà du Niémen » et fanatiquement attachée « aux libertés polonaises, » la petite noblesse lithuanienne redoutait cependant, elle aussi, cette unité parlementaire qui cachait des périls pour une au-

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier 1862 (*la Poésie polonaise au dix-neuvième siècle et le poète anonyme*).

tonomie bien chère à son cœur; ces « enfans de la forêt » répugnaient aux engagemens parafés et scellés, aux traités et aux parchemins; ils préféraient s'en rapporter à la « bonne foi, » au « bon sens, » à la tradition, jusque-là si efficace. « Il n'y avait pas de parchemins entre nous, disait l'un de leurs orateurs, à l'époque de Grunwald, et cela n'a pas empêché les Polonais et les Lithuaniens de mêler leur sang dans une défense commune et fraternelle. La fraternité n'a point besoin de parchemins pour exister!... » Pourquoi ne pas continuer de vivre comme on a déjà vécu si heureusement pendant deux siècles? Pourquoi ne pas s'en tenir à l'union personnelle et à deux représentations nationales distinctes dans les deux pays, sauf à se réunir en commun dans les momens critiques, notamment pour les élections des rois?... Sigismond-Auguste tint bon contre les assauts faits à son cœur, au nom de ses ancêtres, des souvenirs patriotiques du pays d'Olgerd et de Keystut : l'union personnelle, qui s'était montrée suffisante sous une dynastie héréditaire, devenait un expédient bien précaire et même un danger immense sous le régime d'une monarchie élective. Il y eut des déchiremens, des protestations, parfois des scènes émouvantes. Un jour, Chodkiewicz, le père du grand héros de Kircholm, tombait à genoux devant le chef de l'état en plein parlement : il suppliait le dernier des Jagellons de laisser au moins à la Lithuanie son sceau antique, le signe de sa souveraineté. « On ne se met à genoux que devant Dieu, » lui répondit Sigismond, et cette parole, sortant de la bouche d'un souverain, est bien curieuse à une époque où partout ailleurs le culte de la royauté touchait à l'idolâtrie. La royauté de Sigismond-Auguste, qui se passait de génuflexions, eut cependant assez de prestige pour vaincre toutes les résistances et subjuguer les volontés les plus récalcitrantes : pas un des sénateurs et des nonces ne refusa sa signature à l'acte final de la diète. Cet acte proclamait l'unité parlementaire des deux nations; Varsovie devait être désormais le siége de leurs assemblées législatives. De ce moment (11 août 1569) date l'annexion complète de la Lithuanie.

Annexion légitime et honnête s'il en fut jamais! Elle a été prononcée sous les auspices de la liberté après une épreuve loyale qui a duré près de deux siècles, qui a démontré la compatibilité des tempéramens, la communauté permanente des intérêts entre les deux associés, les profits immenses enfin que la chrétienté et la civilisation retiraient d'une combinaison politique inaugurée par le baptême de tout un peuple... Même alors pourtant, et l'annexion une fois consommée, la Pologne fut loin de vouloir détruire l'individualité historique du pays de Gédimin; elle ne fit jamais la moindre tentative de le soumettre à cette centralisation absorbante qui est

bien toute la pauvre science de notre pompeux « droit nouveau. » La Lithuanie conserva son autonomie en entier : elle eut un ministère propre, une armée distincte, un *statut* spécial adapté à ses besoins et à ses mœurs, et elle garda cette indépendance administrative pendant deux autres siècles, jusqu'à la fin de la république, jusqu'à la constitution du 3 mai 1791. Ce n'est qu'à ce moment, — le moment suprême de l'existence nationale, — que le pays d'au-delà du Niémen perdit ses connétables, ses chanceliers et tout l'appareil d'une autonomie religieusement respectée par le royaume de Piast pendant tant de générations. La constitution du 3 mai fut le testament de la Pologne expirante, et la Lithuanie elle-même à ce moment demanda d'effacer jusqu'à la dernière trace de son « particularisme. » Le royaume-uni descendit dans la tombe avec « l'anneau nuptial d'Hedvige; » le « lien d'amour » noué à Horodlo ne fut que plus étroitement resserré, et c'est bien alors que l'amour apparut « plus fort que la mort. » Depuis ce temps, les potences de Wilno ont toujours répondu aux gibets de Varsovie...

Certes les habitans des vallées du Niémen et de la Wilia n'ont pas été ingrats envers ce peuple de Piast qui, au XIVe siècle, leur avait apporté l'Évangile, la civilisation et la liberté. Sans parler des holocaustes sanglans, des tourmens indicibles par lesquels ils ne cessent de témoigner jusqu'à l'heure présente de leur attachement à la « foi léchite, » il est juste de rappeler qu'ils ont donné à la patrie commune plus d'un nom illustre, plus d'une gloire nationale : ils lui ont donné des capitaines comme Chodkiewicz, des hommes d'état comme les Czartoryski, des martyrs du droit comme Reytan, des héros légendaires comme Kosciuszko, des poètes comme Mickiewicz. C'est aussi la dynastie lithuanienne, ce sont les Jagellons qui ont surtout imprimé au royaume-uni sa politique de tout temps loyale, honnête et généreuse, — son plus beau titre à l'estime de la postérité. La Pologne à coup sûr n'est point sans reproches devant le jugement sévère de l'histoire : elle a montré une inertie immense, une insouciance frivole, un laisser-aller honteux dans la conduite de ses affaires intérieures. Elle n'expie que trop cruellement, hélas! ces fautes indéniables; mais dans ses relations internationales, dans ses rapports avec les autres états, elle a toujours fait preuve d'un désintéressement, d'une magnanimité presque sans exemple dans les annales de l'Europe. Elle demeura étrangère à la convoitise, pure de tout agrandissement injuste au milieu des rapacités universelles, et alors que ni les occasions ni les moyens ne lui manquèrent pour rectifier ses frontières ou s'inventer des missions providentielles. « Pourquoi chercher à dominer plusieurs peuples quand il est déjà si difficile de faire le bonheur

d'un seul? » dit Sigismond le Vieux, le père de Sigismond-Auguste, au moment où on vint lui offrir les deux couronnes de Hongrie et de Bohême, qu'il refusa. Un successeur des grands-maîtres teutoniques, un ancêtre de Frédéric II, celui que les Prussiens nomment le grand-électeur, écrivait en 1655 à l'empereur Ferdinand III : « La Pologne a toujours préservé l'Allemagne des irruptions des barbares en se jetant au-devant d'eux; elle s'est montrée une voisine commode à tous les états qui l'environnent, n'attaquant et n'opprimant aucun d'eux, contente de ses frontières et laissant à chacun son bien (1)... » Pendant toute son existence en effet, on voit ce peuple défendre constamment le christianisme, la civilisation occidentale contre leurs plus dangereux ennemis, ne demandant rien à l'Europe en échange des services rendus, ne prétendant à aucun salaire, ne s'étonnant même pas de l'ingratitude, étonnant plutôt les politiques, les habiles, par des élans chevaleresques parfaitement en désaccord avec l'intérêt bien entendu. Louis XIV ne comprit rien à l'expédition de Sobieski, à l'empressement que mit la Pologne dans la défense d'un état chrétien qui, la veille encore (sous Jean-Casimir), avait médité son partage. C'est que la Pologne a toujours appris à mettre la cause de la chrétienté au-dessus même de sa cause nationale, et à garder dans la lutte aveugle des races et des influences ce « juste-milieu idéal » que l'historien allemand a si bien reconnu chez le fils d'Olgerd. Ce juste-milieu idéal, la Pologne ne le garde-t-elle pas encore à l'heure présente, toute terrassée et lacérée qu'elle est? Les dénis de droit à Posen et à Léopol ne lui font pas entreprendre de pèlerinages à Moscou; de ses mains défaillantes et meurtries, elle s'efforce de tenir la balance toujours égale entre les aspirations légitimes du monde slave et les intérêts encore plus sacrés de la civilisation véritable. Aujourd'hui comme pendant les siècles passés, elle continue de défendre les Slaves et l'Allemagne contre la barbarie orientale : elle lutte par ses convulsions, par son agonie, et ne fût-ce que par l'exemple effrayant de ses tortures. Les conseils ne manquent pas à ce Job des nations de « maudire ses dieux et de vivre; » il ne prononce pas le blasphème, il reste sur le grabat, fidèle à la religion du devoir. Le triomphe croissant de l'iniquité n'ébranle pas son culte pour le droit, et en présence des annexions qui se font de nos jours il rappelle avec une fierté légitime le baptême de Cracovie; il pense aussi avec le naïf parlement de Horodlo que « l'amour seul fait des unions durables. »

JULIAN KLACZKO.

(1) Pufendorf, *De reb. Frid. Wilh.*, Berol., 1659, p. 266.

FRANÇOIS BONIVARD

ET

GENÈVE AU XVI[e] SIÈCLE

I. *Oeuvres de Bonivard, la plupart inédites*, publiées par M. Gustave Revilliod, 6 volumes, Genève, 1856-1867. — II. J.-J. Chaponnière, *François Bonivard*, 1846. — III. Edmond Chevrier, *François Bonivard, sa vie et ses écrits*, 1868. — IV. L. Vulliemin, *Chillon*, étude historique, 1851. — V. J.-B.-G. Galiffe, *Genève historique et archéologique*, 1869. — VI. A Cramer, *Notes extraites des registres du consistoire*, 1853. — VII. Herminjard, *Correspondance des réformateurs*, 2 vol., 1865-1867.

Dans son pèlerinage de 1816 au bord du « clair et placide Léman, » Byron partit un jour en bateau de Clarens avec son ami Hobhouse pour l'îlot rocheux qui porte depuis mille ans le château de Chillon. Tous les voyageurs ont remarqué combien l'aspect de ces vieilles murailles contraste avec celui de la côte. Elles opposent à la gaîté des premiers plans, à la mollesse de l'eau bleue, à la liberté des hautes cimes, un donjon farouche aux murs crénelés que flanquent encore aujourd'hui trois tours rondes et une tour maîtresse carrée et massive, bien que cette puissante armure de pierre n'ait plus depuis trois siècles ni seigneur à défendre, ni ennemis à repousser. Byron parcourut les trois cours et les deux étages du château, la salle des chevaliers, la chapelle, la salle de justice; il vit les chasses peintes sur les murs, les fleurs de lis et les croix de Savoie qui brillaient encore au ciel noir et aux poutres rouges du plafond, les hautes cheminées qu'abrite une couverture légèrement surbaissée, les Alpes de Savoie encadrées par les croi-

sées des grandes salles; il descendit enfin « au profond de Chillon, » comme disaient les gens du pays. Ces cryptes accablantes, ces colonnes trapues, ces étranges lueurs bleues le matin, vertes le soir et parfois, au coucher du soleil, rouges de feu et de sang, qui tombent des meurtrières en laissant dans l'ombre le fond sinistre du caveau, tout cela frappa vivement le poète. On lui montra un pilier et on lui dit : « Ici fut enchaîné Bonivard. » Byron entendit à peine; il avait oublié la courte note de Jean-Jacques aux dernières pages de *la Nouvelle Héloïse :* « François Bonivard, prieur de Saint-Victor, homme d'un rare mérite.... aimant la liberté, quoique Savoyard, et tolérant, quoique prêtre. » Dans ce souterrain, l'auteur de *Childe Harold* se sentit comme emprisonné lui-même; il n'écouta point le caporal ivre, sourd et « fort comme Blucher, » qui lui racontait la légende du lieu d'une voix tonnante. Assailli d'images lugubres, de souvenirs dantesques, il se crut dans la tour d'Ugolin. Tout en rêvant un poème, il gravait machinalement sur le pilier ce nom qu'on y lit encore : *Byron*. Bonivard, qu'il ne connaissait pas, se dressa devant lui comme un personnage tragique. En sortant de cette tombe, le poète s'épanouit comme s'il revenait de l'enfer. Hors de lui, ivre de joie, il répétait à tous les enfans qui se trouvaient sur son chemin en leur jetant des demi-guinées : « Voilà, mes jolis garçons suisses, voilà pour votre grâce et pour votre beauté. » Son cœur se dégonflait. « Je me sens, disait-il à Hobhouse, sous le charme du génie de la contrée;... mon âme se repeuple de nature,... des sites pareils sont faits pour je ne sais qui... » Quelques jours après, à Ouchy, retenu par la pluie un jour entier dans une auberge, il écrivit *le Prisonnier de Chillon*. Dès lors ce prisonnier est monté au rang des demi-dieux dans la mythologie libérale. Cette apothéose a ébloui tout le monde, même les esprits les plus graves, et M. Vulliemin, le savant historien de Chillon, a parlé de Bonivard en poète ému.

Ainsi s'est formée la légende de ce martyr « plus célèbre que connu, » comme le dit fort bien l'un de ses biographes; mais depuis une vingtaine d'années la science, qui ne s'attendrit guère, a repris ses droits. Un archéologue genevois, le Dr J.-J. Chaponnière, a consacré une grande partie de sa vie à rechercher et à recueillir les manuscrits de Bonivard, que vient de publier M. Gustave Revilliod. Nous avons pu entrer dans la familiarité du prisonnier de Chillon. A la figure idéale, indécise, imaginée par Byron, s'est substituée une physionomie très accentuée, très vivante, et gagnant en expression ce qu'elle a pu perdre en pureté. Bonivard fut un remarquable écrivain, un érudit d'humeur pensive et rieuse, qui s'inquiétait à ses heures, en artiste et en curieux, de philosophie, de

philologie, d'histoire et d'historiettes. Il fut, pour tout dire en un mot, un des prédécesseurs de Montaigne. L'œuvre bigarrée de cet illustre inconnu jette une lumière vive et gaie sur les révolutions de Genève avant la réforme. Quand on l'étudie de près, si le héros diminue, l'écrivain grandit, et c'est tant mieux pour notre siècle, qui a plus besoin d'anciens écrivains que d'anciens héros.

I.

Genève, au commencement du XVIe siècle, était une ville de combats, d'affaires et de plaisirs. Debout sur les deux rives du Rhône, moins peuplée qu'aujourd'hui, mais plus vaste peut-être, elle offrait l'aspect d'une place forte entourée d'ennemis. Du côté du lac, elle avait enfoncé dans l'eau des rangées de pieux entre lesquelles chaque soir on tendait des chaînes; du côté de terre, elle s'était flanquée de fortes tours rondes et carrées que reliaient des murs d'enceinte. Dans ces murs, ici crénelés, là couverts de toits abritant les galeries suspendues où veillait le guet, s'enchâssaient de loin en loin des maisons où s'ouvraient des fenêtres grillées. Au-dessus des remparts verdoyaient des bouquets d'arbres, des jardins potagers, des plants de vignes parmi lesquels des granges et des poulaillers prenaient un air campagnard, tandis que plus haut un fouillis de pignons, de tourelles, de clochetons, de clochers, accusaient une vraie ville. On franchissait sur des ponts-levis défendus par des herses des fossés étroits, mais profonds, avant d'atteindre les portes, que protégeaient de grosses tours armées de mâchicoulis; tout cela sentait la poudre. L'intérieur de la ville était rassurant et l'on s'engageait volontiers dans les pittoresques ruelles habitées par des gens de bien. Les maisons, se développant sur des cours et des jardins intérieurs, ne présentaient à la rue qu'une porte, deux étages de croisées, le pignon par-dessus, de côté la tourelle où tournait le *virolet*, l'escalier à vis; mais la porte souvent ogivale était surmontée d'un écusson, les fenêtres aux meneaux de plomb offraient parfois des verrières blasonnées, le salon, qu'on appelait « le poêle, » était plafonné en caissons, peint à fresque ou tendu de tapisseries, meublé de bois sculpté, soutenu par des poutraisons à moulure, décoré de trophées d'armes qui ne restaient pas longtemps au croc : ces chambres de bourgeois ressemblaient à nos ateliers d'artistes. Les halles, vastes portiques couverts, étaient de grands bazars; des boutiques s'éparpillaient dans tous les quartiers : autour de la cathédrale, les débitans de bimbeloterie dévote; dans les rues nobles, les apothicaires, hommes d'importance et de capacité; ils parlaient latin à leurs apprentis, siégeaient dans les conseils, où ils reçurent plus tard,

l'épée à la main, la tête couverte, l'hommage que leur rendaient, à genoux et désarmés, les gentilshommes du territoire, puis retournaient sans déroger vendre des drogues. Au-dessus des boutiques, nombre d'hôtelleries arboraient sur leurs enseignes des croix, des aigles, des lions, des faucons de toutes couleurs et des titres singuliers. Un homme et son cheval, le premier « dînant de bœuf, de mouton et de poule, » étaient nourris et logés pour dix sous par jour. Les voyageurs affluaient, alléchés par ce tarif et sans doute aussi par les plaisirs de la ville, les jeux de paume, les tavernes toujours peuplées, les spectacles en plein vent auxquels assistaient les premiers magistrats, leur bâton syndical à la main, ou encore par les masques et les parades du carnaval, par les étuves, vrais thermes antiques où l'on était massé, frictionné, parfumé, saigné même à peu de frais, peut-être aussi par « les belles filles, » parquées alors dans une rue qui porte encore leur nom; elles n'en pouvaient sortir que marquées d'un parement rouge à l'épaule droite, et elles étaient soumises à l'autorité d'une supérieure assermentée qu'on appelait la reine du sérail. Rien de plus vivant alors que la petite ville et son grand fleuve, habité lui-même : des maisons, des fabriques bordaient « le pont bâti, » sous le tablier duquel étaient suspendues des caves; d'autres maisons et même des tours construites sur pilotis avaient pris possession du Rhône, et s'y avançaient sur un espace de cent dix-huit pieds; le pont seul supportait huit cents habitans. Les rues étaient à tout le monde; les notaires verbalisaient en plein vent; les femmes richement attifées se mêlaient aux foules, se battaient au besoin dans les émeutes, défendues par le stylet qui retenait leurs cheveux, et les riches ménagères qu'on voyait le matin, debout sur le rebord des fenêtres, nettoyer les vitres au risque de se rompre le cou, s'asseyaient le soir en robe de velours sur des bancs de pierre devant leurs maisons pour recevoir les hommages des promeneurs. Des groupes se formaient ainsi; passaient les musiciens, et les couples tumultueux entraient en danse.

Telle était Genève avant la réforme. Catholique et joyeuse, elle ne ressemblait guère à la cité de Calvin que nous aurons plus tard à parcourir. Cependant elle se sentait déjà menacée et se tenait sur ses gardes; de là ces remparts, ces palissades, ces chaînes qui se tendaient dans les rues, ces escouades de bourgeois qui, au premier signal, sautaient sur leurs armes et s'assemblaient dans leurs quartiers; c'était une ville de guerre dont tous les citoyens, même les prêtres, étaient sans cesse prêts à se battre; telle abbaye s'était transformée en corps militaire dont le capitaine, gardant le titre d'abbé, menait au feu ses « moines, » ou commandait, au bruit des tambours et des fifres, de martiales processions. Pourquoi donc

tant de précautions et de défiances? contre quelles menaces? Contre celles du dehors et celles du dedans. Genève, cité impériale et épiscopale, avait plusieurs maîtres, par conséquent plusieurs ennemis. L'empereur placé trop haut, trop loin surtout, ne la gênait guère; il avait reconnu son indépendance sous la souveraineté d'un évêque électif; mais le pape, cherchant toujours à développer son empire, s'attribuait la faculté de nommer seul cet évêque souverain. Ce dernier, non content de ses prérogatives épicopales, tâchait, au moyen des foudres qu'il avait en main, d'empiéter sur le temporel. Le plus dangereux ennemi, c'était le duc de Savoie; s'étant arrogé certains droits de justice, ayant installé un *vidomne* à Genève, il avait un pied dans la ville, et aurait voulu l'annexer à son territoire, dont elle était enveloppée de tous côtés. En ce temps-là, les cloches de la cathédrale étaient entendues de plus de Savoyards que de Genevois; mais dans ce petit état il y avait un peuple qui voulait rester libre. Ce peuple, depuis plusieurs siècles, avait su garder ses franchises, la liberté de la commune et de l'individu, l'inviolabilité de la terre et de la maison, l'élection des magistrats, la juridiction criminelle; il était le maître de la cité. Il avait su résister à toutes les usurpations du pouvoir spirituel et du pouvoir séculier; bien plus, il avait tenu bon contre l'envahissement et l'éblouissement de cette chevalerie qui, dans beaucoup d'autres endroits, en Savoie et en Piémont, par le prestige des armes et des aventures, par l'appât des titres nobiliaires, avait abattu l'énergique indépendance des associations communales.

Ainsi Genève au début du XVIe siècle était une sorte d'état constitutionnel dominé par un évêque, gouverné par le peuple et convoité par un souverain étranger. Le duc de Savoie était alors Charles III, que ses sujets surnommaient le Bon, parce qu'il avait montré à son avénement des qualités aimables et des goûts pacifiques. Il guerroya pourtant malgré lui; deux terribles voisins qu'il n'avait pas la force de séparer, la France et l'empire, se heurtant l'un contre l'autre, risquèrent plus d'une fois de l'écraser; cependant toute sa vie il parut songer à Genève autant qu'à son trône. Il voulait les Genevois pour sujets, et il s'obstina dans cette ambition avec une opiniâtreté de violence et de perfidie qui a soulevé l'indignation de l'histoire. Contre ces attentats, le protecteur naturel des Genevois aurait dû être leur évêque, souverain reconnu, incontesté et menacé lui-même par les prétentions de la maison de Savoie; mais Charles III était parvenu à faire nommer au siége épiscopal de Genève un de ses parens appelé Jean, fils d'un prélat et d'une courtisane; le bâtard devint aussitôt l'âme damnée du duc. Il y eut entre ces deux princes une épouvantable émulation de tyrannie.

L'évêque fit décapiter illégalement les meilleurs patriotes; le duc (entre autres crimes) fit enlever sur ses terres deux pauvres sires, qu'il confessa par la torture; puis, de peur qu'ils n'eussent le courage de rétracter leur confession, on les égorgea sans miséricorde; leurs corps, coupés en morceaux, furent expédiés à Genève et à Turin dans des barils scellés des armes du duc, et leurs têtes plantées sur des noyers devant le pont d'Arve.

Contre ces deux ennemis coalisés, le duc et l'évêque, que firent les patriotes genevois? Ils se tournèrent vers les cantons suisses, qui comptaient dans le monde depuis leur furieuse victoire de Morat; Genève tendit les bras du côté de Fribourg et de Berne. Un parti national se forma dans la future cité de Calvin, parti de jeunes gens un peu vifs, tapageurs, indisciplinés, mais intrépides et ne craignant ni les coups ni la mort. Ces bandes joyeuses combattaient de toute façon, souvent par de folles équipées : elles dépendaient les pendus, coupaient les jarrets des mules aristocratiques, aimaient le vacarme, battaient le rappel, s'ameutaient pour rien, attaquaient les maisons, cassaient les vitres, arrêtaient le vidomne, et s'inquiétaient peu des lois; mais elles sauvèrent Genève. C'est à la tête de ces héroïques lurons que nous trouvons les Levrier, les Berthelier, les Pécolat et le plus admirable de ces chefs, Bezanson Hugues, un caractère antique, homme d'autorité, de sang-froid, de résolution, qui vient d'être remis en lumière par M. Galiffe après trois siècles d'oubli. Quittant sa femme, ses enfans, qu'il confiait à la république, Bezanson était sans cesse en marche; passant les montagnes en toute saison, traqué par des gentilshommes, blessé, malade, il allait toujours; à Berne, à Fribourg, il gagnait des adhérens, persuadait les cœurs, écartait les objections comme il avait écarté les hallebardes. Épuisé par cette vie de périls et de fatigues, il dut s'arrêter à mi-chemin dès sa quarantième année; il avait dépensé tout son bien pour Genève et conquis le nom de père et sauveur de la patrie, titre mérité qui vient de lui être rendu.

C'est aussi dans ce même camp que nous allons trouver le fameux prisonnier de Chillon. François Bonivard était né en 1493 à Seyssel, où vivaient son père et sa mère; les habitans du Bugey le réclament comme Bugiste. Ses parens étaient nobles, de petite noblesse, ne signant point *de* Bonivard; ils occupaient cependant un certain rang à la cour du duc de Savoie, et possédaient plusieurs seigneuries et quelques bénéfices ecclésiastiques. Ces bénéfices, il est vrai, n'appartenaient point à la famille, qui se les transmettait pourtant d'oncle à neveu, grâce au bon vouloir du pape. François Bonivard, fils cadet et destiné à prendre les ordres, mena d'abord longtemps la vie d'écolier. En 1510, son oncle Jean Amé lui donna

le prieuré de Saint-Victor; c'était un cloître de bénédictins fondé en l'an 1000 aux portes de Genève par l'impératrice Adélaïde et englobé depuis lors dans la congrégation de Cluny. Chaque année, le prieuré genevois fournissait à cette abbaye un tribut de truites qui arrivaient souvent gâtées ou n'arrivaient pas du tout; cela fit un jour une grosse affaire, et dès lors le prieuré paya son tribut en espèces. En 1514, à la mort de son oncle, François Bonivard prit possession du couvent, mais ne se fit pas ordonner prêtre; il se contenta de toucher les minces revenus du bénéfice et de gouverner ses neuf moines, qui menaient joyeuse vie; il ne songea nullement à les réformer. Seulement il décida qu'à l'avenir tout nouveau frère admis dans le cloître achèterait un bonnet à chacun des anciens et offrirait à ses frais un banquet de réception. En même temps il s'attacha au pays qu'il habitait, et il en devint un des plus chauds patriotes. Ce dévoûment de sa part a lieu de nous étonner.

Il était prieur, et aurait dû se déclarer pour l'église; il appartenait de naissance à la maison de Savoie, qui avait fait du bien à plusieurs de ses aïeux; tous ses intérêts le poussaient à se mettre au service des plus forts. Bonivard malgré tout cela prit parti pour Genève. Le fit-il en haine du duc Charles III, qui lui avait enlevé certains bénéfices, et de l'évêque Jean, qui s'était approprié l'abbaye de Pignerol? On l'a soutenu, mais sans preuves; nous aimons mieux croire qu'il fut sincèrement pour la justice et la liberté. Dès qu'il avait commencé à lire les histoires, c'est lui qui le dit, il avait toujours « mieux aimé l'état d'une chose publique que d'un monarque ou seul prince, singulièrement de ceux qui règnent par succession. » Il se croyait des devoirs envers Genève, et tenait pour le pays de « son domicile, comme aussi le porte tout droit divin et humain. » Il avait d'ailleurs des rapports d'humeur et des relations de plaisir avec ces vaillans compagnons qu'on appelait « les enfans de ville. » Leur chef Berthelier, qui l'avait pris pour parrain d'un de ses fils, lui dit un jour : « Monsieur mon compère, touchez là; pour l'amour de Genève, vous perdrez votre prieuré, et moi la vie. » La prédiction devait s'accomplir de point en point.

Bonivard se montra bon Genevois dès sa dix-septième année. Son oncle Jean-Amé avait acquis trois coulevrines pour la défense d'un de ses châteaux; mais en mourant ce digne prêtre eut des scrupules, et ordonna qu'on refondît ces canons en cloches pour le couvent de Saint-Victor. Cependant, le lendemain de la mort de Jean-Amé, le conseil de Genève, ayant peu d'artillerie, demanda les trois coulevrines, offrant en échange des cloches du même poids. Berthelier, négociateur de l'affaire, fit observer à Bonivard

que par cet arrangement la volonté du défunt serait respectée, car l'église aurait les cloches, et Genève, qui était ville de l'église, aurait les canons. Le nouveau prieur ne trouvait pas cette casuistique irréprochable. Les syndics s'adressèrent alors aux exécuteurs du testament, qui remirent l'artillerie sans trop se faire prier, « de quoi ne fus pas fort marri, » dit Bonivard. Un maître de théologie interrogé déclara que les pièces pouvaient être livrées sans péché ni délit. A dater de cet incident, Bonivard eut pour lui tous les enfans de ville et fut pour eux un de ces alliés qu'on ne néglige pas, car il comptait pour quelque chose. Prieur de Saint-Victor, il avait le pas sur les autres ecclésiastiques et marchait immédiatement après l'évêque; chanoine de Saint-Pierre, il aurait eu voix au chapitre, s'il avait voulu se faire prêtre, ou, comme il disait, entrer *in sacris*; nombre de villages sur les deux rives du Rhône lui appartenaient; parmi ses « serviteurs » figuraient non-seulement des moines, des curés, mais des gentilshommes. Son couvent, quoiqu'en ruine, était un poste important aux portes de la ville; Bonivard aurait pu faire beaucoup de mal en tournant à l'ennemi. Il avait dans son prieuré « autant de juridiction que M. de Savoie à Chambéry; » il y était juge et maître, y tenait prison, y recevait les ambassadeurs du duc, et il exigeait d'eux des lettres de créance. Si les malheureux n'en avaient pas, il les menaçait de les traiter comme espions, puis, quand il leur avait fait peur, les emmenait souper, car il était bon diable. D'autre part, grâce à ses relations avec les enfans de ville, il était toujours « bien accompagné, » précaution nécessaire alors. Un jour le bruit se répandit qu'on l'assassinait dans la maison du sceau (la chancellerie épiscopale); une émeute éclata aussitôt pour le délivrer. Bonivard était jeune, prudent au fond, mais hardi par boutades, « prompt et léger à exécuter quelque œuvre de fait pour rendre service à ses amis. » Lorsqu'un de ses oncles, gentilhomme au service de la Savoie, vint lui offrir une bonne récompense, s'il faisait tomber Levrier dans un guet-apens, Bonivard allégua que ce n'était plus son métier de manier l'épée. « Pour une autre affaire, s'écria l'oncle furieux, vous mettriez la main à l'épée, quelle crainte en puissiez-vous avoir! » Et il jura que cette nuit même il irait prendre Levrier dans son lit. « Avez-vous entrepris cela, mon oncle? Touchez là, dit Bonivard, je vais mettre à part 30 florins de monnaie pour faire demain matin prier Dieu pour votre âme. » Là-dessus il le quitta, et avertit le fils de Levrier, son compagnon d'études. Cela fit encore une émeute; Berthelier et ses hommes allèrent battre leurs tambours devant la maison du gentilhomme épouvanté, qui fit aussitôt seller et brider son cheval. De grand matin, par une porte dérobée, ce piteux agent du duc quitta la ville.

Une autre fois Bonivard tira le patriote Pécolat des griffes de Jean le Bâtard. Le brave prieur entra résolûment dans le parti des *eidgnots*. On nommait ainsi ces partisans des Suisses (*Eidgenossen*, confédérés) qui, pour lutter contre le duc et l'évêque, se faisaient recevoir bourgeois de Fribourg. Ils avaient fondé ou plutôt restauré la confrérie de Saint-George pour résister aux *mammelus* ou *monseigneuristes*, qui tenaient pour les Savoyards. Réunis à table et banquetant chaque dimanche, sous prétexte qu'ils avaient été de longs jours en mélancolie et que le bon temps revenait, ils conspiraient après boire, portaient à leurs chapeaux des plumes de chapon, s'assemblaient « à belles torches, » allumaient des brandons, tapageaient à cœur-joie. Vivent les *eidgnots!* criaient les enfans. Tout en folâtrant ainsi, la plus grande partie de la ville entra dans la confrérie de Saint-George, et petit à petit quantité de Genevois devinrent bourgeois de Fribourg. Les princes furieux firent ce qu'ils purent pour empêcher cette émigration morale : ils voulaient que Bonivard agît sur Berthelier, le chef du peuple, l'âme des coups de tête et des coups de main. Bonivard répondit nettement que Berthelier était Suisse et resterait Suisse. Nous le voyons dans la même journée témoigner en plein chapitre ses sympathies pour les bourgeois, et le soir s'interposer entre les chanoines, trop dévoués au duc, et le peuple ameuté. Il était influent dans les deux camps, dans l'un par son rang et sa fortune, dans l'autre par ses opinions et ses amitiés. Le duc et l'évêque guettaient ce remuant personnage. A Turin, en 1517, il avait couru des dangers sérieux. Sans les écoliers de cette ville, ses anciens compagnons d'études, qui l'escortèrent pendant six jours, il n'aurait point échappé à la justice de M. de Savoie. Aussi prit-il peur à Genève quand le duc y vint en personne au mois d'avril 1519. Ce fut une terrible visite : les mammelus relevèrent le front, et l'évêque Jean le Bâtard devint féroce. « L'on emprisonnait, battait, torturait, faisait décapiter et pendre, en sorte que c'était une pitié. » La tête de Berthelier roula sur l'échafaud aux pieds de l'évêque. Bonivard, toujours prudent, avait gagné le large en se fiant à deux de ses amis, un gentilhomme du pays de Vaud et un certain abbé de Montheron, Brisset, qui se faisait appeler de Laconnay, du nom de son village. Ces deux bons amis lui promirent de le conduire à Montheron en habit de moine, et de là jusqu'à Echallens, qui appartenait à Berne et Fribourg; mais à Montheron ils le retinrent prisonnier sous bonne garde, lui défendant d'aller plus loin et le menaçant de le faire mourir, s'il ne renonçait pas à son bénéfice en faveur de l'abbé, qui donna 200 florins de pension au gentilhomme. Cette renonciation obtenue, Bonivard fut livré au duc et enfermé d'abord à

Gex, puis à Grolée; son affaire alla au pape, qui la remit aux officiaux de quatre évêchés; ceux-ci la transmirent à l'évêque de Belley, qui appela chez lui le prisonnier, et le retint huit mois encore. Après trois années de détention, Bonivard fut relâché, mais ne regagna point son bénéfice. Le pape, après la mort de l'abbé de Montheron, avait donné Saint-Victor et le reste à un Italien nommé Tornabuoni. La double prédiction de Berthelier était réalisée.

Que fit le pauvre prieur sans prieuré quand il fut libre? On l'ignore; jusqu'en 1527, on ne sait rien de lui, sinon qu'il avait fait l'année précédente un séjour à Berne et des dettes. Pendant cette disparition de Bonivard, l'évêque Jean le Bâtard était mort, laissant la place à Pierre de La Baume, un prélat point mauvais, mais faible. Après quelques nouvelles violences du duc, l'ignoble exécution de Levrier par exemple, le parti savoyard avait fléchi, les *eidgnots* étaient entrés aux conseils, le traité de combourgeoisie était signé avec Fribourg et Berne. Enfin arriva la prise de Rome par le connétable de Bourbon, et ce fut ce dernier événement qui servit le mieux les intérêts de Bonivard. Le pape, on le savait à Genève, était prisonnier, et le bruit se répandait partout qu'il ne restait plus un homme vivant dans la ville éternelle. Beaucoup de gens avaient intérêt à le croire, et allaient demander à l'évêque de Genève les bénéfices rendus vacans par cette prétendue Saint-Barthélemy d'abbés. L'évêque octroyait tout, et pour donner l'exemple avait commencé par s'adjuger à lui-même le prieuré de Saint-Jean, près Genève, qui était à un cardinal. On conseillait à Bonivard d'en faire autant. Tornabuoni, qui habitait Rome, devait avoir été massacré comme les autres. Bonivard n'en croyait rien, il voulut cependant profiter de l'occasion pour rentrer dans son bénéfice, et « y avoir si ferme le pied, » que Tornabuoni ne l'en pût déloger sans peine. « Je ne faisais pas grande conscience, disait-il, de désobéir au pape. » L'ex-prieur se fit donc réintégrer juridiquement par l'évêque, son parent, et par les membres du conseil, ses amis, « au possessoire de son bénéfice. » Il rentra dans Saint-Victor le jour même où l'évêque entra dans le prieuré de Saint-Jean; il y eut des soupers à ce sujet, des réjouissances et même des batailles; on ne s'égayait jamais dans le pays sans se colleter un peu. Ce n'était pas tout pour Bonivard d'avoir reconquis son titre de prieur; il fallait vivre, et à cet effet toucher les revenus de ses terres; or ces terres étaient en grande partie chez M. de Savoie. Il écrivit humblement au duc de le laisser jouir de son bien; mais le duc répondit qu'il ne le pouvait faire de peur d'être excommunié, vu que Tornabuoni était encore en vie.

Que fit alors Bonivard? Ici commence une épopée burlesque qui peint le pays et le temps.

A deux lieues de Genève, devant le village de Cartigny, Bonivard possédait un château sur une hauteur au pied de laquelle rampe le Rhône, grand serpent bleu tacheté de vert, replié plusieurs fois sur lui-même et frottant son dos contre le coteau sablonneux. Limé en dessous, ce coteau s'effondre en poussière dans le fleuve, si bien qu'à la place où fut le château de Bonivard on ne voit plus maintenant qu'un ravin tourmenté, des terrains qui s'éboulent, des falaises qui s'émiettent, criblées de trous où les hirondelles font leurs nids, puis des roches fantasques formant comme un glacier de sable durci, hérissé d'arêtes et d'aiguilles. De l'autre côté du Rhône, au-delà d'un plateau peuplé de villages et de touffes d'arbres, le long mur noir du Jura s'amollit à l'aube, rougit dans les brumes; et fuit au loin pour donner de l'espace à la plaine, qui se déroule en larges ondulations jusqu'aux premières houles des Alpes à l'extrême horizon. Bonivard voyait tout cela de sa propriété, qu'il tenait à garder, bien que ce fût « un château de plaisance et non de forteresse. » Il y mit donc un Fribourgeois, nommé Guillaume Castes, auquel il avait affermé ses terres, et s'assura ainsi la protection de Fribourg. En même temps il fit valoir devant le conseil général de Genève l'importance du prieuré de Saint-Victor, le danger d'abandonner cette position à quelque partisan du duc; il obtint enfin que la ville prît pour lui fait et cause, à main armée, s'il le fallait. Tornabuoni était à Chambéry, soutenu par le duc, et commença même à retirer les dîmes. Bonivard fit crier dans ses terres que nul n'osât y exécuter les ordres du pape et du duc, sous peine d'être pendu et étranglé, et recouvra tout ce qu'il put « à la barbe du duc et du pape. »

Cartigny pourtant ne devait pas appartenir longtemps à Bonivard. Un jour, le capitaine fribourgeois qu'il y avait placé, Guillaume Castes, envoya çà et là ses compagnons et partit à cheval du château, n'y laissant qu'une femme. Sa conduite en tout cela n'est pas très claire; ce qui est certain, c'est que, dès qu'il eut le dos tourné, les gens du duc s'emparèrent de la résidence. Bonivard alors afferma Cartigny à un homme sur lequel il croyait pouvoir compter. Cet homme se nommait Bischelbach, était boucher, et avait été magistrat à Berne; mais il s'était exilé de son pays par dévoûment au catholicisme. Berne en effet (février 1528) venait d'embrasser la réforme, qui forçait les hommes mariés de quitter leurs concubines; cette tyrannie déplut à Bischelbach, qui s'en vint à Genève avec une douzaine de compagnons, offrant à la ville en cas de péril trois ou quatre mille Bernois pour la défendre. « En vérité,

pensait Bonivard, ce n'étaient que rats qui venaient à Genève pour y décroître le grenier et la cave, mais quoi? En les refusant, d'amis ils fussent devenus ennemis et eussent pu porter beaucoup plus de dommages comme ennemis que de profit comme amis; on leur fit donc bon accueil, et on leur livra maison, blé, chair, vin, bois, bref tout ce qui était nécessaire. » Bonivard lui-même arrenta son bénéfice à Bischelbach et à un chanoine nommé Vuilliaumin (Guillimann), qui fuyait Berne également pour cause de religion. Au mois de mai, — c'était le moment où l'on percevait les dîmes, — Bischelbach voulut se rendre à Cartigny, mais n'y voulut pas aller sans Bonivard, qui débuta par refuser net, confessant qu'il avait peur. Il fallut, pour le décider, de vives instances et de bonnes raisons. On pouvait emmener de Genève quelques compagnons armés de haquebutes; il y avait près du village un bois dans lequel on pourrait se retirer en cas de charge trop forte, et la retraite serait facile, le pays étant tout plat. Bonivard prit donc courage et sortit un matin (le dimanche 24 mai) de la ville avec un prêtre et le chanoine bernois, qui était vaillamment monté sur une mule; tous trois portaient des armes sous leurs robes. Hors des portes, à Plainpalais, Bischelbach les attendait avec quatre ou cinq chevaux. « Et vos gens de pied? demanda le prieur. — Nous en trouverons assez, répondit en riant le boucher de Berne. — Je ne partirai pas, si je ne suis mieux escorté. — Je vais les envoyer querre (quérir) pendant que vous entendrez la messe. » Bonivard entra dans l'église, et se recommanda chaudement à Dieu, c'est lui qui le déclare, car il avait de « terribles doutes » malgré l'assurance de ses gens qu'ils vivraient et mourraient avec lui.

La messe entendue, la petite troupe se mit en marche, les gens de pied allant devant et derrière, un peu éloignés les uns des autres, afin de n'être pas remarqués. Ils arrivèrent ainsi à deux portées d'arbalète du château. Chemin faisant, l'un d'entre eux s'était emparé d'un cheval qu'on menait boire. Ils se trouvèrent devant l'église du village au moment où les habitans sortaient de la messe; parmi ceux-ci se trouvait un des gentilhommes du parti de Savoie, Jean de Grenant. Après un entretien entre Bischelbach et ce gentilhomme, il fut convenu qu'on enverrait au château l'un des Bernois, nommé Thibaut (Diebolt), sur quoi la troupe alla dîner, car Bischelbach, en homme de précaution, avait songé aux vivres; l'hôtelier était du reste à Bonivard. Aux premiers coups de dent, les convives entendirent deux coups de feu; ils sautèrent sur leurs armes. On venait de tirer du château sur le Bernois Thibaut, qu'ils y avaient envoyé. Bischelbach partit à cheval comme un trait et disparut; ce fut Bonivard qui rallia la troupe et qui commanda la

marche; il ne s'en tira pas trop mal, et mit même l'épée à la main contre Jean de Grenant, qui dut se rendre; puis il fit enlever par des paysans, sur lesquels on n'osait tirer du château, le corps du pauvre Thibaut, qui était encore en vie; on le hissa comme on put sur une monture, et l'on s'en revint sans autre fait d'armes, le prisonnier attaché derrière le prêtre, les gens de pied marchant le long du bois, les gens de cheval trottant sur le grand chemin. Dans le bourg de Bernex, le blessé voulut boire, il fallut le descendre à toute force, et, comme la foule commençait à s'amasser, on laissa là « le navré presque mort, » car ces guerriers n'entendaient pas se mettre en danger pour un cadavre. On n'était pas plus tôt rentré à Genève et Bonivard était à peine installé à table (il n'oubliait jamais ce détail), que MM. du conseil le firent prévenir de s'armer de nouveau. Les Genevois « enrageaient de sortir » pour courir au secours de Thibaut. Malheureusement on apprit que les ennemis avaient pris et achevé le moribond. Bischelbach déclara qu'il était inutile de le venger, et Bonivard alla probablement se remettre à table.

L'histoire n'est pas finie. La même année (1528), Cartigny revint au pouvoir de Bonivard, mais fut repris par Pontverre, le chef des « gentilshommes de la Cuiller. » Qu'était-ce donc que ces gentilshommes? De hardis partisans de M. de Savoie auxquels on servit un jour à table un plat de riz bien cuit et bien épais, qu'on appelle *papet* dans le pays, et de grandes cuillers. Ils dirent alors après boire: « Nous mangerons Genève à *la cuiller*, » et chacun d'eux, suspendant cette arme à son cou, la prit pour marque, d'où le nom de la confrérie. Ils gagnèrent des adhérens, firent bande à part, eurent des lois, des statuts, et s'assemblèrent à Gaillard, un bourg aujourd'hui français, à une lieue de Genève, pour couper les vivres aux Genevois. Hardis routiers, ils allaient sur tous les grands chemins fourrageant et pillant, effrayant surtout les bourgeois, qu'ils empêchaient de sortir, ils tentaient les expéditions les plus folles; ils eurent l'idée de prendre le couvent de Saint-Victor. Un des moines était pour eux; c'était un garçon de bonne maison qui mangeait son blé en herbe, et, quand il n'avait plus rien, allait battre monnaie ou, comme dit Bonivard, « puiser son eau bénite » auprès de sa famille, qui habitait Gaillard. Là il voyait naturellement les gentilshommes de la Cuiller. On le sut à Genève, où le bruit se répandit que Saint-Victor était menacé, même envahi par ces malandrins, que plusieurs d'entre eux étaient déjà cachés dans le couvent, d'où ils entreraient comme chez eux dans la ville. Un soir donc, Bonivard, qui ne se doutait de rien, venait de souper, quand le syndic Bezanson et le procureur fiscal, entrant tout à coup, lui dirent de prendre sa robe et de les suivre à la maison de ville, où il trouva

« plus de quatre cents personnes en armes qui commencèrent tous à crier que mes moines menaient des trahisons et qu'en fisse justice, autrement ils la feraient eux-mêmes. » Le peuple et Bonivard se rendirent à Saint-Victor pour prendre les moines. On enveloppa le couvent de tous côtés, tandis que le prieur y montait avec une douzaine de compagnons « par une porte dérochée (écroulée). » Il surprit ses moines dans une chambre où les uns jouaient, les autres regardaient jouer. Ces joyeux frères ne furent point effrayés de le voir tomber ainsi « extra-heure » au milieu d'eux; ils continuèrent tranquillement leur partie. Quand Bonivard ordonna qu'on les fît prisonniers, l'un des joueurs en se levant dit à un autre : « Souvenez-vous que vous me devez sept deniers. » La prison du couvent n'étant pas sûre, on enferma les détenus à l'hôtel de ville, puis à l'évêché; mais Bonivard fit déclarer que c'était par nécessité, et que sa juridiction n'en serait pas amoindrie. Il demanda en outre que les moines fussent bien traités. Ils le furent si bien que peu après, quand on les relâcha tous, les trouvant innocens et inoffensifs, l'un d'eux maugréa contre ceux qui lui ouvraient la porte. « Je faisais bonne chère céans, dit-il, et maintenant je mourrai de faim. »

Cependant les gentilshommes de la Cuiller continuaient leur petite guerre. Leur chef, Pontverre, un Fra-Diavolo de haut bord, se multipliait pour inquiéter les Genevois. Bonivard possédait un pré au-delà du pont d'Arve; au temps de la récolte, n'ayant pas assez de chariots pour ramener ses foins, il en laissa une partie sur place; Pontverre avec ses hommes vint s'en emparer le soir, et, du pont, insultait et défiait les gens du prieur. Les deux partis tirèrent les uns sur les autres « à belles haquebutes, » et le cheval de Pontverre fut, dit-on, tué sous lui. Bonivard, informé de l'escarmouche, sortit de la ville au secours de ses gens. Pontverre fit semblant d'avoir peur et recula d'un trait d'arbalète pour engager le prieur à passer le pont; mais celui-ci se garda d'en rien faire. Des incidens pareils se répétaient tous les jours. Ce Pontverre finit mal. Voulant traverser Genève à la brune, « à l'heure du souper, » dit Bonivard, qui estimait cette heure-là, il fit baisser la chaîne et ouvrir la porte; reconnu sur le pont, enveloppé, poursuivi jusque dans une maison, où il se débattit comme un lion, il finit par succomber criblé de blessures. Ce fut grand dommage, « car c'était un vertueux chevalier, excepté qu'il était si querelleux. » Sa mort n'arrêta point les équipées de la confrérie.

Enfin une trêve fut conclue entre les Savoisiens et les Genevois, et à la suite de cette trêve Bonivard reçut l'ordre de ne plus courir, pour toucher ses revenus, sur les terres du duc. Comme il ne pou-

vait vivre qu'au moyen de ces incursions, la ville lui fit une pension bien maigre, si maigre même qu'elle suffisait à peine à le nourrir, lui et son page, « ce de quoi me contentais, dit-il, voyant que la ville ne pouvait faire mieux. » Il se plaignait toutefois à des gens du conseil qui avaient pitié de lui et qui auraient bien voulu qu'il fît sa paix avec le duc, pourvu que ce ne fût pas au désavantage de Genève. Bonivard avait annexé son bénéfice à l'hôpital de cette ville; d'autre part Tornabuoni l'avait annexé à la chapelle du Saint-Suaire de Chambéry. Il fallait une bonne fois arranger cette affaire. A cet effet, Bonivard fit une sottise : il demanda au duc un sauf-conduit pour aller voir sa mère, « qui était ancienne et malade à Seyssel. » Le sauf-conduit obtenu (1530), Bonivard se mit en route malgré le conseil de ses amis; il n'avait pas vu sa mère depuis cinq ans, et « l'affection le transportait. » Il partit en secret et tout seul, craignant les mauvaises rencontres; ce départ ressemblait malheureusement à une désertion. Un homme qui convoitait le bénéfice de Bonivard souleva contre lui MM. de Genève, l'accusant d'être allé vendre leurs secrets au duc. On voit la situation du malheureux prieur « entre deux selles, » n'osant plus retourner à Genève et osant encore moins rester à Seyssel, où sa famille l'avait reçu avec plus de frayeur que de plaisir. Il obtint pourtant la prolongation de son sauf-conduit, et rôda quelque temps de ville en ville en Savoie et dans le pays de Vaud; il essaya de négocier avec l'évêque de Lausanne la cession de son bénéfice pour une pension de 400 livres, non sans avoir obtenu l'assentiment de ses amis de Genève. Un jour enfin, comme il se rendait sans défiance à Lausanne, il tomba dans une embuscade. Le capitaine du château de Chillon, sortant d'un bois à l'improviste avec une quinzaine de compagnons, se rendit maître de sa personne. « Je chevauchais lors une mule, dit Bonivard, et mon guide un puissant cortaut (courtaud); je lui dis : Pique, pique! Mon guide, au lieu de piquer avant, tourne son cheval et me saute sus, et, avec un coutel qu'il avait tout prêt, me coupa la ceinture de mon épée, et sur ce, ces honnêtes gens arrivèrent sur moi et me firent prisonnier de la part de monseigneur (le duc). Et quelque sauf-conduit que leur *montrisse*, me menèrent lié et *guerroté* à Chillon, où je demeurai non plus longuement que six ans, jusque Dieu, par les mains de MM. de Berne accompagnés de ceux de Genève, me délivra des mains de ces honnêtes gens. Et voilà ma seconde passion. »

Tâchons maintenant de résumer tous ces traits. La confusion de droits, d'intérêts, de juridictions, de puissances qui se heurtaient à Genève, le conflit entre le duc et l'évêque, entre le sacerdoce et l'empire, leur alliance contre la commune et le peuple, l'impuis-

sance du pouvoir civil, la nécessité pour chacun de penser à soi, de se faire justice, les associations se formant dans l'état, hors de lui, souvent contre lui, les partis soulevés et armés jusqu'aux dents, la ville à la merci des chefs de faction, les campagnes envahies et occupées par des malfaiteurs de bonnes familles, les bénéfices octroyés par l'église, à laquelle ils n'appartenaient pas, et possédés par deux prieurs qui se les disputaient à coups d'arquebuse; puis les trahisons, les guet-apens, les violences sans nom, la torture en permanence, l'échafaud relevé à chaque instant; enfin l'anarchie partout et déjà dans les consciences, la corruption presque universelle du clergé, de Rome à Genève et de Genève à Saint-Victor, appelant à grands cris la réforme, non comme une épuration de croyances (c'est le petit côté de ce grand mouvement), mais comme une révolution morale : — voilà le tableau que nous a présenté jusqu'ici l'histoire de Genève étudiée dans la vie et dans les livres de Bonivard. N'y a-t-il pas là, sur un théâtre restreint, toutes les tempêtes du XVIe siècle?

II.

Un des récens historiens de la réformation, M. Merle d'Aubigné, a rendu cet arrêt un peu sévère : « la dernière partie de la vie de Bonivard fut aussi triste que la première avait été brillante; il eût mieux valu pour son nom qu'il eût été mis à mort dans les souterrains de Chillon. » Qu'il nous soit permis de révoquer une pareille sentence. Si le capitaine du château s'était montré aussi méchant que le voudrait M. Merle, nous aurions perdu la meilleure ou du moins la plus durable partie de Bonivard, l'écrivain. Ce fut en effet à dater de sa « seconde passion » que le prieur prit la plume. Les deux premières années de sa captivité furent assez douces; le capitaine de Beaufort traita son captif honnêtement, le mit dans une chambre et lui tint compagnie : ces deux joyeux sires se racontaient des histoires et s'amusaient ensemble pour tuer le temps. Par malheur, M. de Savoie vint à Chillon, et « ne sais, dit Bonivard, si pour le commandement du duc ou de son propre mouvement, Beaufort me fourra en *unes croctes* desquelles le fond était plus bas que le lac sur lequel Chillon était situé, et avais si bon loisir de me promener, que je empreignis un chemin en la roche qui était le pavement de céans, comme si on l'eût fait avec un martel. » En se promenant ainsi, Bonivard composait « tant en latin qu'en français beaucoup de menues pensées et ballades. » Voilà tout ce qu'on sait de la captivité du prieur. L'épisode de ses deux frères qui moururent auprès de lui dans le cachot est sorti de l'imagina-

tion de Byron. Les autres incidens du poème anglais sont de pures inventions, moins que des légendes.

Nous avons suivi Bonivard jusqu'à son second emprisonnement, c'est-à-dire jusqu'à la fin de sa vie active. Désormais il ne sera plus rien, pas même prieur. Délivré en 1536, lors de la prise de Chillon, il fut ramené à Genève en triomphe; ce triomphe devait être court. Pendant sa captivité, — intervalle qui coupe en deux non-seulement la vie de Bonivard, mais aussi l'histoire de Genève au XVIe siècle, — une grande révolution s'était accomplie : la ville épiscopale était devenue la cité de Calvin. Elle s'était affranchie, puis réformée : plus de duc ni d'évêque, mais plus de bénéfices ni de couvens! Saint-Victor était détruit depuis le jour où les Genevois, pour se défendre, avaient eu le courage cruel de renverser leurs faubourgs. Les moines et, dit-on, leurs concubines avaient aidé à la démolition. Les martyrs sont exigeans; Bonivard espérait beaucoup de Genève, pour laquelle il avait souffert; il n'obtint de la ville appauvrie que la bourgeoisie, un siége au conseil des deux cents, un logis « pour sa vie et pour celle de ses enfans mâles légitimes, » enfin deux cents écus de pension, à la condition pourtant qu'il vécût à Genève, car il aimait à « lever le pied; » on exigeait de plus qu'il vécût honnêtement, et on ne lui permit pas d'avoir dans sa maison une servante trop jeune. Ces choses-là regardaient les magistrats du pays. Bonivard, mécontent, réclama auprès de MM. de Berne, qui ne demandaient pas mieux que d'intervenir; MM. de Genève, irrités de cette démarche, décidèrent de punir l'ancien prieur; celui-ci de son côté envoya sa démission de bourgeois, déclarant qu'il se réservait tous les droits qu'il pouvait avoir dans Genève ou sur son territoire. Cette déclaration fut assez mal reçue; on écrivit sur l'enveloppe le mot de *stultus*, et l'on appelait Bonivard monsieur *sans* Saint-Victor. L'ex-prieur, tenant bon, intima l'ordre à ses anciens sujets de ne donner d'argent qu'à lui seul; enfin, grâce à Berne, il finit par obtenir, outre sa maison et sa pension, portée à 140 écus d'or, 800 écus pour payer ses dettes, car il s'était habitué à bien vivre, et la prison ne l'avait pas corrigé; la prison ne corrige personne.

A dater de cet arrangement, il vécut en paix avec Genève, bien traité par « la seigneurie, » qui lui avançait de l'argent, le soignait malade, le logeait dans de belles maisons, l'aidait dans ses acquisitions, rachetait les livres qu'il avait mis en gage, lui donna même une chambre chauffée, ce qui était un grand luxe en ce temps-là. Il vieillit ainsi entre deux anciens serviteurs, et mourut en 1570, âgé de soixante-dix-sept ans, ne laissant guère que des dettes et des livres qui, légués à la ville, commencèrent la bibliothèque pu-

blique de Genève. Il n'eut pas d'enfans, bien qu'il eût épousé quatre femmes dans les trente dernières années de sa vie; la première, Catherine Baumgartner, était de Berne; la deuxième, Jeanne Darmeis, veuve d'un syndic, quitta plusieurs fois Bonivard pour courir les champs; il dut souvent déposer contre elle au consistoire, tribunal moral qui faisait la police de la vie privée. Les registres de cette compagnie nous ont été conservés; on y voit comparaître à chaque instant les deux conjoints, la femme se plaignant d'être battue, le mari, « avec paroles prolixes, » d'être délaissé; cela dura huit ans. Débarrassé de cette veuve, Bonivard en épousa une autre qui avait un fils et qui ne vécut guère. Enfin, le 27 août 1562, il fut encore cité devant le consistoire pour rendre compte de ses relations avec une nonnain, Catherine de Courtavone ou de Courtarvel. Il l'avait, disait-on, recueillie chez lui; or nul n'avait le droit de cohabiter avec une femme. Le galant prieur, qui marchait alors sur ses soixante-dix ans, avait, à ce qu'il paraît, adressé à cette Catherine des vers, et lui avait demandé sa main. Il ne voulait plus maintenant donner suite à ces pourparlers, désirant d'abord consulter ses parens. Le consistoire décida que les vers constituaient une promesse de mariage, mais que Bonivard avait bien pu se réserver le droit de consulter ses parens. Il renvoya donc les parties devant les magistrats, qui devaient déférer le serment à l'ex-prieur. S'il jurait ne s'être engagé qu'avec des réserves, il serait libéré de ses promesses, et puni seulement de sa légèreté, non par la prison à cause de son âge, mais en assistant d'autorité de justice aux prêches des dimanches et des mercredis. Si au contraire Bonivard a contracté un engagement formel, « il devra être puni d'autant plus étroitement qu'il n'est capable à contracter mariage, car même il l'a confessé, disant que sa chair est morte en lui, et ne désirait prendre cette femme sinon comme sœur, attendu son esprit. » Catherine de Courtavone, que Bonivard épousa le 21 septembre 1562, devait avoir en effet un esprit cultivé, puisque son vieux mari lui dédia son traité de l'*Amartigénée*, sur l'origine du péché, et reçut d'elle en retour les philippiques de Démosthène en grec (1). Ce roman tardif devait mal finir; l'ex-religieuse, accusée de relations trop tendres avec un moine défroqué que Bonivard avait pris à son service, fut mise à la torture avec son amant; tous deux confessèrent leur crime, et durent l'expier comme l'exigeait la férocité des nouvelles lois : le moine eut la tête tranchée, et la quatrième femme de Bonivard, cousue en un sac, fut jetée dans le Rhône.

(1) Ce livre vient d'être retrouvé par M. Philippe Plan à la bibliothèque de Genève.

Où est la ville si gaie que nous décrivions au commencement de cette étude? Genève est maintenant austère, ennuyée, enfermée dans ses murailles, dépouillée de ses faubourgs. Plus d'images ni de sculptures dans les temples, tout cela est effacé, renversé; les ornemens des maisons, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, sont défendus, les peintres ont été chassés de la ville, les statues mêmes des mausolées sont grillées ou détruites, car elles pourraient être adorées comme des images de saints; des tombes de pierre on fait maintenant des lavoirs, les bois d'un autel ont été utilisés pour la construction d'un échafaud. Les « belles filles » sont proscrites, les tavernes fermées et remplacées par des « abbayes, » cabarets officiels où les bourgeois ne peuvent s'attabler qu'à heure fixe sous l'inspection des magistrats. Les hôtelleries ont été interdites aux gens de la ville, les hôteliers astreints à surveiller le voyageur, à le dépouiller de son épée, à l'empêcher de sortir après souper, à faire la prière avant le repas, à ne servir aux paysans que le vin rouge du pays, à savoir enfin (on se croirait à Naples sous Ferdinand II) « ce que les étrangers vont faisant, » et à le rapporter à la police.

Défense de danser et même de voir danser, de chanter « chansons lugubres et vaines, » de jouer de la vielle aux noces; on n'entend plus pour toute musique que les lentes psalmodies du temple alternant avec le fredon du trompette qui, du haut du clocher, guette l'ennemi. Défense de manger plus de deux mets à dîner, de porter des dentelles ou des bijoux, des cheveux pendans, des culottes bouffantes. Défense de prier en latin, de dire *Ave Maria* ou même: *animæ fidelium requiescant in pace :* c'est « chose horrible et détestable. » Défense de représenter des pièces de théâtre et de lire Rabelais. Que des femmes s'avisent de patiner, qu'un homme à la fin du prêche réclame à son voisin de l'argent prêté, et que le voisin malgré la majesté du lieu paie la somme, qu'une dévote contemple le prédicateur avec des regards trop doux, qu'un garçon, voyant passer une femme, parie que c'est la plus belle de Genève, qu'un étranger (fût-ce Clément Marot) joue une partie de trictrac, qu'un hôtelier prenne pour enseigne « à l'Ange », — tous ces délinquans sont cités devant le consistoire, qui les admoneste et souvent les prive de la cène. S'ils refusent de comparaître, ils iront en prison. Le consistoire entre partout, voit tout, sait tout, il connaît ceux qui ne vont point à l'église et les y mène de force, il n'ignore aucun secret d'alcôve, et réglemente les devoirs conjugaux. Il note les dates des mariages; que le premier enfant naisse trop tôt, le père et la mère convaincus de tendresses impatientes sont excommuniés, quand ils ne sont qu'excommuniés. Un homme est reconnu « inhabile et incapable d'être marié; » son mariage est rompu, même sans plainte

de la femme. Des filles s'ébattent innocemment à l'heure du catéchisme, elles seront fouettées. Un paysan possède une vache nommée Rebecca, il est appelé devant les juges, et il a beau protester que ses enfans la nomment ainsi parce qu'elle a les cornes *rabouchées* (repliées), il reçoit une admonition sévère, il a offensé Dieu. Nous trouvons tous ces traits dans les *Registres du Consistoire*, et nous choisissons les moins rudes. Un homme seul, Calvin, s'était emparé de ce peuple joyeux, raisonneur, indiscipliné; il le tenait dans sa main et le forçait d'obéir. Sans être magistrat ni même citoyen (il ne le devint qu'aux dernières années de sa vie), sans mandat officiel ni titre reconnu, sans autre autorité que celle de son nom et d'une volonté inflexible, il commandait aux consciences, il gouvernait les maisons, il s'imposait, avec une foule de réfugiés accourus de toutes parts, à un peuple qui n'a jamais aimé les étrangers ni les maîtres; il heurtait enfin de parti-pris les coutumes, les traditions, les susceptibilités, les résistances nationales, et il les brisait. Il avait contre lui « les libertins, » c'est-à-dire l'ancien parti de Berthelier et de Bezanson Hugues, les compagnons ou les successeurs de ces patriotes qui avaient affranchi Genève et commencé la réforme, les chefs aimés du peuple, les anciennes familles du pays, Genève en un mot, car tout cela c'était Genève, révoltée à la fois de cette invasion de « Français » et de cette tyrannie morale. Calvin n'en tint compte; il détruisit Genève pour la refaire à son image, et cette reconstruction improvisée tient encore; il existe une « cité de Calvin. »

Dans cette guerre à outrance, de quel côté trouverons-nous Bonivard? Il était l'ami des patriotes, le parrain d'un de leurs chefs; il avait combattu avec eux, il aimait le plaisir, et n'était réformé qu'en haine des papes; il n'admettait point les dogmes un peu cruels de la nouvelle religion. Bien plus la police du consistoire le gênait; il était cité à chaque instant devant ce tribunal pour ses fredaines, ses querelles de ménage et ses façons de parler; on lui reprochait de ne point aller au prêche ni à la cène, et quand il tâchait de s'excuser sur son grand âge, on lui disait : « Vous vous êtes bien fait transporter sous le portique de l'hôtel de ville pour regarder des images. » On le grondait même à cause du bouquet qu'il portait sur l'oreille, « ce qui lui sied mal, disent les registres, à lui qui est vieil. » Excédé par ces tracasseries, il écrivit un jour ou signa du moins une chanson sur Calvin. On l'excommuniait à chaque instant, et il ne s'en affligeait guère. Calvin ne l'aimait pas, ou du moins le dédaignait un peu, le négligeait; il ne l'a nommé qu'une fois dans la volumineuse correspondance que publie avec tant de soin M. Herminjard; encore cette mention est-elle une

raillerie. Eh bien! Bonivard se déclara contre les libertins, qu'il attaqua rudement dans ses pamphlets. Comment expliquer cette invraisemblance? Fut-il payé, comme on l'a dit, pour calomnier les vaincus? mais les vainqueurs empêchèrent la publication et même la divulgation des écrits de Bonivard, qui ont été tenus sous le boisseau jusqu'à nos jours; ces écrits ne plaisaient donc point aux calvinistes. Ne vaut-il pas mieux croire que l'ex-prieur, homme de tact et de sens, voyait juste et pressentait auquel des deux partis appartiendrait l'avenir? Dans sa jeunesse, il avait combattu malgré ses intérêts contre la Genève des ducs et des évêques; dans son âge mûr, malgré ses sympathies, il combattit contre la Genève des libertins, qui ne pouvait durer. Si ces anciens partis eussent triomphé, leur république aurait-elle tenu devant les armes de ses voisins, les séductions de François de Sales? Fortement retrempée au contraire par la discipline calviniste, cette république est devenue la cité d'une idée, le foyer d'une lumière qui a brillé trois siècles, et qui pâlit aujourd'hui, mais ne s'éteint pas. Rappelons-nous ce témoignage éclatant et mérité de M. Michelet : « Genève, cet étonnant asile entre trois nations, dura par sa force morale. Point de territoire, point d'armée; rien pour l'espace, le temps ni la matière, la cité de l'esprit, bâtie de stoïcisme sur le roc de la prédestination... A tout peuple en péril, Sparte pour armée envoyait un Spartiate; il en fut ainsi de Genève. A l'Angleterre elle donna Pierre Martyr, Knox à l'Écosse, Marnix aux Pays-Bas : trois hommes et trois révolutions... S'il faut quelque part en Europe du sang et des supplices, un homme pour brûler ou rouer, cet homme est à Genève, prêt et dispos, qui part en remerciant Dieu et lui chantant ses psaumes. »

Bonivard fut donc le chroniqueur officiel de la réforme triomphante; ses études et sa réputation le désignaient pour un pareil travail. Il avait appris le latin à Pignerol, l'allemand et le droit à Fribourg en Brisgau sous le professeur Ulric Zasius. Plus tard, à Strasbourg et à Turin, il s'était encore assis sur les bancs de l'école. Dès sa vingtième année, il s'était attribué le grade « de poète lauréat. » A quel titre? On l'ignore, car il faisait les vers assez mal, comme la plupart des prosateurs de son temps, il était gêné par la mesure et la rime. Enfin en 1518 un voyage à Rome lui avait singulièrement émancipé l'esprit. *Roma veduta, fede perduta,* disait un ancien proverbe que M. de Chateaubriand lui-même a trouvé vrai de nos jours; que devait-ce donc être au XVI[e] siècle? Aussi Bonivard ne se contenta point d'embrasser la réforme, il la défendit avec sa plume, ou plutôt il prit l'offensive et attaqua résolûment, à Rome et partout, les ennemis du soulèvement religieux. Ce fut

l'œuvre de la seconde moitié de sa vie. Il débuta par des travaux historiques. Les conseils le désignèrent en 1542 pour continuer la chronique de Genève, commencée par Porral. Afin de se préparer à ce travail, il traduisit d'abord en 1543 le traité de Postel sur les magistrats d'Athènes et les chroniques suisses de Stumpff; il se fit acheter beaucoup de livres et obtint pour secrétaire Antoine Fromment, écrivain lui-même très naïf et très violent, qui tombait à bras raccourcis avec un bon gros rire bien bruyant sur ses ennemis les papistes. Le manuscrit des *Chroniques de Genève* de François Bonivard, copié de la main de Fromment, fut remis au conseil en 1551 (1); mais Calvin n'en permit pas l'impression. Il y trouva des passages qui auraient pu offenser MM. de Fribourg et de Berne, et il censura le style, qu'il déclara grossier. Bonivard dut baisser la tête, mais ne brisa point sa plume; cinq ans après, il écrivit son fameux pamphlet sur les libertins, l'*Advis et Devis de l'ancienne et nouvelle police*. Cette diatribe lui fut si peu commandée qu'il demanda au contraire de l'écrire, et sollicita la communication de quelques notes. Certes ce libelle est d'une injustice maladroite, et nous intéresse aux gens qu'il voudrait foudroyer. Bonivard ne passera jamais pour un chroniqueur véridique : il était homme de parti et homme d'église, trop passionné et trop convaincu pour voir les âmes telles qu'elles étaient, les choses telles qu'elles se passaient. Les écrivains de ce genre, pensant posséder la vérité, ne la cherchent point, ne s'inquiètent pas des faits, croient ceux qui leur vont, rejettent les autres ou les changent. On aurait tort de les appeler menteurs, car il n'est pas besoin de mauvaise foi pour dire le faux, le parti-pris suffit. D'ailleurs Bonivard se distingue des autres par beaucoup de sens et de réflexion; il cherche le trait et la couleur justes; il les trouve parfois malgré ses emportemens. Il a de la critique ou du moins il ose douter; il n'aime pas le merveilleux, le légendaire, il est homme de jugement; il a de plus des qualités de peintre. Ses personnages ne posent point, il les rend possibles; ce ne sont pas des anges ni des diables, ce sont des hommes, un peu grimaçans quelquefois, mais en chair et en os : il fait des

(1) Voici la liste des ouvrages de Bonivard qui nous sont parvenus : la traduction des *Chroniques des Ligues* de Stumpff, écrite en 1549. Une partie de cette traduction, l'*Histoire des quatre Jacopins de Berne* a été publiée en 1867; — les *Chroniques de Genève*, achevées en 1551, publiées pour la première fois en 1831, rééditées en 1867; — *Advis et Devis de l'ancienne et nouvelle police*, écrit en 1556, publié pour la première fois en 1847, réédité en 1865; — *De Noblesse et de ses offices et degrés*, achevé après 1560, publié en 1865; — *Advis et Devis de la Source de l'Idolâtrie*, etc., achevé en 1562, publié en 1856; — l'*Amartigénée*, achevé en 1562, publié en 1865; — l'*Advis et Devis des Langues*, achevé en 1563, publié pour la première fois en 1849 dans la *Bibliotheque de l'École des Chartes*, réédité en 1865.

caricatures, il ne fait pas d'académies; les portraits sont outrés, mais ressemblans. Voyez son Léon X, par exemple, « savant en lettres grecques et latines, et davantage bon musicien, en laquelle art il se délectait démesurément. A la reste, bel personnage de corps, mais de visage fort laid et difforme, car il l'avait gros plutôt en enflure que par chair ni graisse, et d'un œil ne voyait goutte, de l'autre bien peu, sinon par le bénéfice d'une lunette de béril, appelée en italien un ochial; mais avec iceluy, il y voyait plus loin que homme de sa cour... » Le portrait peint par Raphaël idéalise un peu ce croquis; il ne le dément pas.

Dans son *Advis et Devis de la Source de l'idolâtrie*, Bonivard raconte l'histoire des onze papes (d'Alexandre VI à PieI V) qui occupèrent le saint-siége de son vivant. Tous sont plus ou moins rudement traités par l'acerbe hérétique, qui ne fut cependant pas beaucoup plus doux avec les chefs de sa religion. Il écrivit sur les « difformes réformateurs » un traité qui ne dut pas enchanter les calvinistes. Ce traité débute ainsi : « Nous avons dit par ci-devant beaucoup de maux des papes et des leurs; mais quel bien pourrons-nous dire des nôtres?... Ce monde est fait à dos d'âne; si un fardeau penche d'un côté et vous le voulez redresser et le mettre au milieu, il n'y demeurera guères, mais penchera de l'autre. Aussi Cicéron en la guerre citoyenne entre Pompée et César, requis d'un chacun côté disait : *Quem fugiam scio, ad quem nescio.* » Partant de là, il se lance le fouet à la main sur tous les princes allemands, sur l'Anglais Henri VIII et sur beaucoup d'autres. « Nous crions contre les papistes, dit-il, et faisons pis qu'eux : princes et peuples sont débordés. » En 1536, l'année même où il sortit de Chillon, il fut appelé avec Farel, le fougueux apôtre de la réformation, à une sorte de conférence avec les prêtres et les campagnards encore attachés à l'ancien culte. Il fut signifié à ceux-ci qu'ils eussent à prouver par la Bible que la messe et autres institutions du pape étaient approuvées de Dieu, faute de quoi ces institutions seraient à jamais prohibées. Le doyen des catholiques demanda un peu de temps pour s'éclairer sur cette grave affaire de conscience, et Bonivard trouvait que le doyen des catholiques avait raison, « car, dit-il, s'ils se montraient si légers à passer d'une religion à l'autre, ils pourraient bien par la même occasion retourner aussi facilement à la première. » Farel au contraire, et son avis prévalut, voulait qu'on forçât les paysans à se convertir sans délai. Bonivard avait donc plus d'esprit que Farel; on peut même dire qu'en théologie il avait des idées moins crues que certaines théories de Calvin; il osa attaquer la prédestination, ce qui était dangereux à cette époque. Il conseillait aussi la tolérance et ne voulait pas qu'on

attirât les âmes à Dieu par violence et par contrainte. Dans son opinion, Jésus-Christ n'avait pas ordonné d'outrager, de frapper et de tuer en son nom : ce n'était pas l'avis de Calvin.

Bonivard avait beaucoup lu, beaucoup étudié; son traité *De noblesse* dut apprendre bien des choses à ses contemporains sur l'histoire des hautes castes et sur le droit féodal. Le malin prieur se moquait agréablement de ces petits princes, encore nombreux de son temps, qui, « n'ayant pas 400 florins de revenu, ne reconnaissent aucun souverain,... exerçant tous actes royaux, excepté de battre monnaie, non pas pource qu'ils ne le doivent, mais pource qu'ils n'ont pas de quoi. » Ce n'est pas qu'il veuille mépriser l'état de noblesse, « car, dit-il, je me mépriserais moi-même, qui en suis, et non pas le premier de ma race, Dieu veuille que n'en sois le dernier! » mais il est sans pitié pour les parvenus, les bourgeois-gentilshommes, les grenouilles qui veulent se faire aussi grosses que le bœuf.

Bonivard n'étudie pas seulement les titres de noblesse, il étudie aussi les formes de gouvernement. Il examine de près les trois états, monarchique, aristocratique et démocratique, et en signale avec beaucoup de sens les avantages et les inconvéniens. C'est surtout à la monarchie qu'il en veut, car il n'aime pas les rois; il déteste entre autres Henri VIII, et prétend qu'on pourrait graver sur une seule cornaline toutes les armes des bons princes. Il affirme que derrière la monarchie marche la tyrannie, il est donc contre le gouvernement personnel. Il est aussi contre le gouvernement militaire, et ne pardonne point à Auguste, d'avoir pris le titre d'*imperator*. Cependant Bonivard ne paraît pas estimer beaucoup plus l'aristocratie, c'est-à-dire la prépotence de quelques-uns; serait-il donc démocrate? Nullement, car l'état populaire, selon lui, traîne à sa queue l'anarchie: autant de têtes, autant de tyrans. Il a fait là-dessus « des carmes en latin et en gaulois. »

Bellua, quam plures nam minus una nocet.
Vu que plus dommageable est bête
De plusieurs que de seule tête.

Ainsi ni monarchie, ni aristocratie, ni démocratie; que veut donc Bonivard? Tout simplement un gouvernement électif. « Suffit à un peuple que Dieu lui donne la grâce de pouvoir élire un prince ou plusieurs; » sur quoi il a fait le quatrain suivant :

Quand seront heureuses provinces,
Royaumes, villes et villages?

Quand l'on fera sages les princes
Ou (qu'est plus court) princes les sages...

Telle est la politique de Bonivard.

Dans tous ces traités ou « Advis ou Devis, » le négligent prieur se promène en long et en large, un peu au hasard, sachant où il va, mais prenant le plus long, nous échappant par des digressions continuelles. Il cause à bâtons rompus, car il est assailli de souvenirs et d'idées, et tient à dire tout ce qu'il sait. Ainsi dans son *Amartigénée* il parle de tout, cite dès les premières pages Salomon, Prudence, Pétrarque, saint Augustin, l'oracle de Delphes, Josèphe, Ovide et Clément Marot, évoque à propos de la création toute la philosophie ancienne et moderne, introduit dans sa dissertation des anecdotes sur Diogène, sur les sauvages, sur les vipères et les tarentules, sur Alexandre le Grand et le roi Pyrrhus, sur Épicure comparé à Luther, entremêlant cela de quatrains moraux et d'épigrammes contre toute sorte de gens, — notamment contre les communistes. Il prétend que même les cannibales des terres neuves ne vivent pas en commun, puisque, « non contens des vivres de leurs voisins, ils mangent les uns les autres. » Il se moque des anabaptistes et des déchaux « qui ne diront pas mon mantel, mon bissac, etc., mais notre mantel, notre bissac et semblable, et descendront jusques à cela qu'ils diront bien notre bourse en nombre plurier; mais quand viendra à parler de ce qui est dedans, ils retourneront au singulier, et ne diront pas notre argent, mais mon argent. » C'est ainsi que flânait gaîment et nonchalamment ce causeur savoyard plein de réflexions et de lectures; on voit l'homme habitué à vivre en compagnie d'êtres intelligens qui l'écoutaient; nous avons noté que sa dernière femme savait du grec. Il en savait aussi quelque peu, faisait des vers latins, entendait l'allemand, l'italien et l'espagnol. Son *Advis et Devis des langues* contient un vocabulaire des mots latins d'origine germanique; il avait donc beaucoup lu pour lui-même, la plume à la main. Quant au gaulois (il ne voulait pas dire le français, parce que Genève n'appartenait pas à la France), on a vu assez comment il le parlait. C'est cette liberté, cette variété, cette fantaisie, ce luxe de consonnes inutiles qui distinguent tous les écrivains du temps. Ni ponctuation, ni apostrophes. En revanche, on trouve chez Bonivard un accent de terroir qu'on chercherait en vain chez les autres écrivains réformés, Calvin, Farel, Bèze, Français d'origine, et introduisant à Genève un idiome étranger. Le prieur de Saint-Victor est bien de son pays, et M. Edmond Chevrier a raison de le proclamer Bugiste en reconnaissant dans ses livres quantité de locutions qui avaient cours au XVIe siècle dans le Bugey, la Bresse, la

vallée du Rhône, le bassin du Léman. Du patois savoyard qui se parlait à Genève, Bonivard garda non-seulement beaucoup de mots, mais aussi le ton, certaines particularités de la prononciation locale qui, fixées sur le papier, attirent l'œil (1). Quant au style, ce n'est certes pas celui de Montaigne, mais c'est encore moins celui de Calvin. « Je confesse, dit-il quelque part, que le beau parler est chose fort douce et amiable et *allichant* ailleurs, mais en philosophie il n'est ni bel ni agréable. A un bateleur est bien séant tourner les yeux çà et là, bien danser, sauter, gambader, bien jouer de souplesse; mais si un homme de conseil ou un philosophe s'essaie de ce faire, il n'y aura personne qui ne se donne honte de *son* honte. Si nous avons une petite fille jolie, mignonne et de bonne grâce que die des mots infantiles, il n'y aura personne que n'y prenne plaisir et ne la loue; mais si une femme de réputation s'essayait de ce faire, qui ne s'en moquerait? »

Tout cela est fort bien pensé, mais l'excellent conseiller n'a qu'à moitié suivi son précepte. Certes il était plus rond, plus franc du collier que la plupart de ses contemporains; il avait ce parler qu'aimait Montaigne, « simple et naïf, tel sur le papier qu'à la bouche, un parler succulent, point délicat ni peigné, éloigné d'affectation, délicat, décousu et hardi. » Il n'était pas de ceux « qui se détournent de leur voie un quart de lieue pour suivre un bon mot. » Il ignorait cette course aux *concetti* qui nous fatigue chez ses contemporains et ses successeurs; mais il n'avait pas non plus la sobriété, la rigueur qu'il réclame du philosophe. Il s'amuse et veut plaire; aussi ne craint-il pas, même en parlant des origines du péché, le mot pour rire, l'anecdote graveleuse. Il a beau défendre l'Écriture, l'esprit grivois du vieil homme d'église perce toujours. Malgré ses lectures, il ne veut point paraître pédant, et, au moment où l'on s'y attend le moins, il jette par-dessus les moulins sa toque et sa robe. Il n'a aucune idée de ce qui s'appellera plus tard le style soutenu, la dignité d'un sujet, la gravité de l'histoire. Il est enjoué, gaillard et de bonne grâce, oubliant à chaque instant la tenue qu'il voudrait s'imposer. Il « frétille et extravague » même dans les choses les plus graves. Il s'insurge contre les langues savantes, bien qu'il les parle. Dans les tours de phrase, les inversions, les suppressions de pronoms et d'articles, à certaines façons d'attaquer la période, de la développer ou de la clore souvent par le verbe ou par le mot essentiel, on sent chez lui le latiniste; mais il ne veut pas l'être.

(1) Il écrit par exemple *commençarent*, *darnier* pour derrière; il a des imparfaits du subjonctif étonnans : *qu'ils marchissent*, *qu'ils mangeussent*. Il commet d'autres fautes qu'il a rapportées d'Italie; il dit *une art* et *un erreur*, il confond les *qui* et les *que* sans y voir aucun mal.

Il s'écrierait volontiers comme Montaigne : « Puissé-je ne me servir que des mots qui servent dans les halles de Paris! » Cet amour de la langue vulgaire est un des signes particuliers de la réforme.

La réforme en effet, fille de la renaissance, renia bientôt sa mère ou plutôt lui fit la leçon, prit sa place et marcha devant, comme font les fils devenus majeurs. Rien de plus beau que le moment où l'une et l'autre, nées du même besoin d'affranchissement et d'épanouissement, cheminèrent ensemble, où Mélanchthon, mettant entre les mains de ses élèves Homère et saint Paul, voulait qu'on entendît le poète divin pour comprendre l'apôtre. Rien de plus intéressant que le développement des études classiques ordonné à Genève par Calvin et avant lui par Farel. Cette entente cordiale ne pouvait durer; la renaissance voulut rester fidèle aux anciens dieux, qu'elle avait ressuscités et rajeunis, la réforme disait : Je suis chrétienne! M. Sayous nous apprend que Viret n'admettait l'antiquité que comme « chambrière et servante; » Budé trouvait les pâturages de la philologie agréables, il est vrai, mais pauvres et stériles, et conseillait la philosophie sacrée comme la nourriture des bons esprits; Hotman tenait à proclamer que les Gaulois ne descendaient pas des Romains; l'helléniste Estienne affirmait que le français valait bien le grec; Mornay ne craignait pas d'injurier Cicéron en comparant les Latins aux Juifs; enfin Calvin, l'un des meilleurs latinistes de son temps, renonça de plus en plus, en avançant dans la vie, aux archaïsmes classiques, pour adopter, pour inventer peut-être cette discipline de la grammaire s'imposant à tous les membres de la phrase et forçant chacun d'eux de venir à son tour et à son rang; c'est lui qui le premier a fait du français la langue de la ligne droite. N'oublions pas que la réforme régna non-seulement dans la science, — « c'est par là, disait François de Sales, que notre misérable Genève nous a surpris, » — mais dans les lettres durant le demi-siècle qui sépare *Gargantua* des premiers *Essais*. Pendant ce temps, c'est ce grand mouvement religieux qui s'empare de la langue vulgaire, la substitue aux langues savantes, la saisit comme une arme ou comme un instrument pour répandre ses idées dans le peuple, la façonne et la refait à son gré pour les besoins de la science, de la logique et de la discussion. Par la liberté de son esprit, par la direction de ses idées, Bonivard appartient à ce schisme ou, pour mieux dire, à cette réforme littéraire; il fut de ces fougueux ferrailleurs qui servaient sous Calvin, et qui tous, même le maître, quittant de loin en loin le style solennel et retroussant leur robe, s'escrimèrent avec une gaîté violente contre les hommes et les idées d'outre-mont. Toutefois, on le sent, le joyeux prieur n'entra jamais qu'en volontaire dans cette compagnie de plaisans lugu-

bres qui bouffonnaient de force et ne riaient que pour montrer les dents.

Homme de plaisir, il se tint à l'écart, ne fut point ministre et ne prêcha jamais, bien que sa dernière femme, celle qui fut noyée pour crime d'adultère, l'y poussât, dit-on, de tout son pouvoir. Peut-être détestait-il l'ancienne église plus qu'il n'aimait la nouvelle; en tout cas, il n'avait pas cette idée fixe, unique, qui fit la force des réformateurs. Il s'intéressait à beaucoup de choses, à la philosophie, à l'histoire, aux langues, à la politique, aux mœurs des différens peuples, voire aux vignobles des différens pays. Il dissertait sur les crus et aimait la bonne chère; c'était un Rabelais dépaysé, forcément contenu, tranquille. Il voulait pourtant garder ses coudées franches; cette indépendance d'esprit et d'allures se montre dans ses écrits. Il eût pu passer pour le père de Montaigne, s'il avait eu la fermeté, l'aisance et l'audace du moraliste souverain. Il lui manque surtout le grand charme de Montaigne, ces retours sur le *moi*, qui n'est jamais haïssable dans les *Essais*. Bonivard ne parle guère de lui que dans les *Chroniques de Genève* en racontant les événemens où il figure comme acteur; sachons-lui gré pourtant de ne s'être jamais posé en foudre de guerre. Il eut peur plus d'une fois; mais il a le courage de l'avouer. Quand il se met en scène, il s'excuse toujours et tâche de justifier son entrée; dans tous ses *Advis et Devis*, il n'intervient jamais que comme témoin. Sur sa captivité de Chillon, il n'a écrit qu'une courte note. Il aurait pu chanter ses fers et ses barreaux « en carmes latins ou gaulois, » il n'en a rien fait : remarquable réserve qui rachète bien des faiblesses du prieur, bien des injustices du pamphlétaire. François Bonivard, partisan très actif, puis écrivain mordant, plein de saveur et de verve, fut en somme un sage qui, dans sa jeunesse à coups d'épée, dans sa vieillesse à coups de plume, se battit pour les deux causes qui devaient triompher. Il eut l'honneur de souffrir pour l'une d'elles et le bon goût de n'en pas tirer gloire.

MARC-MONNIER.

LA

POÉSIE ET LES POÈTES

DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION

Ce qu'on appelle poétiquement le concert des oiseaux dans les matinées du printemps est un gazouillement désordonné où il est malaisé de distinguer le cri mutin de la mésange, la voix éclatante du loriot, l'accent varié de la fauvette. Un lecteur sans préjugé ni préparation particulière doit trouver quelque chose d'analogue dans l'ensemble confus de chants que nos poètes offrent à un auditoire distrait. Un premier coup d'œil en effet jeté sur la poésie de ces trois ou quatre dernières années ne permet d'apercevoir tout d'abord que des ressemblances : c'est comme la marque du temps. Tout appartient à peu près au genre lyrique moyen, tout est détaché et en fragmens; l'esprit d'entreprise, l'ambition, manquent. La forme ne change pas sensiblement d'un écrivain à l'autre : un peu plus, un peu moins d'habileté dans l'innovation; la coupe des vers et le rajeunissement de la langue sont partout l'objet d'une étude sérieuse. En y regardant de plus près, cette uniformité disparaît : sous la ressemblance des procédés, il y a des tentatives diverses; on se sert des mêmes moyens pour attirer les yeux, l'esprit n'est pas le même. La strophe, qui s'applique à toute espèce d'objets, le sonnet, qui ne rend pas les armes, le tercet dantesque, dont on fait grand usage, sont employés aux desseins les plus opposés. Les poètes paraissent s'entendre sur l'art qu'ils pratiquent, ils ne s'accordent pas sur le but de cet art même.

Plusieurs le regardent comme une parure de la société; au-delà

du plaisir qu'il procure, ceux-ci ne voient plus rien qu'on puisse exiger de lui. Un des traits les plus caractéristiques de la période littéraire correspondant au second empire, c'est que jamais l'école de l'art pour lui-même n'a été plus en vue. Voilà peut-être d'où vient l'optimisme d'un rapport officiel adressé l'année dernière au ministre de l'instruction publique sur le progrès de cette partie de la littérature. Une autorité trop confiante et une complaisance trop empressée en ont dicté les conclusions. Ce document restera du moins comme un monument curieux du progrès accompli de nos jours, non par la poésie en général, mais par celle qui n'est qu'une jouissance de l'esprit et des oreilles. Descriptive et musicale, cette école se regarde comme l'héritière la plus directe des maîtres qui ont renouvelé chez nous le rhythme et la couleur. En même temps, comme elle est l'adversaire de la poésie intime et profonde dont Alfred de Musset a été la plus puissante expression, elle s'efforce d'ôter à tous les sentimens, même à l'amour, ce qu'ils ont de personnel; elle affecte un calme inaltérable qui la fait ressembler à ces dieux de marbre dont elle aime à recommencer perpétuellement l'ébauche. Au reste elle a tort de se croire seule en possession de la tradition et des procédés des maîtres : plus d'un poète de nos jours sait manier le rhythme et la couleur, plus d'un sait décrire et peindre la nature sans oublier qu'il a un cœur, sans affecter la froideur olympienne.

La royauté presque absolue du genre descriptif a provoqué une réaction; c'est là le symptôme le plus sensible d'une nouvelle tendance. Il y a de jeunes écrivains pour qui leur art est quelque chose qui ennoblit le poète et ceux qui l'entendent, une vigueur sacrée qui se communique aux pensées et aux actions. Ils comprennent ainsi ce magnétisme poétique dont parle Platon, cette chaîne aimantée qui va de la muse à celui qui répète les beaux vers. L'un d'eux l'a parfaitement exprimé,

> Le beau reste dans l'art ce qu'il est dans la vie,
> A défaut des vieillards, les jeunes le diront.

La poésie contemporaine a donc commencé par des essais plus ou moins brillans qui en faisaient quelque chose d'extérieur et d'impersonnel, elle aboutit à des tentatives en sens contraire. En nous proposant ces dernières comme objet principal de notre étude, nous trouverons des souvenirs du point de départ et des traces du chemin parcouru. Beaucoup de descriptions et de peintures qui ne sont pas toutes froides et systématiques, des efforts louables pour faire parler la philosophie en vers, un caractère plus humain, plus cordial dans quelques-uns de nos jeunes écrivains : tels sont les résul-

tats que nous avons pu dégager des nombreux recueils qui ont paru depuis trois ans.

I.

Comment le genre descriptif, si décrié vers la fin de la restauration, a-t-il repris faveur parmi nous, à tel point que la poésie du second empire rappelle en plus d'un point celle du premier? Comment les curiosités, les minuties d'une école épuisée sont-elles revenues à la suite d'une rénovation qui était précisément destinée à les chasser? Jadis méthodique et froidement ingénieuse avec Delille, Esménard, Michaud, la description, sans changer de fond, a pris aujourd'hui la forme et les allures de l'ode. Au lieu de moissonner son champ avec la régularité classique, elle fait sa gerbe suivant le mode romantique, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Les descriptifs d'autrefois disaient que tout était bon pour les vers, et mettaient en rimes spirituelles ce qui n'était fait que pour la prose; les descriptifs de notre temps ont dit que la poésie est partout, et qu'il suffit de savoir la dégager. Combien de fois n'a-t-on pas répété qu'elle est dans l'étoile qui brille, dans le flot qui gémit, dans la fleur qui se penche, dans la goutte de rosée et dans le brin d'herbe! Combien aussi ne devons-nous pas de lieux-communs à ces exagérations sans portée! Parce que les descriptions étaient couvertes du vêtement lyrique, elles ont souvent passé pour de la poésie, et le procédé même du renouvellement a servi à cacher les redites. Non, le plus beau, le plus divin de tous les arts, n'est pas dans l'étoile ni dans le brin d'herbe. C'est le prendre en un sens grossier que de l'entendre ainsi. Décrire est bien quelquefois, peindre est mieux; mais ce dont il s'agit surtout, c'est d'interpréter la nature, non de la rendre matériellement, ni de l'inventer d'après des livres. Encore faut-il que le poète ne s'attache pas toujours à la nature extérieure, qu'il sache regarder en lui-même, admirer les horizons de l'âme,

Écouter dans son cœur l'écho de son génie.

Inventer, copier ou interpréter la nature, voilà trois manières de décrire qui peuvent servir à marquer le caractère d'un bon nombre de poètes contemporains. On nous permettra d'adopter pour eux cette division, quand ce ne serait qu'en vue d'introduire un peu d'ordre dans une mêlée de talens qui par leur tempérament divers et par leur penchant à s'imiter entre eux échappent aux classifications rigoureuses. Si nous leur faisons une place suivant qu'ils aperçoi-

vent les objets extérieurs sous tel ou tel aspect, nous ne prétendons pas qu'ils se mettent toujours au même point de vue; si même nous les rangeons parmi les écrivains descriptifs, nous n'entendons pas soutenir que les vues philosophiques ou les peintures morales leur soient à tous également étrangères.

Quelques pièces qui ont paru dans un recueil trop mêlé, *le Parnasse contemporain*, nous permettent seules de faire ici mention de MM. Leconte de Lisle et Louis Ménard. La mythologie, à laquelle ils demeurent fidèles, les met toujours à la tête de ceux qui inventent la nature qu'ils décrivent. Quand ils ne la prennent pas dans leur imagination, c'est aux livres grecs ou sanscrits qu'ils la demandent. Il convient de faire une réserve en faveur du premier, qui par momens se souvient de l'île natale et du soleil d'Orient. « L'amour du pays est plus puissant que tous les systèmes (1), » ainsi pourrait-on traduire un vers célèbre d'Ovide, dont M. Leconte de Lisle a trop lu peut-être les *Métamorphoses* et pas assez les *Élégies*. Cette fois encore la nature vraie, prise sur le fait, l'a bien servi. Son *Rêve du Jaguar* est un digne pendant des *Jungles* de ses *Poèmes et poésies*. Il est du reste un descriptif érudit aussi bien que M. Louis Ménard; mais, si nous insistons sur lui, c'est qu'il reste le versificateur le plus habile de notre temps, et qu'il a exercé sur les jeunes poètes une influence incontestable. En l'absence d'un écrivain qui sache la saisir au cœur, la jeunesse se laisse gagner par les oreilles, le détail la captive. A la mort d'Alfred de Musset, M. Leconte de Lisle s'est trouvé là bien à propos pour recueillir une part de sa succession. Un vers largement dessiné, une phrase tout ensemble musicale et neuve, c'est beaucoup pour séduire des imaginations qui ne se livrent jamais à demi. Si l'on ajoute que l'art de manier les couleurs et d'ajuster les sons, c'est-à-dire le secret du procédé, est précisément ce qui se communique le plus aisément du maître à l'élève, on ne s'étonnera pas que M. Leconte de Lisle, sans être populaire, ait une école, et que parmi les poètes de notre temps il puisse se flatter à bon droit de compter, non le plus d'admirateurs, mais le plus de disciples.

L'originalité de sa manière a fait son légitime succès; il n'avait ni les fausses élégances et les hémistiches vieillots de la tradition dite classique, ni les incorrections cherchées et les effets puérils de la tradition dite romantique. En revanche, plus que tout autre il avait une manière, et c'est là le principal défaut qu'il a communiqué à ses imitateurs. Il est bon de bien faire les vers, d'y mettre l'éclat, la largeur, la grande harmonie; mais se piquer outre me-

(1) Crescit amor patriæ ratione valentior omni.

sure de ces qualités, croire que tout est fait parce qu'on est parvenu à exceller dans ces détails, c'est manquer le but de la poésie; c'est aussi être un écrivain maniéré au premier chef. Ne donnons pas une si grande importance à de purs détails. Que m'importe que vous posiez pour les yeux ou pour la chevelure, si après tout la nature ne vous a pas fait beau? Nous n'avons pas même le mérite de cette observation; il y a longtemps qu'elle a été faite par Horace. Que dit-on d'un homme qui fait la belle jambe? Qu'il est faux et prétentieux; pourquoi ne marche-t-il pas tout simplement? C'est de marcher qu'il s'agit, non de montrer sa jambe. De même, quand on écrit, il s'agit d'exprimer quelque chose, non de montrer ses beaux hémistiches. Que les poètes de l'école dont nous parlons ici songent davantage aux idées et aux sentimens qu'ils doivent rendre et un peu moins à la façon dont ils les rendront, s'ils ne veulent pas s'exposer à la critique si justement dirigée par Diderot contre tout personnage qui semble vous dire : « Voyez comme je pleure bien, comme je me fâche bien, comme je supplie bien (1)! »

Quand on reproduit trop fidèlement les allures d'un maître, on imite jusqu'à son tour d'esprit. Nous devons à l'exemple brillant de M. Leconte de Lisle non-seulement un grand nombre de vers dont la monotonie est beaucoup moins douteuse que la richesse, mais une notable dose de mythologie et de fatalisme répandue dans les recueils de vers nouveaux. Sans doute les nombreux démentis donnés en notre temps par les hommes ou par le sort à la justice et à la liberté n'ont que trop répandu l'énervante philosophie du fatalisme. Cependant M. Leconte de Lisle prête à cette sorte de sentimens une expression personnelle qu'il n'est pas judicieux de lui emprunter. Les poètes créoles, malgré qu'ils en aient, sont élégiaques : notre île Bourbon semble s'être chargée de le prouver par une suite non interrompue de poètes aussi tristes qu'harmonieux. Quelque surprise que puissent causer nos paroles au stoïcisme de l'auteur des *Poèmes antiques*, il ne fait pas exception à cette espèce de loi de son climat. Il semble que la nature des tropiques soit trop puissante pour l'homme, et qu'en lui donnant d'une main prodigue l'harmonie et l'éclat elle lui laisse le sentiment profond de sa faiblesse. Les uns, plus plaintifs, répandent dans leurs vers les trésors d'une mélancolie qui, du moins chez eux, date d'une époque antérieure à celle où la mélancolie était une mode, et paraît devoir survivre aux tristesses factices d'une littérature tombée dans le discrédit; les autres, plus concentrés, sans réagir contre la tyrannie des influences extérieures, se raidissent dans une sorte de

(1) Diderot, *Salon de 1767*.

quiétisme du désespoir : nés sous le même climat que les vieux gymnosophistes de l'Inde, on dirait qu'ils se réfugient dans les sombres rêveries du même panthéisme. Tel est du moins le caractère de M. Leconte de Lisle dans les vers où sa fierté s'en prend à Dieu de tout ce que la mélancolie des autres rejette sur les hommes. Nous demandons avec quel à-propos des jeunes gens qui peut-être n'ont à se plaindre que de la négligence qu'on témoigne pour leurs ouvrages se feraient les échos d'une philosophie excessive, exotique, dont le charme passager est pour eux ce qu'est, pour les personnes nerveuses, une musique en ton mineur.

Ils ont de même trop imité la mythologie de celui qu'ils appellent leur maître. Ce n'est pas qu'elle lui appartienne à titre de premier occupant : sans compter les imitations d'André Chénier, qui n'étaient pas rares, des tentatives avaient été faites pour rajeunir les dieux païens par les symboles; mais il fallait laisser à M. Leconte de Lisle le paganisme purement descriptif : la beauté sculpturale de son vers pouvait seule le soutenir. D'ailleurs sa mythologie paraît une réaction contre l'époque où il écrit, réaction contre l'esprit et les croyances modernes, réaction contre la poésie très personnelle des écrivains de notre siècle. Il remonte au siècle de Périclès, même au cycle des poèmes indiens, pour fuir à une distance infinie des hommes et des choses de notre temps; il consacre ses vers à Jupiter et à Junon, je me trompe, à Zeus et à Héré, pour se mettre à l'abri du fanatisme ou de la superstition religieuse; il vit parmi les marbres, afin que rien ne vienne éveiller son cœur ou remuer son âme. C'est déjà trop pour un poète d'un remarquable talent de demeurer quinze ans sur ce fonds, qui paraît épuisé, et dans ce monde, qui est bien mort; que sera-ce d'un groupe nombreux de jeunes écrivains qui n'ont ni les mêmes raisons ni les mêmes moyens pour vivre au milieu de la poussière des nécropoles?

La description plastique semble avoir dit son dernier mot; les sonnets attardés sur une statue nouvelle ne conservent la chance d'être lus que durant l'exposition de l'année courante. M. Théodore de Banville en ce moment représente seul ce genre avec ses *Exilés*. Voilà peut-être tout ce qui reste aujourd'hui de l'école de M. Gautier, la plus favorisée de la jeunesse il y a quinze ans, la plus connue alors, grâce au public des ateliers. C'est par une suite de petites pièces dont *les Princesses* forment le titre commun que M. de Banville rappelle surtout le maître auquel il a réservé son culte le plus fidèle. Ces princesses sont des déesses de la fable; en leur compagnie, l'auteur a placé Hérodiade, la belle ennemie de saint Jean-Baptiste, et la reine de Saba. Chacune est logée dans un sonnet

comme une peinture dans son cadre; vous connaissez cette poésie de musée. M. de Banville, dans ses recueils précédens, décrivait surtout des statues; M. Gautier a toujours préféré les peintures aux statues et les modèles aux peintures. Il appelle cette sorte de description le poème de la femme, thème favori qu'il a reproduit en vers et en prose sous toutes les formes. Ses héroïnes ressemblent toujours à ces beautés dont la personne au prochain Salon n'aura rien de secret pour le public. M. de Banville, moins réaliste, aimant même assez à parler d'idéal, est plus à l'aise avec des sculptures. Quand on lit une de ses poésies plastiques, on se le représente volontiers comme Pygmalion devant sa Galatée, avec cette différence, je le crains, que le marbre ne s'anime pas et que l'artiste, dans son extase, prend racine; ce n'est pas Galatée qui devient femme, c'est plutôt Pygmalion qui devient statue.

M. de Banville ne s'interdit pas une excursion sur le domaine de la mythologie érudite. Dans la pièce d'*Hésiode*, il y a plus que de la science, il y a la terreur sacrée et la contrition parfaite d'un vrai croyant. Dans *l'Exil des dieux*, il se range visiblement parmi les sectateurs de M. Leconte de Lisle.

> Voici Zeus, Apollon,
> Aphrodite marchant pieds nus (et son talon
> A la blancheur d'un astre et l'éclat d'une rose!),
> Athéné dont jadis, dans l'éther grandiose,
> Le clair regard, *luttant de douceur et de feu*,
> Était l'intensité sereine du ciel bleu.
> Héré, Dionysos, Héphaistos triste et grave,
> Et tous les autres dieux foulant la terre esclave,
> S'avancent. Tous ces rois marchent, marchent sans bruit.
> Ils marchent vers l'exil, vers l'oubli, vers la nuit...

M. Leconte de Lisle n'est peut-être pas le seul poète contemporain dont il se soit inspiré dans *les Exilés*. Avec La Fontaine il peut dire :

> Mon imitation n'est point un esclavage;

mais, trop confiant dans les ressources intarissables de sa versification, il a toujours aimé à se risquer sur le terrain d'autrui, et jamais la crainte d'une dangereuse comparaison ne l'a fait reculer. Ronsard, dont il recommence si souvent l'éloge et même l'apothéose, aurait bien dû l'avertir des inconvéniens de l'imitation. C'est par là que le maître du XVIe siècle a mérité le jugement sévère de la postérité, et l'appréciation de Boileau n'est injuste que parce qu'il n'a pas fait la balance du bon et du mauvais. Ronsard a imité sans mesure et avec maladresse. Comme Ronsard pindarisait, M. Théo-

dore de Banville a fait du Victor Hugo, du Musset, du Gautier, du Leconte de Lisle. Seulement le chef de la pléiade prenait chez les Grecs et donnait aux siens une denrée dont il n'existait pas encore de marchands. L'exemple de Ronsard pouvait encore d'une autre manière le mettre dans la bonne voie. Ce n'est pas ici le lieu de chercher si le brave auteur de *la Franciade* a mérité si complétement d'être loué en ses poétiques ambitions, ou si les audaces qu'il s'est permises, manquant le but, n'ont pas laissé à la poésie française beaucoup de timidité et un long souvenir de ses faux pas; mais le véritable et le seul habile entre les apologistes de Ronsard, M. Sainte-Beuve, a mis hors de doute le vrai titre du vieux poète, ses excellentes pièces dans les genres secondaires, ses sonnets amoureux, ses odes sans prétentions, ses chansons anacréontiques, ses discours en vers. M. de Banville a aussi son domaine, où il est chez lui, et dont les produits ne manquent ni de grâce ni de saveur. Son recueil des *Stalactites* en donne la plus juste idée : il excelle dans les pièces finement ciselées, dont les strophes taillées à facettes ressemblent aux cristaux sortis de la main d'un artiste. Une veine de sensibilité légère y jaillit quelquefois; il oublie alors la mythologie, les musées, la description plastique; il est poète. Telle était sa première pièce à la Font-George, à laquelle il donna une sœur, mais beaucoup moins jolie. *Les Exilés* visent trop au grand style, qu'ils atteignent rarement, tout au plus dans quelques pages, un peu confuses pourtant, de *l'Ame de Célio*. Sans hésiter, nous donnons la préférence au *Pantin de la petite Jeanne* malgré la puérilité de quelques vers du commencement, et surtout malgré les brisures des premiers vers, qui, se pliant en tout sens, à droite, à gauche, en avant, en arrière, sont à ressort comme le pantin dont il s'agit.

Si le grand style est un peu rebelle à son talent, ce n'est pas une raison pour qu'il abaisse outre mesure le ton de ses poésies. Ses premières *Odes funambulesques* avaient fait rire, étant jeunes aussi bien que lui. Malheureusement les louanges qu'elles ont attirées à l'auteur dans le rapport trop élogieux sur les progrès de la poésie ont mal conseillé M. de Banville, et il vient de donner de *Nouvelles Odes funambulesques*. Une espièglerie ne se recommence pas, surtout après vingt ans. Pour terminer sur M. de Banville, je dirai avec le poète : « ni si haut, ni si bas. » Ses deux ballades de la comédie de *Gringoire* valent mieux à elles seules que son livre des *Exilés* et que son recueil funambulesque. Je ne trouve dans ces deux volumes aucune de ces pièces ingénieuses et historiées qui font de lui le Voiture et quelquefois le Scarron du romantisme. Là est sa véritable originalité. Ces agréables poésies

auxquelles il ne revient pas assez nous rappellent heureusement les jolies maisons quadrillées en rouge et en noir de son cher pays de Moulins. De ces briques fines et bien choisies, il aurait tort de construire des baraques pour la foire; il ne faut pas non plus vouloir en bâtir des palais et des temples grecs, comme si c'étaient des marbres de Paros.

Certaines affinités de manière et surtout une rare facilité de versification rapprochent de M. de Banville M. Amédée Pommier, l'auteur de *Paris humoristique*. Ce poème est un tour de force. Quatre cent quarante et une strophes de douze vers de huit pieds sur Paris dans toutes les saisons et à toutes les heures, sans cesser d'amuser le lecteur le moins ami des vers, sans que la verve de l'écrivain languisse, c'est l'entreprise d'un athlète rompu aux joutes poétiques. M. Amédée Pommier a porté l'art de rimer au-delà des limites connues même de M. de Banville. Celui-ci dompte la rime rebelle, celui-là, plus semblable à un charmeur, la force de voler à lui comme le moineau gourmand, et de becqueter ses lèvres; mais, si l'on ajoute que la strophe choisie par M. Amédée Pommier est précisément la forme lyrique la plus française, la strophe de Malherbe perfectionnée par M. Victor Hugo dans les *Orientales*, on est tout à la fois surpris de tant d'habileté et tenté de lui en vouloir pour avoir plié à une sorte d'opéra-bouffe une des plus belles et des plus musicales combinaisons de vers de notre poésie lyrique.

En appréciant comme nous l'avons fait la description érudite, plastique et même énumérative dans les poètes contemporains, nous n'ignorons pas combien nous sommes loin des conclusions du rapport sur les progrès de la poésie. De gaîté de cœur, nous nous exposons à nous voir appliquer le mot un peu hautain, *ne sutor ultra crepidam*, qui s'y trouve : « que le cordonnier ne s'élève pas au-dessus de la chaussure! » Eh bien! que le prosateur soit le *sutor*, pourvu qu'il prenne la mesure des candidats à l'immortalité. Adage pour adage; il peut répondre : *Ex pede Herculem*, « par le pied on juge Hercule. » Les prosateurs que vous dédaignez vous mesurent. Et puis ne serait-il point par trop commode de récuser les prosateurs comme indignes et les poètes comme rivaux? Un simple critique n'aurait pas peut-être accepté la situation fausse d'exposer des progrès littéraires douteux; mais, s'il l'eût tenté, il eût évité sans doute de consacrer presque toute la place aux talens conformes à sa façon de sentir, à ceux par exemple dont la manière est indiquée dans les pages précédentes au détriment de ceux dont il nous reste à entretenir le lecteur.

Entre ces derniers, nous comptons plus d'un poète descriptif, interprétant la nature au lieu de la rendre matériellement, ou de

la deviner d'après des livres. M. Victor de Laprade, dans la petite épopée de *Pernette*, décrit encore assez pour figurer dans cette partie de notre étude; M. André Theuriet et M. André Lemoyne, dans *le Chemin des bois* et *les Charmeuses*, se montrent tout autant animés de l'émotion personnelle que du sentiment des objets extérieurs.

Nous aimons à rencontrer dans M. André Lemoyne les deux strophes suivantes qui nous aident à expliquer notre pensée.

Le rossignol n'est pas un froid et vain artiste
Qui s'écoute chanter d'une oreille égoïste,
Émerveillé du timbre et de l'ampleur des sons :
Virtuose d'amour pour charmer sa couveuse,
Sur le nid restant seule, immobile et rêveuse,
Il jette à plein gosier la fleur de ses chansons.

Ainsi fait le poète inspiré. Dieu l'envoie
Pour qu'aux humbles de cœur il verse un peu de joie.
C'est un consolateur ému. De temps en temps,
La pauvre humanité, patiente et robuste,
Dans son rude labeur, aime qu'une voix juste
Lui chante la chanson divine du printemps.

Ce n'est donc pas un écho passif des sons extérieurs, ce n'est pas non plus le contour exact et les splendides couleurs des objets, qu'il suffit de rendre avec fidélité. Il ne s'agit pas uniquement de je ne sais quels secrets d'art et d'harmonie savante. Éviter les élégances banales, les hémistiches communs, et, si nous devons descendre au jargon des ateliers, avoir horreur des vers *poncifs*, c'est la première condition sans doute pour mériter d'être lu. La règle n'est pas nouvelle. Le vieux Boileau l'exprimait lui-même. « Quand je fais des vers, écrivait-il à Maucroix, je songe toujours à dire ce qui ne s'est point encore dit en notre langue; » mais celui qui possède ce commencement de l'art, cette initiation du style, ne doit pas être salué du titre de poète. Il faut des sentimens et des pensées. Interrogez votre âme, vous y trouverez les dieux, et la poésie est chose divine. Une pièce de M. André Theuriet, *les Fleurs d'automne*, fera comprendre la différence qui sépare le talent de peindre la nature en l'interprétant de celui de la rendre par un procédé plastique. L'exemple est d'autant plus favorable que le point de départ est le même : l'auteur prend son sujet, comme le ferait M. de Banville, dans un musée; il décrit le tableau des *Fleurs d'automne* de Philippe Rousseau au Salon de 1866. Tandis qu'il considère la toile triste, mais sympathique, du peintre, une autre peinture se trace dans son âme, et il la reproduit dans les gracieux vers qui suivent :

Comme ce pêcheur légendaire
Par le chant des flots fasciné,
Qui plonge, et sous l'eau bleue et claire
Trouve un palais abandonné,

Dans les souvenances fuyantes,
Mon esprit s'enfonce, et je vois
Les vieilles demeures absentes
Et les vieux amis d'autrefois;

Ma calme ville de province,
Les vignes aux pampres rougis,
La colline où l'église mince
S'élance entre les hauts logis...

J'y crois être encor! La mésange
Gazouille dans les prunelliers,
Une molle odeur de vendange
Sort de la voûte des celliers;

La nuit vient, une vitre brille,
Et sur ce cadre radieux
Un fin profil de jeune fille
Se dessine mystérieux;

Un chant monte, plein de tendresse,
Sous les rameaux jaunis des bois;
On dirait au loin la jeunesse
Et l'amour unissant leurs voix...

Soirs d'automne, jeunes années,
Pour vous réveiller de l'oubli,
Un oiseau, quelques fleurs fanées,
Sur un coin de toile ont suffi.

Nous formons notre gerbe d'après la diversité des couleurs, et les pièces choisies par nous montrent la nature des talens surprise comme dans un aveu involontaire, sinon l'échantillon le mieux réussi de leur habileté. S'il n'en était pas ainsi, plus d'une pièce de M. André Theuriet, *le Vannier*, *la Veillée*, auraient sollicité notre préférence. Une plume d'une rare distinction s'est chargée ici même de faire l'éloge complet de la *Pernette* de M. de Laprade, et ne nous a laissé que le soin de la mettre à son rang dans le mouvement poétique contemporain. L'auteur s'est transporté avec armes et bagages dans le domaine d'un genre nouveau. Sa manière n'est ni moins lyrique ni moins descriptive que par le passé. Poète lyrique, je ne m'étonne pas qu'il ait multiplié les discours, surtout dans son deuxième chant, dont les accens patriotiques ont réveillé les échos des lectures publiques. Entre le mouvement spontané de l'ode et le jet de la parole oratoire, il y a des ressemblances, surtout l'habitude de montrer la personne de l'orateur et du poète. C'est toujours M. de Laprade qui parle quand il met en scène ses

éloquens villageois. Poète descriptif, il est en tiers avec Pierre et Pernette sur la cime des montagnes dans le quatrième chant, que les lecteurs ont préféré, et il leur souffle leurs poétiques effusions. Il ne semble pas qu'on entende une jeune et robuste fermière qui toutes les semaines pétrit le pain et fait le ménage tous les jours : on entend réellement la Psyché primitive de l'auteur, Psyché vivant aux champs. M. de Laprade interprète ce qu'il décrit; mais cette louange devient une critique de son épopée. L'auteur de *Pernette* ne s'oublie point assez lui-même. Après avoir lu son poème, nous savons, à n'en pas douter, ses opinions religieuses, politiques, la nature de ses goûts, ses sympathies, ses répugnances. Sans parler des grandes épopées classiques, si nous ne connaissions Goethe que par *Hermann et Dorothée*, que pourrions-nous dire de lui? Qu'il est humain, qu'il se plaît aux peintures du bonheur et de la vertu, qu'il fait aimer les beautés de la vie jusque dans les humbles conditions; mais quel est son symbole philosophique ou religieux, quel est son parti? est-il pour le mouvement ou pour la résistance, pour les idées françaises ou pour l'ancien régime? Son récit nous apprend seulement qu'Hermann aime Dorothée, que des infortunes particulières perdues au milieu d'un grand désastre peuvent être pathétiques, et qu'il n'est pas nécessaire de chercher bien haut ni bien loin pour nous intéresser à une destinée humaine. Combien les amours de Pierre et Pernette sont loin de ce désintéressement! Les idées et les passions qui remplissent leurs cœurs ne sont ni assez près de la nature pour éveiller notre curiosité, ni assez loin de nous pour avoir la fraîcheur de la pastorale. *Pernette* a réussi précisément par ce qui l'empêche d'être une fable rustique.

II.

La plupart des poètes que nous venons d'apprécier et de ceux qui leur ressemblent sont étrangers à la science, ou, s'ils se donnent pour des penseurs, s'ils prononcent les grands mots d'idée ou d'idéal, ce sont le plus souvent des paroles sans conséquence, des thèmes capricieux sur lesquels ils promènent leur fantaisie. Par cette absence de doctrine précise, ils se montrent fidèles à l'école poétique dont le rhythme et la couleur étaient la grande préoccupation; ils sont les derniers desservans de la grande église romantique. Amoureux de la forme comme leurs maîtres, ils ont comme eux dédaigné ou méconnu le grand mouvement qui a renouvelé autour d'eux la philosophie et l'histoire. Tel n'est pas le caractère de quelques jeunes écrivains sur lesquels il est juste d'appeler l'attention.

Ceux-ci se distinguent des autres suivans de la muse par un accent très marqué d'indépendance. Ils ne se recommand e pas d'une école et ne veulent pas être des disciples. L'un d'entre eux, M. André Lefèvre, déclare qu'il languirait à l'ombre des grandes renommées « comme un taillis sous une futaie. » Ce n'est pas lui qui voudrait, à la façon de certains imitateurs, « s'enrouler comme un lierre autour d'un grand arbre, suspendre à ses rameaux la broderie des rhythmes bizarres ou l'éclat des fleurs malsaines, ni dresser dans la pénombre d'un maître des pastiches de statues grecques ou de monstres indiens (1). » Il a raison, bien qu'il n'ait pas choisi la manière la plus simple pour le dire; vouloir rester soi-même est en poésie un premier gage de cet avenir qu'il demande au suffrage de la jeunesse. Un autre poète non moins indépendant, M. Sully-Prudhomme, avec une réminiscence peut-être involontaire du grand Corneille, écrit la strophe suivante :

> Je me croyais poète et j'ai pu me méprendre,
> D'autres ont fait la lyre et je subis leur loi;
> Mais si mon âme est juste, impétueuse et tendre,
> Qui le sait mieux que moi (2)?

Il avoue son ambition,

> Je hais l'obscurité, je veux qu'on me renomme;
> Quiconque a son pareil, celui-là n'est pas homme.

Malgré le correctif du dernier vers de cette pièce, cela s'appelle faire d'avance son *exegi monumentum*. L'aveu de cette passion de gloire peut inspirer quelque crainte sur la perfectibilité du poète, et ce serait dommage, car nous voyons dans ses vers toutes les promesses d'un beau talent; mais nous admettons qu'il y ait de nobles orgueils, et Alfred de Musset, peu sympathique à l'écrivain dont il est question, est peut-être le seul de notre temps qui ait su pratiquer l'humilité et même, chose nouvelle, la rendre poétique.

Luther a trouvé cette comparaison piquante pour rendre les exagérations successives de l'esprit humain; les hommes, suivant lui, ressemblent au paysan qui, après s'être grisé, revient à cheval vers son logis : il penche toujours de quelque côté; si vous l'empêchez de choir à droite, il va tout à l'heure tomber à gauche. Il est à désirer que les jeunes poètes qui tiennent à honneur de penser avant d'écrire n'oublient pas que dans les meilleures choses l'excès est

(1) *Épopée terrestre* de M. André Lefèvre, préface.

(2) Le prix que nous valons, qui le sait mieux que nous?
(*Excuse à Ariste.*)

un défaut, et que, pour s'être grisés de philosophie, ils n'en seront pas de meilleurs écrivains. Ce sincère avertissement est surtout à l'adresse de M. André Lefèvre, auteur de l'*Épopée terrestre*. Nous regrettons que ce volume nouveau ne justifie pas assez les espérances de ceux qui attendaient de lui, après la mythologie savante et le panthéisme sculptural de *la Flûte de Pan*, plus de poésie véritable et humaine. Que peuvent avoir à faire avec l'art des vers la philosophie, la science des religions, l'histoire plus ou moins fabuleuse des origines de l'homme? Nous souhaitons, comme il le dit, que son livre concoure avec la science « à fonder l'idéal terrestre; » mais nous ne le croyons guère. En songeant aux nombreuses âmes qui de nos jours ne connaissent pas d'autre pain spirituel qu'une parole sincère et quelquefois inspirée, nous doutons qu'elles puissent trouver leur aliment dans une conférence sur les races, dans une leçon sur Lucrèce ou un manifeste du positivisme, le tout versifié de propos délibéré, à tour de bras, aurait dit Alfred de Musset. Autant que personne, nous serions curieux de voir ce que la poésie peut tirer du système d'Auguste Comte, et nous croyons que toute doctrine qui passionne les hommes a son éloquence. Voyez comme cette âme fière et sensible de Lucrèce communique la flamme qui réside encore après deux mille ans dans ses âpres hexamètres! Toutefois le zèle n'est pas de l'inspiration, et l'esprit de prosélytisme prend seul l'ardeur du sectaire pour de la verve. Il ne suffit pas de plaisanter Rousseau ni de confondre déistes et chrétiens dans un égal mépris pour avoir fait d'excellens vers. Ce n'est pas tout, la philosophie de M. André Lefèvre se complique de beaucoup d'érudition. Tant de science étouffe l'étincelle sacrée. Certes les pièces qui portent les titres de *Poème du blé*, *Discite justitiam, o tempora!* confirment çà et là les espérances que donnait son premier volume, encore n'y a-t-il pas une page que l'on puisse en extraire avec confiance; mais est-ce bien en vers qu'il faut commenter *l'Énéide?* Pourquoi des rimes, pourquoi des alexandrins, quand il s'agit de rendre raison des mystères d'Éleusis? Et que dire d'une satire rétrospective sur les mots créés d'abord, puis adorés par l'homme à titre de divinités, ce que l'auteur appelle les spectres du langage? Si c'est là de la poésie, qu'on nous ramène à la satire sur *l'Équivoque*, cette production sénile de Boileau, qui, à défaut de talent, ne manque pas de malice. Que l'auteur de l'*Épopée terrestre* y prenne garde : s'il ne revient pas à la nature, il laissera se consumer sans fruit, au moins pour la poésie, cette curiosité d'intelligence, cette ardeur d'imagination qui le distinguent, surtout ce noble amour de la liberté auquel il doit ses meilleurs élans.

Le nouveau recueil de M. Sully-Prudhomme, *les Solitudes*, nous ramène à son premier, *Stances et Poèmes*, auquel son nom demeure pour longtemps attaché. Cet écrivain n'est pas rempli de sa philosophie au point d'en être enivré; mais, comme plus d'un esprit de ce temps, il flotte entre les systèmes. On ne peut le dire ni stoïcien, ni épicurien, ni spiritualiste, ni matérialiste; il faut se contenter de lui donner le titre de philosophe. Être philosophe parmi nos jeunes poètes, voilà, ce me semble, son ambition. Sa philosophie semble faire partie de sa distinction, et il en a beaucoup. J'imagine qu'il eût été mélancolique sans Lamartine, que sans M. Leconte de Lisle il eût fait de la mythologie, que sans Alfred de Musset il eût chanté l'amour, ou du moins il aurait tâché, car il ne suffit pas de l'imagination et du talent pour chanter l'amour, et Musset l'a dit, le vrai poète en lui, ce n'était pas lui, c'était son cœur. M. Sully-Prudhomme est un poète de réflexion, il choisit son inspiration comme ses sujets, comme ses paroles.

Nous n'osons plus parler des roses,
Quand nous les chantons, on en rit,
Car des plus adorables choses
Le culte est si vieux qu'il périt;

Les premiers amans de la terre
Ont célébré mai sans retour,
Et les derniers doivent se taire,
Ils sont plus jeunes que l'amour.

Rien de cette saison fragile
Ne sera sauvé dans nos vers,
Et les cytises de Virgile
Ont embaumé tout l'univers.

Ah! frustrés par les anciens hommes,
Nous sentons le regret jaloux
Qu'ils aient été ce que nous sommes,
Qu'ils aient eu nos cœurs avant nous!

Ici l'on croirait d'abord retrouver l'inquiétude des jeunes hommes de nos jours, le chagrin des derniers venus. Prenez-y garde, c'est un des traits les plus vifs des mœurs actuelles, même en politique, une sorte d'impatience, on n'ose pas dire de jalousie, des nouveaux à l'égard des devanciers, sans acception de couleurs ni de drapeaux. Ce vilain sentiment est étranger à M. Sully-Prudhomme, et s'il se plaint, c'est que tous les sujets sont pris. Il semble répéter après La Bruyère : « Tout est dit, et nous venons trop tard... » L'auteur des *Caractères* s'efforça de rajeunir sa matière par le tour de la pensée; l'auteur des *Stances et Poèmes* a demandé à la philosophie de rajeunir la sienne. C'est ainsi que nous expliquons le mélange quel-

quefois confus des doctrines dans ce premier recueil et dans celui des *Épreuves*, qui l'a suivi. M. Sully-Prudhomme passe de Lucrèce à Platon; chacun de ces grands esprits lui fournit une somme égale de bons vers. Son éclectisme est celui d'un artiste; il ne prend pas le soin d'accorder entre eux ces systèmes opposés de l'histoire de la philosophie. N'insistez pas, ne lui dites pas que Lucrèce et Platon se réfutent l'un l'autre; il vous répliquerait avec Hegel, qui lui prête une belle image pour expliquer l'idéal. Si vous n'êtes pas content, il tournerait le dos à Lucrèce, à Platon, à Hegel et à vous, pour faire quelque élégant sonnet sur le doute et pour dire à Kant :

Je veux de songe en songe avec toi fuir sans trêve
Le sol avare et froid de la réalité;
Le rêve offre toujours une hospitalité
Sereine et merveilleuse à l'âme qu'il soulève.

On ne s'étonnera pas que M. Sully-Prudhomme ait levé contre Alfred de Musset le drapeau d'un groupe de jeunes écrivains à qui, pour conquérir l'avenir, la bonne envie, en attendant le succès, ne manque pas. Alfred de Musset n'a pas cette foi aux philosophes : il ne s'estime pas heureux sur l'autorité de Lucrèce; il prête l'oreille aux rêveries de Platon, applaudit et poursuit son chemin; il n'a pas connu Hegel, mais la manière dont il parle de Kant, « le rhéteur allemand, et de ses brouillards, » ne laisse aucun doute sur le jugement qu'il en eût porté. Il ne connaissait pas les doctrines philosophiques aussi bien que M. Sully-Prudhomme; c'est qu'il allait au fond et ne s'amusait pas au détail de l'architecture des systèmes. Ame sérieuse, plus sérieuse qu'elle ne voulait l'avouer, ingénieuse à se faire souffrir, véritablement ennemie d'elle-même, le doute la désolait. Il ne chantait pas l'infini bleu, comme on fait aujourd'hui; mais quand il disait : « L'infini me tourmente, » il était sincère. On nous permettra de le remarquer en passant : c'est un singulier spectacle que cette renommée qui ne manque pas d'adversaires posthumes, sinon d'ennemis, et qui demeure intacte et toujours riante de sa première fraîcheur. Ceux-ci lui reprochent l'absence complète d'orgueil et les élégies qui toujours recommencent. Ceux-là, voyant dans chaque poète un candidat à la dictature, croient être nouveaux en le déclarant incapable de conduire le siècle. D'autres ne lui pardonnent pas d'avoir horreur de la politique, oubliant les patriotiques démentis qu'en plusieurs occasions son indifférence s'est donnés. Parce qu'il a mis dans un sonnet que ce siècle est un mauvais moment, qu'il soit anathème! Il a dit que Ninon et Ninette faisaient toute sa politique : pour cette boutade, qu'il soit excommunié!

Toutes ces accusations ont leur écho dans la remarquable pièce de M. Sully-Prudhomme *à Alfred de Musset*. Au moment de l'écrire, je doute qu'il ait relu la *Lettre à Lamartine* et *l'Espoir en Dieu;* je ne sais même pas s'il avait conservé des *Nuits* une impression bien nette. Ce ne sont pas là des variations sur un thème poétique; le cœur humain s'y reconnaît avec ses faiblesses, mais aussi avec tous ses nobles instincts. Jamais la poésie n'a tracé une plus éloquente démonstration de l'âme immortelle. Accusez Musset de mollesse, de sensibilité maladive; ne le traitez pas de corrupteur. Il écrivait ses vers avec le sang de son cœur : ne parlez donc pas de son rire sceptique. J'imagine pourtant qu'il eût ri de bon cœur, s'il avait pu voir qu'un poète de talent et d'esprit lui oppose Spartacus, Harmodius et Léonidas. Et quel n'eût pas été son étonnement, quand l'auteur lui demande s'il a oublié les bas-reliefs antiques sur le progrès des arts, cette histoire de la civilisation figurée dans le marbre, qui paraît à M. Sully-Prudhomme un remède efficace contre le désespoir!

L'incertitude de M. Sully-Prudhomme entre les doctrines s'est peut-être communiquée à son talent, et ce n'est pas sans quelque surprise que nous le voyons passer des *Stances et Poèmes* au recueil des *Épreuves*, et de celui-ci à son premier chant de *Lucrèce*. Il façonne et taille de main de maître un sonnet comme un flacon précieux pour y enfermer une pensée philosophique; mais de son premier volume à celui des *Épreuves*, qui est un recueil de sonnets, l'auteur a descendu d'un étage; ce sont encore des vers lyriques, avec cette réserve pourtant que la poésie y est plus petitement logée. Est-ce le succès de certaines compositions courtes, telles que *le Vase brisé*, un vrai chef-d'œuvre, qui le faisait ainsi aspirer à descendre? Traduire, c'est-à-dire travailler sur la pensée d'autrui, c'est plus encore que le sonnet une œuvre de versificateur. Soit que la lutte avec les robustes vers du poète latin ne fût pour lui qu'un exercice littéraire, soit qu'il tienne en assez grande estime un labeur de ce genre, nous ne pouvons nous empêcher de voir dans le *Lucrèce* de l'auteur un fâcheux symptôme. La traduction en vers est tout au plus l'entre-sol de la poésie. Si elle n'est pas encore de la prose, elle en est bien près, surtout dans notre langue française, qui n'a pas un domaine en réserve exprès pour les vers, et c'est peut-être pour cela que nous avons un grand nombre de bonnes imitations, et de traductions vraiment poétiques, pas une.

Avec ses *Solitudes*, quoique le volume des *Stances et Poèmes* mérite encore la préférence, M. Sully-Prudhomme a pris une revanche. Quatre ou cinq des pièces de ce recueil sont au nombre des meilleures qu'il ait jamais données. Une sensibilité discrète qui

aime à se répandre sur les objets que l'on dédaigne et sur les douleurs que l'on néglige respire dans les strophes de la *Première Solitude*, celle du collége, du pauvre petit qui est laissé pour la première fois dans ce désert d'enfans. Le supplice de l'artiste que la jalousie de la fortune et les nécessités de la vie tiennent éloigné de l'art et de ses nobles ambitions lui a inspiré une page douloureuse. *Le Peuple s'amuse*, tel est le titre d'un des plus remarquables morceaux. La tristesse a sa poésie : nul ne le sent mieux que M. Sully-Prud'homme, quoiqu'il ait dit « que la mélancolie est un cercueil usé. » Son angoisse, celle des jeunes hommes de ce temps-ci est composée d'inquiétude, et vient peut-être de ce qu'ils se sentent inutiles. A notre avis, voilà ce que le poète aurait dû dire avec plus de clarté. La tristesse a aussi sa morale; elle condamne le rire grossier et les joies vulgaires. Ainsi la satire tient sa place dans ce volume de solitaires méditations, c'est de la philosophie d'Héraclite.

L'indécision que nous avons remarquée dans M. Sully-Prudhomme se trahit en plus d'une pièce de ses *Solitudes*. *Le Cygne*, par exemple, est un très remarquable échantillon du genre descriptif que nous avons caractérisé plus haut, et nous ne connaissons pas de poésie mythologique plus riche et plus brillante que *les Écuries d'Augias*. Aucune condition ne manque à ce dernier morceau, pas même le défaut habituel de cette sorte d'étude, l'absence d'une certaine unité qui présente une pensée au début et la ramène dans la conclusion finale. Avant de quitter nos poètes philosophes et M. Sully-Prudhomme, ne faut-il pas les avertir de la froideur que leur genre entraîne et dont le tempérament de cet écrivain ne s'accommoderait peut-être que trop? La distinction amène souvent avec elle la contrainte. Comme un homme habitué à vivre dans un monde choisi, et fuyant tout ce qui pourrait ressembler à de la vulgarité, aime mieux pécher par réserve que par excès, ce poète ne se livre jamais : il évite le développement au point de manquer de franchise et d'ampleur. Qu'il ait aujourd'hui moins de hardiesse et de laisser-aller que dans ses débuts, il est impossible d'en douter. Il y avait déjà de la maturité, trop peut-être, dans les *Stances et Poèmes*; ce qui manque le plus à ses *Solitudes*, c'est de la jeunesse. Nous lui conseillerions, pour son intérêt, de gêner un peu moins sa pensée, et pour celui du public qui lit les vers, d'avoir plus d'abandon. Qu'il ne songe pas sans cesse à l'hémistiche de Virgile, *pauca meo Gallo*, pour imiter la sobriété que ces mots semblent recommander aux poètes; qu'il songe quelquefois aux mains gracieuses pour lesquelles sa gerbe est aussi faite, qu'il prenne conseil du second hémistiche du maître latin. Virgile n'ajoute-t-il pas que Lycoris puisse le lire, *et quæ legat ipsa Lycoris?*

III.

Après la description, après la philosophie, la vie humaine a son tour, et l'avenir nous semble être de ce côté. Trop peu de vers de notre temps laissent une impression durable dans l'esprit, dans l'âme un amour pur et vivifiant. Parmi les écrivains que nous venons de parcourir, quelques-uns laissent parfois cette émotion précieuse : en cherchant les beautés de la nature ou de la pensée, ils ont rencontré celles de la vie humaine. Ceux dont il nous reste à parler n'ont pas atteint plus que les précédens la perfection, ils sont peut-être au-dessous de plusieurs d'entre eux; mais la vie, l'humanité, la réalité historique ou morale, les intéressent davantage. A ce titre, nous faisons une place à part aux trois petits recueils de M. François Coppée, aux *Amours et Haines* de M. Édouard Pailleron et aux *Rayons perdus* de Mlle Louisa Siefert. Nous pourrions ajouter à ces trois noms ceux de M. Édouard Grenier, dont le volume justifie son titre d'*Amicis* par les douces affections dont il est le monument discret, et de M. Charles Coran, l'auteur amusant parfois, parfois aussi trop épicurien, des *Dernières élégances*.

La petite comédie du *Passant* a créé la réputation de M. François Coppée. Un acte, moins que cela, une scène, a fait de lui le héros de la jeunesse lettrée. Jusque-là, parmi les poètes de vingt à vingt-cinq ans, il avait plusieurs rivaux. Le bonheur d'une soirée l'a mis hors de pair; la ville et la cour ont accueilli avec empressement son nom, que leur apprenaient les échos du théâtre. Les vers de M. Coppée étaient restés dans un cercle étroit, on a beaucoup lu les vers de l'auteur du *Passant*. Telle est la puissance d'un succès dramatique. Il est vrai que cette comédie en miniature méritait de réussir par sa fraîcheur et par l'unité de ton qu'une action aussi simple ne pouvait manquer d'avoir. Nous croyons assister au chant de ces *maggiolate* que les jeunes Florentins, à l'origine de la poésie italienne, récitaient dans la saison du renouveau. En même temps ils décoraient avec des feuillages verts du mois de mai la porte de celle qu'ils appelaient leur *madonna*, et ne se lassaient pas de lui répéter, pas plus qu'elle-même sans doute d'entendre, comment les vers et les pensers d'amour repoussent avec les premiers bourgeons. La poésie et l'amour sont un renouveau éternel, et nous ne sommes pas étonnés que le public de l'Odéon ait prêté à ce langage, exprimé en vers gracieux, une oreille aussi complaisante que les belles Florentines. M. Coppée nous paraît lui-même un Zanetto qui, bien reçu par Sylvia une première fois, ne l'a pas quittée sans esprit de retour. Il a goûté des joies du théâtre, il y reviendra sans doute; pour nous, il est toujours le jeune poète du

Reliquaire, des *Intimités* et des *Poèmes modernes,* qui, la veille de son succès à la scène, pouvait dire comme son héros :

...... Dès demain, je saurai si Florence
Aime toujours le luth et les chansons d'amour.

Comme lui, il était incertain sur la voie à suivre. *Le Reliquaire,* excepté les deux pièces de *la Sainte* et des *Aïeules*, manque, à notre avis, d'originalité. En le dédiant à « son cher maître, » l'auteur fait lui-même l'aveu de la direction à laquelle il obéit. Le dédain qu'il marque dès sa première page pour l'élégie est d'emprunt : la nature lui avait donné un talent sensible et tendre, l'école n'a pu faire de lui un impassible olympien. Certaines pièces trahissent une imitation directe. *Le Justicier* est une réminiscence visible des *Poésies barbares,* qu'il a dû beaucoup étudier. Malgré quelque mélange d'élémens différens, ce volume annonçait un poète descriptif moins l'érudition hellénique ou orientale, un Leconte de Lisle en petit et qui n'avait pas dépassé les limites de la banlieue. Une page des *Intimités* avoue des préférences marquées pour M. Sainte-Beuve, pour Musset et pour Baudelaire, que le poète met ensemble, chose singulière, et qu'il appelle les « doux et les souffrans. » De la poésie rêveuse, psychologique, de M. Sainte-Beuve, nous ne trouvons ici aucune trace; mais il y a la marque de la lecture de Baudelaire dans une petite pièce qui se termine par ce vers :

Quelque chose comme une odeur qui serait blonde,

et que nous ne transcrivons pas, puisque c'est là une de ces méprises dont l'auteur nous semble s'être corrigé. Il ne restera en lui, nous l'espérons, de cette influence de Baudelaire, qu'un exemple curieux de ce qu'a pu faire pour gâter les jeunes esprits une renommée équivoque née dans une brasserie, et qui pourtant s'est répandue un instant dans des milieux plus sains. Si *les Intimités* laissent apercevoir çà et là une sorte de Baudelaire jeune et candide, la trace d'Alfred de Musset y est plus visible encore, mais c'est une imitation toute de surface. Comment en serait-il autrement? Qui peut désormais, après *les Nuits* et la *Lettre à Lamartine,* espérer, en sondant ses blessures, de faire tressaillir les âmes? M. Coppée se trouvait entre deux écueils, celui d'exagérer quelque légère souffrance morale que les années font oublier et celui de paraître affecter une douloureuse expérience à laquelle on ne croirait pas. Il a eu le bon goût d'éviter presque toujours le second, il n'a pas échappé au premier, si l'on doit s'en rapporter à certains vers tels que ceux-ci :

Passé, passé fatal par qui ma vie est prise!
Poison amer et doux dont on meurt, mais qui grise!...

Pauvre poète! est-on tenté de s'écrier, être si jeune et avoir déjà un passé fatal! Combien nous en avons vu des Mussets qui étaient amoureux et malheureux par mode, et qui faisaient par anticipation des « confessions d'un enfant du siècle! » Pour M. Coppée, ces fantaisies d'imitation n'étaient que les incertitudes d'un talent qui se cherchait, et il dit lui-même dans *les Intimités :*

Au fond je suis resté naïf, et mon passé,
Bien que sombre, n'a pas tout à fait effacé
De mon cœur la première et candide chimère...
... J'en ai quelquefois pour des heures
A me bercer alors d'espérances meilleures,
A rêver d'un doux nid, d'un amour de mon choix,
Et d'un bonheur très long, très calme et très bourgeois.

Voilà, je gage, M. Coppée peint par lui-même et tel qu'il est... Pourquoi n'en pas convenir, dût-il par cet aveu rompre avec Baudelaire et M. Leconte de Lisle?

A ses deux recueils antérieurs, nous préférons ses *Poèmes modernes* et à ceux-ci son petit acte du *Passant.* Sur les sept pièces qui forment le volume des *Poèmes modernes*, il y en a cinq en vers alexandrins coupés souvent d'une manière heureuse et neuve, souvent aussi désarticulés, suivant l'exemple donné de loin en loin par M. Leconte de Lisle dans ses *Poésies barbares* et naturellement exagéré par les disciples. De ces cinq morceaux, trois forment de petites scènes dont la plus intéressante est *le Banc*, idylle surprise aux Tuileries dans la conversation entre un soldat et une bonne d'enfant; les autres sont deux petits drames dont le meilleur est *la Bénédiction*. Un vieux sergent raconte qu'à Saragosse des grenadiers français, outrés de l'obstination des prêtres espagnols, tirent sur un moine qui les bénit avec le saint sacrement. La situation est dramatique; point de description, tout est mouvement; le vers est naturel, populaire sans vulgarité. Le dernier seulement nous blesse comme une fausse note :

Amen! dit un tambour en éclatant de rire.

Ce vers et cet éclat de rire sont du pur Gavroche; l'auteur a oublié qu'il n'y a en présence que la fureur du soldat et l'exaltation du martyr. Ce n'est pas seulement la délicatesse constante des sentimens qui fait la supériorité du *Passant*, c'est la logique du cœur satisfaite jusqu'au bout et surtout à la fin. Un dernier mot peut gâter tout un drame.

M. François Coppée est un jeune talent que le théâtre a emprunté à la poésie. Il s'est en quelque sorte laissé faire, se rendant à l'invitation qui lui était adressée, sans effort pour se déguiser, sans

changer de costume, apportant avec lui ce qu'il avait, des vers charmans et une sensibilité qui n'est pas étudiée. M. Édouard Pailleron est un écrivain autrement complexe. Qu'il soit un véritable poète dramatique, c'est ce que des œuvres toujours en progrès et en dernier lieu *les Faux Ménages* ont mis au-dessus de toute discussion; mais, lors même qu'il n'eût pas donné, avec *Amours et Haines*, un nouveau gage aux amis de la poésie proprement dite, ils trouveraient dans une foule de beaux vers de sa dernière comédie un accent auquel ils ne peuvent se tromper. Il y a dans M. Pailleron deux natures de talent. L'une, active et impersonnelle, pleine de jeunesse et de saillies, unit la vigueur à la finesse, deux qualités qui se combattent parfois en lui. Appliquée à l'observation des hommes, à la peinture des mœurs et à la connaissance du théâtre, elle a produit l'écrivain applaudi à la scène. L'autre, personnelle et méditative, se plaît dans les émotions délicates et dans l'expression des sentimens affectueux, au point de faire douter parfois que cette sensibilité puisse se rencontrer avec cette vigueur. C'est comme la source principale de sa veine lyrique; mais ici même son tempérament ne perd pas ses droits, et le lyrisme sous sa plume prend des allures satiriques. Dès le principe, et avant qu'il se fût essayé dans cette *œuvre du démon* qu'on appelle la comédie, il montrait cette double tendance de sa nature littéraire. Son premier volume se divisait matériellement en deux parties, celle de l'ode et celle de la satire. Le titre du second, *Amours et Haines*, indique la même division, au moins dans la pensée. Tennyson trace le portrait idéal d'un poète « ayant la haine de la haine, le mépris du mépris, l'amour de l'amour. »

Dowered with the hate of hate, the scorn of scorn,
The love of love.

Il ne faut pas trop se fier à ces poètes angéliques : un beau jour, les cordes moelleuses de leur lyre se brisent, et ils les remplacent par des cordes d'airain. Les haines de M. Pailleron ne sont pas tellement cruelles qu'elles l'empêchent de trouver le mot plaisant. Malgré l'air menaçant de son titre, je ne crois pas qu'il y ait dans tout son volume la dose nécessaire de fiel pour écrire une seule satire à la Juvénal. La vraie satire, celle qui ne rit pas, qui désigne ses victimes et qui les déchire, est presque impossible aujourd'hui. En tout cas, ce n'est pas M. Pailleron qui l'écrirait; il a trop la vocation du poète comique, et rien ne diffère plus à notre sens de la comédie que la satire véritable. Aussi regardons-nous ses *Drôles*, son *Eudore* et son *Pangloss* comme des études théâtrales pleines de promesses, comme des cartons d'après lesquels l'auteur peindra quelque jour des fresques durables. Au contraire, *la Hêtrée, Ode*

au rire, les Roses, l'Aveu, les Brumes et surtout *la Tombe* ont pour nous le charme particulier de confidences que nous fait l'auteur, et d'entretiens qui ne se produiront pas devant la rampe. Heureux les poètes, puisqu'ils ont le privilége de fixer des souvenirs tels que celui qui est contenu dans *l'Aveu*, heureux encore les poètes, puisqu'ils savent consacrer leurs douleurs et leurs larmes comme dans ces vers de *la Tombe :*

Le premier que je vis mourir
(J'étais trop jeune pour souffrir,
On souffre à l'âge où l'on espère),
Je le pleurai, c'était mon père.

Le deuxième (je le revois)
C'était mon frère cette fois;
Je l'embrassai calme et farouche,
Doute au cœur, blasphème à la bouche.

Mais le jour où Dieu me la prit
(La troisième fois c'était elle,
Elle, ma mère!) j'ai souri
Et j'ai dit : l'âme est immortelle!

Depuis elle, depuis ce temps,
Je n'ai plus ni pleurs, ni colère,
Et je ne souffre plus, j'espère,
Et je ne doute plus, j'attends.

Pourquoi aimons-nous à surprendre des larmes dans les poètes qui ont le don du rire? On peut, hélas! douter de la sincérité du rire, ainsi que de tout le reste dans la vie humaine : comment douter de la douleur et de la mort? La destinée se charge à chaque instant d'en prouver la cruelle réalité. Molière, dans ses pages les plus étincelantes, peut attrister quelquefois; nous ne connaissons que deux ou trois lignes de lui où il ait sérieusement parlé de la mort, et elles suffisent pour nous assurer que ce qu'il savait le mieux faire, c'était de pleurer (1).

Dans le courant des idées que nous avons exposées et des pages qu'on vient de lire, on a pu suivre une progression constante de l'œuvre d'art à l'œuvre humaine ou personnelle. Par une rencontre curieuse, nous sommes amené à clore cette évolution de la poésie contemporaine par l'ouvrage le plus personnel, à notre avis, le plus remarquable peut-être et certainement le plus contraire aux habitudes du public, l'ouvrage d'une jeune fille, les *Rayons perdus*, de Mlle Louisa Siefert. A certaines pages de ce livre, on croirait que l'auteur nous dit sa propre histoire. Dans les deux sonnets placés en tête du volume, elle se compare à la biche craintive qui, sur le

(1) Lettre d'envoi du sonnet à La Mothe-Levayer sur la mort de son fils.

bord d'un chemin, s'arrête hésitante avant de le traverser. C'est toute sa préface, et nous l'en félicitons. Elle use du privilége du poète qui peut se raconter lui-même ou inventer sans nous en avertir. Nous userons du privilége de la critique en lisant ces poésies comme un roman d'amour, un des plus simples et des plus vrais que nous ayons jamais connus.

Dans une de ces familles protestantes qui autrefois conservaient leur histoire particulière et intime avec d'autant plus de religion que le pays leur refusait l'état civil et les droits du citoyen, une jeune fille s'est rencontrée qui résume en elle l'énergie de la race, la puissance de souffrir, le courage de la conviction, le mépris de l'opinion commune. Elle interroge la mémoire de ses ancêtres pour nourrir son âme de leurs pensées et surtout de leurs épreuves. Celui-ci est mort à vingt-deux ans, n'ayant chéri que sa mère et sa sœur; à peine connut-il le désir du premier amour. Cet autre, qui sous la république s'était battu pour la liberté, ne fut pas plus heureux; les chagrins de la vie l'eurent bientôt écrasé. Une troisième figure se présente à elle, plus conforme à la sienne, au moins à ce qu'elle sera dans l'avenir; c'est la vieille fille en cheveux blancs qui demeura jusqu'au bout fidèle à celui qu'elle avait aimé. Il y a un peu de tout dans cette chronique de famille : ici un abbé qui se rendit à Rome, mais un abbé selon le cœur de Voltaire, et qui revint de Rome philosophe et libre penseur; là un soldat de Guillaume de Hollande qui rentra en France parce qu'on y mourait pour sa foi, et fut roué vif sur la place publique de Nîmes. Tous ont souffert pour avoir aimé. La jeune fille évoque ces chères ombres : comme le soldat de la république, elle a le culte de la liberté, elle a la fidélité sainte, la sublime opiniâtreté de la vieille fille; elle ne sera pas condamnée au supplice comme le martyr, mais nos préjugés sont une autre intolérance dont elle peut être la victime. Sera-t-elle jamais tentée comme l'abbé de chercher contre ces préjugés un refuge dans la philosophie et la libre pensée? Nous ne le croyons pas.

Elle est poète, elle aime, et cette double flamme a pris naissance au même jour. A dix-huit ans, elle aime sans espoir; celui qu'elle a vu dans l'intimité longtemps, sous l'œil de sa mère, s'est retiré. Après quatre ans, il s'est aperçu qu'ils n'étaient pas faits l'un pour l'autre. Qu'il y a de pauvres jeunes filles qui se reconnaîtront dans cette position douloureuse qu'elles n'ont pas avouée! Qu'il y en a qui ont adressé à leur ouvrage féminin abandonné pour de bien autres soins, repris avec bien de la tristesse, des confidences comme celles-ci :

Laine blanche, crochet, roulés entre mes doigts,
Combien vous ai-je dit de secrets autrefois!

Combien avez-vous vu de doux rêves éclore!
Vous en souvenez-vous?... Hélas! j'en tremble encore.

Ces petits drames, pour être étouffés dans le silence du cœur, n'en ont pas moins leurs angoisses. Les joies ordinaires de la jeune fille deviennent ses supplices. Il faut reprendre ses parures, et ce n'est plus pour lui, se faire belle, et il ne vous verra pas rire, chanter, jouer la comédie, avoir du naturel et de la verve, et lui seul sous la fausse gaîté devinera la douleur, lui qui en est la cause. Il faut toujours sourire, quand on aurait envie de pleurer, et causer à l'infini de choses indifférentes et même odieuses pour mieux se taire sur ce qui occupe sans cesse la pensée. Quoi donc? Est-ce de l'amour ou de l'aveu qu'il faut rougir? la faute est-elle de croire à la loyauté des promesses? où est en ceci l'égalité naturelle entre les deux sexes? Chez les nations protestantes et surtout celles de race saxonne, il y a un plus juste équilibre entre le jeune homme et la jeune fille. Les protestans, pour favoriser le mariage, limitent la puissance paternelle; la race saxonne fait aussi à ses filles une plus large part de ce principe d'indépendance qu'elle appelle le *self-government*. Chez nous, l'état des choses n'est pas le même : la révolution a émancipé nos fils et a laissé nos filles dans la même soumission. Un mariage était autrefois le contrat de deux familles; une famille signant un pacte avec un jeune homme, telle est réellement la position actuelle. L'équilibre ancien est rompu : c'est aux lois de le rétablir progressivement et de rendre aux mœurs ce qu'elles leur ont ôté.

La fille du martyr des Cévennes et du soldat de la république ne cachera pas timidement sa blessure. Toute petite, elle s'annonçait hardie, entreprenante. « Ma petite lionne! » lui disait tout bas sa mère, et ce mot faisait déjà déborder son jeune orgueil. Plus tard la lecture, les fictions et la vérité, Homère et la Bible, l'Évangile et la philosophie, ont achevé ce qu'avaient commencé en elle la nature et l'air de la liberté. Les lâches silences n'étaient pas faits pour celle qui avait salué l'amour avec cette sincérité d'enthousiasme :

Écoutez, écoutez : j'aime, je suis aimée,
Je puis vaincre la mort et braver l'inconnu;
Mon ciel était obscur, mon âme était fermée;
Voici : le jour s'est fait et l'amour est venu!

Le bonheur dura peu, juste le temps du malentendu de l'amour. Il se composait de sourires, de regards, du hasard de deux mains qui se rencontrent. Quoi de plus naturel quand on se croit d'accord sur le but, quand la tendresse maternelle encourage des deux côtés des espoirs légitimes, quand la présence de l'un et de l'autre sou-

levait partout des murmures qui disaient tous la même chose? Un mot fit cesser la méprise, au moins d'un côté.

Il paraissait heureux de ma profonde joie,
Si franchement heureux que, dans un élan fou,
Je lui jetai, semblable à la tige qui ploie,
Mes bras autour du cou.

Une larme germa d'abord à sa paupière,
On l'eût dit attendri de ce geste d'enfant,
Car il lui révélait mon âme tout entière,
Ce baiser confiant!

Puis soudain tressaillant à mon étreinte ardente,
Si pleine de candeur et d'ingénuité,
Il me repoussa presque en disant : imprudente!
Avec sévérité.

Oh! de ce moment-là je me sentis perdue...

Il oublia cette scène et fut plus que jamais attentif, assidu. Cependant la fille et la mère firent bientôt une visite à son logis d'automne : la jeune enfant y fut reçue par sa mère à lui, à bras ouverts. Il parut; jamais il n'avait été si beau, si jeune. Il souriait; tout souhaitait la bienvenue à la pauvre fille, jusqu'à la chienne qui suivait son maître, et qui, en apercevant cette dernière, fit entendre un cri joyeux. Il parla beaucoup et son entretien fut charmant; « il parle si bien, lui! » On cueillit des roses, les plus rares, les plus précieuses de l'année, des roses d'octobre; on fit des bouquets de verveine, de jasmin, de fleurs de grenadier; le jardin fut dévasté. Il y avait moins de gaîté entre eux qu'autrefois; mais la félicité profonde est sérieuse. A la fin, elle était tremblante, lui presque timide. Qui sait? Peut-être l'aimait-il, peut-être allait-il le dire. La furtive larme qu'elle avait aperçue l'autre fois dans ses cils n'était-elle pas un signe d'espoir? Quand elle partit, il souriait sans émotion; pourtant il lui dit avec une douceur infinie : « A ce soir! » Elle ne le revit que pour apprendre son malheur : l'aveu qu'elle avait espéré était pour une autre. Pour que rien ne manque aux péripéties de ce drame intime et aux succès de celui qui en est le héros, trois cœurs de femme dépendent de ce dernier. La sérénité calme de la première lui vaut sans doute d'être choisie; la tombe est déjà refermée sur la seconde, qui n'a pu supporter sa peine; la troisième est restée pour chanter un hymne vengeur de la souffrance. Elle est trop fière pour mourir et trop blessée pour se taire. Connaissez-vous beaucoup de vers plus francs que ceux où cette fierté s'exprime?

Non, non, je ne suis pas de ces femmes qui meurent
Et rendent ce dernier service à leurs bourreaux,
Pour qu'ils vivent en paix et sans soucis demeurent.

Vois-tu, ces dévoûmens sont niais, s'ils sont très beaux.
Les hommes, je le sais, se complaisent trop vite,
Le pied sur ces cercueils, à poser en héros,

Et j'ai dégoût d'ouïr la manière hypocrite
Dont ils disent toujours de ces doux êtres morts :
« Un ange prie au ciel pour moi. Pauvre petite! »

Tu m'as trop bien appris que l'empire est aux forts.
Mourir, c'est oublier. J'aime mieux ma misère.
Tu ne me verras pas succomber sans efforts.

Elle s'exile enfin de sa présence, non sans des menaces encore; mais la colère fait place à l'énergie. La courageuse jeune fille prête l'oreille à la voix qui lui dit de vivre par la foi, par la liberté, par le devoir. Elle fait le sacrifice suprême, et brûle son cher trésor de lettres et de fleurs séchées. C'était la première et c'est la dernière page de son roman. Allez et dispersez-vous au vent, cendres légères; allez aussi, strophes touchantes, pleines de noblesse et de sensibilité! Qu'importe maintenant si par hasard les douleurs que vous chantez ont été de vraies larmes? Transfigurées par la poésie, elles deviendront le souvenir de ceux qui veulent entendre dans les vers l'accent d'une âme.

Et maintenant que nous avons, en partie du moins, vidé le coffret qui renferme les chères reliques d'un amour de jeune fille, laissons l'héroïne, quelle qu'elle soit, et disons les espérances que nous a fait concevoir le talent de l'auteur, comme aussi les réserves que la sincérité de nos éloges nous oblige d'exprimer. Il est remarquable que la femme poète de notre temps qui a le plus osé être elle-même, Mme Desbordes-Valmore, soit aussi celle qui se montre le moins préoccupée de la question d'art. Ses bons vers ont toujours coulé de source. A côté de ceux que les meilleurs écrivains n'auraient pas hésité à signer, on en trouve chez elle qui sont d'une marque un peu effacée ou vieillie. Mlle Siefert, plus personnelle encore, a beaucoup aussi de ces traits qui partent d'eux-mêmes et qui semblent le jet naturel du talent féminin; mais les secrets de l'art ne lui sont ni indifférens ni étrangers. L'abus des épithètes est par momens l'une de ses imperfections; elle ne rime pas toujours richement : dans une jeune fille de dix-huit ans, ces faiblesses, dont le petit nombre étonne, sont une grâce de plus. Elle connaît les poètes modernes, elle a étudié les rhythmes nouveaux; on peut dire même qu'elle en invente. Je ne saurais donc m'étonner que M. Victor Hugo ait exercé sur elle une influence assez profonde, tandis que sa devancière a trouvé dans Lamartine, sinon un modèle, du moins les sons aimés qui ont réveillé la musique intérieure. Il fallait la note ardente de la *Tristesse d'Olympio* pour évoquer cette création d'un type inattendu, d'une vierge passionnée autant que pure.

Pour dire toute notre pensée sur le talent de M[lle] Louisa Siefert, il y a quelques réserves à faire sur sa tendance à l'imitation. Que l'on choisisse dans les *Rayons perdus* les morceaux qui rappellent des modèles connus, on peut être sûr d'avance que le choix tombera sur ce que le volume contient de moins heureux. *L'Année républicaine* est pleine de souvenirs : jamais M[lle] Siefert n'a été moins elle-même. Peut-être s'est-elle trop hâtée de retourner à la source pure des beaux vers, et ne lui a-t-elle pas laissé le temps de se remplir. Peut-être aussi avait-elle la première fois trop complétement répandu son cœur.

Voir, penser, sentir, ces trois mots renferment la poésie de tous les temps. Nous avons rencontré dans cet aperçu rapide des hommes heureusement doués pour saisir les contours des choses et transporter dans les paroles les vives couleurs qui sont dans les objets. Ils peignent quelquefois avec force, et décrivent toujours avec industrie. Ils sont les héritiers directs des novateurs qui ont rendu à l'art des vers le son et le coloris, et pourtant ils reviennent sans le vouloir aux petitesses de l'art que leurs devanciers avaient détrôné. Quelques-uns cependant, tenus pour idéalistes ou traités d'artistes timides, voient quelque chose au-delà de ce que perçoivent les yeux; leur art ne se borne pas à être un modelé savant. Après ceux-ci et pour la première fois peut-être, nous avons dégagé de la foule les poètes qui veulent avec quelque justice être comptés pour des penseurs; nés du temps présent, comme le besoin de sincérité naît des situations factices, ils manquent les uns de mesure, les autres de décision; ils comprennent mieux qu'on ne l'avait fait jusque-là l'utilité de la science pour la poésie, mais ils tendent à confondre l'une avec l'autre, ils se défient trop du sentiment. Les derniers sont de ceux qui, ne pouvant se passer de vivre parmi les hommes, trouvent des vers qui viennent du cœur et qui y retournent. Un ancien disait que les bois sacrés étaient l'habitation préférée des amis de la Muse; il parlait sans doute des écrivains que nous rangerions parmi les descriptifs ou les philosophes. Charles Lamb, un enfant de Londres, pensait au contraire qu'il fallait aux poètes l'habitation des grandes villes; il songeait à ceux que nous avons appelés humains. Grands ou petits, il y en a toujours. Tout passe et tout s'épuise, excepté le cœur de l'homme; mais le défaut du cœur est de se trop aimer, il le communique à la poésie humaine et la fait tomber dans l'excès de la personnalité. Peut-être la perfection réside-t-elle dans un juste tempérament des diverses facultés de voir, de penser et de sentir.

LOUIS ÉTIENNE.

ÉTUDES

D'ÉCONOMIE RURALE

LE PORTUGAL.

Les études d'économie rurale prennent faveur en Europe. Les écrits sur ce sujet étaient déjà nombreux en Angleterre et en Allemagne. En Italie, il suffit de citer les ouvrages de M. Jacini, qui est devenu ministre des travaux publics, et en Belgique les remarquables études de M. Émile de Laveleye, publiées pour la plupart dans la *Revue*. Voici maintenant un petit pays qui vient d'entrer dans la même voie avec une louable émulation. Il n'y a pas de peuple qui ait depuis trente ans fait de plus grandes tentatives pour se régénérer que le Portugal, et à tout ce qu'il a déjà tenté il vient d'ajouter un effort marqué vers l'étude de l'économie rurale. Au mois d'avril de l'année dernière, une commission a été nommée par le roi pour réunir les élémens d'une statistique agricole. Cette commission, présidée par un pair du royaume, M. Rebello da Silva, a pris ses devoirs fort au sérieux. Deux volumes ont déjà paru par ses soins à l'imprimerie nationale de Lisbonne. Le premier est une histoire de la population et de l'agriculture en Portugal depuis la fondation de la monarchie jusqu'en 1640, année de la grande insurrection nationale contre l'Espagne; cette publication doit être continuée plus tard jusqu'à nos jours. Le second volume est un simple *Abrégé d'économie rurale à l'usage des écoles populaires*. Tous deux ont pour auteur le président de la commission, un des meilleurs écrivains du Portugal.

Déjà connu par d'excellens travaux historiques (1), M. Rebello da Silva pouvait mieux qu'un autre écrire l'histoire de l'agriculture de son pays. Grâce à lui, le Portugal aura ce qui manque encore à beaucoup d'états européens. Les notes placées au bas des pages montrent qu'il a pu consulter un nombre extraordinaire de documens. Suivant lui, les révolutions économiques du Portugal n'ont pas été tout à fait aussi grandes qu'on l'avait cru jusqu'ici. Quelques historiens ont dit que l'agriculture portugaise était au moyen âge presque aussi avancée que de nos jours; telle n'est pas son opinion. Tout en reconnaissant le bon gouvernement du roi Denis, surnommé le Laboureur (*lavrador*), il regarde comme des illusions les merveilles attribuées à l'administration de ce prince, qui vivait à la fin du XIII[e] siècle. On avait porté à 4 millions le nombre des habitans du royaume sous le règne heureux de dom Manuel; il le réduit de plus de moitié. Peu favorable à l'ordre social de ces temps, il ne peut admettre que la féodalité militaire et religieuse ait pu se concilier avec un pareil développement de la population et de la culture.

Le caractère général de l'histoire du Portugal n'en est pas d'ailleurs changé. Il demeure toujours certain que ce royaume, s'il n'était pas tout à fait aussi peuplé qu'aujourd'hui, jouissait d'une grande prospérité relative dans les XIV[e] et XV[e] siècles, et qu'une décadence marquée a commencé pour lui avec le siècle suivant. La population en 1640 n'excédait pas, d'après M. Rebello da Silva, 1,200,000 âmes; elle avait diminué d'un tiers depuis dom Manuel. La monarchie a eu son premier siége au nord, dans le pays situé entre le Minho et le Douro; de là elle s'est étendue progressivement vers le midi, portant avec elle la colonisation. Quand la capitale eut été placée à l'embouchure du Tage, l'activité nationale se tourna vers l'Océan et négligea l'intérieur. La période des découvertes et des expéditions d'outre-mer a eu un éclat incomparable. Des richesses immenses affluaient à Lisbonne; mais sous ces magnifiques apparences se cachait un vice profond. Pendant que la capitale grandissait par le commerce maritime, l'émigration ruinait les provinces. La corruption des mœurs, fruit empoisonné des conquêtes asiatiques, attaquait la population dans sa source. Quand cette grande expansion coloniale vint à baisser par suite de la concurrence des autres peuples, la nation s'affaissa sur elle-même. Elle tomba sous la domination espagnole, qui acheva de l'épuiser.

Le Portugal a prouvé d'une manière frappante la vérité de ces paroles d'Adam Smith : « le capital acquis à un pays par le commerce n'est pour lui qu'une possession précaire et incertaine, tant qu'il n'en a pas réalisé une partie dans la culture de ses terres; les révolutions de la

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1[er] janvier 1866, *Philippe II et le roi dom Antonio de Portugal*, par M. Charles de Mazade.

guerre et du gouvernement tarissent les sources de la richesse qui vient du commerce, celle qui procède des progrès solides de l'agriculture est d'une nature beaucoup plus durable. » Le livre de M. Rebello da Silva donne un éloquent commentaire de cet axiome économique. « Nous avons cru, dit-il, que nous avions dans l'Inde un majorat inépuisable, et nous avons délaissé notre propre héritage. » A cette cause générale de décadence vinrent s'en joindre d'autres. Le fanatisme monastique et la tyrannie féodale prirent possession du Portugal. L'expulsion des Maures et des Juifs est de 1499, l'établissement de l'inquisition de 1536. Presque toutes les terres appartenaient à la couronne, au clergé et à la noblesse. Les cultivateurs désertaient les campagnes, on essayait en vain de les remplacer par des esclaves venus d'Afrique. Les céréales montèrent à des prix excessifs; on fut forcé d'avoir recours à d'énormes importations pour nourrir une population en déclin. Depuis 1640, l'agriculture portugaise a dû faire des progrès sensibles, puisque la population a triplé; l'histoire de ces progrès fera le sujet du second volume.

L'*Abrégé d'économie rurale à l'usage des écoles populaires* présente un intérêt plus actuel. L'auteur y a réuni des notions justes sur le rôle des capitaux dans la formation de la richesse, sur la comparaison de la grande et de la petite propriété, de la grande et de la petite culture, sur l'action de la législation civile, sur la répartition de l'impôt, sur l'importance des moyens de communication, sur le débat entre la protection et la liberté commerciale. Présentées sous cette forme élémentaire, ces idées peuvent se répandre utilement. On aime à voir un homme que ses succès littéraires et politiques ont placé haut dans l'état consacrer de généreux efforts à l'enseignement populaire; mais ce n'est pas seulement aux écoles primaires que s'adresse ce modeste volume. On y trouve le résumé le plus complet qui ait paru jusqu'ici de l'état de l'économie rurale en Portugal. Sous ce rapport, il mérite une attention spéciale. L'auteur a soin de nous prévenir que les travaux de la commission de statistique ne sont pas assez avancés pour donner à ses évaluations une certitude suffisante; ce n'est qu'un essai, un premier aperçu.

Le Portugal a été à la fois très bien et très mal traité par la nature. On y trouve des plaines et des vallées d'une admirable fertilité, et les parties cultivées ont l'aspect d'un véritable jardin; mais un tiers environ du territoire se compose de montagnes escarpées, et sur d'autres points s'étendent des plateaux arides que la culture n'a pas encore abordés. On jouit sur les côtes du climat le plus heureux, le voisinage de l'Océan rend les hivers extrêmement doux et tempère l'ardeur des étés; mais dans les parties les plus favorisées des marais répandent autour d'eux l'insalubrité. Les vents d'ouest y déposent des pluies abondantes, et le sol est arrosé par de nombreuses rivières; mais ces cours d'eau ont des lits encombrés par les sables qui mettent obstacle à la navigation et à

l'irrigation. Cette terre présente tous les contrastes, depuis les cimes neigeuses de la Sierra d'Estrella jusqu'aux rivages méridionaux, qui semblent détachés de la côte d'Afrique. La constitution générale est volcanique, et les tremblemens de terre ont été fréquens et terribles.

Le royaume a une superficie de 9 millions d'hectares, sans compter les îles, ou le sixième de la France. On le divisait autrefois en six provinces. Aujourd'hui on l'a partagé, à l'instar de la France, en dix-sept districts ou départemens. Au point de vue agricole, M. Rebello da Silva y distingue quatre régions d'une étendue inégale, le nord, le centre, le sud et les montagnes. Il me paraîtrait plus simple de n'en admettre que trois ayant chacune 3 millions d'hectares. La première, qu'on peut appeler la région maritime ou occidentale, s'étend le long de l'Océan; elle comprend l'ancienne province de Minho, un des pays les plus riches et les mieux cultivés de l'Europe, la moitié de la province de Beïra et une grande partie de l'Estrémadure; c'est de beaucoup la plus féconde et la plus prospère. La seconde, qu'on peut appeler la région montagneuse ou orientale, se compose de l'ancienne province de Tras-os-Montes et du reste de la Beïra et de l'Estrémadure; elle est toute hérissée de montagnes. La troisième, la région du sud, comprend l'Alemtejo (pays au-delà du Tage) et la petite province de l'Algarve; c'est la plus inculte. A ces trois divisions répondent trois climats : sur le littoral humide et chaud, dans les montagnes variable et tempéré, dans le sud extrêmement chaud et sec.

D'après cet essai de statistique rurale, il n'y aurait en tout que 2 millions d'hectares cultivés; 7 millions d'hectares sur 9, plus des trois quarts du sol, seraient incultes. Un examen plus approfondi révélera probablement une plus grande étendue de terres ouvertes. On aura sans doute confondu une partie des jachères avec les terres incultes. Il y a des champs qui ne sont cultivés que tous les dix ans; dans quelle catégorie faut-il les placer? De même on n'attribue aux bois qu'une étendue de 100,000 hectares, ou un peu plus du centième du sol. Si déboisé que puisse être le Portugal, j'ai peine à croire qu'il le soit à ce point. On n'aura tenu aucun compte des terrains à demi boisés, comme il doit s'en trouver beaucoup. Un rapport adressé au ministre des travaux publics en 1868 par l'Institut géographique de Lisbonne porte l'étendue des terrains réellement incultes à la moitié environ de la superficie totale, ou 4,500,000 hectares. Là doit être la vérité. La différence sans doute est remplie par les terrains à demi cultivés et à demi boisés. Il va sans dire que la plus grande partie des terres cultivées se trouve dans la zone du littoral; les deux autres ne présentent que de rares oasis autour des villes, séparées par des montagnes ou par des landes (*charnecas*).

L'*Abrégé d'économie rurale* évalue à 562 millions le produit brut des terres. Je serais porté à croire qu'il y a quelque exagération dans ce chiffre. On y fait figurer le travail des bœufs pour 21 millions; mais le

travail des bœufs n'est pas un produit, c'est un moyen de production. Ensuite on porte à 43 fr. la valeur moyenne de l'hectolitre de vin : il se peut que les vins du haut Douro destinés à l'exportation aient en effet cette valeur; les vins communs du pays peuvent difficilement monter à ce prix. En France, la valeur moyenne de l'hectolitre de vin nouveau était portée autrefois à 12 fr. 50 c.; elle peut s'élever aujourd'hui, après les ravages de l'oïdium, à 18 ou 20 francs. Enfin le chiffre de 19 millions indiqué pour les produits des bois paraît inconciliable avec l'étendue attribuée à la superficie boisée; ce ne serait rien moins qu'un produit moyen de 190 fr. par hectare. Si nous ajoutons qu'on n'a pas retranché les semences des céréales, nous trouverons qu'il faut probablement soustraire de l'estimation une centaine de millions. La production agricole du Portugal serait alors de 450 millions (1), ou 50 francs par hectare de la superficie totale, la moitié environ de ce qu'elle est en France. Divisée par les 2 millions d'hectares que l'*Abrégé d'économie rurale* donne à la surface cultivée, ce serait encore une moyenne de 225 francs par hectare, c'est-à-dire beaucoup plus qu'en Angleterre, en Belgique, dans les pays les mieux cultivés. En comptant 4 millions d'hectares plus ou moins travaillés, on arriverait à un résultat plus vraisemblable. Je soumets ces conjectures à la commission portugaise de statistique agricole.

Quoi qu'il en soit, ce qui frappe le plus dans cette statistique, c'est la faible proportion des produits animaux. Le Portugal possède très peu de bétail; M. Rebello da Silva estime à 5 millions de têtes le nombre total des animaux domestiques. La race bovine y figure pour 520,000; la race ovine pour 2,400,000; 1 million de chèvres, 850,000 cochons et 230,000 chevaux, mulets ou ânes complètent les 5 millions. En comptant 10 moutons et 4 porcs pour une tête de gros bétail, on arrive à une moyenne de 14 têtes par 100 hectares, tandis que l'Angleterre en possède 99, la Belgique 58, la Hollande 52, l'Allemagne 44, la France 38. Avec les ressources que présente le pays, la production du bétail peut certainement s'accroître; mais il ne faut pas se dissimuler que la nature du climat dans le sud oppose de sérieux obstacles à un large développement des races animales. Tous les pays méridionaux en sont là.

Le gros bétail se concentre dans le nord, c'est en effet dans cette région qu'on trouve la plus grande partie des prairies naturelles et presque toutes les prairies artificielles; c'est là aussi que commence à se répandre la culture des racines pour la nourriture des bestiaux. De belles races s'y sont formées de longue main, et entre autres la race appelée *barroza*, qui fournit à la fois de bonnes vaches laitières et d'excellens sujets pour

(1) Le Portugal a adopté le système métrique : on y compte par hectolitres, par hectares et par kilogrammes, ce qui facilite les comparaisons; mais il a conservé son système monétaire. Nous avons estimé dans nos calculs le milréis à 6 francs.

l'engraissement. Depuis quelques années, l'exportation de ces bestiaux gras pour l'Angleterre devient assez active. Dans le reste du littoral et des montagnes, des assainissemens de marais ou des travaux d'irrigation peuvent fournir les moyens de créer de nouvelles prairies. A mesure qu'on avance vers le sud, les prairies naturelles disparaissent. Le Portugal possède une plante fourragère qui lui est propre, la serradelle; on y cultive aussi la luzerne avec succès, mais sur de faibles étendues. Il faudrait décupler au moins les prairies artificielles pour que l'augmentation des fourrages fût sensible, et ce n'est pas une petite affaire.

Quoique le sud ait bien peu d'animaux, une meilleure culture devrait commencer par en diminuer le nombre. Il faudrait d'abord supprimer autant que possible l'animal vagabond et destructeur par excellence, la chèvre; cette révolution rencontrera longtemps de grands obstacles dans les habitudes de la population. La dépaissance des moutons eux-mêmes fait beaucoup de mal pour peu de profit. Ces moutons donnent peu de viande et de laine, leur fumier se perd dans les pâturages. Les cochons sont excellens; mais le nombre en est limité par la nature de leur régime : ils se nourrissent de glands qu'ils ramassent eux-mêmes. La production des chevaux est en décadence. On les remplace par des mulets et surtout par des ânes. Dans les trois quarts du territoire, les abris même manquent aux animaux, et, pour les faire passer de la vie sauvage à la vie domestique, il faut tout changer.

Le froment est la céréale qui occupe le moins de place; il est dépassé par le maïs et surtout par le seigle, qui domine dans la région montagneuse. Le froment ne donne en moyenne que 8 hectolitres à l'hectare, le seigle produit moins encore, 6 hectolitres seulement. Dans tous les pays qui ressemblent au Portugal, on obtient rarement un rendement supérieur. L'abondante production des céréales est liée par un enchaînement étroit à la multiplication du bétail; pour que les étendues ensemencées s'accroissent, pour que les rendemens s'élèvent, il faut que les prairies artificielles et les racines s'étendent parallèlement. Presque tout le froment récolté vient dans l'Alemtejo, qui pourrait être et qui sera un jour le grenier du Portugal; mais que de temps et de capitaux pour défricher ces landes immenses! On n'évalue la récolte d'orge qu'à 700,000 hectolitres; l'avoine réussit encore moins. Le maïs est le grain le plus avantageux, il donne 18 hectolitres par hectare. C'est la zone maritime qui le produit. On a cherché un supplément de céréales dans la culture du riz; l'expérience a prouvé que cette culture est une cause redoutable d'insalubrité. Les rizières se trouvent pour la plupart dans les environs de Lisbonne; on demande avec raison qu'elles soient abandonnées. Les légumes secs offrent une ressource dont on ne tire peut-être pas assez grand parti : c'est un produit qui réussit parfaitement et qui joue un grand rôle dans l'alimentation populaire.

L'avenir du pays paraît être surtout dans l'arboriculture. Au premier rang viennent l'olivier, le mûrier, les arbres à fruits. L'olivier ne couvre encore que 42,000 hectares, et il ne donne qu'un produit misérable. Avec plus de soins, on pourrait étendre l'exportation de l'huile d'olive; la France à elle seule en achète tous les ans pour 25 millions. Le mûrier était autrefois encore plus négligé; depuis quelques années, l'élévation du prix de la soie a tourné l'attention vers cette culture. En 1868, la récolte des cocons s'est élevée à 2 millions de kilogrammes, valant ensemble 8,400,000 francs, qui ont été payés par la France et par l'Angleterre. Le Portugal a eu le bonheur d'échapper à la maladie, il exporte de la graine de vers à soie.

Le vin est depuis longtemps la plus grande richesse agricole. Les vins recherchés par les Anglais sous le nom de vins de Porto se récoltent sur les rives du Douro. On en protégeait autrefois la production par des monopoles qui ont aujourd'hui à peu près disparu. Ce vignoble célèbre n'a pas une grande étendue; on ne lui donne pas plus de 30,000 hectares. La culture en est très soignée, elle exige beaucoup de bras. La vigne y est plantée en terrasses artistement construites et soutenue par de petits échalas. Une partie du produit est transformée en eau-de-vie et sert à ajouter un supplément d'alcool aux vins exportés. Le vignoble du Douro ne produit guère que le dixième de la récolte totale du vin. Dans la province de Minho, on cultive généralement la vigne en *hautains*, comme en Italie, c'est-à-dire en l'enlaçant à de grands arbres qui la laissent retomber en gracieux festons. L'aspect de ces treilles est charmant; mais les raisins qu'elles produisent mûrissent difficilement et ne donnent qu'un vin acide et *vert*. Les vins qu'on appelle *mûrs* s'obtiennent par une meilleure culture et présentent de nombreuses variétés. On a peine à comprendre comment la vigne ne couvre encore que 189,000 hectares dans un pays qui lui convient si bien. La production est sans doute contenue par le débouché; l'exportation n'en écoule qu'une faible quantité (200,000 hectolitres par an), et la consommation intérieure ne peut guère excéder un hectolitre par tête. L'oïdium a encore moins épargné les vignobles portugais que les nôtres. En 1851, la récolte totale du vin avait dépassé 3 millions d'hectolitres; dix ans après, en 1862, elle n'était plus que de 860,000; elle avait baissé des trois quarts. Il faut que la production se soit beaucoup relevée, puisqu'on l'évalue aujourd'hui à 5 millions d'hectolitres, soit une moyenne de 27 hectolitres à l'hectare. On cherche partout de nouveaux débouchés, notamment au Brésil et aux États-Unis; si on les trouve, la culture de la vigne fera probablement des progrès.

La production des fruits peut être en quelque sorte illimitée; les oranges, les citrons, les figues, les amandes, les caroubes, les pêches, les abricots frais ou secs, alimentent une exportation annuelle de 5 ou

6 millions de francs, et fournissent à l'intérieur à une consommation immense. On voit que le Portugal doit surtout compter sur l'exportation pour l'écoulement de ses principaux produits; c'est le sort commun de ces petits états qui n'ont pas en eux-mêmes de débouchés suffisans.

Le déboisement est le plus grand fléau du pays. Même en triplant, en quadruplant l'étendue donnée aux bois par l'*Abrégé d'économie rurale*, on arrive à un total insignifiant. Cette destruction de la surface boisée a des inconvéniens de toute sorte. Outre qu'on y perd un revenu considérable, elle rend capricieux et irrégulier le régime des eaux, détermine des inégalités dans le climat et contribue à l'insalubrité de quelques parties du territoire. On ne peut pas estimer à moins de 2 millions d'hectares l'étendue qu'il serait utile de mettre en bois. C'est l'entreprise qui appelle le plus les efforts du gouvernement. Le roi Denis, le colonisateur par excellence, a donné un grand exemple il y a six cents ans : il a planté près de Leïria une forêt de pins qui est encore aujourd'hui magnifique, et qui, bien que dévastée par un incendie, s'étend sur une superficie de 10,000 hectares. Le roi dom Fernand, père du roi actuel, a voulu imiter ce brillant modèle; il a formé dans le parc de son château de Cintra une superbe collection de toutes les variétés d'arbres verts.

Un membre de la commission de statistique agricole, M. Venancio Deslandes, chargé, il y a quelques années, d'une mission spéciale dans les pays étrangers, a publié à son retour un excellent rapport sur l'enseignement forestier. Il proposait l'établissement d'une école forestière dans l'ancien couvent de Bussaco, près Coïmbre, célèbre par la beauté de son bois de cèdres et de cyprès; ce projet n'a pas encore reçu d'exécution. Par la diversité de ses climats, le Portugal peut cultiver toutes les espèces d'arbres, celles des pays les plus froids comme celles des pays les plus chauds. Le chêne-liége surtout peut y être l'objet d'une exploitation fructueuse. Cet arbre précieux donne un double produit; il nourrit avec ses glands des légions de porcs et fournit par son écorce un élément d'exportation; le liége du Portugal arrive maintenant en France et dans le reste de l'Europe. Joignez-y le châtaignier, si répandu en Corse et en Sicile, le noyer, qui donne des fruits en abondance, et toutes les essences forestières des deux mondes, résineuses ou non. Quand l'état ne boiserait que cinq ou six mille hectares par an, il serait probablement suivi par les grands propriétaires et par les communes.

Les voyageurs sont unanimes pour dire que les arbres de toute espèce viennent merveilleusement en Portugal. Ce qui manque le plus au pays est ce que le sol produit le mieux. On admire surtout la splendide végétation de Cintra, vantée par lord Byron, encore plus éclatante aujourd'hui que du temps de Childe Harold. Le bananier y pousse auprès de l'épicéa, le palmier à côté du chêne; les conifères y prennent rapidement des proportions gigantesques. Que cette belle exception se généralise, et

le Portugal aura fait un grand pas, le plus grand peut-être qu'il puisse faire. La culture des arbres n'exige ni beaucoup de capitaux ni beaucoup de bras, et c'est une des plus riches, soit par elle-même, soit par les conséquences qu'elle entraîne, surtout dans les régions méridionales. Les autres cultures réussissent difficilement sur un sol déboisé; le boisement au contraire apporte avec lui la fécondité non moins que la beauté. Tout s'anime et se vivifie sous l'influence des forêts; les sources naissent, la verdure s'étend, le sol se reforme, l'air s'épure, les animaux se multiplient, l'homme peut vivre et prospérer. Les anciens le savaient comme nous. Que demande avant tout Virgile dans ses rêves de poésie champêtre? L'ombre immense des grands bois; il invoque les dieux forestiers et les nymphes leurs compagnes,

Panaque, Sylvanumque senem, nymphasque sorores.

La population actuelle du Portugal s'élève à 4 millions d'âmes (3,987,000), ce qui donne une moyenne de 44 habitans par 100 hectares. La France en ayant 69, la population spécifique du Portugal égale les deux tiers de la nôtre. La répartition entre les districts présente les contrastes les plus tranchés. Le district de Porto a une densité de population qui rivalise avec celle de la Belgique (164 habitans par 100 hectares). La province d'Alemtejo tout entière est au contraire un des pays les plus déserts de l'Europe (15 habitans par 100 hectares). Tout est mouvement et activité dans le nord, tout est silence et solitude à l'autre extrémité du territoire.

La population rurale forme les trois quarts environ du total. S'il était vrai que la culture s'étendît seulement sur 2 millions d'hectares, cette population serait, relativement au sol cultivé, de 150 habitans par 100 hectares, proportion extraordinaire qui ne se retrouve pas dans les pays les plus peuplés. En France, la population rurale est de 50 têtes par 100 hectares de la superficie correspondante. Quelle que soit l'étendue réelle du sol cultivé, la population rurale du Portugal est évidemment excessive pour cette étendue; elle gagnerait à se répandre plus uniformément sur l'ensemble du royaume. Comment décider les laborieux habitans du Minho, au lieu de s'entasser les uns sur les autres, à coloniser de proche en proche les solitudes de l'intérieur? Jusqu'à présent, ils aiment mieux émigrer au Brésil que dans les provinces reculées de la mère-patrie; la vieille tradition du Portugal n'a pas perdu sa puissance. C'est aux propriétaires des sols délaissés qu'il appartient d'attirer par des conditions meilleures de nouveaux cultivateurs.

Les populations rurales du Portugal, dit M. Rebello da Silva, sont en général peu robustes, indolentes et apathiques. Le manque d'alimentation et les miasmes paludéens atténuent leur vigueur; leur nourriture

est toute végétale. D'après la production comparée des deux pays, la ration moyenne d'un Portugais serait le quart de celle d'un Français en viande et en froment, on n'y supplée qu'imparfaitement par un supplément de maïs, de seigle, de légumes et de fruits. Le vin ne manque pas, mais le laitage fait défaut. Malgré la sobriété proverbiale des peuples méridionaux, ce régime ne suffirait pas, s'il ne venait s'y joindre une assez grande quantité de poisson. La population nationale s'accroît lentement; elle était de 3,200,000 âmes en 1807, elle en a gagné 800,000 en soixante ans; c'est la même progression qu'en France. La moitié environ de la population rurale se compose de propriétaires cultivant eux-mêmes. La plupart se trouvent dans le Minho. La propriété est divisée à l'excès dans cette province, tandis que les trois quarts de la Beïra et de l'Alemtejo appartiennent à de très grands propriétaires.

L'industrie agricole s'exerce d'après quatre systèmes différens, le faire-valoir direct, le fermage, le métayage, le bail emphytéotique, qui paraît assez usité. Le nouveau code civil, promulgué en 1867, établit avec clarté les règles applicables aux différentes espèces de baux, et simplifie les usages confus qui régnaient dans les provinces. M. Rebello da Silva insiste sur la nécessité d'organiser de bonnes entreprises agricoles en créant une classe de fermiers instruits et riches. Malheureusement la plupart des propriétaires ignorent encore qu'il n'y a pas de culture prospère avec des fermiers pauvres. C'est la petite culture qui domine. La grande n'est pourtant pas inconnue. Un voyageur français qui parcourait le Portugal en 1861, M. Lesage, en donne un exemple frappant. « Un seul fermier, dit-il, car ce sont des fermiers qui prennent souvent à bail plusieurs propriétés, emploie à ses travaux 100 charrues. Il récolte 6,500 hectolitres de froment, autant de maïs, de 1,000 à 1,500 hectolitres d'orge, de fèves, de haricots, de 500 à 1,200 hectolitres d'huile, 4,100 de vin. Il compte dans ses troupeaux 1,000 bêtes à cornes presque sauvages, 200 autres tenues en domesticité, de 3 à 4,000 bêtes à laine, de 500 à 800 porcs, 300 animaux de la race chevaline. Ses domestiques sont au nombre de 200. » Cet exemple donne une idée du degré que peut atteindre l'industrie agricole en Portugal. M. Rafaël José da Cunha, dont il est ici question, a été plus loin que d'autres dans la carrière; mais il avait des précédens. Les machines agricoles commencent à s'introduire. Dans les terres louées à la compagnie des *Lezirias* (alluvions du Tage), qui forment un domaine de plus de 3,000 hectares divisés en trois fermes, on emploie, dit-on, avec fruit les plus coûteux engins de la culture anglaise. La petite culture reste fidèle, comme partout, aux instrumens les plus élémentaires.

M. Rebello da Silva reproche à la grande propriété son peu de goût pour la vie rurale. Il déplore que la riante vallée du Tage, les bords délicieux du Mondego, chantés par Camoëns, les sites pittoresques de la ré-

gion alpestre, les déserts sauvages de l'Alemtejo, n'attirent pas davantage les principaux possesseurs. « L'*absentéisme*, s'écrie-t-il, s'il nous est permis de nous servir de ce mot étranger, est devenu la règle de nos grands propriétaires. La plupart sont nés et sont morts sans avoir une seule fois jeté un coup d'œil sur un de leurs vastes et incultes domaines. Nos grands seigneurs, remplissant les ambassades, les armées, les tribunaux, peuplant les antichambres du palais, se seraient crus tombés dans la disgrâce du souverain, s'ils avaient passé un seul jour loin de l'astre qui leur donnait la lumière et la vie. Comment s'étonner que nos champs soient restés incultes, que les eaux abandonnées à elles-mêmes aient inondé nos fertiles alluvions, que des étendues immenses se soient couvertes de bruyères et de ronces, et que l'agriculture paralysée soit tombée dans le marasme dont elle commence à peine de sortir? » Ce triste tableau n'est vrai que pour une partie de la monarchie. La petite et la moyenne propriété ont rempli sur beaucoup de points le vide laissé par la grande.

Il appartient maintenant à la grande propriété de regagner le temps perdu, elle n'a plus les mêmes raisons pour rester inactive. Le Portugal n'est plus la monarchie despotique et nobiliaire d'autrefois; c'est un des pays les plus libres de l'Europe, un de ceux qu'anime le plus l'esprit nouveau. Si la noblesse s'endort dans son ancienne indolence, elle perdra son influence et sa richesse. L'aristocratie anglaise ne s'est maintenue qu'en s'appuyant fortement sur le sol; il n'y a d'avenir pour la noblesse portugaise qu'à la même condition. L'ancienne législation du pays favorisait à l'excès la concentration de la propriété; aujourd'hui on y tombe presque dans l'excès contraire. Depuis trente-cinq ans, il s'est passé bien peu de jours où l'ancienne féodalité politique et religieuse n'ait reçu quelque atteinte. On a commencé par supprimer les dîmes ecclésiastiques, on a prononcé ensuite l'abolition des ordres monastiques et la vente de leurs biens. Les droits féodaux ont disparu à leur tour, et en 1863 on a supprimé les majorats. Rien ne gêne donc plus la liberté du sol. On aurait tort maintenant de pousser plus loin la guerre à la grande propriété. La petite ne peut prospérer que dans les conditions qui lui conviennent. La grande lui est supérieure quand il s'agit de mettre en valeur un sol dépeuplé.

Des étendues de terre appartenant à l'état ou aux communes constituent encore ce qu'on appelle des *baldios* (communaux). Dans l'entraînement de la réaction, une loi de 1867 avait ordonné de les vendre ou de les louer; on a dû la rapporter devant la résistance des communes. Certainement les *baldios* doivent tôt ou tard disparaître. Beaucoup de terrains condamnés ainsi à la stérilité pourraient être avantageusement exploités, s'ils entraient dans le domaine de la propriété privée. Le préjugé qui défend les pâturages communs sous le nom de patrimoine des pau-

vres est une erreur économique; mais en toutes choses il faut procéder avec mesure. La vente précipitée des biens des couvens a peu profité à l'agriculture, parce que les capitaux ont manqué pour exploiter tant de terres à la fois. La vente des biens communaux n'aurait pas pour le moment de meilleurs effets. Il se peut d'ailleurs qu'une partie notable de ces biens ne puisse être utilisée par la division; tels sont les terrains de montagnes, qui ne sont bons qu'à porter du bois. L'état, en les aliénant, se priverait des moyens de rétablir les forêts.

Le système protecteur a régné longtemps en Portugal pour les produits du sol comme pour tous les autres. L'importation des céréales et des autres denrées alimentaires était interdite. Sous l'empire de cette législation, les prix subissaient des oscillations énormes. Une loi récente a mis un terme à ce régime en autorisant l'admission des céréales en tout temps avec un droit fixe. On a compris que, pour protéger l'agriculture, il fallait avant tout lui fournir des moyens de transport économiques et lui faciliter l'accès des capitaux. L'établissement d'un ministère des travaux publics en 1852 a donné le signal. 700 kilomètres de chemins de fer sont aujourd'hui en exploitation, 300 se construisent; 2,500 kilomètres de routes ont été ouverts. Des travaux sont commencés pour améliorer la navigation des rivières et l'entrée des ports. Le Portugal en avait bien besoin, car c'était peut-être le pays de l'Europe qui manquait le plus de voies de communication.

En même temps le gouvernement a fait de louables efforts pour étendre le crédit de la propriété et de la culture. Un système hypothécaire fondé sur la publicité complète de tous les droits et sur l'abolition des hypothèques tacites est en vigueur depuis cinq ans. Une société de crédit foncier s'est instituée, et a déjà prêté plus de 16 millions à la propriété. On cherche à organiser tout un ensemble de banques rurales en s'appuyant sur les institutions de bienfaisance, qui disposent de fonds assez considérables. L'enseignement agricole n'est pas négligé; il se donne dans un institut supérieur, fondé en 1852, et dans quatre fermes régionales. Des expositions agricoles ont eu lieu avec succès à Porto et à Lisbonne. Ces efforts, il est vrai, n'ont pas encore obtenu de très grands résultats; c'est que, si rien n'est plus durable que le progrès agricole, rien n'est plus lent. On n'efface pas en un jour les conséquences accumulées de plusieurs siècles.

Le commerce extérieur du Portugal, autrefois si florissant, a reçu deux coups terribles, par les progrès des Hollandais dans l'Inde au XVIIe siècle, et, beaucoup plus près de nous, par la séparation définitive du Brésil en 1823. Après cette dernière crise, le mouvement commercial est resté plusieurs années à peu près nul à cause d'un système douanier presque prohibitif. Depuis que les tarifs ont été remaniés dans un sens plus libéral, il a repris une marche ascendante. Avec la France seule, il a dé-

cuplé depuis quarante ans. L'industrie était autrefois tout à fait délaissée. Aujourd'hui toutes les formes du travail industriel prennent peu à peu de l'importance, et on cherche avec passion les moyens de les développer. Au point de vue politique, le pays a échappé aux révolutions subversives. Il a conquis sa liberté sans trop de luttes. Il est loin d'être exempt des agitations qui accompagnent partout les institutions libres; mais ces secousses n'ont rien de grave et de profond. Il a le bonheur d'avoir une dynastie nationale, libérale et populaire. Le patriotisme qui anime toutes les classes et l'extrême douceur des mœurs le préservent des dissensions violentes.

Les difficultés actuelles sont toutes financières. Le produit des impôts généraux peut être évalué à 90 millions. Cette somme doit s'accroître des contributions spéciales et locales, qui paraissent s'élever à une vingtaine de millions; on trouve alors pour le total des revenus publics 110 millions de francs, ou 27 francs 50 c. par tête. En France, la même division donne 54 fr. par tête, d'où il suit qu'un Portugais paie la moitié de ce que paie un Français. La richesse moyenne devant être moitié moindre, le rapport paraît le même. L'équilibre entre les dépenses et les recettes est rompu depuis longtemps. Dans ces dernières années, le déficit annuel dépassait 30 millions de francs; on le comblait par des emprunts. Le Portugal se débat aujourd'hui dans cette situation. Il faut de toute nécessité ou augmenter les recettes ou diminuer les dépenses, et probablement faire l'un et l'autre à la fois.

Je ne suivrai pas M. Rebello da Silva dans les calculs qu'il présente pour démontrer que l'impôt foncier est relativement léger en Portugal. De pareilles questions ne peuvent pas être traitées par un étranger en pleine connaissance de cause. Des charges beaucoup plus lourdes pesaient autrefois sur la propriété foncière, quand elle était soumise aux dîmes et à d'autres redevances. Il paraît juste de reprendre au profit de l'état une partie de ces anciens droits; mais cette entreprise a échoué jusqu'ici devant la résistance des contribuables. A proprement parler, il n'y a que deux impôts indirects, au moins en ce qui concerne l'état, la douane et le tabac. Le Portugal est à peu près affranchi de taxes de consommation, et on comprend qu'il se montre peu disposé à s'y soumettre. Les impôts existans s'accroissent d'ailleurs d'eux-mêmes par le progrès de la richesse publique; la douane à elle seule a passé en trente ans de 18 à 36 millions de recettes.

Restent les économies dans les dépenses. On ne peut en obtenir de sérieuses que sur les budgets de la guerre et des travaux publics. Le Portugal a une armée normale de 36,000 hommes, qui se réduit environ de moitié par les congés. C'est encore trop; 8 ou 10,000 hommes suffiraient pour maintenir la tranquillité publique. Quant à la sécurité extérieure, elle n'a pas besoin d'être défendue. Le Portugal s'est donné le luxe de la

conscription; elle n'est pas là plus populaire qu'en Espagne. On évalue à 200 millions l'ensemble des travaux exécutés depuis quinze ans. Ces sacrifices peuvent aujourd'hui se réduire sans inconvénient. Le Portugal s'est laissé gagner par un sentiment bien naturel qu'on peut appeler l'impatience du progrès. Considérés en eux-mêmes, les travaux accomplis n'ont rien d'excessif; il en faudrait dix fois plus pour mettre ce royaume au niveau des nations les plus avancées. Exécutés en si peu de temps, ils ont dépassé la mesure de l'utilité immédiate. Ces chemins de fer manquent de trafic, ces routes sont peu fréquentées. Les habitudes n'ont pas pu changer par enchantement. Les travaux publics eux-mêmes, si utiles qu'ils doivent être un jour, ont pour premier effet, quand ils sont poussés trop vite, de détourner les capitaux et les bras d'autres emplois plus productifs.

Ces dépenses manquent surtout le but quand il faut avoir recours à des emprunts onéreux. Malgré la suppression de l'amortissement et une série de banqueroutes partielles, l'intérêt de la dette publique absorbe annuellement un tiers du budget. Il serait insensé d'accroître encore une charge si lourde. En fait de progrès, le plus grand de tous serait de renoncer à l'emprunt; l'état qui donnera cet exemple à l'Europe se fera le plus grand honneur. Il y a d'ailleurs dans tout ce qui s'est fait en Portugal depuis vingt ans un vice que M. Rebello da Silva paraît sentir: c'est l'excès de centralisation. Rien n'est à la longue plus nuisible aux intérêts généraux. Les œuvres du pouvoir central ont un caractère de grandeur très apparent. Celles des administrations locales, plus modestes et moins visibles, répondent mieux aux besoins. On semble le comprendre, car on parle de se confier davantage aux conseils de district et de municipalité. L'augmentation qu'on désire obtenir dans les impôts directs rencontrerait probablement moins de difficultés, si elle prenait la forme de contributions locales.

Au bout du compte, le Portugal est proportionnellement plus riche et plus peuplé que l'Espagne, la Corse, la Sardaigne, la Grèce, tous les pays analogues. L'Espagne n'a que 32 habitans par 100 hectares, la Corse 29, la Sardaigne 25, la Grèce 26. Il n'y a dans le pourtour de la Méditerranée que l'Italie qui lui soit supérieure, et cette différence date de loin. Les pays méridionaux, les plus riches de tous quand l'homme y domine la nature, sont ceux qui tombent, quand ils sont négligés, dans la stérilité la plus complète. Il faut ensuite, pour réparer le mal, beaucoup de temps et d'efforts. Même en France, le Portugal peut presque soutenir la comparaison avec les seize départemens qui forment la région provençale. Ces départemens ont ensemble 9 millions d'hectares, exactement l'étendue du Portugal. Ils contiennent à peu près une égale proportion de montagnes, si l'on remonte jusqu'à l'Aveyron, au Cantal et à la Haute-Loire, pour redescendre le long des Alpes, de l'autre côté du Rhône.

On y trouve la même longueur de côtes environ, depuis Port-Vendres jusqu'à Nice. Le climat n'est pas très différent, et les productions sont les mêmes. On n'y compte en tout que 4,650,000 habitans, ou 650,000 seulement de plus. La production du vin y a pris un développement plus que double, la culture de l'olivier y est à la fois plus étendue et plus productive, et avant la crise de la soie le mûrier y donnait des revenus magnifiques; mais pour les autres produits la différence n'est pas énorme. Le tiers au moins de cette région est inculte, le bétail y est fort rare aussi, excepté dans les montagnes, et elle ne produit pas assez de céréales pour se nourrir. Ce qui rend cette partie de la France supérieure au Portugal, c'est l'activité commerciale; Marseille égale Lisbonne en population et la dépasse en commerce. Cet avantage est dû aux débouchés que la vallée du Rhône trouve dans l'intérieur. Il ne serait pas difficile de nommer en France non-seulement seize départemens, mais trente qui ne sont pas plus riches et plus peuplés que l'ensemble du Portugal. Notre région du centre, par exemple, n'a que 50 habitans par 100 hectares, et ne paie que 25 francs de contributions par tête.

Le Portugal aurait donc tort de s'exagérer son infériorité. Son territoire pourrait sans doute nourrir et mieux nourrir deux ou trois fois plus d'habitans : que de parties de l'Europe en sont là! Sa petitesse le met à l'abri des grandes ambitions qui dissipent tant de capitaux. Les occasions de guerre et de révolution lui manquent. Il offre peu de ressources au luxe. Il jouit sans danger d'une grande liberté. Toutes les réformes civiles et politiques qu'exigent les sociétés modernes, il les a largement accomplies. Il n'a plus qu'un problème à résoudre, l'équilibre du budget. Ce dernier pas fait, il n'a qu'à attendre. Les élémens d'un grand développement intérieur sont préparés. Toute agitation fiévreuse pour précipiter le mouvement aurait probablement l'effet opposé.

LÉONCE DE LAVERGNE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 juillet 1869.

Il y a un mois à peine que le corps législatif, récemment élu, se réunissait; il n'a fait que passer. L'émotion qui a suivi la prorogation est un peu calmée, on est un peu revenu de l'ébahissement causé par cette brusque chute de rideau, et maintenant, au lendemain de cette session interrompue, on se trouve en face d'une situation toute nouvelle qui se résume dans ces quelques faits aussi simples que significatifs : le message impérial accordant une réforme constitutionnelle, la convocation du sénat, qui va se réunir dans deux jours pour enregistrer la réforme, un changement de ministère marquant la fin d'une période.

Depuis vingt ans, on n'avait vu pareille chose. Pour la première fois, nous venons d'avoir une vraie crise, une crise politique et ministérielle déterminée par une évolution d'opinion. Cette crise, nous l'avons vue de nos yeux désaccoutumés de ce spectacle, nous l'avons en quelque sorte touchée de nos mains. Pendant quelques jours, les listes de ministres ont couru le monde parlementaire comme au temps des grandes luttes où l'on marchait à la conquête du pouvoir. Était-ce une illusion? était-ce une demi-réalité? On aurait dit que désormais le nom, l'influence, les opinions, allaient peser de quelque poids. De quel côté allait-on pencher? quels hommes seraient appelés à la direction des affaires, et quelle nuance représenteraient-ils? Il y avait déjà une certaine nouveauté dans une telle question, qui n'aurait point eu de sens il y a quelques années. Le tiers-parti, subitement grossi et porté en quelque façon par son interpellation, semblait tout près d'arriver au ministère. On entrevoyait des négociations se promenant de Paris à Saint-Cloud, on groupait des noms. Le tiers-parti, à ce qu'il paraît, n'a jamais eu de grandes chances, au moins pour le moment; il s'est montré difficile en sa qualité de victorieux; il voulait entrer à rangs pressés dans la place, s'établir en

force dans la citadelle ministérielle, et il est resté à la porte. En définitive, il est sorti de là, non sans un enfantement assez laborieux encore, un ministère qui a perdu M. Rouher, M. Baroche, M. Duruy, M. de La Valette, qui a gagné M. de Chasseloup-Laubat, le prince de La Tour-d'Auvergne, M. Alfred Leroux, M. Bourbeau, M. Duvergier. M. de Chasseloup-Laubat est le réfractaire des décrets du 22 janvier 1852, le ministre de la marine réconcilié quelques années après et le président du conseil d'état d'aujourd'hui. M. Alfred Leroux est un homme éclairé, conciliant comme vice-président du corps législatif, entendu comme financier, gardant de sa jeunesse les réminiscences et le goût du lettré; on en a fait un ministre de l'agriculture et du commerce. M. Bourbeau est un doyen de la faculté de droit de Poitiers, avocat habile, député de 1848 revenu à la vie en 1869. La fortune est allée le chercher ainsi lorsqu'il était à Poitiers sans songer à mal pour l'amener au ministère de l'instruction publique. M. de Forcade La Roquette reste avec un air de ministre dirigeant, à moins que ce ne soit M. Magne qui dirige, à moins que ce ne soit ni l'un ni l'autre. Que signifie en réalité ce ministère et dans quelle mesure répond-il à la situation nouvelle? On pourrait l'appeler le ministère du sénatus-consulte, puisque c'est lui qui est chargé de mettre à flot cet acte additionnel du second empire. On pourrait aussi l'appeler tout simplement un ministère de transition, et ce que nous en disons, ce n'est nullement pour diminuer ou décourager les hommes honorables qui ont accepté d'être ministres dans les conditions actuelles. Tout n'est-il pas transition aujourd'hui? Nous avons une constitution dont les infirmités ont été constatées par le médecin le plus entendu de l'empire, et ce n'est que dans quelques jours que cette constitution anémique, mise pour le moment dans une maison de santé, retrouvera le souffle et la vie. D'ici là que sommes-nous? quel est notre régime? Tout est naturellement provisoire, le ministère comme la situation. Nous vivons dans l'imprévu, un peu à la grâce de Dieu; nous passons par une période d'ambiguïté dont tout se ressent, où les choses et les hommes se combinent d'une façon assez inégale, et qui, à vrai dire, est un des phénomènes les plus curieux de ce temps-ci par ce caractère particulier de confusion et de disproportion qui éclate un peu partout.

Il faut s'élever plus haut. Ce qui se passe depuis quelque temps en France est étrange en effet, et prouve bien qu'il y a des momens où le monde marche tout seul. Ce ne sont pas dans tous les cas les hommes qui le gouvernent par la fermeté supérieure de leur impulsion, par l'éclat de leur initiative. Les hommes sont médiocres et faibles, la force des choses est irrésistible, les situations ont une logique imperturbable qui plie les volontés, déconcerte les calculs, ramène dans son courant les timidités et les impatiences, ceux qui ne veulent pas marcher et ceux qui veulent marcher trop vite. La force des choses aujourd'hui,

c'est ce mouvement qui s'est emparé de la France, qui a déjoué toutes les combinaisons et qui est allé en grandissant jusqu'au jour où il s'est imposé aux esprits les plus modérés, au gouvernement lui-même. D'où est né ce mouvement? On l'interprétera comme on voudra. On peut le considérer comme une réaction contre les fautes accumulées de toute une politique, on peut y voir le réveil naturel et viril d'un esprit public longtemps assoupi; si l'on veut être plus simple et tout aussi juste, on fera la part de ce phénomène invariable de l'avénement d'une génération secouant un passé auquel elle est étrangère pour se faire une place dans l'avenir. Toujours est-il que le mouvement existe, qu'il s'est propagé avec la rapidité et l'intensité d'une contagion, qu'il a été reconnu et accepté comme le point de départ inévitable d'un ordre nouveau, et ce qui n'est pas moins certain aujourd'hui, c'est que toutes les politiques se sont visiblement trouvées prises au dépourvu en face de cette évolution qui a quelque ressemblance avec cette opération, toujours délicate, que les tacticiens de chemin de fer appellent un changement de voie. Les hommes, les partis, ont quelque peu battu la campagne; ils sont tombés dans un vrai désarroi qui serait presque amusant, si on ne jouait pas avec le feu, et ils en sont encore à ne plus se reconnaître. La vérité est que tout le monde a hésité là où il ne devait y avoir qu'une idée simple et nette, et que d'aucun côté n'est venue une initiative proportionnée à une situation nouvelle.

Le gouvernement est persuadé sans doute qu'il a fait tout ce qu'il fallait, et en réalité il a été le premier à se montrer incertain; il a eu l'air d'un pouvoir surpris et déconcerté, cherchant le mot de ce qui se passe autour de lui, prêt à faire ce qu'on lui demande, mais le faisant à moitié et pas toujours avec à-propos, ayant de la peine à secouer ses habitudes et préoccupé de sauver les apparences. Il pouvait se réserver l'avantage de donner le signal de la marche en avant, et il a préféré attendre, au risque de paraître se laisser arracher des concessions qu'il n'avait pas le dessein de refuser. Il n'a pas eu l'idée de marchander au corps législatif des attributions nouvelles qui lui rendent la puissance parlementaire, et d'un autre côté, en pleine vérification des pouvoirs, il l'a prorogé jusqu'à des jours meilleurs par un acte inquiet, improvisé, échappé en quelque sorte à ses irrésolutions. Il a transigé en fait avec le tiers-parti, il a pris aux 116 les points essentiels de leur programme, et en prenant ce programme il a écarté doucement les promoteurs qui avaient fait, à ce qu'il paraît, trop de bruit, qui malgré leur modestie ressemblaient beaucoup à des conquérans, de telle sorte que du même coup il faussait compagnie tout à la fois à la majorité, qui ne demandait pas le message, et au tiers-parti, qui aurait demandé un peu plus. Il a sacrifié M. Rouher, puisqu'il le fallait, puisque M. Rouher était devenu le point de mire de toutes les hostilités, et cette force de talent que lui

assurait l'ancien ministre d'état, il ne l'a pas remplacée par cette force collective qu'aurait pu lui donner une combinaison retrempée aux sources parlementaires. Que le ministère actuel se considère comme bien constitué et comme définitif, soit; la confiance sied aux nouveau-venus, l'avenir appartient à tout le monde. M. de Forcade est certainement homme à défendre ses actes et à grandir sans doute dans un débat sur la politique intérieure; mais, à dire vrai, on ne se rend pas bien compte de ce que pourra être ce cabinet dans une discussion sur les affaires étrangères où il aura en face de lui M. Thiers, M. Jules Favre. Le prince de La Tour-d'Auvergne est un ministre fort bien placé; il lira un discours correct et mesuré; malheureusement cela ne suffit plus. Au premier choc, tout s'écroulera, et on sera obligé de faire dans quelques mois ce qu'on aurait pu faire aujourd'hui, si on était entré sans ambiguïté d'esprit dans la situation nouvelle, avec la ferme volonté de faire sortir de la crise actuelle un ordre sincèrement libéral.

Il n'y a qu'un bonheur pour le gouvernement à l'heure où nous sommes, c'est que l'opposition en vérité ne semble pas mieux assurée que lui dans ses idées et dans ses résolutions. Le gouvernement a fait le message par entraînement, la prorogation sans trop s'en douter. L'opposition, quant à elle, a tout l'air de ne plus savoir ce qu'elle doit penser et ce qu'elle doit faire, si elle peut accepter le message du 12 juillet en se réservant d'en revendiquer toutes les conséquences, ou si elle est absolument tenue de repousser le « présent d'Artaxercès. » Au moment voulu, cela est bien clair, il lui a manqué une de ces inspirations qui rallient les esprits en traçant un plan de conduite. Le tiers-parti s'est retiré en envoyant un dernier salut à la politique résumée dans le projet d'interpellation des 116, et en se promettant de se retrouver à la prochaine session. De son côté, la gauche s'est réunie, elle a délibéré, elle n'a pas réussi à s'entendre sur les termes d'un manifeste collectif, ce qui était bien facile à prévoir, et depuis ce jour ce ne sont que manifestes individuels qui se succèdent. On rend ses comptes aux électeurs, on proteste, on fait des programmes à perte de vue. Dans tout cela, ce qui manque en général, c'est une idée pratique et un peu de cohérence. On reprendra son aplomb d'ici à quelque temps sans nul doute, on se ralliera sous le feu quand le jour des nouvelles batailles sera venu; pour le moment, le désarroi est assez complet et tout à fait propre à tranquilliser le gouvernement.

Il ne manquait plus qu'un dernier coup pour achever la déroute de l'opposition; c'est M. Gambetta qui s'est chargé de l'assener par son manifeste, à lui, qu'il envoie du fond de l'Allemagne. M. Gambetta n'y va pas de main légère, et on voit bien qu'il est tranquillement à Ems, refaisant sa santé, fort peu préoccupé d'ailleurs des détails secondaires de la politique; il parle en dictateur, le jeune député de Marseille. Pour lui,

la gauche a manqué à tous ses devoirs, elle a « donné sa démission devant la crise; » on ne devait pas se contenter des paroles enflammées prononcées par M. Jules Favre dans la dernière séance du corps législatif; il fallait un acte vigoureux, éclatant. Quel acte? Voilà ce que M. Gambetta ne dit pas; mais par exemple il assure qu'il n'y a rien à faire de toutes les réformes « pseudo-libérales. » Pour lui, la responsabilité ministérielle elle-même n'est rien, les garanties parlementaires sont des « osselets. » Il faut faire rentrer le peuple dans la possession plénière, directe et immédiate de tous ses droits. Il faut qu'on lui donne sans plus tarder le moyen facile et praticable de se débarrasser de ses maîtres, d'infliger une sérieuse responsabilité aux fonctionnaires qui le gouvernent, au chef du pouvoir exécutif, au « premier officier du peuple. » Tout cela est d'une fort belle logique radicale. Pourquoi M. Gambetta, qui parle si haut et tance si vertement les autres, n'est-il pas accouru d'Allemagne pour faire tout ce qu'il dit? Si ce n'est qu'une parole retentissante pour réveiller et entretenir des fanatismes de secte, ce n'est pas d'un homme public. Il n'y a qu'une chose vraie. Oui, évidemment l'opposition s'est laissé surprendre et a joué un médiocre rôle. Elle devait avoir une opinion, elle ne l'a pas eue. Elle n'a osé ni accepter franchement le message comme point de départ, de peur de s'aliéner les esprits extrêmes, ni lui déclarer ouvertement la guerre, de peur de froisser le pays toujours prêt en somme à recevoir les améliorations véritables. C'est dans ce sens qu'elle a donné sa démission, ou plutôt elle a manqué de coup d'œil et d'esprit pratique. Elle a laissé échapper l'occasion d'agir en parti politique sérieux qui met la réalité au-dessus des mots, qui fait passer l'intérêt universel avant ses préjugés et ses passions, et elle en a été immédiatement punie par l'impuissance, par le désarroi où elle est tombée, — qui eût été plus grand encore pourtant, si M. Gambetta se fût trouvé là pour la conseiller.

Ce que nous voulons en conclure, c'est qu'à ne considérer ces derniers événemens de notre vie intérieure qu'au point de vue des hommes et de leurs combinaisons, tout a été assez pauvre et assez décousu. Partis et gouvernement sont restés quelque peu au-dessous des circonstances. Les hommes n'ont presque rien fait, la situation s'est développée toute seule, péniblement, laborieusement, mais d'une façon invincible et toute pacifique. Quand on y regarde de près, c'est là un côté rassurant de cette réformation libérale de la France qui s'accomplit en quelque sorte par la force des choses, sans rien devoir à l'habileté des chefs de parti ou à quelque coup de foudre inattendu. Que le mouvement actuel se ressente dans sa marche de l'incohérence des idées et des conduites, c'est assez naturel pour qu'il n'y ait point à s'en effrayer; c'est au contraire une garantie de plus de la consistance de ce travail qui ramène la France sous un régime de sérieuse liberté. Jusqu'ici, et c'est là notre malheur,

presque toutes les victoires d'opinion parmi nous ont été des révolutions. Les progrès qu'on poursuivait se sont accomplis par des catastrophes, par des explosions qui ont eu assez souvent pour conséquence de dangereuses et inévitables réactions, justement parce que ces progrès éclataient presque à l'improviste, parce qu'ils n'étaient pas l'œuvre d'un long et patient travail. Pour la première fois aujourd'hui, nous assistons à un spectacle tout différent. Une révolution véritable s'accomplit régulièrement, pacifiquement. Le pouvoir ne se raidit pas contre le mouvement des choses; il cède, sans enthousiasme peut-être, mais par un instinct de conservation qui garantit sa sincérité, sous la pression de l'opinion. La constitution n'est pas emportée d'un coup de vent, elle plie, elle se prête aux réformes qui en modifient l'essence, et en supposant même que le sénat durant sa prochaine session ne fasse pas tout ce qu'on lui demanderait, il y a désormais dans le pays un sentiment assez vif de ses droits et de ses intérêts, une force d'opinion assez sûre d'elle-même, pour que les mœurs publiques suppléent à ce que les lois nouvelles pourraient avoir d'insuffisant et d'incomplet. C'est maintenant une œuvre pratique de bon sens, de fermeté et de prudence. Il peut y avoir sans doute encore des oscillations, des résistances, des momens de halte; on peut disputer sur ces frontières où se rencontrent toutes les prérogatives; la route n'est pas moins ouverte. Nous avons franchi une étape difficile et obscure au bout de laquelle nous retrouvons la lumière avec la possibilité de reconquérir par degrés toutes les conditions d'un régime sincèrement représentatif, et quand on cherche un terrain où puissent se rallier, pour agir d'un commun accord, tous les esprits libéraux, ce terrain, le voilà; il est assez large pour contenir tous ceux qui n'ont pas la passion des nuances subtiles; il a été créé, défini et précisé par le sentiment public lui-même, qui semble fort peu sympathique, il est vrai, à toute révolution nouvelle, mais qui d'un autre côté ne veut pas qu'on s'arrête dans cette voie de progressive réparation où nous entrons aujourd'hui. L'essentiel est de ne pas tromper ce sentiment. C'est une garantie de sécurité pour le pouvoir et pour les partis libéraux eux-mêmes, c'est la garantie de leur influence et de leur popularité. Maintenant il faut marcher. Le gouvernement, nous n'en doutons pas, n'a nullement l'intention d'éluder la portée des engagemens qu'il a contractés par le message du 12 juillet; il ne peut pas avoir la dangereuse pensée d'énerver la réforme qu'il s'est appropriée dans les détails d'un sénatus-consulte équivoque ou restrictif, et le sénat à son tour ne peut songer à accepter la responsabilité d'une résistance à un vœu public. Il est assurément vraisemblable que, si beaucoup de sénateurs avaient été consultés avant le message du 12 juillet, ils n'auraient pas précisément conseillé cet acte de restitution libérale; ils n'étaient pas faits pour cela, et quelques-uns ont eu besoin d'un peu de temps pour s'accoutumer au rôle

de réformateurs. Aujourd'hui il n'y a plus à y revenir, et le meilleur moyen d'en finir avec cet état d'indécision qui se prolonge depuis quelques semaines, c'est de procéder hardiment, rapidement, de faire de cet acte additionnel du second empire le préservatif efficace des révolutions par une liberté sérieuse, par la possibilité de tous les progrès.

En fait de crises, il y en a de toute sorte, à tous les instans et un peu partout, hors de la France aussi bien qu'en France. Les affaires du monde ne sont qu'une succession de crises politiques, nationales, religieuses, économiques, qui passent ou se reproduisent, et courent sans cesse à la surface de l'Europe. Elles naissent, ces crises, tantôt d'un événement tout moral, comme la réunion d'un concile dont les préliminaires commencent à être discutés même par la diplomatie, tantôt d'une laborieuse réorganisation mêlée de vivaces antagonismes, comme en Allemagne, tantôt d'une révolution qui a de la peine à se débrouiller et à se fixer, comme en Espagne. L'Angleterre, la libre Angleterre, est bien toujours le modèle des pays où les crises se nouent et se dénouent sans rien ébranler, où l'on s'arrête juste à la limite qui sépare les viriles agitations des conflits stérilement violens. L'Angleterre n'a certes pas peur des grosses questions; elle les aborde au contraire résolûment, avec la confiance d'une nation qui sait qu'elle garde assez de puissance sur elle-même pour ne pas se laisser emporter aux coups de tête et aux aventures. Tant que la lutte est ouverte, on ne s'épargne pas; on se sert de toutes les armes pour conquérir l'opinion, les associations se forment et entrent en campagne, les *meetings* se succèdent, les pouvoirs publics eux-mêmes usent jusqu'au bout de tous leurs droits. On fait la guerre passionnément, si passionnément qu'il y a des heures où l'on a l'air de ne plus pouvoir s'entendre, de toucher à quelque choc meurtrier. Pas du tout; au dernier moment, une pensée de transaction surgit toujours entre les combattans. De part et d'autre, on fait des concessions; ceux qui voulaient avoir tout n'ont qu'une partie de ce qu'ils demandaient; ceux qui ne voulaient rien céder sont obligés de plier devant la puissance de l'opinion. On s'arrange, on rejette dans l'oubli les paroles irritées qui ont été échangées, la paix est signée, et un progrès de plus est accompli sans qu'il en coûte rien à l'intégrité des institutions ou à la tranquillité publique. C'est ce qui vient d'arriver encore une fois à l'occasion du bill sur l'église d'Irlande, qui a triomphé de toutes les difficultés et a pu recevoir la sanction royale au moment où l'on croyait presque à un conflit entre les deux chambres, à la nécessité de quelque acte d'autorité nationale pour vaincre définitivement la résistance des lords.

Certes, si depuis deux ans il est une réforme portée en quelque sorte par un irrésistible courant d'opinion en Angleterre, c'est cette abolition de l'église officielle d'Irlande, et d'un autre côté l'heureux, le victorieux représentant de ce mouvement d'opinion, M. Gladstone, a mis assuré-

ment tout ce qu'il a de ressources d'esprit, d'équité conciliante, de prudente hardiesse, dans la réalisation d'une telle réforme. M. Gladstone a voulu trancher une grande question sans blesser trop vivement des intérêts puissans, sans soulever toutes les susceptibilités religieuses. Le bill qu'il a présenté à la chambre des communes dès l'ouverture de la session était un modèle d'acte révolutionnaire accompli sans violence, avec un sentiment pratique des choses. Ce n'était pas moins une révolution véritable, qui devait rencontrer une résistance énergique au foyer même de tous les instincts conservateurs, de toutes les forces traditionnelles, dans la chambre des lords. Si les lords avaient suivi leur inspiration, ils auraient indubitablement repoussé du premier coup cet acte audacieux, scandale de l'anglicanisme pur. L'opinion s'était prononcée d'une façon si tranchante, si impérieuse, qu'ils n'ont pas voulu accepter l'apparence d'une lutte directe contre le pays. Ils ont ouvert la porte à ce bill qui leur venait tout triomphant de la chambre des communes, ils ont craint de l'éconduire brutalement par un vote sommaire comme ils en auraient eu l'envie; mais ils l'ont amendé, ils lui ont fait subir toute sorte de transformations, ils ont effacé le préambule, qui résumait l'esprit de la mesure, ils ont changé la date de la mise à exécution, ils ont modifié toutes les conditions économiques, et, pour ne pas livrer l'église anglicane d'Irlande, ils auraient consenti plutôt à faire une part des avantages temporels aux autres cultes, à l'église catholique elle-même. C'était, à vrai dire, altérer complétement l'essence de la réforme.

Qu'est-il arrivé de ce bill ainsi amendé et remanié au point de n'être plus qu'une œuvre informe désavouée d'avance par l'opinion libérale? Au premier instant, on a laissé passer tranquillement la mauvaise humeur et l'éloquence des lords spirituels ou temporels, on a laissé la vieille chambre user de toutes ses armes constitutionnelles; puis, lorsque la loi est revenue à la chambre des communes, il est arrivé ce qui était bien facile à prévoir : les principaux amendemens votés par la chambre des pairs ont été écartés, le bill a été à peu près rétabli dans son intégrité primitive. Ici la question s'aggravait naturellement. Si les communes maintenaient leur vote, et si à leur tour les lords persistaient encore une fois dans les amendemens qu'ils avaient adoptés, c'était un vrai conflit entre les deux chambres. Le gouvernement, appuyé par les communes, avait sans doute l'opinion pour lui, les lords n'étaient pas moins dans leur droit. Il fallait ou ajourner le bill à une autre session, ou changer la majorité dans la chambre haute par quelque coup d'autorité, ou en appeler au pays par des élections nouvelles. De toute façon, la situation devenait critique. M. Bright ne ménageait plus déjà les gros mots, et M. Gladstone lui-même, dans un mouvement d'ironie, s'était laissé aller à comparer les lords à des aéronautes qui faisaient des voyages éthérés sans daigner s'occuper de ce qui se passait sur la terre.

Les pairs de leur côté ne manquaient pas d'accuser le premier ministre d'arrogance, et semblaient tout disposés à confirmer leurs premiers votes. Encore un pas, et tous les pouvoirs étaient aux prises. On a trouvé qu'il serait dangereux d'aller plus loin, qu'on avait assez combattu pour l'honneur du drapeau. Une conférence entre lord Granville, au nom du ministère, et lord Cairns, au nom de l'opposition de la chambre des pairs, a tout arrangé. On a cédé un peu des deux côtés, et, selon l'habitude anglaise, la lutte a fini par un compromis adopté par les deux chambres, définitivement sanctionné par la reine. Le ciel s'est rasséréné tout d'un coup, et on a même échangé des complimens. Il y a sans doute des esprits absolus qui trouvent déjà que M. Gladstone a eu tort de faire des concessions, qu'il a dénaturé, presque déshonoré son bill en sacrifiant quelques mots. M. Gladstone a procédé en véritable ministre anglais, comme ont procédé avant lui tous ceux qui ont mis la main aux œuvres les plus libérales. Qu'il ait cédé sur quelques points afin d'éviter un conflit qui pouvait être une périlleuse épreuve pour les institutions nationales, la réforme n'existe pas moins, le caractère officiel de l'église d'Irlande n'est pas moins aboli, et on est arrivé à un bill devant lequel l'opposition, représentée par lord Cairns dans la chambre des pairs, par M. Disraeli, par sir Roundell Palmer dans la chambre des communes, a fini par abaisser ses armes. Le combat terminé, il ne reste plus chez les adversaires de la veille qu'un sentiment égal de la puissance de la loi. Ces compromis, survenant toujours à propos, sont évidemment une victoire de l'esprit politique anglais; mais ils montrent aussi que dans ces luttes, même lorsqu'elles finissent par une transaction, les vieux lords ne peuvent plus rien empêcher : ils suspendent à peine un instant la marche des idées libérales en achevant d'user dans des résistances désormais impossibles ce que l'aristocratie britannique garde encore d'autorité et de prestige.

Ainsi passent les crises anglaises; mais les crises allemandes, quand et comment finiront-elles? L'Allemagne n'a pas, comme l'insulaire Angleterre, l'avantage d'être « un fragment détaché du volume du monde, » selon le mot de la jeune Imogène dans Shakspeare; elle fait partie du monde continental, « elle en est et elle y est. » Ses crises sont complexes comme sa situation. Les questions qui l'agitent, qui la passionnent, sont toujours à demi intérieures, à demi extérieures; quand on les croit assoupies, on s'aperçoit bien vite, à quelque signe inattendu, que les événemens de 1866 n'ont rien fini, que la paix n'est qu'une trêve, que la Prusse et l'Autriche, si occupées qu'elles soient de leurs affaires respectives, trouvent toujours le temps de se surveiller mutuellement, de se dire des choses désagréables, comme de bonnes amies qui se connaissent trop. La paix allemande, elle se résume vraiment dans cet état perpétuel d'escarmouches où vivent le chancelier de l'empire d'Autriche et le

chancelier de la confédération du nord, M. de Beust et M. de Bismarck. Ce n'est pas que d'aucun côté on veuille pousser ces querelles bien loin, on ne cesse de protester au contraire des intentions les plus pacifiques; mais enfin on reste dans cet état d'expectative où l'on semble toujours plus disposé à se piquer et à s'aigrir qu'à se rapprocher. Les publications du *livre rouge* autrichien sont l'occasion habituelle de ces petites explosions de mauvaise humeur, et le dernier recueil de documens diplomatiques qui vient d'être mis au jour à Vienne n'a pas manqué de produire son effet invariable. M. de Beust a une diplomatie froide et fine qui a visiblement le don de remuer la bile de M. de Bismarck. Tantôt il insinue que le chancelier de la confédération du nord se serait plaint à l'envoyé autrichien de la propagande anti-prussienne du prince de Metternich à Paris; tantôt, par une dépêche adressée à Dresde, il va au-devant des préventions qu'on aurait pu inspirer au cabinet saxon contre son intervention dans le différend franco-belge. On a beau répondre de Dresde qu'il n'y a eu aucune suggestion venue de la Prusse au sujet de l'affaire belge, on a beau répéter à Berlin que M. de Bismarck n'a pu se plaindre à l'envoyé d'Autriche, puisqu'il ne s'est pas entretenu avec lui depuis plus de huit mois: le coup n'est pas moins porté; le trait est lancé, et M. de Beust n'a guère arrangé les choses en déclarant récemment devant les délégations réunies à Vienne que l'Autriche ne demandait pas mieux que de témoigner ses dispositions amicales à la Prusse, mais qu'elle ne trouvait pas une parfaite réciprocité à Berlin. C'est toujours cette guerre impalpable et transparente qui a eu pour épisode la publication de la lettre de M. d'Usedom, la divulgation de la dépêche prussienne surprise et mise au jour par l'état-major autrichien. M. de Beust pousse imperturbablement sa pointe; à Berlin, on se moque de la littérature diplomatique du chancelier impérial, qu'on résume ainsi : « déprécier la Prusse, s'allier avec la France et se mettre soi-même en scène. » Le fait est que ce sont là des relations singulières, qui ressemblent passablement à un duel à peine dissimulé et toujours prêt à recommencer.

Ce serait sans doute une naïve illusion de croire qu'après la guerre de 1866 et dans la situation équivoque créée par cette guerre une amitié bien sincère et bien franche puisse renaître si tôt entre la Prusse et l'Autriche. Évidemment tout n'est pas fini, M. de Beust et M. de Bismarck ne sont que les représentans naturels d'antagonismes inévitables; mais qui rompra la trêve? qui commencera, ou mieux encore qui a le pouvoir de commencer? Ce n'est pas l'Autriche; l'Autriche a trop à faire chez elle, elle vit au milieu de tous ces périlleux problèmes que lui impose la diversité des races rassemblées sous son drapeau. Elle a son équilibre intérieur et son rôle européen à retrouver; elle ne le peut que par une politique patiente, intelligente et libérale. Ce n'est pas même une question d'aujourd'hui seulement, c'est l'éternelle histoire de

l'Autriche qui continue dans d'autres conditions, et M. Saint-René Taillandier ne fait qu'en raviver les enseignemens dans les intéressantes et sympathiques études qu'il réunit sous le titre de *Bohême et Hongrie, XVe siècle-XIXe siècle*. De tout temps en effet, là, au centre du continent, il y a eu un problème qui n'est pas encore résolu. Il s'agit de rassembler en faisceau ces races qui ne veulent pas renoncer à leur indépendance morale, qui s'affaiblissent par leurs divisions, et qui, mieux dirigées, appelées à une vie nouvelle, peuvent jouer un rôle préservateur pour l'Europe au milieu de ces grandes et menaçantes agglomérations qui se préparent. M. Saint-René Taillandier le montre avec talent; ce n'est pas une rêverie de l'histoire, c'est toute une politique au succès de laquelle la nation allemande elle-même est intéressée, si elle met le sentiment de sa vraie grandeur au-dessus d'une ambition sans règle, faite pour provoquer nécessairement des représailles.

Il y a une bien autre question qui se mêle aujourd'hui à la politique en Allemagne, qui commence à remuer les esprits, à faire diversion aux rivalités de l'Autriche et de la Prusse : c'est la question du concile qui va se réunir à Rome dans quelques mois. Que sera ce concile? que sortira-t-il de ce conclave d'évêques rassemblé au Vatican sous l'autorité du souverain pontife? C'est certainement une des affaires contemporaines les plus complexes, purement religieuse en apparence, très politique en réalité, touchant à tout, aux conditions les plus essentielles de la civilisation moderne aussi bien qu'aux rapports de l'église et des pouvoirs publics, et on dirait que le saint-siége s'est plu à lui donner un caractère particulier de gravité en affectant dès l'abord une allure absolument indépendante, en s'abstenant de toute entente préalable avec les gouvernemens. L'Italie a été naturellement la première à s'émouvoir, puisqu'elle serait la première à souffrir des agitations religieuses dont le signal pourrait partir de Rome. On a publié, il y a quelques mois, au-delà des Alpes, une brochure sur *le Concile œcuménique et les droits de l'état* qui était une revendication nette et positive des prérogatives de la société civile, et tout récemment encore il y avait auprès de Florence, aux eaux de Montecatini, une réunion de diplomates qu'on a fort soupçonnés de s'être occupés du concile, d'autant plus que, parmi ces diplomates à la recherche de la santé, se trouvait par hasard, comme toujours, le chef du cabinet de l'empereur des Français, M. Conti; mais ce n'est plus seulement en Italie désormais que la question s'agite, elle se débat évidemment et peut-être même avec plus de gravité en France à travers nos diversions intérieures, et depuis quelque temps elle est devenue un sujet de vive préoccupation en Allemagne. On en parle presque autant que de l'éternelle querelle de M. de Beust et de M. de Bismarck. On interroge par la pensée ce futur congrès ecclésiastique d'où on craint de voir sortir bien autre chose que des bénédictions pour la société moderne.

Les catholiques de Bonn, de Coblentz, adressent des pétitions à leur évêque pour le tenir en garde contre les velléités théocratiques, contre la témérité de dogmes nouveaux, et d'un autre côté il va y avoir, dit-on, au mois de septembre, à Fulda, une réunion des évêques allemands. Moralement donc il y a en Allemagne une assez sérieuse agitation qui tendrait à revendiquer une certaine indépendance pour les églises nationales. Politiquement, il y a déjà quelques mois, le premier ministre de Bavière, le prince de Hohenlohe, a pris l'initiative d'une démarche directe auprès des cabinets pour appeler leur attention sur la nécessité de concerter leur attitude. Cette démarche ne paraît pas sans doute avoir produit jusqu'ici des résultats bien sensibles, et il n'est point impossible que sur ce terrain même on n'ait vu percer en Allemagne l'antagonisme qui s'y manifeste un peu partout. M. de Bismarck a été peut-être porté à faire aux ouvertures du prince de Hohenlohe un accueil d'autant plus gracieux que M. de Beust les recevait d'une façon assez évasive. Quant à la France, quoique naturellement sympathique à tout ce qui peut sauvegarder les droits de la société civile, elle ne semble pas être sortie d'une certaine réserve. Au total, il n'y a jusqu'à ce moment, si nous ne nous trompons, aucune combinaison diplomatique précise. L'initiative du prince de Hohenlohe n'est pas moins un point de départ; elle répondait à une nécessité qu'on commence à sentir plus vivement qu'on ne la sentait il y a quelques mois, et on ne peut douter que ce ne soit désormais une des préoccupations sérieuses des cabinets européens.

Les gouvernemens seront-ils représentés au concile, comme ils l'ont été autrefois? Voilà la question politique immédiate, qui, à vrai dire, n'est pas la plus grave. Ce concile, moitié entraîné, moitié convaincu, se laissera-t-il aller à prendre pour symbole le *Syllabus* de 1864, à promulguer des dogmes tels que l'infaillibilité du pape, à sanctionner un code religieux en opposition directe avec toutes les tendances des sociétés modernes? Voilà la question morale. La situation du saint-siége est assurément délicate et critique. A ne considérer que les influences qui dominent à Rome, il est fort à craindre qu'on ne veuille aller jusqu'au bout, que le pape ne tienne à couronner son long pontificat par un de ces actes extraordinaires qui marquent un règne, qui peuvent aussi le perdre, et ce concile, qui est le dernier rêve de Pie IX, est peut-être destiné à faire plus que tout le reste pour décider la séparation définitive de l'église et de l'état, pour pousser les esprits vers la grande solution. Seulement il y a ici avant tout une difficulté pour la France; cette difficulté, nous le redirons encore, c'est la présence de nos soldats. Que feraient-ils autour d'un concile? Quel serait le rôle de notre drapeau couvrant de ses plis une assemblée d'où sortirait la condamnation de tous les principes qui sont l'essence de notre civilisation française?

S'il faut une armée de la foi, en voici une qui se présente pour con-

quérir l'Espagne. Quand nous disons qu'elle se présente, c'est une simple manière de parler, car on ne voit pas bien où elle est jusqu'ici. Seulement il est bien clair qu'il y a eu un signal donné. Le prétendant, l'infant don Carlos, paraît s'être rapproché des frontières. Quelques bandes se sont levées. C'était facile à prévoir, il y a six mois que l'insurrection carliste se fait annoncer de jour en jour. Qu'a-t-on fait en Espagne pour neutraliser d'avance cette levée de boucliers? On s'est mis à la recherche d'un roi pour échapper à la république, et on s'est arrêté dans une régence. Que le général Serrano se promène aujourd'hui sous les ombrages royaux de la Granja, que le général Prim soit un quasi-dictateur à Madrid, ce n'est point évidemment assez. Sans doute il y a une grande présomption dans cette tentative carliste, qui ne semble pas avoir pour le moment des chances bien sérieuses. La révolution espagnole n'en est pas arrivée à ce point d'abdiquer devant un drapeau vaincu il y a trente ans. Malheureusement il y a aujourd'hui en Espagne une chose au moins aussi dangereuse que don Carlos, et qui peut d'ailleurs aider à son succès: c'est l'immense anarchie qui commence à gagner les provinces. Les républicains d'un côté, les absolutistes de l'autre, et au milieu les bandes de brigands envahissant les chemins, s'abattant, comme on l'a vu l'autre jour, sur un établissement d'eaux thermales de la Manche pour tuer et piller, voilà qui peut conduire plus vite qu'on ne pense à une réaction dont on ne pourra plus calculer la mesure. Le parti carliste, le général Prim ne le vaincra pas seulement sur un champ de bataille, s'il l'y rencontre; il le vaincra surtout en raffermissant l'Espagne, en lui rendant la sécurité et la paix à l'abri d'un régime sérieusement libéral et définitif, s'il peut y avoir aujourd'hui quelque chose de définitif en Espagne.

CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

I. *Recherches sur le spectre solaire*, par A.-J. Angström; Upsal, W. Shultz. — II. *Spectrum analysis*, six lectures delivered by Henry E. Roscoe; London, Macmillan.

Dix ans se sont écoulés depuis le jour où Kirchhoff et Bunsen firent paraître leur premier mémoire sur l'analyse spectrale. L'enfant était venu au monde armé de toutes pièces : à peine inventée, la nouvelle méthode avait fait ses preuves sur la terre et dans le ciel. Elle nous avait donné deux nouveaux métaux, découverts sur les faibles indices fournis par une flamme de gaz dont le spectre s'enrichissait de quelques

raies bleues et rouges; elle avait permis à Kirchhoff d'expliquer la constitution du soleil par la comparaison des raies noires du spectre solaire avec les raies lumineuses des métaux terrestres. Grâce à ce brillant début, le nouveau procédé d'analyse chimique est devenu rapidement populaire; il n'est pas de laboratoire, si pauvre qu'il soit, qui n'ait son spectroscope et sa lampe de Bunsen. Les découvertes se sont succédé sans interruption. La liste des corps simples s'accroît sans cesse, et les noms des nouveau-venus conservent la mémoire de leur origine : on voit là figurer le *cæsium*, le *rubidium*, le *thallium*, l'*indium*, appelés ainsi à cause des raies qui en caractérisent les spectres. La moindre parcelle d'une substance suffit pour en révéler la présence lorsqu'on a recours à la nouvelle méthode; rien n'est délicat, rien n'est sensible comme ce merveilleux réactif que les deux professeurs d'Heidelberg ont mis entre les mains des chimistes.

Ce qui frappe le plus l'imagination dans les découvertes qui sont dues à l'analyse spectrale, c'est la portée qu'elles ont pour l'astronomie physique. Sur ce terrain, la moisson a été riche dans les deux dernières années. Les expéditions qui étaient parties pour l'Inde et la Cochinchine l'été dernier, afin d'y observer une éclipse totale de soleil, ne sont pas revenues sans avoir éclairci le mystère des protubérances roses qui s'aperçoivent toujours sur le bord de l'astre éclipsé pendant la durée de l'obscurité totale. Le 18 août 1868, on a vu le spectre des protubérances se résoudre en un petit nombre de raies brillantes, comme on en voit dans le spectre de l'hydrogène incandescent. M. Janssen, l'envoyé du bureau des longitudes, conçut alors une méthode d'observation qui a donné les plus beaux résultats dès le lendemain de l'éclipse. En réduisant convenablement la fente du spectroscope et en promenant la lunette sur le bord extrême du disque solaire, il a réussi à voir les lignes brillantes des protubérances en plein jour, en dehors des éclipses. Dès lors, plus de doute : le soleil est enveloppé d'une atmosphère d'hydrogène incandescent. Cette atmosphère est basse, à niveau fort inégal et tourmenté; les protubérances en sont simplement des portions soulevées, projetées, souvent détachées en nuages isolés. Quand l'annonce de cette découverte capitale parvint à l'Académie des Sciences, vers la fin du mois d'octobre dernier, un compétiteur anglais avait déjà enlevé à M. Janssen le succès de surprise qu'il eût obtenu sans cela; M. Lockyer avait réussi de son côté à voir le spectre des protubérances tous les jours. Il est juste d'ajouter que M. Lockyer cherchait depuis deux ans, qu'il avait même publié en 1866 une note sur le procédé dont il se servait pour examiner les bords du soleil en vue de la découverte des protubérances; mais les premières observations de ce genre sont dues à M. Janssen, et datent du 19 août 1868.

Grâce à MM. Lockyer, Janssen, Rayet et Secchi, nous connaissons au-

jourd'hui une douzaine de raies brillantes qui sont visibles dans le spectre des bords du soleil; mais, chose curieuse et fort inattendue, ces raies lumineuses ne correspondent pas toutes à des raies noires du spectre ordinaire, ni à des raies brillantes des spectres métalliques connus. Quatre seulement coïncident par leur position avec des raies appartenant à l'hydrogène et qu'on retrouve parmi les lignes de Fraunhofer dans le spectre solaire ordinaire; une autre pourrait bien être l'une des lignes du magnésium; le reste semblerait indiquer l'existence de corps simples qui nous sont encore inconnus. Il y a parmi ces lignes de l'atmosphère solaire une raie jaune qu'on avait d'abord prise pour cette raie du sodium qui se glisse partout, qui s'introduit dans le champ du spectroscope malgré l'observateur, parce que toutes les poussières terrestres renferment des parcelles de soude; vérification faite, il s'est trouvé que la raie jaune du soleil est certainement d'origine différente. Ce qui est très remarquable, c'est que la lumière de quelques étoiles semble renfermer les mêmes rayons jaunes.

Tout récemment, M. Huggins est d'ailleurs parvenu à voir non-seulement le spectre des protubérances roses, mais la forme même de ces proéminences en les regardant au travers d'un verre rubis foncé; on peut donc prévoir le moment où les astronomes produiront dans leurs lunettes des éclipses artificielles qu'ils pourront étudier à loisir sans avoir besoin pour cela d'aller chercher des fièvres en Cochinchine. Dès aujourd'hui, on peut dire que les recherches spectrales nous ont plus appris en dix ans sur la constitution physique du soleil et des corps célestes en général que ne nous en a révélé l'emploi des plus forts télescopes pendant trois siècles. Elles ouvrent les plus vastes horizons sur l'origine et la formation des mondes, elles font découvrir des corrélations imprévues, des analogies surprenantes, elles étendent, si cela est possible, les bornes de l'imagination.

Le livre que vient de publier M. Henry Enfield Roscoe résume d'une manière fort attachante l'histoire et les dernières conquêtes de l'analyse spectrale. Il se compose essentiellement d'une série de conférences que l'auteur a faites devant la Société pharmaceutique de Londres. Il y a joint la reproduction d'un grand nombre de documens originaux empruntés aux publications les plus importantes sur la matière. Ce qui distingue l'ouvrage de M. Roscoe et ce qui le rend très recommandable, c'est l'abondance des planches et des tableaux numériques. On y trouve le catalogue des raies solaires de Kirchhoff, avec des planches tirées en quatre couleurs, les tables spectrales d'Huggins et d'Angström, la description détaillée des appareils usités, enfin tout ce qui peut être utile aux travailleurs.

Le grand atlas du spectre solaire de M. Angström n'est achevé que depuis l'année dernière; il résume un travail immense, exécuté à l'aide des

méthodes les plus perfectionnées et des instrumens les plus délicats dont la science dispose aujourd'hui. Le célèbre physicien d'Upsal doit d'ailleurs être compté au nombre de ceux qui ont le plus contribué à nous faire connaître les raies spectrales; il les a étudiées dans les circonstances les plus diverses, il en a déterminé les positions d'une manière rigoureuse, et les planches qu'il a dessinées en reproduisent les moindres détails, des détails à peine saisissables pour l'œil. M. Angström a eu l'heureuse idée d'inscrire toutes les raies d'après l'échelle des longueurs d'onde absolues, qu'il a substituée aux échelles arbitraires basées sur la réfrangibilité des divers rayons. C'est ce qui justifie le titre de *spectre normal* placé en tête de ces planches d'une exécution vraiment remarquable.

R. RADAU.

Les deux Procès de condamnation de Jeanne Darc, mis pour la première fois en français par M. E. O'Reilly; Paris, 1868.

Il est en histoire des figures qui semblent destinées à faire le charme de notre imagination et le tourment de notre esprit. Celle de Jeanne Darc est de ce nombre. Qu'était-ce que cette fille ignorante, sortie de sa chaumière pour commander des armées, qui accomplit des actes de courage extraordinaires, qui entendait des voix surnaturelles lui dicter sa mission, qui déconcerta ses juges par sa fermeté tranquille? Les catholiques ne sont pas éloignés aujourd'hui d'en faire une sainte; le tribunal anglais vit en elle une sorcière, la France l'a toujours admirée comme l'héroïne à qui elle a dû le salut de sa nationalité. Quant à la critique historique, elle n'a pas encore dit son dernier mot.

Voilà ce qui fait l'intérêt de la publication de M. O'Reilly. Pour la première fois, il a traduit en français et mis à la portée de tous les lecteurs les documens relatifs à l'instruction poursuivie contre Jeanne par l'inquisition. Le texte latin de cette volumineuse procédure avait déjà été publié en 1849 par M. Quicherat. Les détails où entra l'accusée dans les nombreux interrogatoires sur sa vie antérieure et sa mission impriment à la physionomie de l'héroïne un relief singulier, les circonstances de son supplice lui donnent un attrait touchant dont on éprouve l'influence malgré tout l'appareil juridique sous lequel se dissimule le récit. Juriste lui-même, M. O'Reilly a su conserver à ces pièces, vieilles de quatre siècles, une couleur locale d'une grande fidélité. C'est en combinant ces dossiers authentiques avec les traditions plus ou moins légendaires que les historiens dégageront la vraie Jeanne Darc. Quoi qu'il advienne, elle restera toujours pour les Français une des plus sublimes manifestations du patriotisme.

J. LE BERQUIER.

C. BULOZ.

